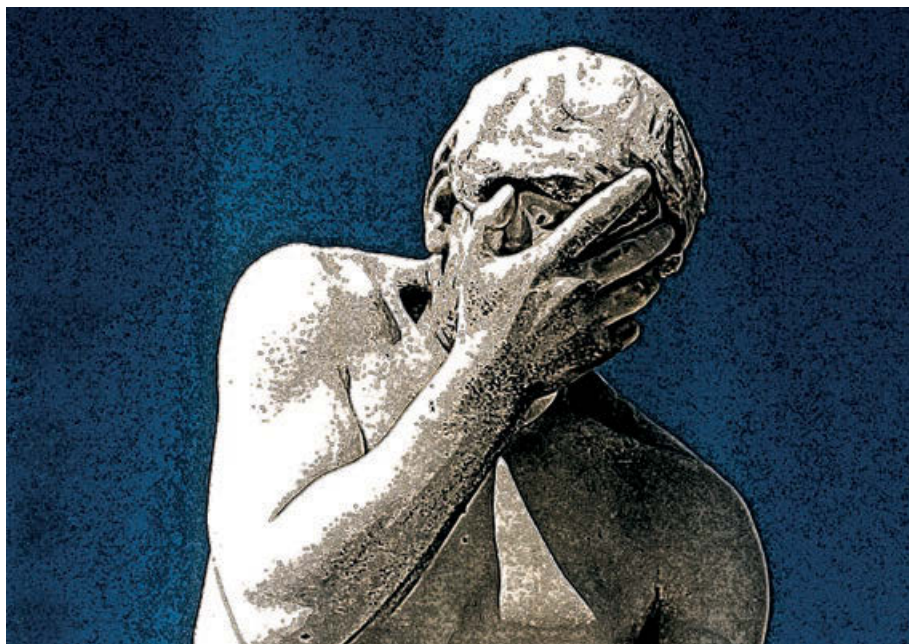


Bertrand Labasse

Vautrons-nous dans l'erreur



Les chroniques des Cahiers du journalisme et de l'information



DU MÊME AUTEUR

La Valeur des informations : ressorts et contraintes du marché des idées,
Les Presses de l'Université d'Ottawa (2020).

Moments de presse,
Presses de l'ESJ (2014).

La Communication écrite : une matière en quête de substance,
Éditions Colbert (2006).

Une dynamique de l'insignifiance,
Presses de l'ENSSIB (2003).

La Communication scientifique,
Éditions Colbert et Pôle universitaire lyonnais (2002).

Bertrand Labasse

Vautrons-nous dans l'erreur

Les chroniques des *Cahiers du journalisme et de l'information*

PESJ - 2024



Presses de l'École supérieure
de journalisme de Lille

50, rue Gauthier-de-Châtillon
59046 Lille cedex
FRANCE

ISBN (broché) : 9782858950218

ISBN (epub) : 9782858950225

Dépôt légal : 3^e trimestre 2024

IPSETM
FECI PRODUCTION

ISBN (pdf) : 9782982284401

© Bertrand Labasse

AVANT-PROPOS

Un dernier message avant de sombrer

On doit à l'abbé Prévost d'avoir inspiré d'un coup deux opéras de Massenet et un de Puccini, ce qui n'est pas rien, mais les vrais connaisseurs savent qu'il était surtout le fondateur, directeur et principal rédacteur d'un journal dont le nom est à lui seul une merveille. Peut-être le plus beau titre jamais arboré par un organe de presse ou par quelque écrit que ce soit : *Le Pour et Contre*. Lequel commençait par ce sage propos¹ :

« Ce n'est pas un petit embarras pour un écrivain que de prévenir le public en sa faveur, et de [...] s'emparer, pour ainsi dire, de l'opinion des hommes, en trouvant le moyen de leur persuader, non seulement que ce qu'on leur offre est excellent, mais qu'ils chercheroient inutilement quelque chose de meilleur, ou d'aussi bon. » Toutefois, insistait Prévost avant de passer à l'acte, puisque nul n'ignore que *« ce qu'on appelle aujourd'hui projets d'ouvrages, préfaces, avertissemens, introductions, sont autant de stratagèmes que les auteurs employent »*, il n'y a vraiment aucune raison de s'en priver.

Aucune raison, donc, même pour un ouvrage comme celui-ci dont l'excellence ne saurait manquer de frapper le lecteur le plus distrait (partons de l'hypothèse qu'il en aura au moins un). À la réflexion, ces pages pourraient peut-être se passer de justification, mais sûrement pas leur auteur. C'est qu'avec elles se noient dans un nuage de bulles ses chances d'être reconnu par la postérité comme ce qu'il s'était persuadé d'être, un plutôt rigoureux et quasiment honorable théoricien des ressorts sociocognitifs de

¹ *Le Pour et Contre*, n°1, La Haye, 1733, p. 1.

la sphère culturelle et médiatique. Les romanciers font ce qu'ils veulent, c'est pourquoi ils disent parfois n'importe quoi, mais les universitaires se doivent de rester graves : dans le monde de la recherche, on ne peut dire n'importe quoi qu'avec le plus grand sérieux.

D'où il s'ensuit en toute logique que puisque ces textes sont purgés de toute solennité académique, ils ne disent pas n'importe quoi. Comme il se trouvera toujours quelqu'un pour chercher la petite bête dans le syllogisme le plus irréfutable, disons-le tout net : ce livre ne rigole pas. Ni avec les concepts ni avec les faits. Il est bon de le souligner pour que tout le travail que m'ont demandé certains paragraphes soit enfin porté à mon crédit. On a sa fierté.

Pas seulement du travail, d'ailleurs. Une métaphore m'a coûté le prix d'un bon repas. Elle évoquait un bibelot dont je me suis souvenu peu avant parution que je l'avais perdu. Une livraison en 24 h l'a sauvée : c'était une trop bonne métaphore pour y renoncer à cause d'un lointain déménagement. Qu'il en ait l'air ou non, tout auteur *vraiment* sérieux se devrait d'inspecter jusqu'à la moindre analogie. Parlez-en à l'attaché de presse éberlué du ministère de l'Agriculture exhorté un beau matin à vérifier auprès de qui il voudrait – mais vite – si les cochons se roulaient bien dans le fumier. Je tenais ce cliché de la marquise de Sévigné laquelle, en y repensant, ne devait pas passer beaucoup de temps à garder le bétail. Il ne m'a réclamé qu'un coup de téléphone, suivi d'un courriel pour confirmer que oui, c'était une demande très sérieuse. Au total nettement moins de temps que l'examen de plusieurs rapports soporifiques sur l'avenir de la restauration en vue de valider une comparaison avec celui de l'information, mais là j'ai pu rentabiliser la chose en filant l'analogie sur plus d'une colonne et en la réutilisant dans quelques cours.

Bref, au cas où ça ne serait toujours pas clair, cet ouvrage est résolument voué à ce qui est par ailleurs son sujet : l'usage public des faits. Des faits socialement construits, d'accord, mais des faits tout de même. Le fait est l'allié du doute, le doute est l'allié de la raison et la raison c'est bien. Voilà le message. Évident ? On ne dirait pas.

Mais alors... le titre ? Le titre reprend simplement celui d'une des chroniques : il sonnait bien, je trouve, et ceux qui la liront jusqu'au bout verront qu'il ne signifie pas du tout ce qu'on pourrait croire. De toute façon, je ne pouvais plus utiliser *Le Pour et le Contre* depuis que l'abbé Prévost m'avait chipé l'idée¹.

Sans compter que quelques malveillants auraient pu susurrer que ces textes sont surtout du côté du contre. Rien n'est plus faux ! Il se pourrait que certaines pages égratignent gentiment une poignée des opinions farfelues et des thèses loufoques qui pullulent à propos des médias et de la sphère publique en général, mais ce n'est pas de ma faute si toute personne travaillant sur ce thème est condamnée à entendre plus d'absurdités péremptoires qu'un tableau d'art moderne. On pourra me reprocher bien des choses (« *je ne vois d'ailleurs pas lesquelles*, ajoutait Vialatte, *mais la mauvaise foi trouve toujours*² »), mais sûrement pas de m'abstenir de respecter à chaque instant l'équilibre le plus scrupuleux, alimentation mise à part : si certaines idées ont l'air saugrenues dès qu'on s'y arrête un peu, tout le mérite en revient à ceux qui les professent.

Rejetons avec une semblable indignation l'accusation d'auto-plagiat que je sens pointer. Il est vrai que, dans une ardeur écologique qu'on ne manquera pas de saluer, quelques textes recyclent des bribes d'articles de recherche plus académiques, donc impropres à la consommation humaine et de ce fait promis à l'enfouissement, mais ils sont le plus souvent référencés à l'intention du masochiste de passage. En outre, le lecteur attentif dont j'espère toujours la venue pourra remarquer qu'en sens inverse d'autres passages reposent mine de rien sur de micro recherches³, un peu improvisées selon les besoins du moment

¹ Non, chronologiquement parlant ce n'est pas exactement un fait : il n'y a rien de mal à ça tant que la chose est parfaitement évidente à tout un chacun. Je sais, c'est parfois délicat à juger, mais pas là (ni ailleurs dans ce livre, je pense).

² « Chronique de l'oryctérope », dans *Et c'est ainsi qu'Allah est grand*, Julliard, 1979, p. 65.

³ Pour ceux qui savent comment ce business marche, notons au passage que selon les règles de la revue, tous ces articles ont été soumis à l'examen préalable d'au moins deux pairs. Mais comme ces règles sont moins strictes pour la section Débats que pour la section Recherches (sinon à quoi bon ?), l'examen n'était pas anonyme. Pourtant, et malgré le choix judicieux des évaluateurs, il

mais plausiblement publiables comme telles une fois parées de l'attirail requis. On voit à nouveau ici qu'un équilibre est respecté entre ce qui provient d'ailleurs et ce qui pourrait aller ailleurs si une indolence naturelle ne me retenait pas. Tant pis pour cette petite étude de corpus qui me plaisait bien, ou pour la reproduction méthodologiquement identique du classique travail de Budd, Sievert et Schultz sur les rétractations, juste pour voir si les choses avaient changé depuis sa publication en 1988 (c'est le cas). Quant à ce que je tiens pour la première solution sérieuse – sur le fond, bien sûr – au vieux mais très coriace problème de la définition du journalisme, sur lequel tant se sont cassé les dents jusqu'ici, je ne désespère pas de trouver le temps et l'énergie de lui offrir un jour un débouché plus digne d'elle.

Que ceux qui ne s'intéressent pas plus que ça aux évolutions de la sphère publique ne se croient pas négligés pour autant. On a pensé à eux. Les étudiants en littérature, par exemple, trouveront ici assez d'échos à peine dissimulés d'autres œuvres admirables pour alimenter leur sempiternelle thèse sur l'intertextualité, ou alors remplacer une chasse aux œufs de Pâques s'il pleut ce jour-là (vous ne croyez quand même pas que des formules comme « *tout enflammés de candeur péremptoire* », « *révérence gardée envers Beuve-Méry* » ou « *citoyenneté, tu n'étais qu'un mot !* » me sont venues toutes seules⁴ ?) Avec un peu de chance, eux et d'autres conserveront aussi de leur lecture une terreur salubre des citations trouvées sur internet, si souvent fatales aux écrits de leurs prédécesseurs et parfois à la réputation de leurs profs.

Les amis des bêtes sont aussi les bienvenus (presque tous⁵). Ils croiseront dans ces pages toutes les bestioles qu'il faut pour peupler leur reproduction personnelle du quai de débarquement de l'arche de Noé. Et y gagneront une foule de connaissances utiles sur la différence essentielle entre les ours bruns, noirs et blancs, la subtilité du drongo brillant, l'amer déclassement du

m'a imposé quelques retouches mineures. Comme quoi on ne peut compter sur personne dans ce métier.

⁴ À quelques mots près, la première appartient à Cicéron (selon Quintilien), la seconde vient de Brassens et, rendons à César ce qui appartient à César, la troisième est de Brutus (si l'on en croit Dion Cassius).

⁵ Pour les autres, voir p. 187.

crocodile, la profonde philosophie du vautour ou, comme on l'a vu, l'hygiène corporelle du cochon.

Ah ! ah ! triompheront les calomniateurs. Des animaux : on voit bien que tout ici n'est que du réchauffé ! Jusqu'où la jalousie ne s'abaissera-t-elle pas ? Les mêmes marmonneraient sûrement que ce repas n'était peut-être pas mauvais, mais qu'il leur semble bien qu'une autre gargote avait déjà utilisé des carottes ou des champignons auparavant. Nul n'ignore pourtant que la captivante variété du règne animal compte avec la première personne du singulier parmi les ingrédients naturels de toute chronique digne de ce nom. On doit au délectable Henri Roorda, celui qui nous a appris que « *la pluie remonte à la plus haute antiquité* », d'avoir il y a plus d'un siècle révolutionné notre vision de l'hippopotame ou du puceron au grand déplaisir des zoologistes, mais même lui n'était pas le premier. Et puis on m'affirme que les animaux font un malheur sur Instagram...

Rien n'a été donc été négligé pour séduire le public le plus varié. Même la succession des textes, qui devait au départ suivre l'ordre inverse de leur publication – surtout parce que l'auteur approche de l'âge où l'adjectif « antichronologique » a quelque chose de plaisant – a été un peu retouchée, comme on arrange un bouquet de fleurs et dans le même but.

En somme, tout concourt à recommander cet ouvrage à l'admiration générale. Mais s'il se trouvait bizarrement quelqu'un pour ne pas le juger si bon que ça, qu'il comprenne que son devoir moral est de le clamer au plus large public possible, idéalement à la télévision, pour des raisons qu'on évoquera plus loin.

SOMMAIRE

Une panique de notre temps 1

L'effroi gagne les démocraties : voilà que la sphère publique est infectée par les fausses nouvelles. Mais si cette nouvelle-là s'avérait douteuse elle aussi, à quelle crainte pourrait-on donc se fier ?

Cité à comparaître 29

« Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas », n'a jamais dit Malraux. En tout cas, la religion des fausses citations y a pris beaucoup d'ampleur. Malheur aux incroyants !

Vautrons-nous dans l'erreur ! 47

Non seulement les médias se trompent, mais ils se trompent souvent mal. Au point de perdre tout le bénéfice de leurs faux pas, ne mesurant pas les avantages d'une bévue bien assumée. Sauf erreur de ma part.

Enfin révélé : ce qu'est le journalisme 65

De quoi parlent au juste les Cahiers ? Du « journalisme », sans doute, mais encore ? Après un quart de siècle d'existence et tant de numéros consacrés à ce terme vague, il est plus que temps de tirer les choses au clair. D'autant que cette question est devenue brûlante pour le journalisme lui-même. Quoi que ça puisse être.

Les vertus du désastre 103

En fissurant le modèle économique de la presse, les géants d'internet pourraient aussi scinder la dualité traditionnelle de l'actualité, production commerciale et service d'intérêt public. Si la loi de l'offre et de la demande ne suffit plus à préserver l'information de la collectivité, il faudra peut-être reconsidérer sérieusement la question.

Délivrez-nous du mal 123

Privé d'instinct moral à la suite d'un accident de jeunesse, l'auteur se penche néanmoins sur des dérives médiatiques bien connues. Mais son incapacité à distinguer le bien et le mal au premier coup d'oeil l'amène à croire contre toute vraisemblance que leur dénonciation vertueuse les aide surtout à perdurer.

Disruption, piège à cons (de quelques différences entre une analogie et une stratégie) 141

Les métaphores sont de vieilles amies du journalisme... mais moins que le scepticisme. Avant de trop miser sur une similitude apparente, les professionnels de l'information feraient bien de l'examiner d'un peu plus près.

Le problème avec les mots... 155

Soupeser les termes de l'actualité est aussi fondamental que vérifier les faits ou les chiffres, mais bien moins gratifiant que l'investigation et de plus en plus lourd à assumer. Glissons-en quelques mots.

Table des parutions 199

Une panique de notre temps

L'effroi gagne les démocraties : voilà que la sphère publique est infectée par les fausses nouvelles. Mais si cette nouvelle-là s'avérait douteuse elle aussi, à quelle crainte pourrait-on donc se fier ?

Les grimoires sont formels sur ce point : l'Apocalypse s'annoncera par des signes étranges auxquels tout prophète compétent reconnaitra le début de la fin. On ne signalait pas ces derniers temps plus de lapins pondant des œufs ou de chèvres à deux têtes que d'habitude, mais les présages funestes ont dû se moderniser depuis l'Antiquité. Or, ils semblent bel et bien se multiplier aujourd'hui en version 2.0. Aux États-Unis, déjà, où l'Antéchrist se signale par une tignasse jaune et une peau orange qui ne sont sûrement pas humaines. Le voir plaider tour à tour pour la défense de la vérité et de l'État de droit, le respect du processus électoral et même la sauvegarde des institutions démocratiques suffirait à plonger n'importe qui dans la confusion, mais partout se remarquent des anomalies dont la bizarrerie n'augure rien de bon.

Le meilleur parmesan est désormais produit au Wisconsin affirme un expert, lui-même parmesan¹. La supervision éthique de Microsoft est insuffisante clame un autre expert, lui-même propriétaire de Twitter/X. La lutte contre le réchauffement climatique est capitale claironne une publicité de l'industrie des sables bitumineux (les mines de charbon préparent sûrement la leur). Et voilà qu'un sondage nous apprend que les Français ne se prennent plus pour le peuple le plus cultivé de la planète². Là, c'est

¹ Il travaille à l'Université de Parme, quoi.

² Ils ne seraient plus que 15 % à le croire affirme l'IFOP (novembre 2022), alors que plus de 30 % pensent désormais le contraire. Les autres ne savent pas bien. Heureusement, les Parisiens s'estiment toujours plus cultivés que leurs compatriotes de province : il reste des vérités éternelles.

trop. Toute chose peut-elle donc tout à coup s'avérer l'inverse de ce qu'on pensait jusque-là ? Devant tant de signaux insensés la raison chancelle. Le principe de non-contradiction qui nous accompagnait fidèlement depuis Aristote s'effondre en un tas de gravats à côté duquel le Parthénon aurait l'air flambant neuf. Et pendant ce temps, un peu partout, populistes et complotistes en tout genre s'affairent à boucler la première étape prévue sur la route du jugement dernier : « *de nombreux faux prophètes s'élèveront, et ils séduiront beaucoup de gens* » (Matthieu 24:11).

Bref, l'avenir se présente plutôt mal. À quel repère se fier si l'on ne peut plus croire au parmesan ? Ni même aux Français ? Tout géologue ou glaciologue vous le dira : quand les balises les mieux plantées s'engloutissent sous vos yeux, la suite ne va pas être plaisante.

Serait-ce le moment de paniquer ? Peut-être bien, mais la panique, nous dit Douglas Adams, est une chose trop sérieuse pour s'improviser sur l'impulsion du moment. On ne devrait s'y abandonner qu'après mûre réflexion.

Prenons les ours. En cas d'attaque avérée, la consigne officielle est de ne pas s'affoler avant de les avoir bien étudiés. S'ils sont bruns avec des reflets gris (d'où le nom *grizzli*), c'est le moment ou jamais de piquer un petit somme : se coucher sur le ventre et espérer qu'on se réveillera reposé. Ou au moins qu'on se réveillera. Pour ceux qui ont le poil noir en revanche, une nourriture qui a déjà l'air morte représente surtout du boulot en moins. Dans ce cas, un brin de panique pourra être excusé, le seul conseil restant ne pouvant rassurer que ceux qui se sentent capables de battre un ours à mains nues. Éviter aussi les ours blancs.

On voit ici toute l'utilité de ne pas confondre les dangers, même s'ils se ressemblent jusqu'au bout des griffes. Certains peuvent, paraît-il, disparaître avec une bonne sieste, les autres réclament l'énergie du désespoir et si possible un gourdin. Malheureusement, le discernement des détails importants semble justement être de ces choses qui disparaissent à vue d'œil.

Ainsi voit-on dans bien des démocraties réelles ou supposées les moutons manifester une curieuse propension à voter pour les

lous. C'est que, décidément, les bergers les énervent avec leurs airs supérieurs et leurs idées compliquées. Au moins, les lous marchent à quatre pattes comme tout le monde, leurs idées sont toujours simples et ils n'ennuient personne avec des règlements idiots. Quant aux petits tas d'os et de poils sanglants qu'on peut voir ici ou là, ce sont sûrement des mystifications. À l'évidence un complot des éleveurs : plus ils vous suggèrent d'ouvrir le dictionnaire à la page « carnivore » moins il faut les écouter. C'est le genre de gars qui lisent des livres. De toute façon la page a dû être trafiquée aussi. Amis quadrupèdes, ne croyez pas leurs *fake news* !

Les fausses nouvelles... voilà au moins un sujet sur lequel tout le monde semble d'accord, les exaltés comme les modérés, les progressistes comme les conservateurs. Ce sont des ruses du pouvoir. Ou alors des ruses de la subversion. Ou des ruses des Russes. En tout cas, elles menacent tout ce que nous aimons.

Tant d'enthousiasme dans l'effroi néglige une question essentielle. Ont-elles le poil noir ou brun ? C'est ce qui pourrait différencier un abîme sous nos pieds et un abyme sous notre nez. Se pourrait-il donc que l'invasion des fausses nouvelles en soit elle-même une ? Difficile d'y croire, donc de ne pas y croire³ : les messages insensés qui circulaient durant la pandémie étaient de vraies faussetés, aussi authentiquement fallacieuses qu'il est possible de l'être. Et elles tuaient bel et bien des gens. Donc, ça existe et ça peut être très dangereux, un peu comme les ours. Mais à quel point au juste ?

Aux sources du mal

Remontons à l'origine de la menace. Les cris d'alarme qui résonnent le plus (souvent ceux qui raisonnent le moins) la présentent comme un sous-produit des médias sociaux. Quelque chose comme une expérience qui aurait mal tourné dans un laboratoire de la Silicon Valley avant de s'en échapper pour contaminer la planète.

³ Avec un peu d'attention ça devient très clair (au besoin, utiliser un crayon).

De plus avisés objectent qu'elle nous accompagne depuis l'Antiquité : on rappelle en particulier les médisances de Procope de Césarée sur l'empereur Justinien et par la suite celles de Pierre l'Arétin. Pourquoi ces deux seconds rôles plutôt qu'Antoine ou Néron, orfèvres en la matière, ou les sycophantes grecs, professionnels de la calomnie ? Ils doivent sans doute leur célébrité inespérée à un bref texte de l'historien Robert Darnton et ensuite à la magie autocumulative de Google Search, la chambre d'écho de l'érudition minute. Mais même répété, ça reste une fausse information. D'abord parce que les fausses nouvelles sont beaucoup plus anciennes que ça. Et aussi parce qu'elles sont bien plus récentes.

Si l'on parle de tromperie en général, cet art était sûrement maîtrisé lorsque nos aïeux décidèrent de se faire pousser des poumons et des pattes, histoire d'aller voir s'il y avait quelque chose d'amusant à faire sur la terre ferme. Mais même en restreignant la question aux seules informations mensongères sur un sujet d'intérêt public, les hominidés n'ont rien inventé du tout. Lorsqu'un singe capucin découvre une source de nourriture appétissante, il sait qu'elle ira aux plus costauds de la bande. Quand on est petit, il faut être malin... On vérifie que personne n'a encore rien vu, on inspire un bon coup et, hop, on pousse le cri d'alerte « danger en approche ». Vivement intéressé par cette actualité, tout l'auditoire, costauds compris, se disperse dans les arbres.

La fausse nouvelle serait-elle au moins le propre du primate ? Même pas. Le drongo brillant, quelque chose comme un corbeau nain, fait exactement le même coup et cette fois-ci à une autre espèce, les suricates, pour leur voler leurs propres friandises. On ne l'appelle pas brillant pour rien⁴. Comme il est vraiment malin et que les prédateurs ne manquent pas, ses alertes sont la plupart du temps fiables : un suricate qui prendrait soin de *fact checker* ses annonces n'aurait probablement pas le temps de le regretter. Le drongo a compris que les tromperies étaient plus crédibles au milieu des faits réels. Tout ça avec un cerveau de la taille d'un grain de raisin, soit à peine moins que ce qu'il lui faudrait

⁴ Ou alors ça viendrait plutôt de son plumage luisant. À chacun de se faire son idée...

pour être candidat républicain ou commentateur sur Fox News, d'autant qu'il a déjà l'éthique requise⁵.

Notons au passage que les suricates, mammifères sociaux, sont en théorie bien plus intelligents qu'un volatile de base. Ce qui démontre – et l'actualité aussi – que l'intelligence n'est pas forcément un avantage compétitif dans la sphère publique. La ruse et l'absence de scrupules fonctionnent souvent bien mieux : comme le résumait Woody Allen, « *les méchants ont dû comprendre quelque chose que les bons ignorent* ».

L'année 0 de la désinformation

Quoi qu'il en soit, il est clair que les *fake news* sont là depuis toujours. On ne serait même plus surpris d'apprendre que certaines peintures rupestres étaient commanditées en douce par les agents d'une tribu rivale. Pour autant, il est tout aussi clair que les fausses nouvelles sont en réalité un phénomène très récent. On peut même le dater avec précision : tout a semble-t-il commencé le 8 décembre 2016.

Ce jour-là, discourant à l'occasion du pot de départ d'un sénateur qui prenait sa retraite, Hillary Clinton lança à brûle-pourpoint un avertissement solennel contre l'« *épidémie des fausses nouvelles malintentionnées* ». C'est qu'un quidam venait juste de vider son chargeur dans une pizzeria de Washington où il avait lu qu'elle logeait son club de pédophiles satanistes. C'est peut-être aussi – incidemment – qu'elle avait été un mois plus tôt l'objet d'une autre nouvelle si absurde qu'on se pince encore pour y croire : selon une rumeur relayée par tous les grands médias, elle avait perdu l'élection présidentielle.

Bref, martela-t-elle, il était devenu « *impératif que les dirigeants, tant du secteur privé que du secteur public, se dressent pour protéger notre démocratie et des vies innocentes* ». On ne sait pas trop si quelqu'un du secteur privé a entendu la Cassandra démocrate, apparemment pas, mais du côté de la sphère publique si : Donald Trump trouva même l'idée excellente. Pas le concept dont il était déjà

⁵ Boutade, bien entendu. En réalité il ne semble pas y avoir de minimum officiel pour l'un ou l'autre critère.

un virtuose, l'appellation. Elle ne datait pas d'hier, mais c'était la locution idéale pour désigner à l'avenir tout ce qui ne proviendrait pas de lui et des siens.

Ainsi les *fake news* envahirent-elles via son compte Twitter le paysage du débat public, écrasant en un éclair les molles désignations concurrentes (*spurious claims, phony news, misinfomation, false statement, spin*, etc.) L'expression avait déjà soulevé un certain intérêt peu avant, lorsque le journaliste canadien Craig Silverman avait publié plusieurs articles fouillés sur l'infestation des *fake news*, en particulier un sur les adolescents de Macédoine du Nord qui les produisaient à la chaîne. Mais ses enquêtes ont culminé en 2016, d'où l'on conclura que c'est bien cette année, celle de l'élection présidentielle états-unienne, que le problème est né.

Rien de plus facile à vérifier grâce aux recherches en ligne : les données de Google Trends montrent sans le moindre doute que c'est à l'automne 2016 qu'il est apparu sur le radar collectif, lequel il n'a plus quitté depuis. On s'en féliciterait si l'on ne remarquait pas le pic d'attention ultérieur : comme il se doit, il est lié à la pandémie, mais à un stade si précoce que ceux qui tapingaient ce mot-clef devaient nourrir bien plus de soupçons envers les informations officielles que vis-à-vis du flot d'affabulations à venir.

En tout cas, l'origine des fausses nouvelles est maintenant beaucoup plus claire. Résumons : elles sont un sous-produit d'internet et surtout des médias sociaux de la Silicon Valley. C'est vrai. Mais elles proviennent en fait de l'Antiquité. C'est vrai. Quoiqu'elles précèdent en réalité l'aube de l'humanité. Vrai aussi. Cependant, le phénomène remonte très précisément à 2016. Vrai encore. C'était tout simple...

Une souche mutante ?

Ces détails de calendrier n'ont l'air de rien, mais ils sont cruciaux. Car si le péril nous accompagne depuis la nuit des temps, force est de constater que le genre humain a jusqu'ici réussi à s'en accommoder tant bien que mal. Plutôt mal que bien, à dire vrai, si l'on considère la quantité de massacres que ces choses-là

ont déclenchés : quand la rumeur se répandait jadis qu'un enfant avait été enlevé, on ne tirait pas quelques balles dans le plafond d'une pizzeria, on brûlait tout le village avec ses habitants dedans. Mais malgré toutes les petites et grandes atrocités qu'ils ont provoquées, les faux bruits n'ont pas pu empêcher un bon nombre de pays d'accéder à une paix relative et de tenir des élections de temps à autre. En revanche, si c'est là un virus nouveau, ou s'il a muté grâce aux réseaux sociaux, Dieu seul sait où il peut entraîner les démocraties.

Évidemment, le fait qu'il n'existe aucun accord, y compris chez les chercheurs, sur ce qui constitue ou non une *fake news* en bonne et due forme ne facilite pas les prévisions. Les plus généreux élargissent la notion jusqu'à englober la propagande idéologique en général, la publicité commerciale et même les parodies et les satires. Les plus regardants la soumettent à une liste de conditions pointilleuses : imiter un contenu journalistique, évoquer une autorité crédible, chercher sciemment à manipuler le public, etc. Certains s'efforcent aussi de séparer plusieurs catégories : malinformation, mésinformation, désinformation...

Tout ça n'est pas inutile pour tenter d'organiser vaguement la confusion ambiante. Mieux vaut de la confusion un peu rangée que de la confusion désordonnée. Mais ça reste de la confusion : comme toujours dans ce genre de choses, chaque définition est défendable et toutes sont contestables point par point. Après tout, la championne des fausses nouvelles, celle qui claironnait contre toute vraisemblance que le pape François apportait son soutien à Donald Trump, provenait d'un site explicitement parodique (son succès a atterré son créateur : ça lui apprendra). Mais on ne peut tout de même pas se mettre à assimiler tous les humoristes et imitateurs de l'audiovisuel à des manipulateurs. À ce compte-là, débarrassons-nous aussi des écrivains : comme le déplorait déjà Platon, leurs histoires sont pleines de choses même pas vraies.

À moins que ce soit la volonté de nuire qui signe le délit, de même qu'une bouteille ou un tabouret de bar peut juridiquement devenir une arme « par destination » pour peu qu'on en fasse avec trop d'ardeur un usage non prévu par le fabricant. Hmmmm. Les tabourets peut-être, mais pour les fausses nouvelles, ça ne

marche pas tellement. On peut douter que la majorité de ceux qui ont relayé l'absurde onction vaticane de Donald Trump compaient vraiment tromper leurs amis. Même au fin fond de la Bible belt, on doit sûrement savoir que le pape François n'est pas exactement un ultraréactionnaire : c'est justement pour ça qu'on ne l'aime pas trop là-bas. Mais on aime rigoler de temps en temps.

En outre, depuis les enquêtes de Silverman et de quelques autres, on sait qu'une bonne partie des fausses nouvelles qui ont submergé la campagne présidentielle états-unienne n'étaient pas du tout malintentionnées : les hordes d'ados macédoniens qui les ont produites à jet continu se moquaient bien du résultat des élections. Ils voulaient juste profiter à un océan de distance d'une source de revenus publicitaires facile à exploiter. Rien de personnel.

Plus généralement, pour en revenir à lui encore et encore (à grand regret mais peut-on parler de montagnes sans évoquer l'Everest ?) les 30 573 contrevérités attribuées à Donald Trump par les vérificateurs exténués du *Washington Post* échappent souvent à l'un ou l'autre des critères censés caractériser une *fake news*, en particulier tous les énoncés qui n'entretiennent pas assez de rapport avec l'actualité, les faits ou quoi que ce soit dans le monde réel pour constituer à proprement parler des informations fausses.

Sans compter qu'une autre bonne partie des affabulations véhiculées dans la sphère publique provient de médias classiques. Le *National Enquirer* et d'autres tabloïds, mais aussi, mine de rien, les chaînes du câble qui malgré des noms comme *History Channel* ou *Discovery Science* enchaînent les émissions sur les phénomènes surnaturels ou les visiteurs extraterrestres. Tout y semble très crédible tant qu'on ne regarde pas trop les qualifications des « experts » qui s'expriment et qu'on oublie cette histoire de limite de vitesse qui nuit tant au tourisme interstellaire. Laquelle vitesse limite ne peut d'ailleurs s'atteindre qu'en ayant une masse nulle, ce qui ne laisse pas beaucoup de place pour les bagages. Mais supposer que quelqu'un, même vert, veuille voyager tant d'années ou de siècles sans sa brosse à dents pour le seul plaisir de jouer à cache-cache avec une bande de primates mal dégrossis

(ou juste pour poster un selfie sur son Instagram galactique) ne dérange pas les intervenants⁶.

L'ennui, c'est que ça n'a pas non plus l'air de déranger leur abondant public. Ni l'intelligentsia : tant que ce n'est pas politique ou sanitaire, ça va. Ce n'est donc pas des fausses nouvelles traditionnelles qu'il faudrait avoir peur, c'est des fausses nouvelles nouvelles. C'est très différent. Dans le premier cas, il se trouve simplement que les téléspectateurs ne font pas attention à la crédibilité des locuteurs, admettent des prémices absurdes et avalent des preuves ineptes pour en conclure que le gouvernement nous cache la vérité. Alors que dans le second cas... voyons... disons que dans le second cas, le canal n'appartient pas à Disney ou à Bell. Et puis ces chaînes du câble signalent toujours en début d'émission qu'elles ne sont pas responsables des boniments qu'elles diffusent. Rien à voir, donc, avec les médias sociaux...

L'écœurement gagne

D'accord. Ne mélangeons pas tout. Lorsque les définitions formelles échouent, ce qui est souvent le cas quand on traite d'activités humaines, il ne reste plus qu'à recourir au truc de la typicité générique, c'est-à-dire se rabattre sur une désignation un peu souple qui repose sur les propriétés typiques (mais non obligatoires) communément attribuées à quelque chose. En général, dans son sens nouveau, une fausse nouvelle typique imite ou distord sciemment une information factuelle pour tromper les utilisateurs des réseaux sociaux dans un but mercantile, idéologique ou les deux. Beaucoup de contre-exemples possibles, mais l'idée générale est assez claire.

Quant aux conséquences, elles sont évidentes. L'un des effets les plus flagrants des *fake news* est certainement l'écœurement. À tel point que le terme a fini par donner la nausée à ses principaux promoteurs. Dont celui qui se vante de l'avoir inventé, et qui lui a en tout cas donné un sens inédit :

⁶ Convenons-en, les vidéos prises par des avions de chasse de l'US Navy et récemment déclassifiées auraient (pour une fois) de quoi troubler aussi des esprits rationnels, mais ceux-ci ne sont généralement pas invités dans ces émissions, restant plausiblement attachés jusqu'à nouvel ordre aux lois de base de la physique.

Maintenant, j'appelle les « fausses nouvelles » des « nouvelles corrompues ». Parce que « fausses » n'est pas assez dur, et c'est moi qui avais imaginé ce terme – j'en suis très fier – mais je crois que je vais souvent le remplacer par « nouvelles corrompues⁷ ».

Plus modeste, ce qui n'est pas très difficile, et par ailleurs différent à tout égard, l'autre pionnier de l'appellation l'a pareillement désavouée :

J'ai aidé à populariser le terme « fake news » et maintenant je grince des dents à chaque fois que je l'entends [...] les « fausses nouvelles » sont désormais à la fois un slogan vide et un signe d'avertissement profondément troublant⁸.

Ils ne sont pas les seuls à vouloir en finir avec cette locution creuse : l'évocation des fausses nouvelles suscite aujourd'hui un accablement croissant. Ne serait-ce que parce que leur possible tsunami numérique a provoqué un raz de marée éditorial bien réel. Notamment dans le monde universitaire, où la courbe des publications scientifiques sur ce thème ressemble furieusement à celle des questionnements profanes sur Google Search.

Il serait très mesquin de noter que les chercheurs savent aussi bien que n'importe quel ado macédonien identifier une bonne source budgétaire quand elle se présente. Certes, l'ouverture des vannes des financements de recherche n'a pas dû nuire à cet effort collectif, pas plus que l'excitation juvénile de bien des scientifiques pour les problématiques chaudes du moment, mais le fait est qu'il y avait bel et bien là matière à recherches. Et beaucoup de monde pour s'en charger. Comme tout savant s'estime expert dans au moins deux domaines, sa spécialité et la communication de masse, les grandes revues comme *Science* et *Nature* ont accueilli à bras ouverts les écrits de chercheurs de toute sorte sur l'impact effrayant des fausses nouvelles, leur prodigieuse rapidité de propagation et leur gonflement irrésistible. En aurait-on douté que le cataclysme de l'élection états-unienne de 2016 suffisait à

⁷ Transcription de la conférence de presse conjointe des présidents Trump et Niinistö (La Maison-Blanche, Service de presse, 02.10.2019).

⁸ Craig Silverman, « I helped popularize the term “fake news” and now I cringe every time I hear it », *Buzzfeed News* [en ligne], 31.12.2017.

convaincre : un résultat politique aussi inimaginable exigeait une cause effarante.

En matière de communication, on reconnaît un néophyte à sa tendance instinctive à attribuer à une variable unique une conséquence directe (les jeux vidéo rendent violent⁹, etc.) Traditionnellement, plus l'effet annoncé est spectaculaire plus la méthodologie est douteuse. Les connaisseurs savent que la réception des messages dépend d'un imbroglio de variables complexes qui, comme leur nom l'indique, varient selon les situations et les individus mais dont la résultante est toujours bien plus faible que ce qu'on pourrait croire. Les fausses informations n'échappent pas à la règle. Comme le résume avec une exaspération mal dissimulée un examen systématique de toutes ces recherches mené par un trio de vrais spécialistes :

Les récits alarmistes sur la désinformation en ligne continuent de gagner du terrain malgré les preuves que sa prévalence et son impact sont surestimés. [...] Premièrement, les scientifiques se concentrent sur les médias sociaux parce que c'est méthodologiquement pratique, mais la désinformation n'est pas seulement un problème de médias sociaux. Deuxièmement, Internet ne regorge pas de désinformation ou de nouvelles, mais de mêmes et de contenus divertissants. Troisièmement, les mensonges ne se répandent pas plus vite que la vérité [...] Quatrièmement, les gens ne croient pas tout ce qu'ils voient sur Internet : le volume considérable d'engagement ne doit pas être confondu avec la croyance. Cinquièmement, les gens sont plus susceptibles d'être mal informés que désinformés ; les enquêtes surestiment les perceptions erronées [...] Sixièmement, l'influence de la désinformation sur le comportement des gens est exagérée car la désinformation prêche souvent les convaincus¹⁰.

⁹ En substance : non. Pour une mise au point un peu plus détaillée, voir par exemple Aaron Drummond, James D. Sauer et Christopher J. Ferguson, « Do longitudinal studies support long-term relationships between aggressive game play and youth aggressive behaviour? A meta-analytic examination », *Royal Society Open Science*, vol. 7, n°7, 2020.

¹⁰ Sacha Altay, Manon Berriche, et Alberto Acerbi, « Misinformation on misinformation: Conceptual and methodological challenge », *Social Media+ Society*, vol. 9, n°1, 2023.

Les professionnels sont plus malins que ça

Trump ne devrait-il donc pas son élection aux usines russes de fausses nouvelles ? Peut-être un tout petit peu puisqu'au bout du compte le scrutin s'est joué à presque rien, mais infiniment moins à ça qu'à plusieurs autres facteurs. On oublie d'ailleurs qu'il n'est que le dernier d'une lignée de présidents réputés inaptes à un degré ou un autre mais élus par le peuple, l'un sans le moindre concours des médias sociaux (George W. Bush), l'autre sans même l'apport d'internet ou de Fox News (Ronald Reagan).

Quant aux Russes, c'étaient des professionnels : ils avaient mieux à faire que d'inventer des faits, sachant que les questions factuelles avaient peu de poids dans de telles élections (sans quoi elles eussent toutes trois tourné très différemment). Le bon terrain, c'était celui des convictions aveugles, des certitudes inconséquentes, bref le marais turbide des opinions exaltées. Lesquelles ils s'efforcèrent d'attiser à grand renfort de mêmes, de faux comptes militants et de publicités sous des signatures aussi opposées que *Blacktivist*, *Black Matters*, *Veteran Come First*, *LGBT United* ou *Army of Jesus*, sans oublier *Born Liberal*, *Heart of Texas*, *BlackPanther* et d'autres. Il y en avait pour les adeptes de toutes les convictions, mais les mieux servis ont de loin été les Afro-Américains, que l'on fit de son mieux pour pousser à boycotter l'élection à grand renfort de mêmes serinant que les deux candidats, étant riches et blancs, ne valaient pas mieux l'un que l'autre (« *Do not vote for oppressors* », « *I won't vote, will you ?* »). Vicieux mais malin. Le taux de participation des électeurs noirs n'avait cessé de croître au fil des trois dernières présidentielles ; il a plongé cette fois-ci.

Sans doute n'était-ce pas la seule raison puisque ce genre de chose est toujours multifactoriel. D'ailleurs, l'heureux élu avait sa propre explication : « *Beaucoup de Noirs ne sont pas allés voter pour Hillary parce qu'ils m'aimaient bien ; c'était presque aussi bien que d'obtenir leur vote, vous savez*¹¹ ». Presque aussi bien en effet, puisque le résultat a été le même. Mais entre le ressort de l'affection et celui du clivage racial, les opérateurs russes avaient clairement misé sur le second.

¹¹ Propos de Donald Trump, rapportés par Nolan D. McCaskill, « 'It was great': In leaked audio, Trump hailed low Black turnout in 2016 », *Politico*, 21.08.2020.

Des sales types, décidément : il est désormais clair que la manipulation des médias sociaux est l'arme par excellence des dictatures pour empoisonner les démocraties. Ainsi l'équipe de sécurité de Meta a-t-elle simultanément bloqué durant l'été 2022 un autre réseau de faux comptes russes mais aussi un chinois du même acabit. Et, oh... un troisième réseau, dont les mystérieux opérateurs manifestaient une excellente maîtrise des langues russe, persane et arabe, ainsi qu'une nette propension à soutenir les perspectives américaines et à démolir celles de la Russie, de la Chine ou de l'Iran. Et quoique prétendant résider dans ces pays-là, ils ne travaillaient que pendant les heures de bureau pratiquées à Washington...

Difficile d'être surpris : à l'instar de leurs adversaires, les États-Unis se sont souvent illustrés dans le passé par leurs opérations de propagande en sous-main, et leurs alliés aussi. Même l'aimable Canada, dans sa doctrine militaire intitulée *Opérations psychologiques*¹², suggère d'« *affaiblir la cohésion et de susciter de l'animosité et de la peur* », d'« *identifier les frustrations au sein du public visé et de s'efforcer de les amplifier* » et plus généralement de miser sur les émotions : « *les appels à l'intellect peuvent être réglés par la logique ; les appels à l'émotion – aux tripes ou au cœur – ne sont pas si faciles à régler.* » Du classique¹³. D'ailleurs, le manuel n'est pas très à jour sur les nouveaux médias et on croit comprendre qu'il vise essentiellement les situations de conflit : rien n'indique que les Canadiens aient ces derniers temps mis en pratique des idées aussi efficaces que celle, par exemple, de « *créer de la méfiance et de la suspicion parmi les différentes races composant le public visé* » (*ibid.*), mais on voit qu'ils connaissent eux aussi le truc des Russes.

N'en déplaise à Woody Allen, les gentils n'ignorent pas forcément ce que les méchants savent. Et n'en déplaise à Sartre, l'enfer ce n'est pas seulement les autres. La carte des quelque 200 fermes à trolls repérées par Meta depuis 2017, un véritable atlas mondial de la désinformation, montre des points un peu partout. En Russie, en Iran et en Chine, surtout, mais aussi dans la majorité

¹² Canadian Forces, *Psychological operations – Joint Doctrine Manual B-GJ-005-313/FP-001*, 2004, p. E3.

¹³ Les amateurs de rhétorique reconnaîtront ici le bon vieil avantage aristotélicien du *pathos* sur le *logos*.

des pays du G7. Infiniment moins nombreux, d'accord, et la carte ne distingue pas les opérateurs privés et étatiques dans ce qu'elle appelle sobrement des « *comportements inauthentiques coordonnés* », mais voilà encore une idée reçue qui s'effondre. Non seulement les fausses nouvelles ont moins d'effet qu'on ne le croit, et en tout cas beaucoup moins que les manipulations idéologiques, mais en tant qu'activités professionnelles, ni les unes ni les autres ne sont l'apanage de marionnettistes étrangers. Et on ne parle là que des réseaux anonymes : quoique valant facilement plusieurs bataillons de trolls russes chacun, les industriels de la désinformation qui officiaient à visage découvert comme Alex Jones ou Steve Bannon ne sont pas concernés.

Ceux-là n'éprouvaient aucun besoin de se cacher. Après tout, l'information est un des seuls secteurs, peut-être le seul, où l'on peut gagner très facilement de l'argent avec des produits trafiqués sans courir le moindre risque pénal (n'essayez pas avec des aliments frelatés, des marchandises imaginaires ou des tableaux contrefaits). On comprend que ça ait suscité tant de vocations.

Une panique morale ?

Les fausses nouvelles existent, c'est entendu. Et elles peuvent être dangereuses, comme les ours, mais pas autant qu'on le clame. Pourrait-il dans ce cas ne s'agir que d'une « panique morale » ?

Pas le moins du monde. Pour la bonne raison que cette étiquette galvaudée n'est pas un concept analytique digne de ce nom : c'est essentiellement un triomphe du marketing universitaire, une « *fake notion* » si on veut. Elle mérite un détour, ça nous changera les idées.

Il advint donc que dans les années 1960, observant le brouhaha médiatique qu'avaient suscité quelques rixes entre mods et rockers, un doctorant anglais multiplia les découvertes stupéfiantes. Il s'avérait en effet que les tabloïds britanniques étaient non seulement réactionnaires mais aussi enclins au sensationnalisme, que certains politiciens aimaient tirer parti du moindre désordre et que l'Anglais moyen désapprouvait que des jeunes se lançassent des transats dans les stations balnéaires. On n'aurait pas été

plus surpris s'il avait aussi découvert que la pluie mouillait et que l'Angleterre était une île, mais Stanley Cohen eut une idée tout simplement géniale : c'était là, conclut-il, un cas flagrant de « *panique morale* ». Même en l'absence de toute panique apparente, à moins que quelques déplorations sur les égarements de la jeunesse puissent en tenir lieu (auquel cas nous baignons dans un climat de panique perpétuelle depuis la Grèce antique).

Substantielles dans l'ensemble, et même plutôt brillantes en dépit d'un ou deux impairs méthodologiques notables, ses observations empiriques auraient largement suffi à lui valoir un doctorat. Mais le coup de la panique morale lui gagna en plus une renommée planétaire. Car les symptômes assez banals qu'il avait transformés en syndrome étaient soigneusement calibrés pour permettre à n'importe qui de rejeter à l'avenir d'un air supérieur toute préoccupation collective, en particulier journalistique, devant quelque emballement du moment. À une condition tout de même : comme Cohen en conviendrait plus tard sans regret ni surprise apparente « *il est évidemment vrai que les utilisations de ce concept [...] proviennent d'un consensus progressiste de gauche. Ce projet empirique se concentre (voire porte exclusivement) sur les cas où l'indignation morale semble motivée par des forces conservatrices ou réactionnaires.* » Aussi s'en sert-on essentiellement pour « *saper les idéologies conservatrices et les angoisses populaires en qualifiant leurs préoccupations d'irrationnelles*¹⁴. »

Un exemple savoureux nous en est venu récemment d'un penseur très apprécié pour le talent avec lequel il a consacré sa carrière à, justement, saper les idéologies conservatrices et les angoisses populaires en qualifiant leurs préoccupations d'irrationnelles. En vertu de quoi il a doctement expliqué que les inquiétudes croissantes soulevées par le musellement de la parole universitaire face aux activistes de tout poil n'étaient en fait rien de plus qu'une panique morale. Hélas, pour habile qu'elle soit et solidement armée du marteau de Stanley Cohen, sa remontrance n'a peut-être pas convaincu de leur irrationalité ses quelque 600 collègues québécois qui, sondés sur la question, avaient pour leur part déclaré qu'ils s'autocensuraient bel et bien (ni les 160 qui s'imaginaient même avoir déjà été victimes de représailles).

¹⁴ Stanley Cohen, *Folk devils and moral panics* (3^e éd.), Routledge, 2002.

Contre tant d'illusions, la meilleure dialectique ne pouvait rien. Pas même celle d'un auteur d'un discernement tel qu'il lui avait permis dans un essai précédent (il écrit très vite) de démontrer que les black blocs, réputés transformer les manifestations en guérillas urbaines, étaient en réalité de très gentils jeunes gens, tout au plus un peu turbulents. C'est le genre de performance intellectuelle qu'un esprit pondéré regarde avec la même fascination que les vidéos d'ados en planche à roulettes qui se cassent les dents sur une rampe d'escalier : tout ça n'est pas très raisonnable, mais ça réclame une virtuosité et une confiance en soi qui forcent l'admiration.

La guerre de 400 ans

Revenons donc à nos moutons, ceux qui votent pour les loups sous l'emprise méphitique des chambres d'échos des médias sociaux. Chambres dont, soit dit au passage, l'effet est bien plus ténu qu'on ne le pense¹⁵, comme toujours quand il s'agit de communication. Mais peu importe : ce n'est pas parce qu'une menace est exagérée qu'elle n'est pas réelle, et que l'affronter n'est pas une bonne idée. Surtout pour la presse ! Car les fausses nouvelles sont son plus fidèle ennemi. Le Joker de Batman, le Moriarty de Sherlock. Le faire-valoir parfait. À tel point que le combattre est bien plus qu'une mission civique du journalisme, c'est pratiquement ce qui le fonde depuis l'origine. Dès le départ, en effet, le pionnier du journalisme francophone avait identifié cette lutte comme la principale justification de son projet :

Surtout seront-elles maintenues ces gazettes pour l'utilité qu'en reçoivent le public et les particuliers : le public pour ce qu'elles empêchent plusieurs faux bruits qui servent souvent d'allumettes aux mouvements et séditions intestines [...]¹⁶

Ça date de 1632, mais comme souvent avec Renaudot, ça aurait pu être écrit la semaine dernière. L'ennui, c'est qu'hier comme aujourd'hui, les fausses nouvelles ont une vénéneuse séduction

¹⁵ Voir Elizabeth Dubois et Grant Blank : « The echo chamber is overstated: The moderating effect of political interest and diverse media », *Information, Communication & Society*, vol. 21, n° 5, 2018, p. 729-745.

¹⁶ *Recueil des Gazettes de l'année 1631*, p. 5 (modernisé par l'auteur).

qu'il n'a jamais été facile de supplanter avec des informations sérieuses,

Ce qui fera qu'une lettre partielle [...] ou une bizarre nouvelle dite à l'oreille, sans auteur, qui se trouvera en fin [de compte] ridicule, rencontrera quelquefois plus d'attention et de créance dans les esprits que le plus certain article de nos *Relations* [...] ¹⁷

Découragement bien connu des *fact-checkers* qui, comme tous leurs prédécesseurs au fil des siècles, rêveraient qu'on les écoute un peu plus et un peu moins les affabulateurs de la place publique. D'autant que les bonimenteurs ont depuis longtemps saisi que la défense de leur crédibilité reposait sur une contre-mesure capitale : déconsidérer à tout prix la parole des journalistes. C'est ainsi qu'une citation forgée par les opérateurs russes a connu un joli succès : « *Les gens croient ce que les médias leur disent de croire* ». On jurerait du Chomsky mais ses créateurs ont préféré l'affubler de la signature de George Orwell, autorité plus considérable quoique moins plausible.

Heureusement que c'est faux ! Si les gens croyaient ce que les médias leur disent de croire, disons par exemple... les faits, la candidature de quelqu'un comme Trump n'aurait suscité dans le public qu'un éclat de rire incrédule, les fausses nouvelles que des haussements d'épaules, et ainsi l'objet de cette chronique serait-il tombé à l'eau. À quoi tiennent les choses. Mais on ne fait jamais appel en vain à cette capacité particulière qu'ont les journalistes de réunir sur leur dos les factions les plus opposées. C'est que la détestation du journalisme est l'espéranto de tous les radicaux : de quel bord qu'on vienne, on la comprend et on se la partage d'un cœur joyeux. Et ça non plus ne date pas d'hier :

Non, elles [mes nouvelles] ne sont point partiales : ce sont ceux qui le disent. Pareil à ceux qui regardent au travers d'un verre coloré, la passion leur fait juger les autres semblables à eux-mêmes [...] Juge par là le lecteur s'il doit croire tout esprit qui voudra diminuer la foi de mes *Gazettes* par un simple bruit contraire, et qu'il se souvienne, si leur grand nombre le peut permettre, combien de fausses nouvelles sèment ordinairement ceux qui

¹⁷ *Recueil des Gazettes, Nouvelles, Relations et autres choses mémorables de l'année 1632*, p. 87 (idem).

exercent la plus rude [critique] contre les miennes. Dans toutes lesquelles s'en trouvera-t-il autant à reprendre qu'en celles qui courent en une seule matinée sur la place [publique]¹⁸.

Bien sûr Renaudot n'était pas irréprochable, pas plus que ses successeurs, ce qui a toujours facilité la tâche de leurs adversaires. Mais l'auraient-il été que ça n'aurait rien changé : si les modérés critiquent à l'occasion les journalistes pour ce qu'ils font, les exaltés les critiquent pour ce qu'ils sont : des empêcheurs de délirer en rond.

L'ambivalence des bonimenteurs

Décidément, les fausses nouvelles ne sont pas nouvelles. Et les affabulateurs contemporains n'ont rien perdu de l'ambivalence de leurs devanciers : tout en conspuant le journalisme, ils construisent sa légitimité comme la maladie justifie le médecin. C'est le bon côté des vérités alternatives. Affolées qu'elles sont par leur tsunami, les élites politiques, culturelles et médicales qui il n'y a pas si longtemps voyaient essentiellement les journalistes comme des nuisances peu ragoutantes les célèbrent aujourd'hui comme les remparts de la société. C'est qu'ils sont un peu les serpents de l'écosystème démocratique : outre que leur très grande majorité n'est pas venimeuse du tout, on s'avise (un peu tard) qu'un milieu dont les serpents disparaissent est très vite submergé par les rats.

Voilà pourquoi il ne faudrait pas trop minimiser la grande frayeur des *fake news*. Parce qu'elle n'est pas sans motif, d'accord, mais aussi parce qu'elle redore le blason d'un métier qui, en dépit de toutes ses imperfections, rend de signalés services. La lutte contre les fausses nouvelles n'est pas forcément le principal, mais c'est certainement le plus facile à comprendre.

Indépendamment de cet avantage-là, le combat séculaire contre l'affabulation sert-il vraiment à quelque chose ? Le nombre effarant de citoyens qui continuent à gober et relayer des informations insensées peut conduire à en douter. C'est là une variante de la dialectique de la maladie et du médecin : le corps médical ne peut pas empêcher les microbes d'occire quantité de gens, mais

¹⁸ *Ibid.*, p. 393.

combien manqueraient à l'appel si les médecins n'étaient pas là ? Dix fois plus ? Cent fois ? Mille fois ? Allez savoir. En toute rigueur, on ne pourrait évaluer l'impact du travail des vérificateurs qu'en comparant une population qui en bénéficie et une qui en serait totalement privée, mais les exemples qui viennent en tête, du genre Corée du Nord, sont trop détraqués pour être comparables.

Supposons donc avec confiance que leur travail est salutaire. Évidemment, les enseignements de la psychologie sociale sont plutôt décourageants : on sait depuis belle lurette (1956 – au moins¹⁹ – et de mieux en mieux depuis) que lorsqu'un quidam ancré dans sa croyance est confronté à des faits qui l'invalident, il s'exclame rarement « *oh, d'accord, je m'étais trompé, désolé !* » Ça ne marche pas comme ça, sans quoi notre monde serait bien plus respirable, au propre et au figuré.

Les plus immergés dans les vérités alternatives sont en général étanches aux réfutations, lesquelles ils évitent de toute façon ainsi que les médias qui les véhiculent. Tant pis pour les 17 % des États-Uniens qui pensent, paraît-il, que des « *élites satanistes à la tête d'un réseau pédophile essayent de contrôler notre politique et nos médias*²⁰ » : ils ne sont pas le vrai enjeu de cet effort, pas plus que les 47 % qui auraient la certitude inverse. L'important, c'est l'énorme groupe (37 % d'après le même sondage) de ceux qui ne savent pas bien ce qu'il faut penser de tout ça. Ils n'ont probablement pas coutume de lire des journaux, sans quoi ils n'en seraient pas là, mais ils doivent fréquenter les médias sociaux, sans quoi ils n'en seraient pas là non plus. Et c'est ici que la réalité peut le mieux employer sa botte secrète : le lien qui tue. Elle revient tout simplement, sans s'énerver, sans argumenter (avec juste un poil d'ironie si on y tient vraiment), à répondre à chaque affabulation par un lien vers quelque texte qui la désosse tranquillement.

¹⁹ On pourrait même remonter à Francis Bacon et bien d'autres, mais ne surtout pas en revenir à la calamiteuse métaphore de la caverne de Platon qui comme les pilules bleue et rouge de Matrix peut justifier les messianismes politiques ou sanitaires les plus démentiels : être sûr d'avoir raison contre tout le monde n'est pas forcément la marque d'une clairvoyance supérieure (sauf les rares fois où c'est le cas, c'est tout le problème).

²⁰ Si l'on en croit un sondage de 1115 adultes commandé par la National Public Radio en décembre 2020.

Si les articles de vérification factuelle sont si précieux, c'est sans doute moins pour leurs lecteurs réguliers que pour les munitions qu'ils leur fournissent, prêtes à servir sur le terrain même où la désinformation guette ses victimes. Appelons ça de la politique cognitive, si on veut, et elle se gagne au centre. En imaginant à l'extrême que les 37 % de « ne sait pas » finissent par glisser du côté sombre de la force, on se retrouverait avec 54 % d'hallucinés, ce qui fait un peu trop pour une société fonctionnelle ou pour une société tout court. Dans le cas inverse, on peut à la rigueur vivre avec 17 % d'intoxiqués et 84 % de citoyens à peu près lucides²¹, même si ça n'est pas très agréable en période d'élection ou de pandémie. Voilà pourquoi le travail des journalistes (et de tous leurs alliés dans le grand bras de fer entre les mythes et les faits²²), même s'il est impuissant contre les égarements les plus obstinés, est si important pour les autres. Hypothèse assez spéculative : il n'y a guère d'étude scientifique sur ce point précis, à ce qu'on en sait. « On » ? Qui ça « On » ? Qui donc dissimule son ignorance derrière ce pronom à tout faire ?

Un moment d'absence

Bon, ça suffit !

Au cas où nul ne s'en serait aperçu (pensée déprimante : c'est sûrement le cas), l'auteur de ces lignes avait pour une fois décidé de s'en abstraire, s'interdisant ces confidences qui permettent en douce de se montrer sous un jour avantageux, renonçant même à l'usage public de la première personne du singulier. De laquelle, d'ailleurs, il s'était très bien passé au cours de plusieurs décennies d'écrits de toute sorte, conforté en cela par un célèbre tweet de Blaise Pascal²³. Seulement voilà, le genre de la chronique est

²¹ Soit au total 101% de la population... il doit y avoir un problème d'arrondi quelque part.

²² N'oublions pas, même si leur vitrine est moins en vue et de ce fait moins puissante, de saluer les bataillons de « journalistes citoyens » amateurs, de scientifiques et de vérificateurs bénévoles de toute sorte dont la contribution à cette lutte est considérable.

²³ « *Le moi est haïssable. [...] je le hais parce qu'il est injuste qu'il se fasse centre de tout, je le haïrai toujours* » (comme les médias sociaux n'existaient pas encore, Pascal n'a pu poster ses pensées au jour le jour : elles « *ont été trouvées après sa mort parmi ses papiers* »).

pernicieux : si l'on ne se méfie pas, il conduit plus vite à l'ivresse de soi qu'un barman payé au pourcentage.

Des périodes d'abstinence s'imposent pour ne pas se perdre dans l'océan des platitudes égocentriques dont le niveau ne cesse de monter. Non sans baisser dans le même temps : comme l'illustre une pléthore accablante de livres d'autofiction, de blogues et de vidéos en ligne, la banalisation du « je » a transformé en ketchup cet ingrédient jadis si délicat (*je écris donc je suis*).

Même les journaux ne sont pas épargnés. Depuis les années 1990, la part des chroniques n'y a cessé de s'accroître, à la satisfaction de leurs lecteurs mais aux dépens de l'actualité traditionnelle. C'est ce qu'un mien compère, Thierry Watine, appelle sans enthousiasme le virage conversationnel du journalisme. Le mot est bien choisi : si ce virage tournait encore un peu il pourrait renvoyer tout droit vers le XIX^e siècle, l'époque à laquelle le journaliste de reportage pensait avoir triomphé du journalisme de commentaire. Mais, pourquoi, après tout, s'interdirait-on quelques pas dans cette direction ? La chronique d'actualité moderne a montré qu'elle pouvait réaliser un métissage plutôt réussi entre la rigueur factuelle du premier et la familiarité du second. Et de toute façon, comment résister sans elle à la concurrence des émissions de talk-show et des influenceurs de YouTube ?

Le problème est que le genre de « je » qu'il faut pour remplir un journal demande plus qu'un visage plaisant et un sourire complice : allez savoir pourquoi, l'écrit relève la barre. Barre que les articles de presse à la première personne ont parfois du mal à franchir aussi gracieusement qu'on pourrait l'espérer. C'est que, condamnés qu'ils sont à briller tous les jours ou presque, les meilleurs esprits peuvent à l'occasion en manquer un peu. Il est plus que temps d'exiger leur libération : le droit du travail devrait interdire que l'on impose à quiconque plus d'une chronique hebdomadaire. Au-delà, c'est inhumain. Un peu comme le contrat de Bach, qui l'obligeait à composer une cantate par semaine. Il y parvenait parce que, quand même, c'était Bach, mais pas sans s'autoplager, s'autoriser quelques facilités et rabâcher certains thèmes. C'est ce qui arrive quand on ne laisse pas à l'inspiration le temps de se recharger.

Il faudrait peut-être aussi interdire le travail des enfants, à moins que ce soit ma sénilité imminente qui me donne l'impression que l'on peut de nos jours accéder au chroniquat²⁴ à un âge où ni la plume ni les idées n'ont eu le temps de se développer. Ça se passe surtout dans le genre de média en ligne qui s'épargne tout travail de terrain, mais le prestige de la chose en prend tout de même un coup. Dans le temps, on rêvait de devenir un jour grand reporter, maintenant on brûle de donner au plus vite son avis sur le monde. Il est vrai que livrer régulièrement son avis personnel est la définition courante de la chronique, mais elle englobe aussi un bon nombre de coiffeurs et de chauffeurs de taxi (leur expérience de la vie en vaut d'autres, surtout lorsqu'elles sont plus courtes et essentiellement nourries des opinions de ses amis en ligne). D'un autre côté, si l'on devait ajouter un quelconque critère – à part celui, trivial aujourd'hui, de la publication – il risquerait fort d'embarrasser certains. Certaines aussi. On ne donnera pas de noms.

En tout cas, ce n'est pas une simple question de style, du moins pas obligatoirement. Je lis par exemple un chroniqueur qui ne fait pas d'effort visible sur ce point, mais qui n'a pas son pareil pour faire chanter les chiffres : même le journalisme de données, un peu sec au naturel, s'accommode très bien d'un « je » de-ci de-là pour fluidifier la sauce. Mais là comme ailleurs, la valeur n'est pas dans la première personne. Elle est dans la consistance du propos mais aussi dans sa singularité, dans quoi que ce soit qui peut faire qu'une voix censément personnelle n'est pas le calque de mille autres.

Je ne dis tout ça que pour exercer à nouveau le droit inaliénable à la digression qui est l'un des plus grisants avantages du genre. En réalité, je ne m'étais pas donné congé pour protester muettement contre le galvaudage du « je ». Encore moins par modestie : il faut toujours beaucoup de prétention pour commettre ce genre de textes, ce en quoi je suis l'homme de la situation.

Non, c'était bien pour un test de sevrage – comme il n'existe pas d'association des égocentriques anonymes, on doit se débrouiller tout seul – mais aussi au nom de la science, histoire de vérifier

²⁴ Barbarisme toi-même ! Si l'on accepte mannequinat [*sic*], il n'y a aucune raison de se priver de chroniquat, qui est quand même plus noble.

expérimentalement un petit soupçon... Le déferlement contemporain du « je » ne pourrait-il aussi provenir de la trop grande facilité avec laquelle ces deux petites lettres suffisent à donner à n'importe quelle banalité l'attrait de la convivialité. Qu'elles le puissent est évident : je viens d'essayer avec ma célèbre recette du sandwich au jambon. Ça l'allonge bien au-delà de ses trois lignes d'origine (en comptant « *remettre le beurre au frigo et le couteau dans la machine* ») mais ça la convertit effectivement en confidences charmantes. La question est de savoir si, dans ce registre-là, il est vraiment bien plus facile d'inviter sa première personne que de la laisser à la maison. L'expérience a été concluante : ça l'est. Je ne suis pas près de recommencer.

Ah, oui... les fausses nouvelles...

La méfiance des agneaux

Résumons derechef : quelles que soient les caractéristiques qu'on leur attribue, y compris leur date de naissance, les fausses nouvelles sont plausiblement moins alarmantes que ne le pensent 85 % des humains (selon l'UNESCO²⁵) et en tout cas bien moins que l'attisement des émotions aveugles. Elles ont en outre l'avantage de légitimer le journalisme bien plus efficacement que d'autres justifications, par exemple son obstination à dévoiler au profit de tous des malversations et dysfonctionnements révoltants (« journalisme à scandale » n'est pas une insulte, c'est un pléonasme et une reconnaissance).

Ajoutons à ça que leur exécution publique semble avoir une autre vertu et non des moindres : comme toute épidémie, celle des fake news pourrait bien renforcer l'immunité collective. Sûrement pas au point de nous en protéger vraiment, mais peut-être assez pour mieux y résister dans l'avenir. Toutes ces supposées « générations » qu'on désigne avec des touches de clavier – sans doute parce qu'elles ont grandi avec – ont de ce fait été exposées très tôt au débordement des bobards numériques. Mais aussi à l'inquiétude générale qu'ils suscitent et, plus concrètement, à quelques réfutations sarcastiques, lien à l'appui. À l'âge où l'on craint plus

²⁵ UNESCO/Ipsos, *Survey on the impact of online disinformation and hate speech*, septembre 2023 (sondage mené auprès de 8000 personnes dans 16 pays).

de perdre la face qu'une visite chez le médecin, passer une ou deux fois pour un idiot rend méfiant. D'où plausiblement un scepticisme plus affuté que chez les sages générations précédentes, celles qui passent leur temps à expédier leurs codes bancaires à des inconnus. Et à relayer plus de fausses nouvelles que leurs descendants, indiquent certaines études. Mais comme il se doit dans la confusion ambiante, d'autres travaux avancent la conclusion inverse... Pour départager l'exaltation juvénile et la naïveté cacochyme, il faudra probablement attendre que les enfants du numérique deviennent des vieux du numérique.

Toujours est-il qu'à force de crier au loup, on arrive quand même à sensibiliser au loup. Pas assez pour l'éloigner : diverses recherches, et là elles sont d'accord, ont montré que l'effarante inattention des internautes à la qualité des sources (scientifiques, journalistiques, mercantiles, anonymes...), qui est la clef du problème, était largement partagée. À supposer que l'immunité collective finisse par se renforcer, ça prendra un certain temps. Mais en tout cas, alerter inlassablement contre les fausses nouvelles ne peut pas lui nuire.

Alors, pourquoi donc se fatiguer à nuancer cette angoisse ? Outre le plaisir de faire le malin, ce qui n'est pas à négliger, il existe une assez sérieuse raison de résister un tant soit peu à la crainte collective des fausses nouvelles.

Au bonheur des ogres

Le fait que cette notion ait été propulsée par un président qui n'était pas connu pour son amour de la vérité et de la qualité du débat public fournit déjà une piste. Mais une photo vaut (pour une fois) mille mots. Elle montre une assemblée de spécialistes en train de soupeser gravement les meilleurs moyens de protéger le public du poison de la désinformation. L'image est diffusée par le bulletin en anglais de la junte militaire birmane, fière de souligner sa participation à une curieuse coalition, la World association of press councils. Parmi les autres membres de cette alliance pour la vérité, on note avec plaisir des pays comme la Turquie, l'Azerbaïdjan ou le Pakistan et avec perplexité l'absence de l'Iran, de la Russie et de la Chine. Peut-être parce que l'enviable expertise de ces trois-là dans la prohibition des nouvelles déplaisantes les

dispense d'aller échanger des idées sur les meilleures pratiques en la matière.

Si encore il n'y avait qu'eux. Un peu partout dans le monde, les législateurs ont empoigné l'étendard de la lutte contre les fake news avec un empressement suspect. Selon un récent pointage²⁶, 105 lois auraient été adoptées ou modifiées depuis 2011 par 78 pays pour combattre la désinformation ou ce qu'on présente comme telle, dont 64 prévoyant des peines de prison. Le nombre de journalistes arrêtés à ce titre serait passé de moins de 5 par an jusqu'en 2014 à plus de 50 en 2021. Évidemment, la Biélorussie, l'Égypte et d'autres du même tonneau fournissent la majorité des détenus, qu'ils auraient probablement mis à l'ombre de toute façon. Il n'en reste pas moins que la protection du public a bon dos.

Les lois qu'érigent ou renforcent à la hâte les vieilles démocraties sont dans l'ensemble moins sévères, visant plus à responsabiliser les géants du numérique, ce qui n'est pas une mauvaise idée, qu'à punir les individus. Mais certaines montrent leurs dents : « *la criminalisation de la diffusion des fausses informations est déjà une actualité dans l'Union européenne* », s'alarme Reporters sans frontières, évoquant entre autres le cas de la Grèce. On n'y est pas encore revenu à la cigüe, mais l'agora a connu des temps meilleurs.

De façon générale, l'équilibre entre la liberté d'expression et la répression des discours transgressifs ne penche pas ces temps-ci en faveur de la première²⁷. Il ne s'agit pas seulement de se protéger des mythomanes anti-vaccins : la lutte contre le terrorisme, voire simplement contre les activistes déplaisants trouvent d'étranges prolongements dans la régulation de l'espace public, manifestations comprises. Plus les loups rôdent dans la pénombre, plus les bergers tendent coûte que coûte à contrôler leurs troupeaux... lesquels ne demandent pas mieux.

²⁶ Gabrielle Lim et Samantha Bradshaw, « Chilling legislation : Tracking the impact of "fake news" laws on press freedom internationally », Center for International Media Assistance, 2023.

²⁷ À la notable exception des États-Unis, qui ont sacralisé la liberté d'expression pour le meilleur et pour le pire, considérant non sans raison que le meilleur vaut bien qu'on supporte le pire (d'autant que, comme l'a enfin découvert Alex Jones, les tribunaux civils peuvent très bien se charger d'abus que le Code pénal s'interdit pour sa part de punir).

C'est ainsi que lors de l'invasion de l'Ukraine, une interdiction des médias russes a pu être décrétée en Europe ou au Canada sans faire sourciller personne ou presque. Peut-être était-ce la chose à faire, ça pouvait se discuter. Mais justement, on n'en a pas discuté une seconde : la question sous-jacente de la liberté d'informer²⁸ n'a été débattue ni dans les instances politiques ni dans les grands journaux. C'était si perturbant que j'ai pris le temps de vérifier ça dans les règles de l'art²⁹. Mes données ont eu beau confirmer clairement l'ampleur de cet angle mort, j'en reste incrédule : il n'y a pas si longtemps, une restriction de ce genre aurait suscité de vigoureux débats.

Lorsque la France, connue pour un amour tel de la liberté d'expression qu'elle l'enserme de centaines de textes légaux afin d'éviter qu'elle n'aille gambader n'importe où, avait entrepris de s'attaquer aux fausses nouvelles historiques (en commençant par les élucubrations des négationnistes de la Shoah), des bataillons d'historiens et d'intellectuels s'étaient levés pour marteler que « *dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique* ». Ça n'avait rien changé bien sûr : le genre de politicien qui imagine ce genre de lois n'est pas sensible à ce genre d'arguments. Sans compter qu'il est d'autant moins confortable de regimber contre les errances de la vertu que l'on se trouve souvent en mauvaise compagnie³⁰. Mais quand même, on avait protesté.

Or, sauf dans des cas très particuliers (et raisonnablement prohibés), la vérité de l'actualité ne saurait être plus que celle de l'Histoire du ressort des pouvoirs 1 à 3 : le meilleur moyen de la préserver serait de mieux soutenir ce qu'il reste du numéro 4. Se trouvera-t-il grand monde pour protester si l'exécration de

²⁸ Et en l'espèce de déformer, mais ça ne change rien sur le fond à moins de menacer le journalisme d'opinion en général.

²⁹ « Établir l'acomunication: aspects rhétoriques et pragmatiques de l'interdiction des médias russes en Europe », *Hermès, la revue*, n° 90, 2022, p. 231-234.

³⁰ Une partie notable de ceux qui s'élèvent contre l'encadrement de la liberté d'expression (et d'ailleurs contre la peur des fausses nouvelles) se recrute aux franges extrêmes du champ politique : on n'a pas forcément envie de partager quelque cause que ce soit avec ces gars-là.

la désinformation conduisait un beau jour à faire l'inverse ? Pas sûr.

Quand l'émotion du moment s'oppose à une liberté publique de base, la seconde fait de moins en moins le poids, que cette émotion soit le dégoût devant une quelconque sorte de discours répugnant ou la peur d'un péril réel ou imaginaire. L'indignation morale est rarement bonne conseillère, mais la panique l'est encore moins souvent (à part peut-être à propos du climat...)

Bref, si les *fake news* peuvent vraiment menacer une démocratie c'est en dépréciant la liberté d'expression, laquelle est son vrai fondement. Mais non, ce n'est pas le droit de vote ! On peut sans aucun inconvénient donner le droit de voter au peuple tant qu'on verrouille le droit de débattre, alors que donner le droit de débattre finit un jour ou l'autre par entraîner celui de voter librement. Tout autocrate apprend ça en première année. Même un dictateur stagiaire sait qu'il faut d'abord mettre l'information à sa botte. Le reste, institutions comprises, peut attendre cinq minutes. Curieux comme les Occidentaux se rassurent quand un général qui sent encore la poudre promet pratiquement sans rire des élections dans les plus brefs délais. S'ils superposaient les cartes mondiales des dictatures, des pays où l'on vote et de la liberté de la presse, ils verraient tout de suite quel est le critère qui compte. Et combien il est fragile.

Enfant dévoyé de la liberté d'expression, la désinformation est décidément le méchant idéal, un symbole collectif pour représenter tous les travers d'internet. Et pratique, avec ça : il n'est pas facile de corriger les autres, mais celui-ci a l'air bien plus simple à régler d'un trait de plume. En avoir peur pour cette raison est peut-être exagéré, ou en tout cas prématuré, mais sur ce point-là un peu d'alarmisme ne peut pas faire de mal.

Cité à comparaître

« Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas », n'a jamais dit Malraux. En tout cas, la religion des fausses citations y a pris beaucoup d'ampleur. Malheur aux incroyants !

J'en frémis encore. Il y a peu, Internet s'est dressé contre moi dans toute sa majesté. C'est que dans mon ignorance, je l'avais contredit. L'affaire est partie d'une contribution à un quotidien¹, par laquelle je m'immisçais à mon corps défendant dans le niais pugilat entre l'impartialité et le militantisme qui secoue à nouveau le journalisme au Canada et ailleurs. Les faits se trouvant piétinés dans la bagarre, et nul témoin ne volant à leur secours, un sens du devoir insoupçonné m'avait chuchoté de les aider à se relever.

Il n'y avait évidemment là que des coups à prendre, des arguments rationnels n'ayant pas plus de chance de pénétrer dans la chambre d'écho des camés de l'opinion qu'un évêque en soutane dans une rave party. Plutôt moins en fait. Mais quelques internautes vigilants ne tardèrent pas à m'apprendre que j'avais fait bien pire. Contraint d'être bref – ça m'arrive parfois, hélas – j'avais économisé un long développement sur l'inévitable subjectivité du regard grâce à une jolie (et courte) citation d'Anaïs Nin : « *Nous ne voyons pas le monde tel qu'il est, nous le voyons tels que nous sommes.* » Qu'avais-je dit là ! C'est de Kant, voyons, me tança-t-on aussitôt, lien ou copie d'écran à l'appui : les dictionnaires de citations en ligne ne laissaient aucun doute sur ce point. Quel sot étais-je donc pour croire autre chose ?

J'aime bien Kant, mais peut-être pas au point de lui attribuer ce qu'il n'a pas écrit. On trouverait à la rigueur dans la *Critique de la raison pure* des énoncés qui pourraient vaguement s'y apparenter,

¹ « Militer pour le journalisme », *La Presse*, 22.11.2022.

mais leur sens est quand même passablement différent, sans parler de leur formulation². Peut-être est-ce ailleurs ? La chose est incertaine, ce qui me semblerait la meilleure raison possible de ne pas le citer.

Quant à Anaïs Nin, il était patent qu'un de ses personnages, Lillian, l'avait bel et bien dit (ou presque³) dans un roman de 1961, *Seduction of the Minotaur*. C'est ce qu'on appelle un fait. Autant dire pas grand-chose face à l'unanime réfutation d'une horde de pages web : à défaut de pouvoir insérer dans le même journal l'inverse d'un rectificatif – un *confirmatif* ? – je resterai flétri à jamais.

Apocryphe, nous dit-on, est un adjectif et pas un nom. Rien de plus regrettable. Avec plus d'imagination, on se représenterait facilement l'apocryphe comme un cousin du sphinx (et peut-être de l'anacoluthé), pareillement composé de bouts d'animaux hétéroclites. Équipé comme le sphinx d'un inquiétant arsenal de dents et de griffes, mais très différent quand même : alors que le sphinx a toujours une question, l'apocryphe a toujours une réponse. Dans les deux cas, on en réchappe rarement.

Louées soient les fadaïses

Peut-être cette affaire n'est-elle qu'une juste vengeance : je m'étais par le passé risqué à moquer une ou deux fois ces dépotoirs de l'érudition et les naïfs qui y piochent leurs savoirs improvisés. Rien de bien méchant : « *Je me battraï pour que vous puissiez le dire* », comme n'a jamais écrit Voltaire, mais je ne m'interdirai pas de le commenter ensuite... Ce en quoi, je me suis apparemment mis dans un mauvais cas. Essayons vite de trouver quelque chose de gentil à en dire avant de succomber sous la réprobation de la multitude.

² Voir les pages 21-22 et 183 de la traduction Berni, pas toute fraîche... mais facile à trouver en ligne.

³ Ma traduction, étant faite de mémoire dans le feu de l'argumentation, avait peut-être pris un soupçon de liberté avec la formulation initiale. Rien qui transgresse les normes usuelles de transposition d'un énoncé littéraire (ni son sens ni son style n'en étaient le moins du monde affectés). Mais tout de même... je tremble depuis lors qu'elle ne se retrouve un jour dans un recueil de citations en ligne et de là dans tous les autres. Avis à tous : Anaïs Nin avait écrit « *les choses...* », pas « *le monde* ». C'est pareil, je sais. Mieux, en fait, mais quand même...

Bon... En y songeant, les formules apocryphes sont en général admirables dans leur concision et fort profitables dans leur doctrine : comme le disait un Italien dont je ne suis pas sûr, « *se non è vero, è ben trovato* ». Qu'Einstein ne vienne donc pas se lamenter de l'extraordinaire quantité d'adages édifiants qu'on lui met dans la bouche ! C'est lui et lui seul qui a eu le grand tort de ne pas les avoir tous formulés, obligeant les dictionnaires de citations en ligne à compenser avec talent sa déplorable indolence.

D'accord, il est probable qu'ils ne les produisent pas eux-mêmes, ils se contentent de les trimbaler. Mais voilà qui est aussi en leur faveur : ne sont-ils pas de ce fait aussi innocents que les réseaux sociaux, dont chacun sait bien qu'ils n'ont aucune responsabilité dans ce qu'ils charrient ?

Rejetons en outre tout amalgame injuste : non seulement se trouve-t-il en ligne de rares recueils de citations relativement fiables (on les reconnaît facilement aux références bibliographiques très précises qu'ils indiquent), mais même les autres ne se trompent pas tout le temps. La plus grande partie de leurs aphorismes a sans doute été proférée, et souvent même par les auteurs mentionnés. Il faudrait avoir l'âme bien noire pour leur reprocher d'y ajouter tout ce qui leur tombe sous la main.

Et puis on n'apprécie pas à sa juste valeur leur contribution au grand concert contemporain des rumeurs et des fausses nouvelles. C'est qu'ils sont les altos de l'orchestre, certes moins flamboyants que les violons et les cors, mais sans qui tout sonnerait beaucoup moins bien. Rien ne convient mieux qu'un énoncé imaginaire pour fabriquer un mème viral ou appuyer d'une profonde parole un tweet écervelé. Dans l'ère de la post-vérité (paraît-il), il faut bien que quelqu'un fournisse une forme de sagesse appropriée, c'est-à-dire d'usage aisé et d'accès rapide.

D'ailleurs, tout bien pesé ces billevesées ne méritaient peut-être pas tant de réprobation. Sont-elles bien graves, au fond ? Personne, je pense, ne va attaquer une pizzeria ou le parlement des États-Unis pour une phrase de trop. Il en faut plusieurs.

Voilà, j'ai abjuré. Peut-on m'absoudre ? S'il vous plaît ?

Le principe de la vase communicante

Ce qui m'ennuie tout de même, c'est que cette pollution-là frappe en priorité deux domaines qui, à un titre ou un autre, m'intéressent un peu : la recherche universitaire et le journalisme. Sans compter que, comme ne l'a pas dit Platon, « *la fraude de la cité commence par la fraude des mots* ».

Il aurait pu le dire, notez. Une bonne mauvaise citation se doit d'être vaguement plausible, celle de Kant en témoigne⁴. À l'inverse, quand Pierre Desproges avait tiré de son imagination « *un bon sportif est un sportif mort* » en l'attribuant à Pierre de Coubertin, des auditeurs avaient sûrement eu un doute. Une citation, c'est comme un classement aux Jeux olympiques, il faut qu'on puisse y croire. C'est pourquoi on ne devrait jamais les recueillir en Russie.

Mais justement, qu'est-ce qui crédibilise mieux une sornette qu'un journal réputé traquer les fausses nouvelles ? Telle est sans doute la raison pour laquelle certains des florilèges les plus en vue sont ceux que proposent des quotidiens français. J'ai d'ailleurs reçu en faveur de la paternité kantienne une copie d'écran censément irréfutable, puisque tirée du site du journal *Ouest-France*.

On pense communément que les dirigeants de journaux sont d'habiles stratèges, ce qui doit être le cas de la plupart quoique, comme pour les citations, on y trouve de tout. Du reste, même le stratège le plus habile peut à l'occasion connaître un moment d'égarement, mais pour qui étudie l'évolution de cette activité, celui-ci est incompréhensible. Or, rien, pas même me reprocher une citation juste, ne blesse autant ma vanité professorale qu'un phénomène médiatique incompréhensible. Voyons les données du problème : j'accueillerai comme une délivrance toute piste d'explication rationnelle qu'on voudra bien me fournir.

⁴ Soulignons-le une fois pour toutes : on peut rarement être certain qu'une citation fausse l'est effectivement. Comme disaient (selon Google) Michael Crichton, Michel Juvet ou encore Carl Sagan et, tiens, je vais y ajouter Céline Dion et le commandant Cousteau, « *une absence de preuve n'est pas une preuve d'absence* ». Il va donc sans dire que je réhabiliterai sans barguigner tout adage pour lequel on me fournirait une date d'édition et un numéro de page vérifiables.

Même la gestion d'un stand de hot-dogs repose sur un principe de management pour lequel il n'y a pas besoin de MBA : soupeser en toute chose ses avantages et ses inconvénients. Sauf erreur de ma part, une entreprise de presse ne vend pas de saucisses, elle vend un produit qui contient essentiellement deux ingrédients onéreux à produire et à conserver : de la pertinence et de la crédibilité. Réduisez l'un ou l'autre et vous vous retrouvez en concurrence, dans un cas avec les bulletins de sociétés savantes, de l'autre avec les pièges à clics. Économiquement, il y a peu à gagner sur ces deux marchés, d'ailleurs saturés, et sûrement pas de quoi entretenir une vraie équipe de journalistes.

C'est ici qu'intervient le calcul. En terme d'avantages, ceux d'accueillir sous sa bannière un recueil de citations approximatif semblent se résumer à quelques bandeaux publicitaires chichement rémunérés. Et en termes d'inconvénients, cela revient plus ou moins à percer un trou dans sa propre coque en provoquant soi-même une fuite de crédibilité. Elle s'écoulera toute seule vers les pages en question : c'est le principe des vases communicants. Et en échange, elles entacheront le titre qui les héberge : c'est le principe de la vase communicante.

La faille n'est pas béante au début, mais le temps joue pour l'agrandir car qui cherche une citation sur internet prévoit généralement d'en faire quelque usage. Et quand Toto rentrera de l'école avec un commentaire à l'encre rouge, sarcastique si ça se passe en France, sur la pseudocitation par laquelle il croyait ennoblir sa dissertation, ses parents n'en retireront pas une grande confiance envers sa source. C'est le genre de sentiment que le bouche-à-oreille numérique répand facilement. Et ce sera encore pire si c'est plutôt l'un d'eux, le rouge cette fois aux joues, qui sort d'une réunion décrédibilisé par un ornement de son PowerPoint. Ou si c'est sur un média social qu'une citation hasardeuse a noyé l'un de ses messages sous les quolibets.

Domage pour eux : ils n'avaient pas soupesé plus que le journal les avantages et inconvénients d'une citation de contrebande. Domage vraiment, car le coût symbolique de la chose peut être

plutôt élevé. « *Fraus omnia corrumpit* », confirme François Rollin⁵. Une fausse citation est comme un fil qui dépasse : il suffit que quelqu'un tire dessus pour que tout le raisonnement se détricote, laissant l'orateur fort dénudé.

J'en éprouve même une pointe de remords à l'égard du docteur à qui, tout récemment encore, j'ai demandé d'où diable il sortait la très belle phrase de Nelson Mandela qu'il brandissait en épigraphe. Même avec un sourire engageant, il se pourrait que ce genre de question déstabilise un peu durant une soutenance de thèse... Quoique récidiviste, je ne me crois pas méchant (que les âmes sensibles se rassurent, l'imprudent s'en est quand même tiré). Mais si la rumeur venait à se répandre chez nos étudiants, voire tel ou tel superviseur censé les relire, que ramasser des aphorismes n'importe où est une mauvaise idée, je crois que je leur aurais plutôt rendu service. Une bonne action, en somme.

Hélas, on ne peut faire bénéficier les journaux d'une sensation aussi édifiante. Sauf à être assez pervers pour soumettre à leurs propres *facts checkers* des citations relevées sur leurs sites, mais ça serait probablement plus amusant que profitable. Ceci mis à part, je ne vois pas.

À moins que... Se pourrait-il ...

Étrange disparition de Lincoln

Accablé de vivre en un temps où une vraie Anaïs Nin ne protège pas d'une troupe de faux Kant dignes des Elvis de Las Vegas, je prenais tristement la mesure du phénomène lorsqu'il plût à Google de me souffler une bouffée d'espoir insensée. Ceci alors que je tentais d'y retrouver une maxime attribuée à Lincoln par le site du *Monde*, sur laquelle je crains d'avoir un peu ironisé lors d'une chronique précédente⁶. Elle était maintenant introuvable. J'aurais cru l'avoir rêvée si je n'en avais gardé une copie d'écran à usage pédagogique. Mais en regardant mieux, c'est même la totalité du dictionnaire hébergé par le *Monde* qui avait disparu. Quant à l'entreprenant fournisseur de ce contenu, il avait bien

⁵ Plus précisément, son personnage dans Kaamelott aurait sans doute pu le dire si la série avait duré assez longtemps.

⁶ « Disruption, piège à cons », *Les Cahiers du journalisme – Débats*, vol. 2, n° 2, 2018, p. D35-D43.

conservé la phrase sur son propre site mais l’attribuait désormais à un Robert Orben, quoique de leur côté ceux du *Parisien* et du *Figaro* la créditassent aujourd’hui à un Derek Bok. Deux parfaits inconnus dans la sphère francophone et à peine moins dans leur pays natal : Lincoln avait quand même plus d’allure. Le chapeau, déjà.

En tout cas, un quotidien au moins, et pas le moindre, avait soudain décidé de renoncer à ce genre de billevesées, et ce peu après ma chronique. Voici qui démontrait bien la prodigieuse hégémonie intellectuelle des *Cahiers du journalisme*, dont les puissants de ce monde s’arrachent les exemplaires encore chauds en tremblant d’impatience⁷, fis-je observer à mon entourage. Lequel me refusa une fois de plus son admiration. Des suppositions aussi mesquines que « *hasard* » et « *coïncidence* » flottèrent dans l’air...

Allons donc, considérons les faits, seulement les faits ! Il suffit, tel un analyste du Pentagone penché sur des photos aériennes, d’observer les images de pages que sauvegardent périodiquement les robots de l’organisation Internet Archive. Hélas, ils passent moins régulièrement que les satellites-espions. Une seule fois en 2017 : la citation de Lincoln compte fièrement parmi les 31 qui lui sont attribuées sous la bannière du *Monde*. Aucun survol de l’endroit durant l’année 2018, à la fin de laquelle la chronique délatrice paraît en ligne (avant sa version papier, diffusée au début de 2019⁸). Or, au moment du passage suivant, le 15 avril 2019, Lincoln n’a plus que 30 citations : celle qui m’avait tant enjoué a disparu. Enfin, quelques semestres plus tard (j’imagine que ça prend un peu de temps), la totalité du sous-domaine des citations du *Monde* disparaît à son tour...

Nouvelle disparition de Lincoln

Mordant la main qui les nourrit, un article des « décodeurs » de ce même journal⁹ a peut-être contribué à sa chute en dénonçant

⁷ Impatience qui pourrait aussi s’expliquer par l’incapacité embarrassante de la revue à paraître au moment prévu...

⁸ En principe, les deux devraient plus ou moins coïncider, mais l’imprimeur de notre diffuseur, ne connaissant que le sage rythme de production des ouvrages universitaires, rechigne à presser le pas.

⁹ Les Décodeurs, « La fausse citation attribuée à Schopenhauer par Jean-Marie Bigard » [en ligne] *lemonde.fr*, 02.12.2020.

un beau jour les citations apocryphes de *Ouest-France* et, plus discrètement, d'un site « *affilié au Monde* » [sic]. Ne doutons pas que le crédit en revienne là encore à l'article initial : l'Histoire, sûrement, le commémorera comme l'appel du 18 juin de la guerre des citations, le ferment de la résistance intérieure libérant enfin la parole dans les rédactions. Et *Le Monde* comme la première cité à s'être délivrée.

Si je ne l'avais pas remplacée depuis longtemps par des petits carrés en plastique, je brandirais triomphalement ma plume comme l'épée de la vérité. Ou peut-être le flambeau de la raison. En tout cas quelque chose de grand et de beau. Qu'on m'oppose désormais tous les faux Kant que l'on voudra, je les attends !

Mais puisqu'il se trouvera des obstinés pour ne voir dans tout ceci qu'un enchaînement de coïncidences, il est temps que l'esprit scientifique musèle une fois pour toutes l'envieuse médiocrance. Restons donc avec Lincoln. Dévaluée, sa première citation apocryphe est désormais inexploitable, mais comme on lui en a beaucoup prêté la matière ne manque pas. Tiens, celle-ci : « *Vous pouvez tromper quelques personnes tout le temps. Vous pouvez tromper tout le monde un certain temps. Mais vous ne pouvez tromper tout le monde tout le temps* ».

Elle est captivante à plus d'un titre. D'abord parce que dans son pays d'origine supposé la persistance du vote ouvrier pour le Parti républicain suffirait à en douter sérieusement. Ensuite parce que la bande d'Alain Chabat en a tiré une variation hilarante dans *La Cité de la peur*. Enfin et surtout parce que, pour le moment, les sites du *Figaro*, du *Parisien* et de *Ouest-France*, entre autres, y croient dur comme du granit. Ce sera donc notre échantillon expérimental. Procédons...

Allo, Le Figaro, Le Parisien, Ouest-France ? Écoutez-moi bien : à ce qu'on en sait, Abraham Lincoln n'a jamais dit ça nulle part ! Je répète : jamais ! Ah, oui... un autre point : vous n'êtes pas censés diffuser des choses fausses, ce n'est pas bon pour votre modèle d'affaires.

Et voilà. Laissons simplement à l'expérience le temps de se dérouler, mais vous verrez que d'ici dix ans, disons vingt, en tout

cas au cours de ce siècle, au moins un des trois journaux aura renoncé à cet adage, peut-être même à son fournisseur, pour la plus grande gloire de la raison en général et des *Cahiers du journalisme* en particulier. La vérité gagne toujours à la fin (sauf quand elle ne gagne pas, mais il faut quand même le croire).

Faux et usages du faux

Ne sombrons pas pour autant dans l'intransigeance de la cuisine. Comme ne l'a pas dit le mime Marceau « *toute citation bricolée n'est pas d'égale gravité* ». Là, je suis plus formel que jamais : il n'a absolument pas dit ça. J'ai même une photo qui le prouve, prise au moment précis où il ne le disait pas. Ce en quoi il a eu tort car, en effet, il existe des degrés en la matière, depuis les peccadilles les plus bénignes jusqu'aux abominations les plus éhontées.

Comptons parmi les premières les minuscules retouches cosmétiques. Contrairement aux internautes, les astronautes, chez qui l'instinct de survie suscite un goût immodéré pour la précision des détails, préféreraient sans doute que l'on attribue à Neil Armstrong un petit pas « *pour un homme* » plutôt que « *pour l'homme* » (les antisexistes opineront) et à Jack Swigert « *Houston, nous avons eu un problème* » plutôt que « *nous avons un problème* ». La phrase a même été répétée quelques secondes plus tard par le commandant d'Apollo 13, Jim Lowell, histoire d'être sûr que tout le monde l'ait bien notée, mais ça n'a pas empêché le temps présent de l'emporter sur le passé. Rien de surprenant : si l'on y songe, c'est le comportement habituel du temps. Et le comportement habituel des citations est de se voir améliorées, parfois grandement, par ceux qui les relaient. Tel est le prix de la célébrité. Tant qu'elles ne se retrouvent pas sous cette forme dans un ouvrage universitaire (où ce qui ne serait que préciosité ailleurs s'appelle de la rigueur scientifique), elles méritent à peine un froncement de sourcil.

Plus pernicieuses sont les citations fictives ou mal attribuées. Pernicieuses surtout parce qu'elles sont si profondément imbriquées dans la culture commune qu'il est difficile de ne pas en avoir absorbé, même en restant sourd au caquetage des oies du web. Quand je fais mon introspection, plus je remonte dans le passé, moins je suis sûr d'avoir été irréprochable. Peut-être

n'ai-je pas trop souvent fauté dans mes écrits universitaires, pour lesquels je crois avoir progressivement développé une prudence d'astronaute (laquelle tourne même doucement à la paranoïa). Mais sans doute plus ailleurs et sûrement bien trop dans mes conversations privées. J'en veux pour preuve amère le nombre croissant d'adages fidèles dont une envie subite de trouver la source a tourné au désastre. Par exemple « *parfois un cigare est juste un cigare* », que je tenais pour ce que Freud avait écrit de mieux. Ou « *on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment* », qui me ravissait depuis si longtemps, le lycée je crois. Comme le cardinal de Retz fait partie de ceux que j'aime entendre en voiture – ils ne font pas d'auto-stop, je parle d'audiolivres – sa déloyauté m'a consterné. La sienne et celle de tant de beaux esprits. Sauf de Talleyrand, dont je me doutais : ça fait partie de son charme. Tant pis, entre autres, pour son épatant « *ce qui est excessif est insignifiant* » qui lui ressemblait assez.

On ne peut décidément pas se fier à toutes ces voix amies qui habitent nos esprits : leur sagesse n'est trop souvent qu'imposture. Elles ne nous avaient séduits que pour mieux nous trahir un jour. Déclinez votre date d'édition et votre numéro de page¹⁰ ou disparaissent à tout jamais ! Laissez-moi seul.

Tristement seul...

Une fois de plus, Max Weber avait vu juste : l'avancée de la raison se paie du désenchantement du monde. Piétinant les citations, elle dépeuple notre imaginaire, affadit nos conversations, appauvrit notre rhétorique. La pensée multicolore se réduit à un

¹⁰ Ou votre adresse internet à l'extrême rigueur, mais là on parle plus d'actualité que d'érudition, sinon ça revient plus ou moins à élire domicile dans une tente de camping.

Un exemple ? Avant de mentionner naïvement le « *point Godwin* » popularisé par les réseaux sociaux, on gagnerait à s'intéresser au concept de « *reductio ad Hitlerum* » évoqué par Léo Strauss, non pas d'abord en 1951 puis en 1953 (page 42, c'est la dernière ligne en bas) comme on le dit ici et là – *c'est déjà mieux que rien, d'ailleurs je l'ai aussi cru dans le passé* –, mais bien dans la seconde des six conférences Walgreen, intitulée *Natural Right and the Distinction Between Facts and Values*, qu'il a données à l'Université de Chicago à l'automne 1949.

On le trouve page 25 de la transcription complète (slnd) que j'ai sous les yeux. Ceci dit, il ne l'avait pas encore habillé en Romain, n'évoquant que « *the reduction to Hitlerism*. » (p. 25, je viens de le dire !)

terne monologue, l'esprit libéré sombre dans la prostration. Je voudrais tant retourner au pays des licornes, où les références culturelles s'ébattaient joyeusement sans craindre les buchers de l'inquisition bibliographique.

Hélas, il ne faut pas. En tout cas pas pour les écrits publics, car l'absence de référence vérifiable y favorise une perte bien pire que l'erreur d'attribution : l'usage, abusif au mieux, fallacieux au pire, de formules parfaitement authentiques.

De quoi le faire pendre...

Le savoir se prête très mal aux circuits modernes de la grande distribution : si l'on ne va pas le prélever directement chez le producteur, on est sûr de finir par s'intoxiquer. Aller regarder, dans son milieu d'origine, la pensée dont il procède et son environnement est d'ailleurs censé aller de soi pour un chercheur. Confions avec optimisme que j'ai croisé assez d'exceptions pour confirmer cent fois cette règle. Mais il en va de même pour les journalistes.

Régulièrement, des bouts de phrases sont arrachés à leur entourage et exposés, tremblants, à la fureur populaire. C'est arrivé par exemple à Patrick Le Lay, mais aussi à des gens que j'estime grandement comme Michel Rocard. Dans son cas, « *la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » aurait bien mieux paru si on ne l'avait amputée de sa seconde partie, « *... mais elle doit en prendre fidèlement sa part.* » Quant au premier, sa célèbre aptitude à vendre aux publicitaires « *du temps de cerveau humain disponible* » perdrait l'essentiel de son pouvoir d'indignation une fois lue en contexte¹¹.

¹¹ « Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective "business", soyons réalistes : à la base, le métier de TF1... ». En somme, le propos (d'ailleurs publié dans un livre de gestion^a) se réduisait à la banalité suivante : considérée d'un point de vue économique, une télévision commerciale vit fondamentalement de la publicité.

^a Je ne préciserai pas la page : ceux qui citent ça n'ont qu'à aller chercher la référence et son contexte dans le livre d'origine ou, mieux, dans le mien*.

* *La Valeur des informations* (PUO, 2020)¹.

¹ Non, rien n'interdit de mettre des notes dans des notes : qu'on se le dise !

Convenons que les orientations prises par TF1 après sa privatisation ne plaident pas pour leur maître d'œuvre. Mais justement, la sympathie ou non ne compte pas. Il n'y a pas de « bonne » mauvaise citation parce que dans ce domaine une demi-vérité est souvent un pur mensonge.

Les journalistes y sont confrontés en permanence. Prenons le cas d'Yves Stella, indépendantiste corse qui s'était fait connaître dans les années 1970 pour un usage enthousiaste des explosifs comme arguments politiques. Le revisitant une dizaine d'années plus tard plus tard, les policiers trouvèrent chez lui un mot d'ordre justifiant sans nul doute qu'on le réincarcérât de toute urgence : *« Il nous faut passer à un stade supérieur de la lutte et entreprendre une élimination à grande échelle des Français résidant en Corse. »* Il avait bel et bien écrit ça ! Et même un peu plus, mais la police ne voulait sans doute pas ennuyer la presse avec une citation trop longue :

Comptons-nous, oui ou non stopper la colonisation de peuplement par la multiplication des attentats ? Si la réponse est affirmative, il nous faut passer à un stade supérieur de la lutte et entreprendre l'élimination physique à grande échelle des Français résidant en Corse. Mais avons-nous sérieusement la volonté d'une telle entreprise ? Nous ne le pensons pas [...] Si la réponse est négative, il faut considérer le règlement de cette question dans le cadre d'une négociation globale avec l'État français...

Avec quelques phrases autour, l'appel au massacre devenait un appel à la raison¹². L'amateur de déflagrations insulaires avait changé, mais pas la bonne vieille méthode utilisée contre lui : *« Donnez-moi cinq lignes de la main d'un homme et j'y trouverai de quoi le faire pendre »*, disait déjà Richelieu (je doute fort qu'il l'ait dit, mais la formule est bien tournée). Non seulement la méthode n'a pas changé, mais elle a prospéré comme on sait sur les réseaux sociaux où s'entrechoquent des bribes de propos plus choquantes les unes que les autres.

¹² Toute cette anecdote me vient de *Journalisme et mésinformation* (1991, p. 316) : le signaler présente le double avantage de payer ma dette, mais aussi de transférer à son auteur, Andreas Freud, l'entière responsabilité de son exactitude. C'est l'autre intérêt des citations...

Les médias classiques, faut-il le dire, participent à leur façon à ce vacarme. Pas toujours par malveillance, mais en tout cas par habitude. C'est que la pratique de l'extraction à chaud est une composante essentielle de l'art de titrer, et même une de ses recettes de base : écrire le prénom, le nom, ajouter deux points, des guillemets, quelques mots, encore des guillemets et le tour est joué. Un politicien compétent s'assure toujours de glisser dans son discours un énoncé prêt à découper, un *sound bite* soigneusement calibré pour ça : on croirait presque entendre les pointillés. En revanche, un orateur moins prévoyant forcera les journalistes à piocher comme ils peuvent dans son verbiage. Rien de mal en soi, mais ça peut faire de sacrés dégâts.

Moins de dégâts, cependant que ce qui se pratique en sciences sociales, où des énoncés sont quotidiennement torturés jusqu'à finir par dire ce que l'on attend d'eux. Beaucoup de bourreaux des citations croient simplement que le sens qu'ils leur imposent est le bon, n'étant pas du genre à s'infliger le chapitre entier. Mais les plus féroces sont ceux qui croient plutôt que c'est le sens qu'ils donnent au monde qui est le bon, et que les mots n'ont qu'à s'y plier de gré ou de force. Les scrupules, eux, n'ont pas la parole : « *Quand la cause est sainte, elle sanctifie tout* », comme ne le disaient ni Torquemada ni Simon de Montfort¹³, mais comme l'estiment des légions de chercheurs ardents en abattant sur la littérature savante le marteau de leurs certitudes. Les causes étant généralement plus saintes à gauche qu'à droite (difficile de trouver une quelconque valeur morale à l'ultralibéralisme¹⁴) et les effectifs bien plus nombreux, c'est là que ça se passe le plus.

Faute d'adversaire sérieux en face, ce sont souvent des devanciers également progressistes mais un peu assagis qui en font les frais. Lors d'un récent épisode, les victimes ont tenté de se rebeller contre les travestissements de citations coutumiers dans ce qu'ils qualifient joliment de « *deepfake methodology*¹⁵ ». Ils ont même eu

¹³ Lequel, incorrigible, a également raté l'occasion de dire « *Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens* ».

¹⁴ Ni économique, il me semble, mais on sort du sujet.

¹⁵ Ole Wæver et Barry Buzan, « Racism and responsibility – The critical limits of deepfake methodology in security studies », *Security Dialogue*, vol. 51, n° 4, 2020, p. 386-394.

la naïveté d'invoquer les normes élémentaires de la recherche scientifique, ce qui me semble aussi judicieux que de plaider les vertus du pacifisme devant Attila. Quelque chose de la sorte aurait effectivement marché une fois, paraît-il, mais c'était il y a 1500 ans. En tout cas, dans certains champs de la recherche, ou de ce qu'on présente comme telle, l'herbe n'a guère l'air de repousser.

Les sciences réputées exactes pourraient ricaner de la turbidité des sciences dites molles. Elles ne devraient pas : elles sont peut-être pires dans ce domaine. Ce qui était jadis un secret de polichinelle est aujourd'hui documenté par une imposante série d'études : une bonne partie de leurs références sont, soit un peu erronées, soit franchement fausses, soit abominablement mal interprétées. La plupart des coups de sonde l'estiment aux alentours de 20 ou 25 %, mais dans un cas elle aurait dépassé 50 %. Confions avec satisfaction que ça semble plus que ce que la vaillante réviseure des *Cahiers du journalisme* repère dans les articles reçus ici, mais nuancions tout de même. D'abord, l'existence de ces chiffres est à l'honneur des sciences plus ou moins exactes, si l'on considère qu'à ma connaissance de telles quantifications n'existent guère en sciences sociales. Dommage... Ensuite, le record de 50 % d'inconduites scientifiques, celui qui me rassurait tant, a été relevé par des chercheurs qui n'observaient que le mésusage flagrant de leur propre travail. Le chiffre de 25 % pourrait donc être une estimation plus plausible. D'où l'on conclura que 75 % sont probablement justes. Mais tout de même...

Pour l'essentiel, les fredaines des blouses blanches s'expliquent par les mêmes motivations qu'ailleurs : le désir de conforter à tout prix sa propre position, mais surtout la paresse. Les virtuoses du microscope n'étant pas forcément des passionnés de lecture, l'habitude s'est prise chez beaucoup d'entre eux de recopier purement et simplement des « revues de littérature » (la partie initiale où l'on expose les théories et résultats antérieurs) prélevées dans d'autres articles. D'où la reproduction en chaîne d'erreurs parfois hilarantes¹⁶, mais souvent inquiétantes : c'est sur cette base que

¹⁶ Dans un cas célèbre, un mot du titre a été confondu une première fois avec le nom de l'auteur, avant que cette référence ricoche d'article en article. Comme il signifiait « dysenterie » en polonais, le docteur Colique a par la suite été abondamment cité dans la littérature scientifique.

peuvent s'orienter non seulement les recherches suivantes, mais aussi les diagnostics médicaux...

En conclura-t-on qu'au bout du compte, les professionnels de la recherche et ceux de l'information ne sont pas plus crédibles que la masse des têtes folles qui jacassent sur internet ? Pas du tout : en proportion de tout ce qu'ils écrivent, le premier et le second groupe (en principe dans cet ordre) sont infiniment plus fiables que le troisième. Pas de quoi se vanter : leur métier est justement de l'être, ce qui rend la légèreté d'une partie d'entre eux un peu plus dérangeante.

Le dur marché de la notoriété

Mille pardons aux dictionnaires en ligne : au fond, leurs crottes sur le trottoir valaient bien mieux que des crottes servies comme du caviar. Car dans l'univers des médias comme dans celui de la recherche les citations sont bien du caviar, en tout cas quelque chose de très précieux.

Chez les journalistes, la question est si importante qu'ils l'ont gravée dès le départ dans la doyenne des chartes déontologiques francophones (celle du SNJ en 1918) : « *Un journaliste digne de ce nom [...] cite les confrères dont il reproduit, dans la forme ou dans l'esprit, un texte quelconque.* » C'est la mesure du succès : les bons coups se reconnaissant au fait que les autres journaux les mentionnent le lendemain, si possible verts d'envie. On ne fait pas ça pour vendre du papier, on le fait pour être cité. Peu importe la qualité de votre enquête, un scoop n'en est un que si les confrères le remarquent.

Rien de comparable n'agite bien sûr la sereine tour d'ivoire où niche la sagesse universitaire : là-bas c'est bien pire. La citation est au chercheur ce que l'argent est au financier. Sauf qu'on en dépense généralement plus que l'on n'en récolte, mais c'est quand même le nerf de la guerre des idées. Le grand public ignore qu'il existe même une bourse pour ça, le Science Citation Index (SCI). Les institutions avaient coutume d'y mesurer la valeur de chaque scientifique. Elles ont un peu diversifié leurs critères, car celui-ci

était singulièrement biaisé¹⁷, mais les citations restent l'objet de toutes les convoitises. On est allé jusqu'à analyser – qui plus est dans une revue scientifique de premier plan – l'activité savante comme une gigantesque « *foire aux vanités* » (*vanity fair*)¹⁸ :

Vous ne devenez pas universitaire pour être riche. Pas plus que la satisfaction de la curiosité ne suffit à faire de vous un chercheur réussi. Vous ne vous intégrez vraiment à la communauté scientifique qu'en recevant de l'attention de vos pairs. Obtenir ce « revenu » d'attention est un motif premier [...] Pour le maximiser, vous devez employer votre propre attention de la façon la plus productive.

Une foire aux vanités ? Humm... C'est plutôt bien observé, mais il ne faudrait pas que le bruit se répande. J'entends déjà mes proches : « *Ça te va comme un gant.* » Tant pis, assumons. C'est bien sur ce marché que je tiens ma petite boutique. Elle est très loin de rivaliser avec les stands géants de ceux qui y accaparent des dizaines d'emplacements de choix, mais par rapport à d'autres, ça pourrait être pire. La moitié des travaux de recherche ne seraient jamais cités affirmait même une étude en 1990. Beaucoup moins que ça, corrigèrent des recherches ultérieures, mais quand même pas mal. Surtout si l'on compte aussi les articles qui ne sont cités qu'une ou deux fois.

« *Quand on se compare, on se console* » disait... laissez tomber.

Avouons-le aussi, mon budget d'attention, quoiqu'un peu trop diversifié, se doit d'être productif. Il divise froidement les œuvres de l'esprit en deux catégories principales : les possiblement citables, pour lesquelles il me faut une édition paginée, et les autres, pour lesquelles un epub me suffira amplement (mais elles nécessitent en plus une chaise longue et surtout du temps libre...) Je gère cet investissement avec une certaine générosité, mais sans dilapider : pour un récent ouvrage, j'avais même fixé arbitrairement à 500 références (dûment paginées) la limite entre la saine

¹⁷ Le choix des revues dépouillées ou non favorise outrageusement les travaux anglophones et les sciences expérimentales.

¹⁸ Georg Franck, « Scientific communication: A vanity fair? », *Science*, vol. 286, n° 5437, 1999, p. 53–55.

érudition et le pédantisme éhonté. Bon, tout bien recompté il s'avère que je l'ai légèrement dépassée, mais j'apprécieraï que nul n'en tire de conclusion hâtive.

Les gens aussi me sont fondamentalement de deux espèces : ceux qui me citent, que ce soit en bien ou en mal¹⁹ (ou en bien, mais mal²⁰) et le reste de l'humanité, qui peut m'intéresser quand je sors de mon bureau.

Réduite à sa logique de base, c'est une activité assez simple à comprendre. L'ennui, c'est que si on la réduit encore plus, elle commence à ressembler déplaisamment à celle des postadolescents avides d'abonnés ou de *likes* sur les médias sociaux. Arrêtons-nous juste avant. Oui, chercheurs, journalistes ou bavards numériques de tout poil, nous sommes pareillement dans le business de l'attention, mais nous n'y sommes pas tout à fait de la même façon et nous ne mendions pas la même qualité d'attention.

Et puis nous, les vrais professionnels, savons au moins qu'une citation sans contexte vérifiable doit toujours, *toujours*, être considérée comme fausse jusqu'à preuve du contraire²¹. Ou nous devrions le savoir : ça aussi, c'est simple.

Il reste tout de même un grave problème. Que faire de toutes les charmantes formules soudain privées de leur père putatif ? Qui serait assez cruel pour précipiter ces orphelines dans le néant ? Mesure-t-on en outre le trou lugubre qu'elles laisseraient dans notre patrimoine ? Ivre d'abnégation, voilà ce que j'ai trouvé : je me dévoue pour les adopter toutes. Sauf « *quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver* », qui risquerait de se chamailler avec

¹⁹ Les détracteurs avoués sont hélas trop rares pour satisfaire mon esprit combatif, mais qu'ils sachent que je ne les aimerai pas moins, l'important étant de citer.

²⁰ On m'a par exemple attribué, dans une revue que je respecte fort, un ouvrage traitant de la « *société de consommation* », de laquelle je ne me suis guère préoccupé contrairement à la « *société de l'information* » qu'évoquait en effet mon sous-titre. Pas grave du tout, en ce qui me concerne : c'est l'intention qui compte.

²¹ Cette chronique est dédiée à l'excellente Isabelle Hachey, qui sait pourquo.

ses camarades²². Mais je serai un père pour les autres. D'ailleurs, je n'ai jamais rejeté une citation qui m'était prêtée²³. J'accueille tout le monde. Attribuez-les moi donc sans crainte, ça restera notre secret.

²² Les tests ADN prouvent d'ailleurs que son vrai père est le dramaturge Hanns Johst, mais comme c'était un nazi tout de même, un placement en adoption reste souhaitable.

²³ Y compris celle (par un journal français) dont je ne comprends toujours pas ce qu'elle veut dire au juste et celle (par un canadien cette fois) que j'avais effectivement proférée lors d'un entretien détendu, mais dont je pensais bêtement que la verueur préviendrait la reproduction dans un quotidien aussi distingué.

Vautrons-nous dans l'erreur !

Non seulement les médias se trompent, mais ils se trompent souvent mal. Au point de perdre tout le bénéfice de leurs faux pas, ne mesurant pas les avantages d'une bévue bien assumée. Sauf erreur de ma part.

C'est le genre d'histoire que j'aime raconter dans les colloques. Ce qui explique au passage pourquoi je ne suis pas aussi populaire auprès de certains collègues que je le devrais en toute objectivité.

Des physiciens vont voir le président de leur université pour réclamer un nouvel équipement. Encore vous ! explose le président. Pourquoi vous faut-il tout le temps des appareils aussi chers ? Regardez les mathématiciens et les sémiologues : eux, tout ce qu'ils me demandent ce sont des crayons et des gommes. Et encore... Les sémiologues ne me demandent jamais de gommes !

Pour devancer de légitimes protestations, il faut préciser que, bien sûr, les physiciens ne vident pas les budgets de recherche en allant voir leur président. Ils soumettent de gros dossiers pour ça. Après quoi ils peuvent brancher leurs instruments tout neufs, mais ceux-ci ne sont pas censés les empêcher de se tromper. Ils leur permettent plutôt, comme le disait plus ou moins Popper, de se tromper avec une netteté exemplairement scientifique. Celui qui ne se tromperait pas correctement encourrait le terrible verdict de Wolfgang Pauli, sans doute la pire chose que l'on ait jamais pu dire d'une recherche : « *Ce n'est même pas faux.* » Par quoi il pouvait entendre non seulement le travail de ses collègues les plus brouillons, mais peut-être¹ aussi ceux d'autres disciplines. En particulier ceux qui n'usent pas beaucoup de gommes.

¹ Peut-être seulement, car Pauli se plaisait notamment à échanger avec Carl Jung des idées, disons, hautement spéculatives et en tout cas assez éloignées de la rigide scientificité poppérienne.

Les journalistes, en ce qui les concerne, n'ont jamais été tenus pour de gros consommateurs de gommes, mais il est vrai qu'ils ne considèrent pas leur travail comme de la science.

En particulier les francophones², qui le clament depuis près de quatre siècles. Dès la fondation de *La Gazette*, en effet, Théophraste Renaudot avait tenu à bien marquer la frontière entre sa production et celle des érudits.

Guère de gens possible ne remarquent la différence qui est entre l'Histoire et la *Gazette*. Ce qui m'oblige à vous dire que l'Histoire est le récit des choses advenues, la *Gazette* seulement le bruit qui en court. La première est tenue de dire toujours la vérité, la seconde en fait assez si elle s'empêche de mentir³.

Louable était la précision, admirable même⁴, mais pas vraiment spontanée. Le gazetier, inaugurant en cela aussi une longue tradition, venait d'annoncer un peu prématurément le décès d'une célébrité. Son explication répondait aux sarcasmes de « *ceux qui se formalisent de ce que Tilly n'a pas voulu mourir quand on nous l'a mandé* », ou de ce que « *le temps a rectifié parfois l'erreur de quelque autre nouvelle qui se trouve fausse en son principe ou en ses circonstances.* » (*ibid.*) Peu après, le téméraire général en question – dont le nom complet, Jean t'Serclaes de Tilly, est en soi un véritable appel aux coquilles (j'ai même dû me relire trois fois⁵) – eut l'ama-bilité de se faire occire pour de bon. Mais il avait beau démontrer qu'au bout du compte la plume était plus forte que l'épée, ou en tout cas plus rapide, le mal était fait.

² La tentation est plus forte aux États-Unis où Phil Meyer, pionnier du journalisme de données (à l'origine nommé *computer-assisted reporting*) et instigateur dans les années 1970 du *precision journalism* soulignait que ce courant revenait à « *traiter le journalisme comme si c'était une science, adopter des méthodes scientifiques, l'objectivité scientifique et les idéaux scientifiques* » (*Precision journalism*, 4e éd., 2002, Rowman & Littlefield, p. 5).

³ *Relation des nouvelles du monde reçues tout le mois de mars 1632*, p. 1 (orthographe modernisée par moi).

⁴ En s'engageant à ne pas mentir, plutôt qu'à vendre inmanquablement de la « vérité », Renaudot fondait mine de rien l'une des deux promesses de base à partir desquelles le journalisme peut effectivement revendiquer et défendre une valeur spécifique. Mais c'est l'autre promesse qui nous intéressera ici...

⁵ Mais comme les ouvrages de référence ne s'entendent même pas sur sa typographie, il pourrait tout compte fait s'agir de Jean T'serclaes...

Un ou deux détails ont changé depuis. Il paraît que Louis XIII n'est plus au pouvoir. On ne croise plus guère de mousquetaires dans les rues. Mais du moins trouve-t-on toujours des bévues dans les gazettes, au point qu'il devient presque vexant pour un personnage connu de ne pas apprendre un jour ou l'autre sa mort en lisant ou écoutant les informations. Le principal progrès apporté par la technologie est de pouvoir enfin se tromper par erreur, je veux dire sans intervention humaine, comme l'illustrait en octobre dernier le prétrépas de Bernard Tapie, « *mort le XXXXXXXX, à l'âge de ??? ans* »⁶. Souhaitons-lui un aussi bon rétablissement que Britney Spears ou Morgan Freeman, lesquels, quoique passant leur temps à décéder, ne s'en portent pas plus mal. Cependant ces balivernes, qu'elles proviennent d'un moderne bug informatique ou d'un classique bug journalistique, sont bien trop flagrantes pour être représentatives de l'ensemble de la production. Quels hectares de forêt de tels arbres cachent-ils ? Combien de bévues discrètes, ordinaires, se glissent-elles dans les articles ? Combien de journalistes et d'éditeurs en ont-ils la moindre idée ?

Des erreurs en pagaille

Plus d'un pourrait être surpris par les chercheurs qui se sont penchés sur la seconde question. Pionnier en la matière, Mitchell Charnley relevait en 1936 que 46 % des 1 000 articles examinés contenaient une ou plusieurs erreurs. Évidemment, ses successeurs ont estimé qu'il se trompait légèrement : des erreurs, ils en trouvaient parfois un peu moins, parfois un peu plus... et parfois beaucoup plus (jusqu'à 61 % en 2005). Presque toujours aux États-Unis : dans la presse francophone, on ne mesure pas trop ce genre de choses. Ah si, tiens, en Suisse... Ah, non... Ce sont des quotidiens germanophones. Quelle idée ! Chercher des erreurs dans un journal à la fois suisse et allemand, c'est comme compter des dents dans un poulailler, non ? Non, justement. Avec un abattement que l'on ne peut qu'imaginer, ces chercheurs ont bel et bien trouvé 60 % d'erreurs dans leur échantillon de 1 000 articles germano-helvétiques. Ce qui aurait peut-être été supportable s'ils n'avaient pas eu la mauvaise idée de tester aussi des quotidiens italiens, juste pour voir. La comparaison a très mal tourné - à

⁶ LeMonde.fr, 31.10.2019.

peine 52 % d'erreurs en Italie – suscitant leur perplexité comme la mienne.

À défaut d'établir définitivement la supériorité de la presse transalpine, ces résultats rappellent que l'on ne peut pas trop se fier aux erreurs, tant il est difficile de les mesurer sans risquer d'en commettre. La méthode standard, en effet, consiste à adresser un questionnaire détaillé aux sources citées dans l'article, dont on peut craindre, comme pour les avis de consommateurs en ligne, que répondent surtout celles qui ont un motif de le faire : les râleurs et les ravis. Ainsi l'indice pourrait-il mesurer aussi bien la négligence que la pugnacité journalistique (est-on bien certain que tout écrivain détecterait une erreur dans la phrase qui le désignerait comme le plus grand romancier depuis Flaubert ?) D'ailleurs, le taux de réponse des Italiens était si faible (15 %, soit 154 articles) que les chercheurs suisses⁷, toute fierté nationale mise à part, invitent à ne prendre leurs données transalpines qu'à titre indicatif.

La motivation variable des répondants pourrait expliquer, au moins en partie, un paradoxe bien plus général que cette victoire italophone, mais aussi bien plus mortifiant. Alors que, comme le remarquent justement Michael Schudson et d'autres, la qualité du journalisme d'informations générales s'est nettement accrue au fil des dernières décennies, les taux d'erreurs qu'indiquent les études semblent également plus élevés. D'où l'on peut penser que, comme pour la plupart des branches de l'activité humaine, un relèvement des attentes sociales et des normes d'acceptabilité est à l'œuvre pour le journalisme (un paradoxe de plus, à une époque où les billevesées prospèrent sur les réseaux sociaux).

Sans compter, bien sûr, qu'il y a erreur et erreur. Même si l'on écarte les fourvoiements dûment étiquetés comme « subjectifs » (contresens, etc.) qui sont toujours totalisés à part, la catégorie des boulettes dites « factuelles » englobe notamment les citations jugées erronées. Humm. Sachant que les sources désavouent si souvent leurs propos que chaque journaliste, si la déontologie le

⁷ C'est un peu erroné, Colin Porlezza et Stephan Russ-Mohl, tous deux de Lugano, Suisse, s'étant adjoint les services d'un co-auteur états-unien spécialiste de ce type de recherche (Scott R. Maier). Mon Dieu qu'il est donc fatigant de pinailler sur les détails !

permettait, devrait dissimuler plus de micros qu'un indicateur du FBI, il n'est pas sûr que plus du quart (26,5 %) des articles helvétiques se trompaient en l'espèce. Ces complications sont si évidentes que l'on a exploré des méthodes alternatives, comme d'étudier les sujets pour lesquels on dispose par ailleurs d'une transcription de référence (débat parlementaires, audiences judiciaires), ce qui résoudrait certains problèmes mais en poserait d'autres.

Le prix de la visibilité

Bah, n'ergotons pas sur les chiffres. On ne prendra pas trop de risque en avançant que, disons, un bon quart des articles publiés doit contenir au moins une erreur, petite ou grande. D'un côté, c'est peut-être moins que le nombre de collègues ou de relations qui m'appellent Bernard avec une insistance qui a fini par me faire douter de mon propre prénom. De l'autre, c'est sans doute bien plus que, par exemple, le taux des petites ou grandes erreurs médicales⁸. Évidemment, il existe quelques différences entre les journalistes et les médecins. « *Le salaire, déjà* », me glisse-t-on. Oui, ça. Et les conséquences des bavures. Mais aussi quelque chose de plus fondamental.

L'acte médical est normalement une affaire privée. L'acte journalistique est toujours une affaire publique, ce qui change tout. Contrairement à la plupart des autres professions, les journalistes ne travaillent pas dans un atelier mais dans une vitrine où le monde entier peut se délecter⁹ de leurs impairs. C'est peut-être injuste mais c'est comme ça, et c'est de ça qu'ils vivent. Or, ce qui est leur malédiction pourrait aussi être leur planche de salut.

Je n'ai jamais vu une affichette d'hôpital annoncer par exemple : « *À la suite d'une erreur de transcription, notre opération d'hier (en salle 3) était inexacte. Il fallait lire "abrasion" et non "ablation". Toutes nos excuses à l'ex-jambe droite de Madame Gagnon.* » En revanche,

⁸ Donnée également fort sujette à caution, et de surcroît non comparable (les taux se rapportent au nombre de patients touchés plutôt que d'actes concernés) mais qui, selon les méthodes et les contextes, se situerait quelque part entre 5 et 20 %.

⁹ Flageller un article « *n'étant pas le moindre plaisir de ce genre de lecture* » remarquait déjà Renaudot avec fatalisme (*Recueil des Gazettes de l'année 1631*, p. 6).

on apprend toujours avec plaisir que Madame Merchant a été arrêtée pour, justement, ne pas s'être arrêtée à un passage à niveau et non pour prostitution comme indiqué dans le journal de mercredi (« *Le Public Opinion présente ses excuses pour cette erreur* »), ou qu'un jeune musicien était à la batterie – « *on drums* » – plutôt qu'au septième ciel – « *on drugs* »¹⁰ – même si, d'après le regretté Keith Moon, les deux ne s'opposent pas forcément.

À l'évidence, les intéressés concourent avec ardeur au dévoilement des erreurs qui les concernent, sans quoi de si minces détails auraient sans doute échappé à la correction qu'ils méritaient. On est loin ici des précisions qui parviennent à s'imposer d'elles-mêmes, comme celles du *Ottawa Citizen* (21.06.2012) admettant qu'à bien y penser la terre tourne autour du soleil et non de la lune, de l'*Oregonian* (31.08.2014) signalant à toutes fins utiles que la photo qui illustrait un article sur la chasse aux champignons était plutôt celle d'une amanite, ou du *Times* (11.08.2015) confessant que le pape était bel et bien catholique¹¹.

En somme, la rectification des bévues semble largement reposer sur leurs victimes lorsque ce n'est pas sur leur propre énormité. On le devine par exemple à la réticence palpable avec laquelle *Ouest-France* (02.10.2016), en butte à la maniaquerie bien connue des érudits locaux, mentionne que « *l'association Histoire et patrimoine a souhaité apporter quelques précisions à l'article paru dimanche* » (rien de bien grave pourtant : « *Louis-Philippe David est né en 1785 et non en 1804. C'est lui qui a acheté la propriété de la Chevalerie en 1818 et non son grand-père. Il est élu maire, en 1831, sous Louis-Philippe et non sous Charles X. Le Temple protestant a été construit avant qu'il soit maire, en 1825, [etc., etc.]* ») On le remarque aussi à l'habileté avec laquelle un chroniqueur de *L'Indépendant* (21.11.2017), préférant la prétérition à la contrition, explique pourquoi l'on ne saurait rectifier ce qu'il est mine de rien en train de rectifier :

À *L'Indépendant* comme dans tous les journaux de France, de Navarre et du monde entier, régulièrement nous arrivent des

¹⁰ On trouvera facilement de telles erreurs célèbres (mais moins souvent leur dates) dans les florilèges que composent des collectionneurs hilares, comme Jay Leno, ou consternés, comme Craig Silverman.

¹¹ Faute d'avoir été « *le premier pape non catholique depuis 450 ans* », Jean-Paul II ne pouvait finalement se targuer que de l'exploit sensiblement moindre d'avoir été « *le premier pape non italien...* ».

rectificatifs ou droits de réponse. Parfois sur des sujets très sérieux. Souvent aussi des détails, du pinaillage. Qui a remarqué que nous avons annoncé par erreur qu'Aurore Kichenin, la Miss Languedoc-Roussillon, est en réalité arrivée 4^e à l'élection de Miss Monde et non 5^e comme nous l'avons écrit ? Certes, nous aurions pu publier un rectificatif, mais ses conséquences sur l'équilibre politique planétaire et la soif d'exactitude de la plupart de nos lecteurs en auraient été infimes.

Et le même de s'émerveiller par contraste du « *droit de réponse le plus surréaliste jamais vu* », publié sans barguigner par le quotidien suisse *Le Temps* à propos de la nature précise du volatile déplaisant qui figurait dans un album des Schtroumpfs. Tout aussi bénigne est sa propre approximation (pinaillons quand même : *c'était là une correction, pas un droit de réponse*), mais plus discutable est la conviction, largement partagée, selon laquelle tout ceci n'a guère d'importance.

De fait, beaucoup de journalistes poussent le respect du lecteur jusqu'à se retenir d'ennuyer celui-ci avec des rectifications qui, sûrement, ne l'intéresseraient pas. Tout comme les musiciens savent, survenant une fausse note, qu'il convient de poursuivre sans rien en laisser paraître, les auditeurs n'ayant pas assez d'oreille pour la remarquer tant que l'on ne se trahit pas.

D'où la différence notable entre l'hypothèse voulant que le quart (au moins) des articles contienne une ou plusieurs erreurs et le nombre modeste des rectificatifs effectivement publiés. Même lorsque l'objet de la bévue est un peu plus gros que le piau des Schtroumpfs. Par exemple de la taille d'un train comme celui qui, chargé d'engins de guerre, se prélassait l'été dernier du côté de Libourne, « *abandonné en pleine voie* » par un conducteur qui « *estimait avoir assez travaillé* » (les médias¹², 07.07.2019). Un rapide pointage permet de relever deux à trois fois¹³ plus d'articles dénonçant cette insouciance ferroviaire que de rectifications ultérieures. Encore leurs titres parcouraient-ils le spectre entier de

¹² L'information ayant été reprise par la plupart des sites d'information, l'honneur d'une citation ne saurait être accaparé par un seul.

¹³ Fondés sur deux méthodes de comptage et deux bases d'articles (d'où l'écart), ainsi que quelques additions sur un dos d'enveloppe, mes calculs ne peuvent décemment offrir plus que cette fourchette approximative.

la rétractation, depuis les plus explicites, la voix claire et les yeux dans les yeux (« *RECTIFICATIF. Non, le conducteur de train d'un convoi militaire n'a pas abandonné son chargement en gare de Libourne* ») jusqu'aux plus chafouines (« *Train de blindés "abandonné" sur les voies : la SNCF s'explique* »). RECTIFICATION¹⁴. Il serait cependant malvenu de tordre le nez devant ces corrections, dont le nombre sortait nettement de l'ordinaire.

Scott Maier, le chercheur qui avait trouvé 61 % d'articles erronés dans les journaux états-uniens examinés en 2005, avait aussi estimé que « *légèrement moins de 2 %* » des erreurs avaient fait l'objet d'un rectificatif. Certes, remarquait-il¹⁵, à peine 10 % des sources avaient pris la peine de signaler au journal l'erreur qu'elles avaient identifiées, mais sur 130 erreurs factuelles effectivement dénoncées... 4 auraient selon lui été rectifiées.

Dans la contrition jusqu'au cou

Avant d'ironiser sur ce manque d'empressement, chacun, qu'il soit fonctionnaire¹⁶ ou commerçant, juriste ou garagiste, ferait bien de se demander avec quel enthousiasme il serait prêt à exhiber à la face du monde toutes les bévues, même les plus minuscules, qu'il a pu taire au mieux, ou nier au pire.

Mon expérience personnelle avec ces professions ou d'autres m'amène à douter que la capacité du réseau internet pourrait absorber un tel afflux de confessions. Mais pas au point de m'inquiéter : il y a plus de chances de voir le Nobel de chimie attribué aux expérimentations sur le Coca-Cola en présence de bonbons Mentos qu'internet submergé par les pilules amères du repentir public. Car amères elles sont et même trop dures à avaler pour

¹⁴ Avidé d'entrer dans l'Histoire, ne serait-ce que pour la correction la plus rapide de mémoire d'homme, le chroniqueur nous demande de publier la précision suivante : *L'information erronée ayant été, pour l'essentiel, recueillie auprès de sources autorisées, on peut comprendre que certains journaux – en particulier Sud-Ouest qui avait sorti la nouvelle – soient assez peu disposés à s'en attribuer le blâme. Dont acte.*

¹⁵ « Confessing errors in a digital age », *Nieman Reports*, automne 2009, p. 46-48.

¹⁶ Commentant un rapport selon lequel l'Agence du revenu du Canada se trompait dans près d'un tiers de ses réponses téléphoniques aux contribuables, la ministre avait sobrement précisé que l'on ne pouvait pas s'attendre à ce que les agents concernés connaissent toute la législation fiscale...

que quiconque s'inflige spontanément un tel traitement. À moins d'avoir une très bonne raison de le faire, ce qui n'est pas le cas de grand monde. Mis à part, justement, les journalistes...

Pas une raison éthique. Enfin si, sûrement, mais je ne suis pas très à l'aise avec les considérations morales, un peu trop dépendantes des certitudes de ceux qui les assènent et au bout du compte assez peu fécondes dans ce domaine¹⁷. Plutôt une raison commerciale. Et aussi une raison professionnelle. Celle-ci est plus curieuse et moins évidente de prime abord : *le rectificatif n'est pas quelque chose que le journalisme fait, c'est quelque chose qui fait le journalisme*. Pas un inconvénient occasionnel, un concept fondateur.

Fondateur au point d'apparaître en même temps que le métier lui-même. Renaudot, encore et toujours lui, avait tout de suite mis le doigt sur le problème fondamental : on peut aspirer à la « vérité » mais pas la garantir. Non seulement parce que lui-même ne pouvait pas plus s'abstenir d'insérer les contributions de Louis XIII et de Richelieu (comme il l'expliquera plus tard) que les journalistes de la TV française ne pouvaient en 1960 repousser les synopsis que leur transmettait le gouvernement. Mais surtout parce que, même pour qui aurait l'improbable chance d'exercer sans ressentir la moindre pression, il serait impossible de prétendre ne jamais se tromper. C'est ce qui l'avait conduit à se replier dès le départ sur une seconde promesse, effectivement tenable.

En une seule chose ne céderai-je à personne, en la recherche de la vérité, de laquelle, néanmoins je ne me fais pas garant, étant malaisé qu'entre cinq cents nouvelles écrites à la hâte d'un climat à l'autre, il n'en échappe quelque une à nos correspondants qui mérite d'être corrigée [...] Ceux qui se scandaliseront possible[ment] de deux ou trois faux bruits qu'on nous aura donnés pour vérités seront par là incités à débiter au public par ma plume (que je leur offre à cette fin) les nouvelles qu'ils croiront plus vraies [...]¹⁸

¹⁷ C'est là en dire trop ou trop peu, mais pour éviter une digression de plus je préfère renvoyer à un petit texte (« Éléments pour une éthique amoralisée du journalisme ») que j'avais commis à ce propos en 2010 et que Google est sûrement capable de retrouver.

¹⁸ *Recueil des Gazettes de l'année 1631, 1632*, p. 6-7.

Tout était dit. La fatalité des erreurs condamnerait le projet journalistique à la racine si l'engagement de les rectifier n'était là pour le soutenir. D'où, texte après texte, l'insistance du gazetier : « *je ne puis toujours deviner une fausse nouvelle entre cinq cents vérités que l'on m'envoie à la hâte, encore que je la corrige aussitôt que j'en ai la connaissance* » et son espoir feint que « *plusieurs loueront en mes Relations cette naïveté et leur tourneront à gloire la liberté qu'elles prennent de se dédire quand le cas y échet*¹⁹. »

Il n'est pas tout à fait certain que les citoyens aillent jusqu'à glorifier le journalisme pour les erreurs qu'il confesse, mais du moins les professionnels peuvent-ils, au fond d'eux-mêmes, tirer une certaine fierté d'un engagement si lourd à assumer et pourtant si profondément lié à leur identité propre. Bien sûr, on parle de journalisme, c'est-à-dire d'un métier où les principes et la valeur commerciale sont toujours les deux faces d'une même pièce (dualité d'ailleurs inscrite dans la locution « journaliste professionnel »). Chaque rectification d'une « anomalie » souligne par contraste les standards dont se réclament les entreprises d'information et brandit du même coup leur supériorité par rapport aux autres contenus publics. Renaudot n'avait pas à affronter la concurrence jacassante des réseaux sociaux et des influenceurs, mais il ferrailait entre autres contre celle de leurs ancêtres, les nouvellistes à la main :

[...] combien de fausses nouvelles sèment ordinairement ceux qui [critiquent] les miennes. Dans toutes lesquelles à peine s'en trouvera-t-il autant à reprendre qu'en celles qui courent en une seule matinée sur la place²⁰.

Bref, le rectificatif de presse est né en même temps qu'elle de la nécessité de marquer sa différence avec tous ceux qui, justement, n'y recourent jamais. Et c'est bien pour cette raison que, depuis lors, il chemine fidèlement à son côté²¹. On comprend qu'à

¹⁹ *Recueil des Gazettes, Nouvelles, Relations [etc.] de l'année 1632, 1633*, p. 87 et p. 125.

²⁰ *Ibid.*, p. 393.

²¹ « *L'anecdote qui concerne Mlle *** insérée dans le n° 2 de ce journal est absolument dénuée de fondement* » avouait ainsi au XVIII^e siècle le *Journal de Paris*, premier quotidien francophone, avant de souligner une « *Faute essentielle à corriger dans la feuille d'hier* » (*Journal de Paris*, n° 6, 06.01.1777, p. 4).

une époque où les entreprises d'information ont le plus grand mal à faire valoir leur production, ce traditionnel exercice d'autoflagellation puisse leur être d'un très grand secours.

Le délicat dosage de l'approximation

Il y a tout de même un hic : si évident qu'en soit le bénéfice en termes d'image, dépasse-t-il vraiment l'inconvénient, tout aussi évident, de devoir exhiber publiquement toutes ses insuffisances ? Les grosses, oui, bien sûr, puisqu'une bonne partie des lecteurs les auront remarquées de toute façon, assistés au besoin par les réseaux sociaux, toujours heureux d'aider. Et Miss Languedoc-Roussillon faisait certainement partie de cette catégorie. Je veux dire le classement erroné, pas la candidate. Il faut en être les géniteurs (on parle toujours de l'erreur) pour croire que nul ne s'en était aperçu.

Mais les toutes petites bévues, celles que personne, ou presque, ne relève ? Heureusement, la plupart restent inconnues de leurs auteurs. On ne peut rectifier ce qu'on ignore, Renaudot était très clair sur ce point²².

Les choses se compliquent pour les autres, les petits faux pas effectivement signalés. Craig Silverman, auteur du livre de référence sur la question²³, pousse assez loin son anglophone exigence à ce propos. Ce en quoi le Canadien rejoint notamment le précepte numéro 6 de la référence déontologique européenne, la Charte de Munich (1971), en vertu de laquelle les journalistes se font un devoir de « *rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte* ».

Pas « *une ou deux* », si je lis bien, « *toute* ».

²² Et encore... En pratique la Gazette était loin d'être envahie par les rectifications : on peut penser que le gazetier inaugurerait aussi un autre trait du journalisme, la différence entre les engagements et leur accomplissement. Mais cette caractéristique là n'est nullement définitoire, toutes les autres professions, et l'espèce humaine en général, l'ayant en partage.

²³ Craig Silverman, *Regret the error: How media mistakes pollute the press and imperil free speech*, Union Square Press, 2007. Les amateurs d'ironie extrême, dont je suis, savoureront en outre un chapitre plus récent de sa part (dans McBride et Rosenstiel, *The new ethics of journalism*, CQ Press, 2014) où la paternité de son propre article est par erreur attribuée à un autre auteur...

J'hésiterais pour autant à être trop catégorique : une certaine dose d'approximation étant à la communication humaine ce que l'huile est au moteur, voudrait-on une perfection immaculée que tout se figerait (en toute exactitude, la Terre n'est pas ronde et l'eau bout rarement à 100 degrés). C'est dire que la question ne se pose peut-être pas comme un impératif kantien mais plus prosaïquement comme celle des seuils explicites à partir desquels une précision ou correction devient, selon les cas, souhaitable ou requise. Exactement le genre de questions auxquelles les professionnels feraient bien de réfléchir méthodiquement et si possible collectivement.

En fait, ils y répondent déjà à leur façon. Sans circonvolutions théoriques ou historiques, ils démontrent par l'exemple que le rectificatif est bel et bien leur ami en ces temps troublés. Non seulement les corrections ont-elles fleuri un peu partout au début des articles en ligne, mais il semble bien que les journaux qui s'y adonnent le plus volontiers soient aussi ceux dont la réputation, et souvent le lectorat, résistent le mieux. Si la correction aviaire qu'avait schtroumpfée *Le Temps* pouvait plonger un chroniqueur de Perpignan dans des abîmes de perplexité, que dirait-il du soin ostensible avec lequel le *New York Times* rectifie la race d'un chien croisé dans un bar (c'était un labrador retriever, pas un golden retriever) ou la boisson (à base de fraise pas de mangue) que sirotait ce dangereux personnage interviewé à Benghazi ? C'est ainsi que l'on peut trouver chaque jour plus d'autocorrections dans le quotidien new-yorkais que de contrevérités dans les tweets de Trump²⁴.

De même, le *Guardian* ne manquera pas de préciser que le bus qui figurait dans un film de 1963 était un AEC Regent et non un AEC Routemaster (nonobstant le fait qu'ils se ressemblent comme des frères, ce qu'ils sont d'ailleurs). Et à l'instar du *Temps*, *Le Monde* a suscité la verve d'un chroniqueur, Alain Rémond de *La Croix*, pour s'être repenti (entre autres) d'avoir très incidemment mentionné qu'une association avait offert un stage de poterie à

²⁴ C'est évidemment une image, le journal ne pouvant toujours égaler la régularité du président : s'il avait par exemple la satisfaction de publier sept corrections dans son édition du 8 décembre, il devait piteusement admettre n'en avoir aucune à afficher dans celle du lendemain.

sa présidente sortante quand il s'agissait d'un stage de sculpture. On ne déplorera jamais assez la détestable habitude qu'ont les chroniqueurs de s'amuser des questions les plus sérieuses. Et ce jusque dans les colonnes d'un journal connu, outre sa propre rigueur, pour le baromètre qu'il publie chaque année sur la crédibilité des médias.

Évidemment, l'art de la correction n'est pas réservé aux petites inattentions passagères. Ledit *Guardian* s'est ainsi infligé la rectification de huit erreurs factuelles au sein d'un seul portrait, qu'on imagine cubiste, et le *Washington Post*, toute honte bue, a dû en corriger au moins quinze dans un unique article. Quant au *Monde*, il n'a pas reculé devant la cruelle tâche d'abjurer la plus grave, la plus abominable, la plus scandaleuse erreur qui se puisse commettre :

Dans notre article consacré à la mise en vente de la marque Havas (*Le Monde* du 1^{er} mars), nous avons écrit par erreur que Charles Havas s'était lancé dans la publicité, au début du XIX^e siècle, presque en même temps que Théophraste Renaudot. Il s'agissait en réalité d'Émile de Girardin. Théophraste Renaudot (1586-1653), l'un des pionniers de la presse française, a bien exercé une activité de caractère publicitaire, mais deux siècles plus tôt.

Pauvre Renaudot... Seul modère mon indignation le fait d'avoir moi-même failli à son endroit²⁵. Quoi qu'il en soit, le problème du seuil à partir duquel on estime qu'une rectification est requise est décidément devenu une question brûlante, que chaque rédaction ferait bien de creuser... et d'explicitier, puisqu'elle revient à indiquer à ses lecteurs à quel point ils peuvent se fier à elle. Ce qui pourrait expliquer que le nombre de corrections publiées par le *Washington Post* ait augmenté d'un tiers entre 1997 et 2007, tandis que celles du *New York Times* doubleraient carrément²⁶.

²⁵ À une époque où je m'y intéressais moins, je l'avais cité en me fiant, comme beaucoup d'universitaires, à une anthologie où sa préface de 1632 et d'autres textes classiques étaient mal reproduits. Mais du moins me suis-je pour ma part confessé (à deux reprises, trois maintenant) d'avoir perpétué cette coquille avant de consulter les éditions originales.

²⁶ Neil Nemeth et Craig Sanders, « Number of corrections increase at two national newspapers », *Newspaper Research Journal*, vol. 30, n° 3, 2009, p. 90-104.

L'une des plus éloquentes façons d'exprimer cette promesse réside dans la visibilité que l'on donne aux *mea culpa*. Non seulement en réexposant l'erreur initiale en plus de sa rectification (ce qui demande déjà du courage quand leur rapprochement donne à rire), mais même en donnant accès à la liste des corrections publiées. Par exemple en leur consacrant une section spéciale, à l'instar du *New York Times*. Ou un identifiant fixe – surtitre ou mot clef, de préférence cliquable – comme un certain nombre d'autres quotidiens anglophones. Les francophones sont en général plus discrets, quoique *20 minutes* publie chaque année avec un certain panache un article recensant ses corrections passées. Les sceptiques s'émerveilleront de ce que leur total annuel ne dépasse pas ce que le *New York Times* peut corriger en une journée mais cette liste, même si le seuil d'entrée y semble plus élevé qu'au golf club d'Augusta, n'en a pas moins le mérite de claquer au vent comme un étendard journalistique (c'est-à-dire une oriflamme déontologique d'un côté et une bannière publicitaire de l'autre : rien à redire à ça, surtout à l'heure actuelle²⁷). De fait, « *admettre les bourdes et les erreurs est une pratique non seulement avisée, mais aussi très séduisante pour les lecteurs* » résumait la responsable d'une étude menée auprès de 3 000 répondants pour l'association américaine des rédacteurs en chef²⁸.

Par contraste, les mises à jour que beaucoup de journaux glissent sans tambour ni trompette dans les pages web des articles défaillants semblent bien mesquines, quoiqu'elles valent mieux que rien. Déontologiquement, elles arrivent trop tard pour tous ceux qui ont lu la nouvelle à parution. Et publiquement, il n'y a rien à gagner à des corrections aussi subreptices.

– *Subreptice toi-même, prêcheur à la manque ! As-tu donc oublié de ta première vie la duplicité avec laquelle tu rectifiais jadis les erreurs que tu avais publiées... les rares fois où tu les rectifiais ?*

Bon... D'abord, ma petite équipe et moi ne laissons pas passer tant d'erreurs que ça²⁹ (très peu, même, je crois, par rapport

²⁷ Tant que les deux ne se contredisent pas, bien sûr.

²⁸ Christine D. Urban, *Examining our credibility: Perspectives of the public and the press*, American Society of News Editors, 1999.

²⁹ Ce que je voudrais bien pouvoir attribuer à la vigilance dont j'aime tant me vanter, mais que je dois au moins autant à celle des relecteurs ou relectrices

aux standards de rédactions bien plus prospères). Mais tout de même quelques-unes, dont certaines de mon propre fait. Et... d'accord... je ne peux pas dire que je m'empressais de les souligner. Il me revient de cette lointaine époque une mention furtive qui, avec le recul, était vraiment un modèle de sournoiserie, mais aussi un ou deux épisodes de diplomatie téléphonique visant surtout à convaincre une source écumante qu'une rectification n'était pas indispensable. Tout ça ne prouve rien, si ce n'est que je suis bien placé pour savoir quelle horrible épreuve³⁰ est la publication d'un rectificatif. Et aussi à quel point il est difficile de réfléchir à des enjeux compliqués quand on a les yeux braqués sur le prochain bouclage.

Mais la partie était moins dure il y a vingt ans, et moins nombreux les joueurs autour de la table. Les rédacteurs en chef peuvent-ils aujourd'hui se priver d'un atout que leurs adversaires, fournisseurs de contenus distrayants ou partisans, ne sauraient sérieusement brandir ?

Au fond, chaque correction est, à petite échelle, une répétition d'un des coups de maître par lesquels Bill Bernbach avait assuré le succès de Volkswagen aux États-Unis. « *Cochonnerie* » (*lemon*) braillait la publicité, sous la photo d'une Coccinelle apparemment comme les autres. À ceci près qu'elle avait échoué aux contrôles de l'entreprise, bien plus exigeants alors que ceux des géants américains : en stigmatisant une voiture ratée, l'annonce ennoblissait toutes les autres.

Sauf que dans le cas du journalisme, une bonne confession n'est pas seulement une bonne affaire et, bien sûr, une bonne action. Elle possède une propriété encore plus stratégique : celle de renforcer prodigieusement la culture de fiabilité au sein des entreprises d'information. Si leurs responsables éditoriaux jugent qu'une erreur est trop négligeable pour en parler, pourquoi leurs rédacteurs se soucieraient-ils des prochaines ? À l'inverse, on peut être sûr que, dans un journal où chaque lettre compte, aucun

qui m'ont sauvé du ridicule à diverses reprises. Et pas seulement dans un lointain passé professionnel (ma dernière bourde a été interceptée juste avant de paraître dans cette même revue).

³⁰ « *Une erreur de fait jette un homme sage dans le ridicule* », disait déjà La Bruyère.

journaliste ne manquera de faire épeler deux fois le nom de son interlocuteur, n'ayant guère envie de le relire dans un erratum. Le rectificatif est un vaccin pour le système immunitaire d'une rédaction : mieux que n'importe quelle charte ou exhortation interne, il entretient et développe le rejet de la négligence et les anticorps contre les bévues. Or, s'il est une chose que les études ont démontrée et redémontrée, c'est la corrélation entre la crédibilité d'un journal et l'évolution de son lectorat (une fois de plus, la vertu journalistique et le succès commercial marchent ici la main dans la main).

Sans compter qu'il est dangereux de rester derrière lorsque le niveau moyen monte et que celui de la tolérance descend. Or, pour le public comme pour beaucoup de professionnels, la limite entre ce qui est anodin et anormal paraît aujourd'hui bien plus basse que ce qu'elle était quelques décennies plus tôt. Ira-t-elle demain, n'en déplaise à Renaudot, jusqu'à s'aligner sur la rigueur traditionnelle des scientifiques ? Il ne vaudrait peut-être mieux pas.

À qui se fier ?

S'avisant un beau jour d'examiner les rétractations des articles de recherche en sciences de la vie, une équipe³¹ consulta la gigantesque base de données Medline sur une période de 30 ans. Ils en trouvèrent 235, chiffre assez respectable auquel manquait toutefois une autre donnée, pourtant facile à obtenir : d'après mon propre relevé la base contient un peu plus d'un million de textes parus au cours de la même période. Soit un taux de rétractations d'environ 0,023 %. Même pas un quart de dixième de pour cent de défaillances avérées : ça, ce sont des sciences exactes ! Mais au moment de cette étude, le doute était déjà dans le fruit. Ce qu'on allait bientôt appeler la « *crise de la reproductibilité* » grondait sourdement : si des articles en sciences humaines pouvaient n'être « *même pas faux* », un bon nombre de ceux des

³¹ John Budd, MaryEllen Sievert et Tom Schultz, « Phenomena of retraction: Reasons for retraction and citations to the publications », *JAMA*, 1998, vol. 280, n° 3, p. 296-297. On notera cependant que certaines rétractations pourraient n'être pas indexées comme telles, et que l'on ne parle ici que des rétractations, alors qu'une erreur mineure peut parfois se contenter d'une correction.

sciences expérimentales semblaient, eux, complètement faux. Plus de la moitié assénait même, en 2005, un prof de médecine de Stanford. Comme pour le journalisme, les examens ultérieurs ont trouvé parfois moins et parfois plus de ces recherches douteuses. Sur quelque 1 500 chercheurs interrogés par la revue *Nature*, plus de 70 % n'ont pu reproduire les résultats publiés par d'autres et plus de la moitié ont avoué ne pas réussir à reproduire... leurs propres résultats. Ce qui, selon l'éthique scientifique, réclamerait souvent une rétractation pure et simple. Hélas, les recherches s'accordèrent aussi à souligner que le monde universitaire, des auteurs jusqu'aux éditeurs, était extraordinairement réticent à le faire. Tiens donc...

Avant de s'abandonner à un lâche soulagement comparatif, les professionnels de l'information feraient bien de considérer deux points. D'abord la production des scientifiques n'est pas directement consommée par le grand public, ils ne travaillent pas dans une vitrine aussi exposée et la survie de leurs emplois est bien moins menacée. Et pourtant – c'est le second point – la réaction des biologistes ou des psychologues s'est montrée infiniment plus vigoureuse et ouverte que celle des journalistes. Loin d'escamoter le problème, ils l'ont pris à bras le corps. Collectivement. Tout a été remis en cause, que ce soient les processus d'évaluation, la taille des échantillons ou encore les exigences statistiques (y compris l'un des plus immuables repères scientifiques, la classique *p value* de 0,05 que l'on songe à porter à 0,005). En matière de « culture de fiabilité », l'esprit du temps, chez les expérimentalistes, est à la révolution culturelle. Ce qui a suscité beaucoup de paroles – il en faut – mais quoi de concret ?

C'est le moment ou jamais de remettre à jour les décomptes de Budd et de ses collègues. Avaient-ils trouvé 235 rétractations entre 1966 et 1997 ? Avec la même méthode et la même base, mais entre 2014 et 2016, je peux en relever... voyons voir... 1 903 ! Soit huit fois plus sur une période dix fois plus courte. Ou, si l'on préfère, 634 par an en moyenne contre 7 par an jadis. Il n'y a pas grand-chose à ajouter, je crois (à part une PRÉCISION³²).

³² En y songeant bien, l'inflation de la production scientifique doit aussi contribuer à cette progression spectaculaire. Heureusement, cette variable là n'est pas bien dure à contrôler. Ramené à la moyenne annuelle de publications de la première période, le score des rétractions récentes ne serait plus que

Les scientifiques se sont vautrés dans la boue avec une délectation masochiste pour mieux s'inciter mutuellement à la nettoyer. En pleine conscience de ce qu'ils en fournissaient du même coup des pelletées à qui voudrait les en bombarder. Ce qui n'était pas si grave : ça ne changerait de toute façon rien aux certitudes de ceux qui détestent déjà les vaccins, la théorie de l'évolution et Greta Thunberg. Et qui n'ont pas besoin de lire la « science officielle » pour la vilipender (des détracteurs que les journaux connaissent bien : ils ont souvent les mêmes). Mais puisqu'aucune contrition ne peut avoir d'effet sur ceux-là – comme on dit maintenant, *haters gonna hate* – ils ne sont pas un enjeu de la démarche. Il en va autrement des autres.

Par exemple moi, que chiffonnent ceux qui n'admettent jamais d'erreur, caractéristique commune des mystiques et des filous. Moi, consommateur modeste mais régulier de travaux de psychologie expérimentale pour une partie de mon travail, mais perplexe devant des effectifs de participants minuscules ou des conclusions discordantes. Pour ne pas parler de certaines inductions statistiques si absconses qu'elles ne semblent déchiffrables que par un cryptologue de la NSA et peut-être par leurs auteurs³³.

Moi que l'aggiornamento des expérimentalistes rassure bien plus qu'il ne perturbe et impressionne bien plus qu'il ne choque. Moi, public.

de 184 à 7. Soit un accroissement plus modeste en effet, puisqu'il dépasse à peine 2 500 %... Heureusement aussi, la différence entre une chronique et une recherche m'évite d'avoir à soupeser une autre variable : la pression pour publier qui motive la susdite inflation de publications mais pourrait par ailleurs motiver les manquements qui motivent à leur tour les rétractations.

³³ Mais à dire vrai, je tends à ranger dans cette catégorie tout ce qui dépasse les tests de corrélation non-paramétriques.

Enfin révélé : ce qu'est le journalisme¹

De quoi parlent au juste les Cahiers ? Du « journalisme », sans doute, mais encore ? Après un quart de siècle d'existence et tant de numéros consacrés à ce terme vague, il est plus que temps de tirer les choses au clair. D'autant que cette question est devenue brûlante pour le journalisme lui-même. Quoi que ça puisse être.

Se pourrait-il que je sois biaisé ? « *Au fond, vous n'aimez pas le journalisme d'opinion* », m'écrit un lecteur. En fait, il ne m'a pas exactement écrit ça. D'ailleurs, je ne sais pas vraiment de qui il s'agit, son message ne m'étant pas parvenu. Mais il (ou tiens, elle) existe sûrement quelque part. Et ça lui a au moins effleuré l'esprit. En tout cas, ça a pu...

Vous vous méprenez, Madame. Je n'ai rien de particulier contre le journalisme d'opinion.

D'accord, je ne peux nier une légère réticence vis-à-vis des opinions en général. Il y aurait trop de témoins, y compris les étudiants qui se souviendraient d'une confidence au début d'un séminaire : « *Pour être franc, je dois vous dire que je n'éprouve pas le moindre respect pour vos opinions* ». Malgré leur effarement durant la seconde de silence théâtrale qui s'imposait, j'espère qu'ils ont capté la suite : « *... et je vous demande de n'en avoir aucun pour les miennes : nous ne sommes pas ici pour échanger des opinions.* »

Bref, le simple fait que j'accorde fort peu de valeur à mes opinions², guère plus qu'à celles des autres – dont Philip Tetlock

¹ Je crois...

² J'en cultive juste assez (plutôt communes, du reste) pour espérer me prémunir contre l'excès inverse du dessèchement rationaliste. Plus quelques autres légèrement moins consensuelles à la seule fin d'alimenter les joutes oratoires dans ma sphère privée.

a admirablement documenté les divagations³ – m'interdit en toute logique d'en professer une sur le « journalisme d'opinion ». La prudence fait le reste. De toute façon, un journaliste qui s'enchant de ses certitudes, c'est comme un banquier qui aime jouer au casino : d'aucuns pourront trouver ça inquiétant, mais ça n'est pas condamnable en soi (quoiqu'en vertu d'un préjugé obscur, bien des banques découragent ce genre de loisir).

Voici donc le point élégamment réglé, ce qui est heureux car il n'avait aucun intérêt : comme disent les invités de débats télévisés, il faut avant tout poser la « vraie question ».

Il saute en effet aux yeux que discuter à brûle-pourpoint du *journalisme d'opinion*, du *journalisme d'entreprise* ou du journalisme de quoi que ce soit d'autre est une idée farfelue : tant que l'on ne s'entend pas sur ce que le premier terme peut bien signifier, chacun reste tout à fait libre de lui accoler ce qu'il veut⁴. Je suis d'ailleurs enclin à penser comme Lewis Carroll que les borogoves sont assez flivoreux, pour ne pas dire smouales, et je défie quiconque de prétendre qu'ils ne le sont pas.

« *Qu'est-ce que le journalisme ?* », ça c'est de la vraie question. À tel point qu'un certain nombre de personnes se la sont déjà posée au cours des siècles passés. Et que beaucoup ont renoncé, dégoutées. Une fois, même, ça s'est produit sous mes yeux.

La chose se passait il y a vingt ans en Bretagne, à l'occasion du congrès annuel d'un syndicat de journalistes. Dans un désir de transparence qu'on ne saurait trop saluer, une poignée de

³ Ayant suivi et interrogé durant une quinzaine d'années près de 300 donneurs d'avis professionnels (universitaires, éditorialistes et spécialistes divers), il en a retiré plus de 80 000 prédictions, un bilan désastreux et quelques enseignements intéressants. En particulier le fait que la fiabilité de ces experts s'est avérée inversement proportionnelle à la force de leurs convictions et de leur confiance en leur jugement ou leur idéologie favorite (la justesse du groupe des plus assurés étant même inférieure au hasard). Mais, d'un autre côté, la carrière médiatique d'un intellectuel qui répondrait « *C'est compliqué* » ou « *Personne n'en a la moindre idée* » à toutes les questions d'un animateur de télévision risque d'être assez brève.

⁴ « *je ne dispute jamais du nom, pourvu qu'on m'avertisse du sens qu'on lui donne. [...] c'est se jouer des paroles de dire que vous êtes d'accord à cause des termes communs dont vous usez, quand vous êtes contraires dans le sens* », ironisait déjà Pascal (*Les Provinciales*, 1657, p. 6-7.)

spécialistes⁵ y avaient été invités comme observateurs : nous observâmes donc. Avec d'autant plus d'intérêt que les participants affrontaient un problème de taille. C'est que la confédération syndicale à laquelle ils étaient affiliés avait fort envie de les intégrer à une plus vaste branche des travailleurs de la communication. Or, pour une raison ou pour une autre, l'idée d'être assimilés aux publicitaires et aux opérateurs internet ne les enchantait pas.

Comprenant leur émoi, la confédération les assura qu'elle éprouvait la plus haute estime pour leur noble mission et que, certainement, elle veillerait à les séparer du tout venant. Ils n'avaient pour cela qu'à lui préciser les critères qui lui permettraient de distinguer le bon grain de l'ivraie. Peut-être croyait-elle avoir déminé le problème à la satisfaction générale. Il advint qu'il n'en était rien : après avoir flairé la question et l'avoir un tout petit peu mâchonnée, les journalistes la recrachèrent avec fureur et dénoncèrent avec une rage accrue le machiavélisme de ce coup fourré. Définir ce que nous sommes ? Et puis quoi encore ? *Non debemus, non possumus, non volumus.*

Un fantôme définitionnel en version 2.0

Que la confédérale demande de précisions ait trahi une fourberie diabolique ou au contraire une naïveté abyssale, elle n'était en tout cas pas propre à calmer les esprits : la question est au journalisme ce que la guêpe est au pique-nique. Toujours à flotter dans l'air, difficile à chasser, encore plus difficile à ignorer (même quand on vous le dit) et en tout cas énervante. À ceci près que les guêpes n'enflent pas de saison en saison alors que, d'année en année, le fantôme définitionnel du journalisme revient toujours plus pansu et plus menaçant.

Sa version actuelle, désormais géante, a gonflé en se gavant de nouvelles technologies. Soit dit sans vouloir offenser celles-ci : on ne peut qu'au contraire s'émerveiller de voir des téléphones mobiles capter le monde dans une résolution vingt fois supérieure aux lourdes Betacam de jadis⁶. Mais plus les images devenaient

⁵ Il y avait là Neveu et Ruellan, si je me souviens bien, et je ne sais plus qui d'autre.

⁶ À dire vrai, c'est plutôt approximatif puisque les technologies sont très différentes, mais on peut considérer qu'une Beta SP (analogique), dont les

nettes, plus la situation devenait floue. Depuis qu'un clavier et un accès internet suffisent à tout un chacun pour s'adresser aux masses, le tout un chacun en question se demande en quoi il pourrait bien différer des journalistes.

Lesquels journalistes ne se le demandent pas moins : on ne compte plus les articles mi-exaltés mi-paniqués sur le thème « *Tous journalistes ?* ». Les juges se le demandent aussi, notamment quand il s'agit de déterminer si tel ou tel blogueur débridé peut ou non profiter de quelque protection ou avantage accordé aux professionnels. Le seul à s'en ficher un peu est apparemment le grand public, dont diverses recherches indiquent qu'il ne fait guère de distinction entre les informations des journalistes et les autres contenus en ligne. Faut-il donc qu'il soit sot, ce grand public, pour ne pas comprendre tout seul une différence que les intéressés seraient bien en peine de lui expliquer précisément. Surtout en France où le président lui-même manifeste peu de discrimination dans le choix de ses interviewers.

Bref, à force de se diluer dans le grand bouillon des fournisseurs de contenus idéologiques ou distractifs, le journalisme pourrait bien finir par s'y dissoudre entièrement. D'autant qu'il s'est déjà émietté comme un comprimé d'aspirine dans son propre verre d'eau. Du *data journalism* au *mobile journalism* – MoJo pour les amis – en passant par le *solutions journalism* et tant d'autres, le morcellement des étiquettes professionnelles a même poussé Wiebke Loosen et ses collègues de Hambourg à se lancer dans un projet qu'on pourrait croire sarcastique si son ampleur ne forçait le respect : le *X-journalism project*, c'est-à-dire le recensement et le tri de toutes les appellations brandies par les uns et les autres. Aux dernières nouvelles, ils avaient collecté plus de 160 sortes de journalisme, rien qu'en anglais. Pour le moment (j'en connais qui ne sont pas sur la liste).

Et alors ? Les amateurs de citations apocryphes – que l'on sait nombreux dans les journaux et à peine moins dans les universités – pourraient objecter d'après le général de Gaulle que la France possède plusieurs centaines de sortes de fromages et ne s'en

sept bons kilos ne tenaient pas vraiment dans une poche de jean, enregistrant l'équivalent de 720 x 576 pixels, soit 625 lignes en PAL, ce qui sauf erreur de ma part correspondrait au vingtième du format 4K actuel (3840 x 2160).

porte pas plus mal⁷. Admettons, sauf que n'importe quel crémier pourrait vous dire ce que toutes ces spécialités fromagères ont en commun et qui les distingue du saucisson ou de la tarte aux pommes.

Pour le journalisme, c'est plus nébuleux : pendant que les éleveurs s'acharnaient à définir des appellations contrôlées, les journalistes se sont complu dans l'appellation incontrôlée.

Connais-toi toi-même

Serait-ce qu'ils sont trop nigauds pour se définir ? Rien n'est moins sûr. Certes, ils feraient mauvaise figure au micro de quelqu'un comme Socrate, qui adorait justement titiller sur ce genre de flou (« *Mon intention est d'interroger notre homme sur l'essence de son art : à quoi s'engage-t-il* »). Mais avant de conclure avec lui que le journalisme, comme la rhétorique à l'époque, est « *une activité sans rien de technique, mais qui relève d'un tempérament intuitif, intrépide et très doué pour les relations*⁸ », il faut souligner que les journalistes ont de très bonnes raisons de persister à se méconnaître. Dont l'une, au moins, est digne de toutes les louanges.

Commençons par celle-là. Par essence, ce métier est l'enfant de la liberté d'expression, le droit ouvert à chacun de rendre publiques ses idées. Il en découle que toute frontière qui marquerait des nuances, ne seraient-elles que symboliques, dans l'exercice de ce droit chatouille chez eux un nerf génétiquement sensible. Même au Québec, où trois personnes ne peuvent maîtriser une quelconque compétence sans chercher à fonder un ordre professionnel pour s'en assurer le monopole dans l'intérêt du public⁹, les journalistes ne veulent pas entendre parler d'une délimitation trop

⁷ Mis à part, bien sûr, la légère propension à l'indocilité que déplorait le général dans la citation qu'on lui prête trop généreusement. Profitons par ailleurs de cette note pour remarquer que le délicieux *fromage de tête* ne répond en rien à la définition d'un fromage, ce qui ne démontre pas que la définition est fausse mais au contraire que son nom est impropre.

⁸ Platon, *Gorgias* (trad. Jacques Cazeaux), Librairie générale française, 1996, p. 8 et 43.

⁹ On y trouve un ordre professionnel des acupuncteurs, des criminologues, des urbanistes, des conseillers d'orientation, des géologues, sans oublier celui des conseillers conjugaux et ceux d'une foule d'autres activités dont je n'arrive pas toujours à deviner ce que c'est.

marquée. Et en France, ils n'ont pas oublié ce que le corporatisme doit au maréchal Pétain. Ainsi, quand tant d'autres s'entourent de murailles, les journalistes tiennent à laisser leur maison ouverte à tous les vents de la démocratie. C'est bien dommage pour eux, un peu absurde d'ailleurs¹⁰, mais c'est très beau quand même.

Une seconde raison tient à leur répugnance atavique vis-à-vis des considérations théoriques. Pas tous, bien sûr, mais la plupart d'entre eux entretiennent avec les abstractions conceptuelles le genre de rapports que j'ai avec les épinards. Ils n'ont pas forcément tort : ce métier n'est pas seulement fondé sur la liberté d'expression, il repose aussi sur le postulat qu'il est possible de saisir en quelques heures les tenants et aboutissants d'un problème et de s'en faire un avis à temps pour livrer sa copie. Il faut réfléchir, bien sûr, mais sans excès. Douter, oui, mais pas trop longtemps. C'est moins là une insuffisance qu'une vraie compétence professionnelle : si l'on commence à ne voir partout que complications, nuances, incertitudes et autres raisons de procrastiner, on est fichu pour ce sport exténuant. Je le sais, ça m'est arrivé il y a longtemps. Hélas, les tenants et aboutissants du journalisme lui-même ne se laissent pas cerner en quelques heures : réfléchir « en journaliste » à l'ontologie de son propre métier permet sans doute de s'en forger une opinion tranchée sans s'éterniser à la bibliothèque, mais hélas pas d'aboutir à une conceptualisation qui tiendrait au moins deux rounds face à Socrate ou n'importe quel autre examinateur.

Une troisième raison est bien moins avouable, moins spécifique au journalisme d'ailleurs, mais bien plus impérieuse. Qu'on le veuille ou non, définir quelque chose revient à créer de la normalité et, par voie de conséquence, à désigner de la déviance. Or, certains professionnels, du pamphlétaire de base au propriétaire de télévision, subodorent on ne sait pourquoi que ce que la majorité de leurs homologues entendent par « journalisme » ne correspond pas tellement à leur façon de pratiquer ça. D'où l'ardeur de tous ceux qui se plaisent dans cette brume pour des raisons

¹⁰ Aucune définition du journalisme n'a jamais empêché quiconque de s'exprimer par voie de presse dans un pays libre : si la question d'un « ordre » serait effectivement problématique – mais personne n'en veut, je crois – celle d'une reconnaissance plus ou moins symbolique des professionnels n'a rien à voir.

idéologiques ou commerciales à veiller à ce qu'elle ne se dissipe pas. Compte tenu du point 1 ci-dessus, ce n'est pas une tâche exténuante : il suffit d'invoquer la liberté d'expression menacée pour que le vieux fond libertarien des autres débranche aussitôt leur discernement critique. L'astuce marche à tous les coups : les sénateurs républicains n'ont pas plus de mal à convaincre leurs troupes que toute loi protégeant les consommateurs mettrait en péril leurs libertés fondamentales. De toute façon, qui, à moins d'être producteur de vin ou de fromage, aimerait se soumettre à des normes explicites même lorsque sa propre pratique les respecte déjà exemplairement ?

Il existe à dire vrai une quatrième raison, moins évidente, quoiqu'encore plus décisive, qui barre la route à toute définition, mais celle-là est si insidieuse qu'il vaut mieux la laisser de côté pour le moment.

De l'inertie à la fébrilité

Avec tant de motifs pour ne rien faire, on comprendrait que la question reste durablement figée, aussi appétissante que la graisse froide au fond d'une casserole. C'est effectivement sa consistance en temps normal, mais parfois la casserole chauffe et les idées se remettent à bouillonner. Car les époques « normales » du journalisme, celles où tout le monde entrevoit implicitement de quoi on parle et ce qu'on fait, débouchent toujours sur des périodes de convulsions durant lesquelles les conceptions anciennes sont piétinées et parfois enterrées (croit-on alors...) Quand la société change, le journalisme change aussi, mais rarement sans querelles, sans manifestes enflammés, sans tirs croisés de proclamations et de protestations sur ce que le journalisme est dorénavant.

Il fallait voir avec quelle ardeur Camille Desmoulins, entre autres, célébrait au XVIII^e siècle l'avènement du journalisme engagé : *« Le temps n'est plus où le journaliste n'était ou qu'un juge de comédie et de prix de chant [...] ou un maître d'affiches qui indiquait les maisons à vendre, les effets perdus, le prix des foins et la hauteur de la rivière »*. Le journaliste nouveau, seul *« dign[e] de ce nom »*, n'était plus de ce bois-là. Il *« exerçait une véritable magistrature[,] ennemi implacable de l'injustice et de l'oppression »*.

Mais un siècle plus tard, l'ex-nouveau avait l'air un peu gâteux, alors que l'évolution technologique et intellectuelle – et surtout l'essor d'un public de masse – enfantaient son remplaçant : le journalisme « moderne » fondé sur les faits et l'enquête de terrain. Avec quel dédain, par exemple, les créateurs du *Matin* annonçaient-ils en 1884 un journal « *qui n'aura pas d'opinion politique ; [...] qui ne dépendra d'aucune coterie* », bref, qui parachèvera le triomphe du télégraphe sur le lyrisme doctrinal, « *mode de journalisme qui ne saurait trouver place dans un journal débordant d'informations et de nouvelles* ». Les tenants de l'éloquence politique ou littéraire avaient beau râler (ils ne s'en privèrent pas), ce journalisme nouveau modèle tient le haut du pavé depuis un bon siècle, même si des rides lui sont apparues. Au fond de la marmite, le brouet définitoire est retombé, juste assez pâteux encore pour absorber de temps en temps quelques grumeaux¹¹ sans que l'on s'inquiète trop de sa composition exacte.

– *Ah, ça, maudit bavard ! Vas-tu enfin oser nous dire ce que tu prétends être le journalisme ?*

J'y viens, j'y viens. Mais remarquons d'abord que dans la marmite, aujourd'hui chauffée au rouge, il est en train de se passer quelque chose d'inouï, peut-être même d'historique. On ne parle pas de la floraison récente de manifestes, qu'il s'agisse des professions de foi accompagnant des offres éditoriales novatrices (XXI, Mediapart, etc.) ou des exhortations plus spéculatives des prophètes du virtuel. Pour captivants qu'ils soient, leur foisonnement est la marque typique des époques de remue-ménage professionnel : déduire de cette effervescence que le journalisme traverse effectivement une période de bouleversement ne serait pas exactement une révélation.

Non, ce qui est inouï, c'est que pour la première fois, le dos au mur, des groupes de professionnels ont bon gré mal gré entrepris de définir collectivement ce qu'est le journalisme. En soi. Pas pour soutenir un projet particulier ou une orientation spécifique, mais bel et bien pour essayer pendant qu'il est encore temps de

¹¹ Dont l'arrivée de nouveaux médias comme la télévision, qui ont donné bien des maux de tête à la commission française chargé d'attribuer les cartes de presse nationales, mais aussi des contestations sporadiques, comme celles de la contre-culture et du « nouveau journalisme » des années 1960.

préciser de quoi il peut bien s'agir dans l'absolu. Presque simultanément, cette question ontologique réputée abstraite est devenue pertinente, pour ne pas dire brûlante, dans plusieurs pays.

Le plus frappant de ces efforts est aussi le plus discret, au point d'être passé à peu près inaperçu. Lorsqu'en France, le Syndicat national des journalistes a révisé son code de déontologie en 2011, il y a inséré, mine de rien, une brève définition : « *Le journalisme consiste à rechercher, vérifier, situer dans son contexte, hiérarchiser, mettre en forme, commenter et publier une information de qualité ; il ne peut se confondre avec la communication.* » D'accord, ça n'a pas l'air très impressionnant, glissé comme ça entre deux paragraphes sans rapport évident. C'est le genre de digression qu'on introduirait par « *Ah, tiens, pendant qu'on y pense...* ». Celui pour lequel le théâtre a inventé l'aparté et l'édition son plus pur joyau, la note de bas de page.

Et pourtant, cette précision-là n'est ni fortuite ni anodine. Non seulement parce que la charte du SNJ, qui remonte à 1918, est un symbole : réputée la plus ancienne au monde¹², elle aurait plus ou moins inspiré beaucoup de celles qui l'ont suivie. Mais aussi et surtout parce que cette tentative de définition, méritoire à défaut d'être suffisante, vient d'un pays qui semblait a priori l'un des moins portés à ce genre d'exercice. Outre que les trois freins évoqués plus haut (en particulier le troisième...) y exercent un poids remarquable¹³, la presse française s'accroche par la force des choses à un repère si rongé par le temps que sa persistance à ce jour tient du miracle : le journaliste défini par son employeur, comme le serf l'était par son seigneur.

En substance, depuis 1935, la législation y caractérise le journaliste comme celui qui exerce « *sa profession* » dans un journal. À lire les travaux préparatoires, les promoteurs de la loi avaient bien conscience de la fragilité de cette définition, mais ils voyaient

¹² On pourrait pinailler en relevant des précédents limités (par exemple aux États-Unis un « Code d'éthique » adopté par l'association des éditeurs du Kansas en 1910 ou un « Credo » de la Fédération des associations de la presse d'affaires en 1913, etc.), mais la charte du SNJ est plausiblement la première qui ait eu une portée nationale, générale, et qui émane des journalistes eux-mêmes.

¹³ Comme l'illustre, encore un peu plus haut, le tumultueux congrès breton d'un autre syndicat.

mal comment faire autrement compte tenu, déjà, de la variété des pratiques journalistiques. D'ailleurs, lorsque 50 ans plus tard le ministre de la Communication a chargé un conseiller d'État, pas moins, de clarifier la question, cet esprit avisé n'a pas manqué de s'effarer d'une telle tautologie (« *Que vaut la définition d'une profession qui ne précise pas en quoi elle consiste et se borne à indiquer le lieu où elle s'exerce ?* ») mais il s'est bien gardé de proposer autre chose. Son rapport s'intitulait crânement *Qu'est-ce qu'un journaliste ?* Ça n'y était pas, bien sûr.

En pratique, les administrations, les tribunaux et la commission chargée d'attribuer la carte de presse nationale ont passé leur temps à bricoler cette mince base légale à coup d'élargissements, d'assouplissements et de décisions au coup par coup, mais chaque ajout ou rapiéçage a rendu leur échafaudage baroque plus instable. Non seulement parce qu'il a invariablement interdit de retirer leur carte de presse à des fripouilles avérées, mais aussi parce que son principe même ne tenait pas debout dès le départ. On ne pouvait sérieusement définir le journalisme par le média jadis (le livre, par exemple, n'est pas reconnu comme tel malgré toutes les grandes enquêtes et les reportages publiés sous cette forme depuis un siècle). On le peut encore moins aujourd'hui (l'information plus virtuelle rendant paradoxalement le problème plus concret). Et ça n'a pas l'air de s'arranger pour demain...

Les Américains, eux, ne sont pas gens à se perdre dans les chinoïseries réglementaires. Mais comme les autres, ils ont senti la chaleur monter. Leur métier risquant à terme « *d'être absorbé et de disparaître dans un ensemble plus vaste* », il était devenu urgent de « *s'engager dans un examen rigoureux de ce qu'était censé être le journalisme*¹⁴ » se sont alarmés les coordinateurs du Committee of Concerned Journalists. Étant américains, ils se sont lancés dans cette quête comme leurs compatriotes sont allés sur la lune ou partis à la guerre : avec de la détermination, beaucoup de méthode et des moyens écrasants. Deux ans plus tard, après plus de vingt forums publics, une bonne centaine d'entretiens qualitatifs (délégués à des universitaires), deux enquêtes quantitatives auprès de leurs confrères et pas mal de lectures, ils étaient

¹⁴ Bill Kovach et Tom Rosenstiel, *Principes du journalisme*, Gallimard, 2014, p. 15-16.

en mesure de présenter les neuf éléments constitutifs du journalisme qu'ils avaient pu cerner. Aux premiers rangs desquels deux assujettissements primordiaux, l'un à la vérité et l'autre aux citoyens (dans cet ordre), un lien fondamental à la vérification et un impératif d'indépendance par rapport à ce ou ceux que l'on couvre. On peut arrêter la liste ici. Non que ces quatre premiers points soient infondés dans l'absolu, au contraire, mais j'ai croisé dans ma jeunesse assez de titulaires de la carte de presse tricolore qui échoueraient à l'un de ces tests, et parfois à plusieurs, pour douter un peu de leur stricte applicabilité en pratique.

Au Canada aussi (et sûrement ailleurs) la maudite question a rapidement enflé jusqu'à déborder les trois – en fait quatre – raisons habituelles de la négliger. La Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) puis, à l'échelle du pays, la Canadian Association of Journalists¹⁵ (CAJ) ont donc tenté de prendre le problème par les cornes. Les préliminaires embarrassés de la seconde en disent long sur l'enthousiasme général : *« La question “Mais qu'est-ce que le journalisme ?” a de temps en temps flotté dans l'air pendant nos discussions, mais elle semblait trop abstraite pour mériter de l'attention¹⁶ »* et pourtant *« nous avons fini par nous convaincre qu'il était éthiquement inacceptable pour nous de continuer à discuter de l'éthique du journalisme tout en esquivant une définition du journalisme lui-même. »*

Comme il se devait, ces vaillants efforts n'ont eu que des effets limités. Les journalistes québécois, toujours dubitatifs mais bien moins qu'avant, ont rejeté à deux reprises l'idée d'une labellisation explicite¹⁷. Quant à la CAJ, sa définition qui combinait de façon intéressante trois types de considérations (sur l'objet, sur

¹⁵ Elle se présente aussi sous le nom d'Association canadienne des journalistes, mais comme on n'y parle guère français (quoique plus souvent depuis quelque temps), autant utiliser l'intitulé sous lequel elle est connue. Précisons au passage, juste pour la forme, que je me trouve être membre de cette association qui reconnaît aussi comme siens les profs de journalisme, ce qui évidemment ne change rien à mon propos.

¹⁶ Ethics Advisory Committee of The Canadian Association of Journalists, *What is journalism?*, CAJ, 2012, p. 1-2.

¹⁷ Ils l'ont surtout rejeté la première fois, avec le titre professionnel qui l'aurait accompagnée. La seconde fois, les membres de la FPJQ y étaient très majoritairement favorables mais un nombre plus mince de contestations a suffi à refroidir les velléités de la fédération.

la production et sur la méthodologie) n'a pas fait long feu. Moins de dix ans plus tard, la poussée des nouvelles formes médiatiques et des nouvelles générations militantes a conduit l'association à la déchirer – on n'ose dire la *cancel* – en considérant que « *des principes de longue date sont désormais mis en question et parfois rejetés.* »

Pourtant, ces divers essais ont été riches d'enseignements. Ils ont d'abord montré que le premier et a fortiori le troisième verrou qui cadenassaient la question résistent encore un peu. Contrairement au petit groupe états-unien qui s'était plus ou moins coopté au sein de l'élite réflexive du métier, les organisations de journalistes ouvertes ont bien du mal à atteindre un consensus. Dans les cercles mondains, une voix contre l'adhésion d'un postulant en annule deux favorables mais dans les associations professionnelles de la presse, une voix opposée, surtout si elle est sonore, semble facilement en annuler dix : en 2011, les membres de la FPJQ s'étaient prononcés à 87 % en faveur d'un statut formel... en pure perte. Ce qui fait d'ailleurs de la brève mention avancée par le SNJ français un exploit en soi dans ce pays-là¹⁸.

D'un autre côté, ces tentatives ont aussi révélé contre toute attente que le sentiment d'urgence général a très proprement fait sauter le second verrou : non seulement l'introspection ontologique n'est plus taboue, mais elle a conduit la réflexion collective à emprunter des voies épistémologiques peu conformes à la longue tradition professionnelle des débats de tribune. Des voies qui passent par la bibliothèque. On ne sait pas trop pour le SNJ, mais toutes les autres réflexions évoquées ont veillé à s'appuyer sur des travaux préparatoires. Toutes les trois. La FPJQ a non seulement dressé un tableau détaillé des arguments en présence mais aussi demandé un rapport sur l'état de la question à l'une de ses membres les plus rompues à la recherche documentaire. Elle y a gagné, en une quarantaine de pages, plus de 70 références et un examen attentif

¹⁸ Pour ne prendre que l'exemple du Québec, la FPJQ, malgré ses atermoiements, est parvenue depuis un moment à un guide de déontologie détaillé et assez subtil (même s'il n'échappe pas au médiacentrisme), lequel précise bel et bien ce qu'il entend par journaliste : « *Dans ce Guide le terme "journaliste" réfère à toute personne qui exerce une fonction de journaliste pour le compte d'une entreprise de presse. Exerce une fonction de journaliste la personne qui exécute, en vue de la diffusion d'informations ou d'opinions dans le public, une ou plusieurs des tâches suivantes...* »

de la situation dans 12 pays étrangers : de quoi fournir un point de départ solide. Quant à la CAJ, elle a commencé – merveille ! – par une authentique revue de la littérature scientifique soupesant les « *paradigmes existants* ». Pas une bien grosse revue, d'accord, et strictement anglophone, mais tout de même substantielle et à ce titre inusitée, voire incongrue¹⁹ dans l'histoire de ce métier.

S'il fallait un signe de l'importance cruciale qu'a pris la question « *Qu'est-ce que le journalisme ?* », le voilà. Quand des journalistes décident de ne pas aborder un problème à la façon traditionnelle des journalistes²⁰, c'est que l'affaire est sacrément sérieuse.

Une question insoluble ?

Malheureusement, ce qu'ont aussi démontré toutes ces tentatives, c'est qu'il était impossible d'élaborer le genre de définition recherché. Tournez le problème dans tous les sens, partez du média, ou de l'activité, ou des principes éthiques, vous n'en tirerez pas de critères qui permettent de dire à tous les coups ce qui est du journalisme et ce qui n'en est pas. Enfin... de le dire, peut-être (on passe son temps à ça), mais de le justifier, non. Ni hier, ni aujourd'hui, ni demain. Ni en théorie ni en pratique. Il y a trop de façons de l'envisager, de l'exercer et de le diffuser qui sont perçues comme légitimes par au moins une partie des intéressés pour qu'une quelconque définition générale n'exclue pas des variétés un tant soit peu reconnues, ou si elle est très large, n'inclue pas des activités discutables²¹. On ne peut pas. Voilà.

– *Traître ! Tu n'as donc fait miroiter une solution présomptueuse que pour nous infliger tout ce babillage.*

Mais non, voyons. Le problème perdure depuis des lustres, il peut bien traîner encore quelques paragraphes. Poursuivons...

Donc, l'hétérogénéité du journalisme interdit de le circonscrire dans une définition commune pouvant résister aux contre-

¹⁹ On parle évidemment des débats professionnels, pas des réflexions individuelles au sein de la frange intellectuelle de la profession.

²⁰ Si l'on n'a pas lu la note précédente, merci de le faire maintenant.

²¹ L'approche médiacentrique française avait même réussi à faire les deux à la fois, en repoussant par exemple les reporters autoentrepreneurs (ce qui a au moins eu l'avantage de ralentir légèrement l'ubérisation du métier) tout en acceptant les sténographes qui, dans le temps, transcrivaient au téléphone les reportages des premiers.

exemples, nombreux jadis, débordants aujourd'hui. Un tel constat alimente des réponses désabusées. La première est de considérer, comme les homéopathes, qu'à force d'être dilué dans la communication le journalisme a déjà totalement disparu mais qu'il pourrait en subsister une influence diffuse. Passons. Une autre réponse, à peine moins radicale, est la voie empruntée par un pilier de cette revue, mon compère Marc-François Bernier²² avec la regrettable complicité d'un autre pilier et ami, Thierry Watine : « *Il n'y a pas de journalisme. Il y a des journalismes. C'est la conclusion qui s'impose à quiconque observe méthodiquement et systématiquement la pluralité des pratiques réelles*²³. » Pourtant, j'ai beau observer aussi « méthodiquement et systématiquement » que j'en suis capable (on peut sûrement faire mieux), ladite conclusion tarde à s'imposer à moi. Embarrassant.

C'est sans doute que je m'y prends mal : cette typologie de quatre journalismes – respectivement axés sur l'information, la persuasion, le divertissement et la promotion – est très séduisante, mais quand j'essaye de l'appliquer à ce que j'en connais j'ai l'impression de trier un troupeau de chats : il y en a toujours un qui s'échappe et fonce là où il n'était pas censé se retrouver. Sans compter tous ceux qui se coincent dans une clôture, la tête dans l'information et l'arrière-train dans la persuasion, la queue s'agitant parfois ailleurs. Et pendant ce temps, ça miaule dans les enclos : le journalisme de solution refuse de cohabiter avec la publicité native (on le comprend !) Du côté du divertissement, le traitement des arts et spectacles appelle désespérément la critique culturelle, réfugiée dans la persuasion. Ça grogne, ça griffe. C'est l'enfer.

Expert qu'il est de ce sujet (le journalisme, pas les chats), Marc-François n'écrit pas à la légère et s'explique souvent sur ce genre de difficulté. Mais j'ai beau voir le troupeau s'ordonner à son coup de sifflet comme une parade militaire, je devine qu'un rangement aussi net est hors de ma portée. Tous ceux qui ont visité mon bureau pourront le confirmer. Du moins ceux qui ont retrouvé la sortie.

²² Dans le numéro 3 de cette même revue, 2019, p. R173-R180, puis en état de récidive aggravée dans *Les journalismes*, Presses de l'Université Laval, 2021.

²³ 2021, p. 1.

Pire, au problème pratique du classement s'ajoute une perplexité théorique. Pour la simplifier, soit ces quatre journalismes sont foncièrement différents et il n'y a pas de raison de les réunir sous un même nom ou dans un même livre, soit ils ont tous en commun je ne sais quoi qui les distingue du job des poètes ou des instituteurs (ou des cordonniers pendant qu'on y est) et alors, en toute logique, ce je ne sais quoi commun est justement ce qu'on appelle le journalisme. Auquel cas son existence se trouverait démontrée par l'absurde, plutôt que réfutée, par les... *variantes* examinées. Mais puisqu'il paraît qu'« *il n'y a pas de journalisme* » ? La tête me tourne un peu. Heureusement, Socrate n'est jamais bien loin. Je vais lui passer le relais, le temps de reprendre pied.

J'ai vraiment beaucoup de chance, Ménon : je cherchais une vertu unique, et je trouve chez toi tout un essaim de vertus ! Mais, pour continuer cette image, supposons qu'on te demande ce qu'est essentiellement une abeille, et que tu répondes qu'il en est de toutes sortes [...] Quand tu declares qu'il y a des quantités d'abeilles de toutes sortes et différentes les unes des autres, veux-tu dire qu'elles sont différentes en tant qu'abeilles, ou bien, ce qui les distingue, n'est-ce pas autre chose que cela [...] Si je te disais ensuite : Voyons, Ménon, cette chose par laquelle elles se ressemblent et qui est identique chez toutes, quelle est-elle ? Tu aurais sans doute une réponse toute prête ? Eh bien, la question est la même à propos des vertus : quelque nombreuses et diverses qu'elles soient, elles ont en commun un certain caractère général qui fait qu'elles sont des vertus. C'est ce caractère général qu'il faut avoir en vue pour que la réponse à la question soit correcte et fasse saisir en quoi consiste la vertu²⁴.

Bon, je conçois que certains puissent trouver ça empoisonnant. La cigüe n'était peut-être que de la légitime défense, après tout. Et puis la perspective de Socrate pourrait ne pas être la meilleure dans le cas qui nous concerne (méfiez-vous des pentes glissantes : on commence par douter de Bernier et on finit par douter de Socrate). Elle pourrait ne pas être la meilleure à cause du quatrième verrou, le plus fourbe de tous et de ce fait le plus redoutable. Mais celui-ci n'a rien à voir avec les journalistes. Il est dissimulé dans la façon traditionnelle de penser à ce problème.

²⁴ Platon, *Ménon* (trad. Croiset), Les Belles Lettres, 1923, p. 236-237.

Et peut-être même dans notre façon habituelle de penser en général.

L'illusion classificatoire en action

Au cas où on ne l'aurait pas souligné plus haut, la question « *qu'est-ce que le journalisme ?* » (ou « *qu'est-ce qu'un journaliste ?* »²⁵) n'est pas née d'un ardent désir de savoir. Elle est née du besoin très concret, et maintenant très pressant, de distinguer ce qui en est de ce qui n'en est pas. Une perspective de garde-frontière tout à fait justifiée en l'espèce mais qui biaise la démarche dès le départ : on compte définir mais on cherche surtout à séparer. Et on fonce du même coup vers l'un des plus classiques pièges de la pensée, l'illusion classificatoire (ou *illusion catégorielle*). Pour résumer, elle repose sur la croyance que le monde réel est constitué de catégories préalables et de démarcations naturelles qui ne demandent qu'à être identifiées.

Une croyance qui nous vient de loin. Qui n'a pas appris à l'école qu'il existait par exemple trois niveaux de langage, trois boîtes distinctes où l'on pourrait aisément ranger tout énoncé selon son niveau ? Qui se doutait, enfant, que cette « littérature » et cette « poésie » dont on lui rebattait les oreilles n'étaient pas mieux définies que le journalisme et même moins bien ? Qui a senti comme moi un pincement au cœur en apprenant que Pluton, victime de la surabondance des nouveaux concurrents ambitieux (c'est partout pareil...) n'était plus une planète. Quant aux crocodiles, en découvrant qu'ils se retrouvaient chez les oiseaux depuis que la phylogénétique a aboli la classe des reptiles, ils ont dû pleurer des larmes de... disons de sauropsidés.

Tout se complique. Au temps de Franco et Pinochet, on pouvait assez facilement distinguer une démocratie d'une dictature (y compris du prolétariat) : au moins, les opposants savaient où ils mettaient les pieds. Mais les parois conceptuelles qui séparaient ces régimes politiques sont plus ou moins en ruine, contrairement à celles des prisons. Même les siècles ne sont plus ce qu'ils étaient. Je parle souvent du XIX^e, j'enseigne parfois à son sujet mais je n'y crois pas du tout : si l'on devait se tailler une tranche ayant une très vague cohérence culturelle, sociale et médiatique,

²⁵ Ce n'est pas la même, bien sûr, mais l'une ne va pas sans l'autre.

la mienne commencerait vers 1830 et se terminerait à la Première Guerre mondiale, peut-être même la seconde. D'ailleurs il y en a eu plus de deux : les Canadiens français, eux, n'ont pas oublié le funeste pugilat de 1756-63 qui rentrerait très bien dans la catégorie « guerre mondiale » (Napoléon aussi est un peu vexé : il avait pourtant fait ce qu'il fallait pour avoir droit à l'appellation).

Entendons-nous bien. Il n'y a strictement rien de mal à saucissonner le réel en catégories distinctes vaguement arbitraires. Au contraire, on a besoin de ça pour en parler, pour y penser et, a fortiori, l'enseigner : quoique les programmes scolaires cherchent en connaissance de cause à transgresser les vieilles démarcations littéraires ou historiques, il serait malavisé de délivrer un contenu de cours sans le débiter en petites bouchées conceptuelles adaptées à la digestion juvénile.

L'illusion commence lorsqu'une grande personne continue à croire que ces étiquettes à vocation pratique constituent la réalité elle-même : comme le dirait de façon plus savante Edgar Morin *« au paradigme de disjonction/réduction/unidimensionnalisation, il faudrait substituer un paradigme de distinction/conjonction qui permette de distinguer sans disjoindre, d'associer sans identifier ou réduire²⁶ »*.

Naviguer dans le continuum

Rien de tout ça n'est bien nouveau : Wittgenstein avait fait remarquer il y a belle lurette qu'il était impossible de trouver assez de traits communs à ce tout qu'on appelle un jeu (mots croisés, football...) pour évoquer plus qu'un vague air de famille. L'illusion classificatoire, voilà précisément sur quoi bute depuis toujours la définition du journalisme (et souvent sa pratique, mais c'est une autre histoire). On ne peut pas découvrir sa frontière naturelle parce qu'elle n'existe pas. C'est dommage mais ceci admis on aura bien plus de chances de résoudre le problème.

Prenons les médecins, qui, à ce que j'en sais, n'ont pas trop d'angoisses ontologiques (il est vrai qu'ils ont un diplôme spécial à encadrer au mur : ça aide). Bien sûr, ils sont aussi énervés que n'importe quel journaliste par la concurrence tumultueuse des

²⁶ *Introduction à la pensée complexe*, Seuil, 1990, p. 22-23.

amateurs sur internet, mais pas au point d'en perdre le sommeil. Pourtant, les frontières de leur art sont en réalité très mal définies. En interdisant de les transgresser « *habituellement* », la loi française donnerait même à croire qu'il n'y a rien de mal à tenter une petite transplantation cardiaque, tant que ça reste un hobby occasionnel. Mais surtout, les listes qui précisent les « *actes médicaux ne pouvant être pratiqués que par des médecins* » (France) ou la partie spécifique de « *l'exercice de la médecine* » qui leur est réservée (Québec) laisseraient à penser au même naïf qu'il y a donc des « *actes médicaux* » ou une partie de l'« *exercice de la médecine* » dont il peut se charger. Et il aurait raison. D'un autre côté, indiquer comme au Québec que « *diagnostiquer les maladies* » et « *déterminer le traitement* » sont dans la partie réservée de « *l'exercice de la médecine* » promet à première vue d'envoyer en prison toutes les mères qui s'occupent du rhume de leur progéniture. Un peu embrouillé, tout ça. C'est pourquoi l'interprétation d'un tel fouillis a suscité au fil du temps une pile de jurisprudence prodigieuse d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. En matière de définition, n'en déplaise aux lexicographes, personne n'arrive à la cheville des juges : dire si une action correspond ou non à une catégorie est même l'essentiel de leur boulot.

L'intéressant est que si la médecine n'a pu être définie de façon claire et autosuffisante, c'est que les « *actes médicaux* » forment bel et bien un continuum : soigner l'écorchure de son enfant s'inscrit dans une chaîne ininterrompue, celle de la santé publique, qui va du sirop contre la toux à la neurochirurgie. De « *bouge pas pendant que je te lave ça* » à « *l'opération s'est bien passée* », certains principes de référence sont d'ailleurs les mêmes (asepsie et antisepsie, etc.).

Or, à l'évidence, l'information publique n'est pas moins un continuum que la santé publique. Dans l'un et l'autre cas, des démarcations « *naturelles* » seraient plus confortables pour les professionnels, mais elles seraient factices. Il faut se contenter de différences relatives et, au besoin, de frontières artificielles, tout en se gardant bien d'hypostasier²⁷ ces étiquettes.

²⁷ Rien de tel qu'un terme pédant de temps à autre pour qu'on vous prenne au sérieux.

Je ne suis pas le seul à avoir remarqué que l'information est un continuum, c'est aussi le cas de... Marc-François : « *Il y a plusieurs journalismes qui ont des visées et des fonctions différentes, et qu'on pourrait situer sur un continuum allant des plus hautes fonctions démocratiques jusqu'aux plus profonds besoins de divertissement* » (p. 1). Mais alors... Bon, n'insistons pas.

En fait, tout le monde sait bien que l'information est un continuum : la presse régionale française a par exemple un statut de « correspondant local », lequel effectue de temps en temps des *actes journalistiques* sans être considéré comme un journaliste à part entière (sauf dans son village). De même que son voisin, le pompier volontaire effectue de temps en temps des *actes médicaux* compatibles avec ses aptitudes de secouriste.

Évidemment, cette analogie est si boiteuse que je lui mettrais un plâtre si j'en avais le droit (c'est un acte réservé) : le continuum médical est haché de démarcations très explicites qui distinguent entre autres, les auxiliaires de soin, les infirmiers et les médecins. Il est continu, d'accord, mais il ressemble plus à un escalier qu'à un toboggan.

N'empêche que dès que l'on abandonne l'espoir d'une frontière naturelle binaire (c'est/ce n'est pas du journalisme) pour considérer les choses dans une perspective graduelle plus réaliste (c'est un peu/beaucoup/totalement du journalisme), on dissipe du même coup la nuée bourdonnante des cas discordants qui obscurcissaient tout. Des rédacteurs de journaux d'entreprise et des youtubeurs ardents peuvent continuer à affirmer qu'ils produisent du journalisme : ça peut se défendre en effet... mais seulement dans une certaine mesure. Il vaut décidément mieux entretenir des parois astucieusement poreuses que des cloisons étanches en train de craquer sous la pression des flots.

Voici donc le problème résolu en théorie, ce qui est le principal à mes yeux. Il reste tout de même deux petites difficultés pratiques. Des détails.

Le premier est que ce genre de perspective est assez déplaisant, tant il heurte notre besoin spontané de catégories simples et commodes. Ça aussi, j'en sais quelque chose : je dois à cet instinct l'une de mes plus belles erreurs d'appréciation (je ne veux

entendre personne chuchoter « ... *et il y a de la concurrence* »). J'ai longtemps été persuadé qu'un chercheur par ailleurs brillant²⁸ s'était sérieusement mis le doigt dans l'œil. Comparant des textes tirés de magazines de vulgarisation et des articles de recherche extraits de revues scientifiques, il en avait conclu qu'il n'existait pas entre eux de démarcation sémio-linguistique objectivable et qu'ils formaient donc un continuum de la communication scientifique²⁹. J'ai pensé et dit bien du mal de cette hypothèse – seul le hasard veut que je n'en aie écrit – avant que des doutes me viennent au fil du temps et que j'en arrive un jour à une sombre contrition. Je n'avais pas rejeté cette idée parce qu'elle était infondée mais parce que le mélange des torchons et des serviettes me contrariait : il *fallait* qu'il y ait une séparation, un point c'est tout. Mille pardons, Daniel, c'était idiot mais c'était humain.

Quant au second détail, personne ne l'aurait sûrement remarqué si je ne le soulevais pas moi-même : *tout ça est bien beau, mais ça ne nous dit pas ce qu'est le journalisme*. Ah oui, tiens...

Ce qu'est le journalisme

Admettre que les pratiques de l'information forment un continuum qui s'étend du dilettante le plus occasionnel au reporter le plus aguerri semble le meilleur et plausiblement le seul moyen de sortir de l'impasse créée entre autres par la multiplication de ces pratiques. Mais cette avancée conceptuelle serait désastreuse pour les professionnels, et incidemment pour les citoyens, s'il fallait en conclure que toutes les pratiques en question sont équivalentes.

D'un autre côté, on ne peut établir une gradation explicite entre les formes les plus pures (*totalelement journalistiques*) et les plus équivoques (*vaguement journalistiques*) tout en repoussant fermement les contrefaçons (*pseudojournalistiques*) qu'en fonction de leurs distances respectives par rapport à une caractérisation du journalisme qui puisse servir de repère. Donc une sorte de

²⁸ Non, Marc-François, là c'est un autre.

²⁹ Daniel Jacobi, *Diffusion et vulgarisation: itinéraires du texte scientifique*, Presses universitaires de Franche-Comté, 1986. Notons tout de même que le contrôle ou non des paires constitue néanmoins une distinction, même si l'analyse textuelle ne la reflète pas forcément.

définition de référence. Heureusement, ça devient plus facile si une telle définition n'est plus obligée d'englober rigidement chacune des pratiques consonantes et d'exclure la totalité de celles qui le sont moins. À partir du moment où ce qu'on cherche est un point de référence central plutôt qu'une frontière extérieure, il est même assez aisé de le repérer puisqu'il existe déjà plusieurs façons de le faire, a priori très différentes et pourtant fort cohérentes dans ce qu'elles désignent.

Au strict minimum, *le journalisme est une représentation*. Le mot a un sens parce qu'il évoque plus ou moins quelque chose pour la plupart des gens. Quoi donc ? Tout le monde le sait, voyons, sinon il faut aller plus souvent au cinéma. Non ! Pas ce cinéma-là : les journalistes ne se cachent pas aux toilettes pour mettre un survêtement et une cape rouge. Mais en général, même lorsque les réalisateurs exagèrent outrancièrement leurs travers ou leurs vertus, les films reflètent les propriétés typiques qui leur sont le plus souvent attachées, ce qui nous évitera de les passer en revue.

Ce n'est pas très scientifique ? Pas sûr. Les biologistes croient sincèrement que les canaris et les poules sont pareillement des oiseaux. Mais d'autres chercheurs ont démontré qu'en réalité, un moineau est *plus* oiseau qu'une poule. En faisant des expériences rigoureuses. Pas sur les volatiles, sur les gens : dans les tests de décision (*ceci est-il un oiseau ?*) les participants réagissent nettement plus vite pour les photos de merles que pour les poulets. À coup de centièmes de seconde en plus ou en moins, on peut même hiérarchiser les propriétés typiques des oiseaux, dont le fait qu'ils sont censés voler. Les autruches et les biologistes râleront s'ils veulent, c'est comme ça.

Et dans la culture populaire, les journalistes sont typiquement censés user leur téléphone et leurs chaussures à enquêter, ou bien trimbaler une guirlande d'appareils photo dans un pays exotique (une caméra peut faire l'affaire). Les critiques littéraires pourront toujours râler, c'est comme ça.

Évidemment, ça ne va pas bien loin, d'autant qu'une bonne partie du public persiste en même temps à englober parmi « les journalistes » les animateurs de *talk-shows*. Il n'en reste pas moins

que la notion de typicité peut fournir un premier repère. Il est terriblement rudimentaire mais c'est au minimum un bon exercice d'échauffement pour s'extraire d'une approche définitoire binaire. Comme le remarquait Nathalie Heinich à propos d'un autre sujet (dont je n'ai aucune envie de me mêler) :

Cette difficulté à gérer mentalement la porosité des frontières me paraît provenir d'une troisième et dernière confusion : celle entre la notion de type et la notion de catégorie. Disons, pour aller vite que la pensée dominante – dans le sens commun comme dans le monde savant – est une pensée discontinuiste [...] Or le monde réel, qui n'est pas le monde logique, se laisse beaucoup mieux décrire sur le mode continuiste du « type » en vertu duquel un objet s'approche plus ou moins de [...] propriétés caractéristiques³⁰.

Dans le cas du journalisme, on pourrait même creuser cette voie puisque la théorie des représentations sociales et celle des schémas cognitifs (deux façons disciplinairement éloignées de dire à peu près la même chose à propos de structures mentales fort similaires) peuvent aider à différencier les propriétés les plus intimement associées à une représentation – son « noyau central » – et ses caractères les plus flous et les plus fluctuants³¹. Mais les journalistes étant plus compliqués que les rouges-gorges, ça réclamerait beaucoup d'efforts pour un résultat de toute façon insuffisant : le journalisme ne se réduit tout simplement pas à une représentation...

– *Bonimenteur que tu es ! Il est de plus en plus clair que tout ce babillage ne vise qu'à retarder le moment d'avouer que tu nous as menés en bateau.*

Eh bien si c'est le cas, le seul moyen de le savoir est de continuer... Le journalisme, disais-je, ne se réduit pas à une représentation populaire, et pas même à une représentation professionnelle propre aux praticiens concernés, même si les tentatives de définition fondées sur les activités (comme celles du SNJ ou de la FPJQ) lui donnent certainement de la consistance.

³⁰ *Le bêtisier du sociologue*, Klincksieck, 2009, p. 60-62.

³¹ Pour ne manquer aucune occasion de m'autociter (on n'est jamais mieux servi que par soi-même), les amateurs de phraséologie universitaire trouveront des développements plus nourrissants à ce sujet dans « Le statut des schémas cognitifs dans la production et la réception discursives », *Pratiques : linguistique, littérature, didactique*, n° 171, 2016.

Le journalisme, d'autre part et surtout, est une convention, laquelle renvoie à un petit lot de principes de référence. Bien entendu, il n'importe en rien de savoir si ces principes sont observés à la lettre. Je n'ai d'ailleurs jamais bien compris comment le serment d'Hippocrate (« *je donnerai mes soins à l'indigent et à quiconque me les demandera ; je ne me laisserai pas influencer par la soif du gain ou la recherche de la gloire* ») pouvait procurer aux as du bistouri une voiture hors de prix ou une villa dans les Caraïbes. L'important est que ces principes soient assez explicites et largement revendiqués. Quels principes ? La beauté de la chose, c'est qu'ils sont de mieux en mieux identifiés, et qui plus est par des approches différentes.

La moindre d'entre elles n'est pas l'imposante étude de Kovach et Rosenstiel sur les éléments fondamentaux du journalisme. Pour autant, la manifestation la plus ostensible de ces principes se trouve comme on s'en doute dans les codes et autres énoncés déontologiques que l'on rencontre un peu partout. Au-delà des différences locales, un bouquet de règles assez similaires finit par former une sorte de tronc commun, en tout cas dans les pays démocratiques.

Même dans les autres, où les différences locales peuvent être abyssales, le même stock de base arrive on ne sait comment à pointer le bout de son nez. Les plus récentes *Normes d'éthique professionnelle des journalistes chinois* (2019) n'oublient pas de souligner d'abord que ceux-ci « *doivent adhérer aux directives du marxisme-léninisme, de Mao Zedong [...] et de la pensée de Xi Jinping sur le socialisme [...] être fidèle au Parti, à la patrie et au Peuple, unir en incarnant les propositions du Parti et en reflétant la voix du peuple ; unifier l'adhésion à l'opinion publique correcte [etc.]*³² ». Mais malgré ce début prometteur, les choses dérapent bientôt avec des exhortations à « *respecter le principe de vérité dans les reportages* » et même à « *faire de la vérité le principe vital de l'actualité* », ainsi qu'à « *s'efforcer d'obtenir les faits sur les lieux et en première ligne, persister dans des enquêtes et des recherches approfondies afin que les rapports soient véridiques, corrects, complets et objectifs* ». Sans compter bien d'autres prescriptions qui ne surprendraient pas dans un code occidental, dont le désintéressement personnel, la stricte séparation de l'éditorial et du

³² Ma traduction de la traduction anglaise de China Law Translate.

commercial ou la rectification rapide des erreurs. À dire vrai, le moyen de mettre simultanément en pratique le volet politique et le volet journalistique du code chinois m'échappe un peu. Mais même si les préceptes du second n'étaient pas tout à fait aussi sincères que je voudrais le croire, le simple fait que les censeurs chinois se soient sentis obligés de les embrasser montre à quel point ces universaux sont devenus indissociables du journalisme. La même année 2019, l'accouchement inespéré d'une « Charte mondiale » par la Fédération internationale des journalistes est un autre signe de l'urgence ressentie par tous (depuis le temps qu'on y parlait d'un texte universel sans trop y croire), mais aussi de la convergence des conceptions au sein d'une fédération qui se flatte de réunir des associations et syndicats de 140 pays.

C'est aussi ce qu'ont montré plus scientifiquement les enquêtes comparatives internationales consacrées aux praticiens de l'actualité. Comme le résume un expert en la matière, toutes ces études

ont trouvé des similitudes remarquables dans les conceptions du rôle professionnel, les opinions éthiques, les procédures éditoriales et les processus de socialisation des journalistes dans des pays aussi divers que le Brésil, l'Allemagne, la Tanzanie, l'Ouganda et les États-Unis [...] Les valeurs d'objectivité et d'impartialité semblent s'être enracinées dans de nombreuses rédactions à travers le monde³³.

Ainsi a-t-on assisté au renforcement constant d'une « culture professionnelle » où, si l'on adopte la posture surplombante de l'observateur critique, d'une « idéologie » partagée. Mark Deuze (qui préfère la seconde option) estime même que c'est cette idéologie qui répond le mieux à la question « *Qu'est-ce que le journalisme ?* »³⁴. Il la résume en cinq thèmes – l'intérêt public, l'impartialité, l'indépendance, l'immédiateté et la conscience éthique – non sans souligner que c'est plus bien compliqué que ne le pensent les intéressés et que ça ne manquera pas de se compliquer encore plus à l'avenir. Ça, personne n'en doute.

³³ Thomas Hanitzsch et al. , « Mapping journalism cultures across nations », *Journalism Studies*, vol. 12, n° 3, 2011, p. 274.

³⁴ « What is journalism? Professional identity and ideology of journalists reconsidered », *Journalism*, vol. 6, n°4, 2005, p. 442-464.

Résumons. Il n'existe rien dans l'activité des journalistes, dans leurs canaux de diffusion ou dans leurs normes qui permette de les séparer de façon nette et indiscutable des autres utilisateurs de claviers MAIS il existe bien des typicités dans leurs activités et supports, et – plus important – dans les principes invoqués, dont l'ensemble forme un pôle de référence (un idéal-type, dirait Max Weber) qui permet de considérer une pratique comme foncièrement, un peu ou pas du tout journalistique. On pourrait préférer des critères binaires comme des cases à cocher, mais ça ne marche pas comme ça. On pourrait aussi préciser et hiérarchiser ces indices, d'autant que la prépondérance de certains saute aux yeux (le rapport à la vérité est visiblement le mâle alpha de la bande), mais à moins que je ne change d'avis on ne va pas faire ça ici : ce serait trop long. Et puis j'ai déjà dit que j'avais un problème avec le rangement. D'ailleurs, les propositions les plus mûries, dont celle de Kovach et Rosenstiel et celle de la CAJ, constituent déjà des points de départ substantiels, même si certains de leurs choix respectifs (probablement dus à leur perspective plus ou moins discontinuiste) pourraient certainement être débattus.

La génétique à la rescousse

Un doute subsiste pourtant : que l'on parle de *Principes du journalisme* (selon la traduction française des *Elements of journalism* de Kovach et Rosenstiel), de *normes déontologiques*, de *culture professionnelle* ou d'*idéologie*, on se réfère toujours à des valeurs³⁵ : évoque-t-on là ce que le journalisme dit qu'il devrait être ou ce qu'il est effectivement ?

Le problème n'est pas nouveau. Il n'est même pas propre à ce métier (pour ne parler que de ce que je connais, plus d'une discipline universitaire s'autocongratule d'une rigueur épistémologique dont ses étudiants les plus perspicaces commencent à douter avant même leur doctorat). Et il n'est pas si gênant : tant que l'on revendique de tels principes et qu'on les applique plus ou moins – ainsi que le font la plupart des journalistes – ils conservent leurs vertus définitoires. Mais le plus important, c'est

³⁵ Assez subtilement, la CAJ avait tenté de contourner cette difficulté en écartant les critères trop « *chargés d'évaluation éthique* » pour se focaliser sur les « *types d'actes spécifiquement journalistiques* ». Mais bien sûr, écarter les deux n'est pas si simple et les considérations normatives chassées par la porte se sont engouffrées par la fenêtre.

que la plupart de ces principes ne sont pas les inventions morales éthérées que l'on pourrait croire : loin de sortir de nulle part, ils plongent leurs racines dans la nature même du journalisme.

Pour le percevoir, il va falloir recourir à une définition de plus. Ce sera la dernière ici, promis (je me retiens³⁶) et elle est parfaitement compatible avec les autres puisque ce ne sont jamais que différents angles pour examiner un même objet. Mais celui-là offre la meilleure vue à mon avis.

Bien avant d'être une représentation, avant d'être une convention, avant même de s'appeler comme ça, le journalisme est **une offre discursive distinctive**³⁷. À l'instar d'autres productions discursives comme la recherche scientifique ou la création littéraire, il n'existe qu'à partir du moment où il est publiquement diffusé. Quoiqu'il puisse se passer avant, ce n'est qu'une préparation virtuelle qui retournera dans les limbes si la publication ne lui donne pas vie. Tout le reste en découle : l'essentiel des critères que l'on cherche aujourd'hui était là à l'origine parce que cette offre devait nécessairement acquérir dès le départ une valeur identifiable face aux autres offres discursives – fictionnelles, savantes, officielles, distractives, religieuses, etc. – qui se disputaient le public disponible à l'époque. Les bases du journalisme ne sont pas nées d'une réflexion morale anxieuse mais de la différenciation concurrentielle d'un type de discours sur le monde.

Je ne vais pas trop développer la démonstration ici (je l'ai fait longuement ailleurs sous une forme plus conforme aux bons usages universitaires³⁸) ni dresser à nouveau l'inventaire des engagements d'une étonnante modernité dont Théophraste Renaudot accompagnait la publication du premier journal francophone³⁹ :

³⁶ J'en aurais encore une qui ne marche pas mal. Elle conduit à peu près à la même conclusion, mais en examinant cette fois les modalités spécifiques de captation du réel que propose le journalisme. Comme la place manque, les curieux éventuels pourront jeter un coup d'œil à cet article : « Du journalisme comme une mésoépistémologie », *Communication*, vol. 33, n° 1, 2015.

³⁷ Si c'est en gras, c'est que ça doit être important.

³⁸ « Aux racines concurrentielles de la différenciation journalistique », dans Henri Assogba (dir.), *Journalismes spécialisés à l'ère numérique* (p. 13-45), Presses de l'Université Laval, 2020.

³⁹ On en trouvera l'essentiel dans « Du journalisme comme une mésoépistémologie », *op. cit.*

recherche de la vérité (et promesse, en tout cas, de ne pas mentir), rectification systématique des erreurs, impartialité, posture de *fact-checker* (« *empêche[r] plusieurs faux bruits qui servent souvent d'allumettes* »), intelligibilité (« *vous éclaircir ce qui est obscur* »), utilité publique, qualité des sources (et confrontation entre elles), soumission aux impératifs de l'actualité, etc. Tout ceci visait non seulement à répondre aux attaques – étonnamment modernes elles aussi – qu'avait suscité la *Gazette* mais surtout à établir sa différence par rapport aux autres types de discours, notamment ceux des érudits mais aussi ceux des réseaux sociaux de l'époque (les « *nouvellistes* », pour la plupart amateurs, qui se réunissaient chaque jour pour échanger des potins qu'ils répercutaient à leurs *followers*).

Évidemment, tout n'y était pas : en 1631, Renaudot aurait par exemple éprouvé une petite gêne à affecter une indépendance scrutatrice vis-à-vis du pouvoir royal – ce que des ingénus déplorent parfois à quatre siècles de distance – ou à vanter les mérites du reportage de terrain. Et évidemment, ce qu'il imprimait était, disons, un peu en deçà de ce qu'il promettait. Mais enfin, de même qu'un ourson ressemble plus à un grizzli adulte qu'à un caneton ou un marcassin, les caractéristiques manifestées dès sa naissance par la presse francophone esquissaient bel et bien la spécificité génétique de cette offre discursive⁴⁰. Examinant attentivement les *Gazettes* concurrentes de la période ultérieure, Anne-Marie Mercier-Faivre note aussi que « *sous le gazetier anonyme apparaît plus souvent qu'on ne croit le journaliste moderne*⁴¹ ».

Tout ça n'a l'air de rien mais oblige à reconsidérer pas mal de choses. En particulier la croyance commune selon laquelle le rapport à la vérité impartiale serait une invention de la presse de masse du XIX^e siècle, une sorte de mode récente, donc ni plus ni moins légitime ou durable que le journalisme doctrinal à laquelle elle succédait. Pour autant, on ferait peut-être trop d'honneur aux gazetiers francophones en les érigeant en sources et garants

⁴⁰ De même que les critiques de sensationnalisme, inexactitude, impudence, trivialité, etc. que la *Gazette* a immédiatement suscitées amènent à se demander si ces reproches ne sont pas (en partie) liés au discours journalistique dans l'absolu, et ne contribuent donc pas à le définir à leur manière...

⁴¹ « Le travail du gazetier », *El Argonauta español*, n°6, 2009 [en ligne].

de supposées constantes fondamentales de cette offre discursive. Après tout, les bases du journalisme « moderne » nous viennent des pays anglo-saxons. C'est bien de là qu'elles ont d'abord surgi au XIX^e siècle pour renverser le journalisme d'opinion, non ?

Non justement. Enfin si, dans leur version actuelle qui s'est d'ailleurs considérablement étoffée et approfondie depuis lors⁴². Mais pas vraiment si l'on se concentre sur le noyau de la chose : aussi curieux que ça puisse sembler, l'énorme différence des contextes culturels et politiques n'a pas empêché les créateurs des toutes premières gazettes anglaises de suivre la même logique que Renaudot, à la même époque que lui et pour les mêmes raisons. En Angleterre, deux siècles avant la découverte supposée des bases du journalisme contemporain, « *le langage normatif de la vérité et de l'impartialité aida le journaliste à rationaliser le rôle du périodique d'actualité* », souligne un spécialiste de la question :

Les éditeurs demandaient souvent aux lecteurs d'essayer de comprendre leur difficile tâche d'équilibrer des comptes rendus contradictoires sur des événements, de vérifier les faits allégués [...] L'éditeur se donnait ainsi du mal pour rassurer le lecteur sur le fait que ses correspondants étaient fiables et que son journal faisait tout son possible pour éliminer les biais. Dans cette perspective, les éditeurs commencèrent à articuler une éthique de la pratique journalistique qui mettait l'accent sur l'impartialité, le récit de témoins non biaisés et l'importance des faits⁴³.

Voilà, voilà... Même si certaines promesses plutôt ambitieuses (comme l'« objectivité ») ou certaines pratiques essentielles (comme le reportage) ont effectivement pris leur essor avec la presse de masse de l'ère industrielle, et d'autres par la suite (comme le recoupement), les traits les plus fondamentaux du journalisme sont apparus en même temps que le journalisme lui-même. Un peu pour la légitimité morale qui en découlait, mais surtout parce qu'ils étaient concrètement nécessaires à l'existence même du journalisme en tant qu'offre discursive identifiable.

À partir de là, celle-ci s'est très vite diversifiée, Renaudot lui-même ajoutant bientôt au journalisme factuel de la *Gazette*

⁴² Glissons pudiquement sur les égarements de la *yellow press*, entre autres.

⁴³ Stephen J. A. Ward, *The Invention of journalism ethics*, McGill-Queen's University Press, 2004, p. 101-102.

(hebdomadaire) le journalisme éditorialisant – ou « de commentaire » – des *Relations des nouvelles du monde* (mensuel). Mais avec du recul, il serait beaucoup plus avisé de considérer la multiplicité des positionnements du journalisme au fil du temps (depuis la superficialité distrayante du *Mercurie galant* dès 1672, jusqu'à l'éloquence idéologique du XVIII^e siècle) comme ceux d'une balle de jokari, qui peut tantôt s'éloigner tantôt se rapprocher de son piquet, mais qui lui reste liée tant que l'élastique ne casse pas. Auquel cas on peut toujours jouer, mais ce n'est plus du jokari.

On comprend qu'à une époque où le jeu est devenu très compliqué à cause du tas de balles qui partent dans tous les sens, on puisse avoir envie de s'assurer que le piquet est bien fixé. C'est précisément ce qui explique le buissonnement actuel des tentatives syndicales, associatives ou autres pour l'examiner et le consolider. Et le fait que ces tentatives variées convergent tant suggère qu'il s'agit bien du même piquet.

Une relativité pas si floue

Nous voici donc rendus. On ne peut pas définir le journalisme de façon absolue, mais on peut fort bien le faire de façon relative, selon la distance observable entre ce qui est proposé et les principales propriétés de cette offre discursive, telles qu'elles sont largement revendiquées et lui sont génétiquement liées.

Bien sûr, ce n'est pas le genre de distance qu'on mesure avec une règle graduée. Dommage. Mais elle est assez aisément perceptible par les professionnels et même par les citoyens. Pas par tous, manifestement, mais certainement par la mythique « personne raisonnable » vers laquelle les magistrats se tournent si volontiers pour trancher des questions définitionnelles indécises (la pornographie, l'insulte, l'art, la tromperie, etc.).

Quant aux critères de cette évaluation, ils se bousculent à première vue, mais il semble décidément clair que la promesse de vérité trône au milieu avec son assistante, l'impartialité. Non seulement parce qu'elle distingue l'offre journalistique de beaucoup d'autres – la fiction, la propagande, etc. – mais aussi parce que des corollaires bien plus faciles à évaluer en découlent directement : le recoupement des faits, la confrontation des avis opposés, le désintéressement personnel, l'usage systématique du

rectificatif, la proportionnalité du traitement, etc. Heureusement qu'ils sont là, car se référer simplement à « la vérité » serait bien trop ambigu pour être distinctif en soi (il est plutôt rare que des politiciens, des prédicateurs ou des publicitaires disent qu'ils s'en moquent). Ça serait surtout très imprudent, puisque cette chose molle est à peu près impossible à saisir fermement : elle se tortille tant qu'elle peut vicieusement se transformer d'une édition à l'autre (et même d'une heure à l'autre pendant un dépouillement électoral⁴⁴).

Renaudot, qui était un malin, avait désamorcé le problème avec brio. En trois temps : d'abord l'engagement principal envers la vérité, ensuite l'admission d'erreurs inévitables (d'où la promesse cruciale de les rectifier sans délai) et enfin le serment capital du journalisme, celui de ne pas mentir. Pas mal comme point de départ.

François Jost, qui en est un autre, monte la barre un peu plus haut⁴⁵ :

Pour définir ce que doit être la vérité recherchée par le journaliste, la définition de l'assertion par la philosophie du langage est bien suffisante. Une assertion, selon John Searle, est un énoncé dont le locuteur doit se porter garant ou responsable de ce qu'il affirme ; pour lequel il doit être en mesure de fournir des preuves ou des raisons et, surtout, un énoncé auquel il croit. Ces trois « règles », ici brutalement résumées, permettent de distinguer entre rumeur, erreur et mensonge. La rumeur est un énoncé dont on ne connaît pas le locuteur qui en est à l'origine (c'est toujours « selon une source bien informée... ») : la première règle ne peut donc être remplie ; l'erreur contrevient à la deuxième règle de l'affirmation dans la mesure où le locuteur ne peut pas prouver ce qu'il affirme ; quant au mensonge, il est purement intentionnel, puisque le locuteur ne croit pas à ce qu'il dit et va donc à l'encontre de l'exigence de sincérité requise par la troisième règle.

Pas mal non plus : la seconde condition évite à la troisième de laisser trop de champ à l'invocation romantique de la « sincérité » ou de l'« honnêteté » : aux États-Unis comme ailleurs, les

⁴⁴ Comme viennent de le constater avec embarras les journalistes qui couvraient en direct l'élection du maire de la ville de Québec.

⁴⁵ *Médias : Sortir de la haine ?* CNRS Éditions, 2021, p. 103.

illuminés de tout poil peuvent croire tant qu'ils veulent à ce qu'ils se racontent entre eux, ça ne suffit pas à en faire de la vérité (révérence gardée – ô combien ! – envers Hubert Beuve-Méry, la confiance qu'il plaçait dans l'honnêteté, propriété subjective, comme guide ultime du journalisme était étonnamment inconsidérée pour quelqu'un qui avait connu les « sincères » délires des plumitifs nazis). Sincérité, que de crimes n'a-t-on pu commettre en ton nom, et que de bêtises n'a-t-on en tout cas proférées (sauf dans le cas de Beuve-Méry parce que, bon, c'est quand même Beuve-Méry).

De toute façon, l'engagement de vérité, et surtout la petite gamme des normes techniques qui le manifestent concrètement dans le cas du journalisme, ont beau être le cœur de son identité discursive, elles n'en sont pas l'unique caractéristique. On y trouve, entre autres (on ne va pas s'éterniser) des considérations sur sa portée, qui s'expriment depuis la nuit des temps en termes d'« intérêt public » ou de service à la collectivité. Autolégitimatrices sans doute, comme le rabâche le refrain sceptique, mais tout de même consistantes en pratique et d'ailleurs partagées par les observateurs externes, y compris les plus critiques (reprocher aux journalistes de ne pas assez servir l'intérêt public, c'est consacrer ce paramètre).

De même que le journalisme militant – *j'allais oublier d'en reparler* – est censément « moins » du journalisme que sa version impartiale canonique⁴⁶ et parfois beaucoup moins (même quand la cause est juste, il est difficile de servir deux maîtres sans que l'un n'en pâtisse), le journalisme spécialisé, qui touche des publics moins larges sur des sujets moins larges, est un peu plus éloigné de l'idéal type de ce métier que celui qui touche les grands enjeux de la société. C'est ce dont témoignent régulièrement les débats sur les aides à la presse. Ainsi que les juges, définisseurs suprêmes, qui accordent la plus grande importance à la vérification d'une information, mais aussi à son caractère d'intérêt public (ils

⁴⁶ La possibilité ou non d'icelle dans l'absolu n'importe pas le moins du monde. Même la notion d'« objectivité », si trivialement contestée sur la base de son impossibilité, pourrait être reconsidérée à l'aune d'autres notions (la « justice », la « démocratie »), tout aussi chimériques en pratique – erreurs judiciaires, défectuosité du système électoral... – et pourtant essentielles comme valeurs de référence.

n'ont même pas besoin de solliciter la « personne raisonnable » pour ça).

Même non spécialisé, le journalisme purement distractif ne semble pas non plus être au centre de la galaxie, quoique nul ne songerait à l'en expulser. Du moins tant qu'il prête allégeance aux méthodes et critères de véracité fondateurs, lesquels le distinguent des pièges à clics pseudojournalistiques.

D'un point de vue symbolique, cette allégeance est d'ailleurs un paramètre en soi : on ne peut pas être journaliste involontairement. D'excellentes gens peuvent produire des discours fiables et équilibrés sur le monde (narratifs, pédagogiques...) mais, comme le remarquait la CAJ, le journalisme est aussi « *une discipline consciente d'elle-même* ». Les actes journalistiques ne le sont qu'en se revendiquant comme tels, donc en se réclamant de cet ensemble de caractères communs même lorsqu'ils se positionnent à bonne distance de son centre.

D'autres caractères contribuent bien entendu au modèle de référence, comme la *professionnalité* (les journalistes occasionnels le sont forcément bien moins), la *pertinence* (l'intérêt et la clarté du discours) et le rapport à l'*actualité*, moins obligatoire qu'on ne le dit parfois (ce n'est pas le fort des articles consacrés aux loisirs ou à la vie pratique), mais important quand même.

On devrait y ajouter la collecte sur le terrain (un utile ajout du XIX^e), quoiqu'elle ne soit peut-être qu'un autre corollaire de la véracité, de même que l'indépendance (condition capitale pour assurer celle-ci), et bien sûr l'entité qui le diffuse (le média qui lui apporte ou non une crédibilité collective). Mais, même si j'en oublie sûrement, les principaux repères définitoires ne sont pas si nombreux que ça. Surtout si l'on constate que la moitié au moins se rattache au même groupe, celui de la fiabilité. Et a fortiori si l'on remarque à l'inverse que bien des règles déontologiques n'ont aucun rapport avec la question de sa définition.

C'est toute la différence, perturbante mais nécessaire, entre l'aspiration éthique ou les usages confraternels du journalisme et ce par quoi il se définit en tant qu'offre discursive. Autant d'aspects qui se recoupent souvent mais pas toujours : espionner des sources ou se moquer des conséquences de ce qu'on publie est

sans doute indigne, et voler la place d'un confrère est assurément inamical, mais tout ça peut produire du journalisme quand même, contrairement à l'affabulation. Entendons-nous bien : je ne vois aucun inconvénient (au contraire !) à ce que des associations professionnelles expulsent des membres nauséabonds, mais ce n'est pas une raison pour confondre l'éthique professionnelle en général et les engagements définitifs en particulier.

Un berger qui maltraiterait ses chèvres produirait toujours du Roquefort, alors qu'un autre qui y mélangerait en douce du lait de vache n'en produirait plus. L'un et l'autre méritent sans doute un type particulier de mûrissement en cave (avec des barreaux) mais pas pour le même genre de motif. J'ai bien vérifié : les règles de l'appellation Roquefort définissent en détail ce que les producteurs peuvent vendre sous ce nom, mais elles ne les obligent nulle part à être de bonnes personnes. Au passage, j'y ai aussi appris que Diderot et d'Alembert l'avaient proclamé « *le roi des fromages* ». Les Lumières marquent un point de plus. On y remarque en outre l'importance accordée à la tradition professionnelle des producteurs et à son ancienneté historique : Renaudot marque un point de plus.

Changeons-nous les idées

Je ne sais plus si je l'avais signalé, mais la soif de définition qui a saisi les journalistes ces dernières années relève moins d'une épiphanie éthique – même s'ils n'ont cessé de s'améliorer sur ce point – que de la nécessité de distinguer ce qu'ils produisent. C'est-à-dire ce à quoi ils s'engagent dirait Socrate. Les producteurs de Roquefort font ça avec le cahier des charges rigide qui leur permet de coller une étiquette sur leurs produits. Celui des journalistes est plus souple, graduel, mais il est quand même assez stable pour que l'on puisse s'y référer. C'est aussi simple que ça.

Tellement simple qu'on aurait pu s'épargner beaucoup de pages sur le sujet (ce qui aurait été dommage, chacun en conviendra). Il suffirait d'avoir envie de se changer les idées en famille. Pour choisir où et comment, on se retrouvera vite à compulsier des articles de tourisme au lieu de travailler. Mais une fois éliminés ceux où des adolescents attardés font un aussi piètre usage des *selfies*

que de la première personne du singulier et ceux des offices du tourisme et sites sociaux pour qui visiter la sempiternelle micro-brasserie locale promet un enchantement inoubliable, les autres textes sont curieusement proches. En fait, même un œil exercé échouerait souvent à relever des différences concrètes entre les articles publiés par des quotidiens et par certains blogs de voyage semi-professionnels. « *C'est donc un continuum sémio-linguistique* », pourrait glisser Jacobi. Plus que ça, Daniel : là, c'est même une similitude sémio-linguistique.

S'il existe une différence, elle n'est décidément pas dans les textes que j'ai sous les yeux. Donc, soit il n'y en a aucune et le journalisme n'existe pas, soit elle est ailleurs. En l'occurrence dans d'autres textes : ceux selon lesquels ils s'engagent. Car les blogueurs de tourisme ont aussi leur déontologie. Elle est certainement légitime, juste... différente. Réunis en 2014 pour un sommet international (assez facile à remplir si tout était gratuit pour les participants), les « délégués » ont convenu que « *beaucoup des principes soulignés dans les différentes discussions devraient être incorporés dans un code universel* », code dont ils ont publié les éléments sans tarder. Morceaux choisis :

Je m'attends à être payé pour mon travail, pas pour mes opinions [...] Je m'engage à publier/diffuser de façon ponctuelle et professionnelle tout le contenu convenu [...] Je m'attends à travailler avec des entreprises, offices de tourisme, agences publicitaires et de relations publiques et organisations touristiques, et j'attends de mon lectorat qu'il comprenne et accepte la dimension commerciale de cette relation [...] (p. 26)

Rien de vraiment réprouvable, à part la dernière phrase qui ferait rougir Tartuffe, mais on n'a pas besoin de sémio-linguistique pour remarquer à quel point ce texte-ci est différent de ceux qu'adoptent les journalistes. Franchement opposé, même. Une « personne raisonnable » en déduira judicieusement que les articles de presse sont a priori bien plus crédibles, donc que – toute chose étant égale par ailleurs – ils ont plus de valeur. Pourtant, le journalisme de tourisme n'est pas exactement considéré comme l'épicentre de la profession : outre qu'il est rarement en prise avec une actualité brûlante et que le recoupement des sources n'occupe pas trop de son temps, ses voyages (d'habitude un bon signe

en termes de typicité) sont un peu trop souvent financés par les endroits qu'il présente. Bref, traiter d'un paradis tropical est sensiblement « moins » journalistique que parler d'un paradis fiscal, y compris si c'est la même île. Mais c'est néanmoins reconnu à juste titre comme du journalisme. Et la seule façon de l'expliquer, à moins que quelqu'un n'ait une autre idée (je serais curieux de voir ça...), réside dans l'allégeance à l'ensemble diffus d'engagements qui définit cette offre discursive et la distingue clairement sur ce point de celle des blogueurs. La même allégeance qui, à la télévision, distingue un journaliste d'un animateur parlant lui aussi de l'actualité. Dis-moi de quoi tu te réclames, je te dirai qui tu es⁴⁷. Et de quelle oreille je t'écouterai.

« *Qu'est-ce qu'un journaliste ?* » Je dois à cette inusable question d'avoir appris à la fois comment on fait du Roquefort (je ne pensais pas que c'était si compliqué) et comment on définit du journalisme (je ne pensais pas que c'était si facile). En ce qui concerne le second, il suffit d'écarter l'espoir d'une délimitation tranchée couvrant tous les cas possibles. On jette ensuite un coup d'œil aux principaux traits par lesquels il tend à se présenter depuis l'origine (par la force des choses) et aujourd'hui dans le monde entier (par la force des choses aussi). Si on est quelqu'un d'ordonné, on les classe soigneusement, avec les indicateurs observables qui en découlent (sinon, des approximations devraient faire l'affaire). Il ne reste plus qu'à séparer⁴⁸ aussi proprement que possible les normes essentiellement morales – ne pas les jeter : elles sont importantes par ailleurs⁴⁹ – de celles qui, quoiqu'assez morales aussi, caractérisent le genre de produit que l'on met sur le marché et qui

⁴⁷ On aurait aisément pu simplifier l'équation, mais « *Dis-moi ce que tu es, je te dirai ce que tu es* » manquerait un peu d'allure sur le plan oratoire. À l'inverse, il aurait peut-être fallu ajouter une clause : « *...tant que ta production le reflète à peu près* », mais là encore l'éloquence y perdrait. Laissons donc ça comme ça.

⁴⁸ C'est peut-être la partie la plus délicate de l'opération. La protection intransigeante des sources, par exemple, qui est un des principes de base de ce métier, ne semble pas à première vue être l'une de ses propriétés en tant que produit discursif, alors qu'elle l'est bien puisqu'elle est absolument nécessaire à cette production.

⁴⁹ J'aimerais avoir assez de rudiments philosophiques pour chanter ici les noces de l'essence du journalisme (telle que la définit sa nature discursive) et de son existence (telle qu'elle le construit par ses choix moraux). Mais puisque, selon mes souvenirs de jeunesse, la seconde est censée précéder la première, je dois me tromper quelque part.

s'appelle du journalisme. On doit pouvoir faire tout ça dans sa cuisine le temps d'un après-midi pluvieux.

Quant à ceux qui protesteront sûrement (c'est une vieille tradition de ce métier), soit ils ne se distancient qu'en partie du référentiel central et ils n'ont guère de raisons de se sentir exclus, soit ils s'en éloignent beaucoup et on n'a guère de raisons de les inclure dans la conversation. Au bout du compte, il n'y avait peut-être pas besoin de débats aussi longs.

– *Et d'un article aussi long ?*

– Si.

Post-scriptum

Ce texte a fait l'objet, dans le numéro ultérieur, de l'humiliante correction qui suit (le plus humiliant étant que j'étais apparemment le seul à avoir remarqué un problème) :

Le contexte tombe vraiment mal, mais, bon, il faut y passer. Voilà : dans le dernier numéro (page D67), j'ai dérapé je ne sais trop pourquoi sur une odorante analogie fromagère. Pensant taper le mot « brebis », j'ai bêtement bélé « chèvres » à la place, lesquelles n'avaient bien entendu rien à faire là. Je présente mes excuses les plus embarrassées à tous les moutons pour ce lapsus étrange : je ne crois pourtant nourrir aucune animosité inconsciente à leur rencontre (un gigot de temps en temps ne prouve rien).

Quant aux lecteurs non ovins, ils pourront accroître ma mortification en repensant avec un ricanement à la chronique consacrée aux bévues idiotes et à leurs rectifications publiée dans le n° 5 de cette revue (2020, p. D53-D65).

Les vertus du désastre

En fissurant le modèle économique de la presse, les géants d'internet pourraient aussi scinder la dualité traditionnelle de l'actualité, production commerciale et service d'intérêt public. Si la loi de l'offre et de la demande ne suffit plus à préserver l'information de la collectivité, il faudra peut-être reconsidérer sérieusement la question.

Libération n'avait jamais reculé devant un titre provocant, mais « Vive la crise ! », il fallait l'oser. Plus de trente ans après, cette célébration inattendue de la destruction créatrice¹ dans un pays qui comptait déjà deux millions de chômeurs marque encore les esprits. En tout cas le mien lorsque, de temps en temps, l'idée l'effleure que tout n'est peut-être pas forcément mauvais dans la crise de la presse.

Dans une profession précarisée où la vision des *costs killers* tient de plus en plus souvent lieu de ligne éditoriale, suspecter de possibles avantages à l'effondrement du marché du journalisme ressemble un peu à ces stages de pensée positive que l'on vend aux cadres surmenés.

En matière de motivation professionnelle, hélas, l'aphorisme rebattu de Nietzsche – « *ce qui ne me tue pas me rend plus fort* » – ne reconforte pas vraiment. Pas tant qu'on se demande si l'on ne relèverait pas du premier cas. Pas plus que ne console le « *chantons sous la pluie* » que Gene Kelly lançait aux acteurs déçus du cinéma muet : hormis ceux à qui la déstructuration de l'ordre ancien permet de placer à bon compte leur marchandise technologique ou idéologique, personne n'a envie de chanter.

¹ Ce numéro hors-série de février 1984 relayait en fait une émission présentée par Yves Montand sur la chaîne Antenne 2.

Bref, on a beau savoir qu'un sujet a toujours deux côtés – c'est le genre de détail qui distingue le journalisme du militantisme – la version positive de l'histoire ne doit pas sauter aux yeux des journalistes, quoiqu'elle n'échappe sans doute pas à ceux des militants.

Jusqu'à ce pâle rayon de soleil, aussitôt reflété par tous les sites d'actualité : Google, annonce une dépêche, est « optimiste » pour l'avenir de la presse écrite². Voilà enfin du réconfort. Pas moins que si Amazon proclamait sa confiance en l'avenir du commerce de détail et Twitter en celui de la démocratie. Ils doivent le savoir, non ? C'est eux qui sont aux manettes.

Soyons optimistes, donc, même si cette voix balsamique n'est pas vraiment celle de la direction de Google, seulement celle d'Olivia Mia, responsable de l'équipe Google News Lab. La dépêche prenait déjà la précaution d'entourer « optimiste » de guillemets, elle n'allait quand même pas en coller à « Google ».

Essayons tout de même la pensée positive. En commençant par un examen sans fard de la situation. Le progrès technologique a abaissé les coûts d'entrée sur le marché de l'actualité, permettant à n'importe qui de s'y exprimer. L'urgence de l'instant piétine le temps de la réflexion. Les nouvelles générations tournent le dos au journalisme traditionnel, privilégiant le superficiel, le sensationnel et la célébration de célébrités fabriquées dont la vie privée et les propos anodins s'étalent partout. Amateurs et mercenaires incultes se bousculent pour fournir de la copie gratuite ou à vil prix, empêchant les professionnels de vivre décemment de leur métier. La mainmise des financiers sur l'information ne cesse de croître. Propagande, fausses nouvelles et textes de commande se mêlent sans scrupules aux articles légitimes... Le constat est atterrant. Il date du XIX^e siècle.

Avec des ciseaux, un pot de colle et une bonne dose d'indifférence aux contextes historiques, on pourrait même composer un essai brûlant d'actualité sur les déboires actuels de l'espace public avec des lambeaux d'articles jaunis : « *Il est incontestable*

² Agence France-Presse, « Google "optimiste" pour l'avenir de la presse », 06.04.2018.

qu'aujourd'hui, en ce moment surtout [...] sévit une effroyable épidémie de sottises inventions et de cyniques racontars. [...] il n'y a qu'un coupable ici, c'est la badauderie publique, qui, par un principe de basse et bête curiosité, favorise ce commerce nauséabond et dégradant » (1879) ; « Un vent s'est élevé qui avant peu fera sombrer le journalisme » (1886) ; « Dans notre société inquiète et pressée qui n'a plus le temps de lire parce qu'elle a perdu peut-être l'habitude de penser, on ne peut s'astreindre à quelques minutes d'attention » (1889) ; « Aujourd'hui la presse française est aux mains des brasseurs d'affaires » (1897). Et cetera.

On se souvient que ces clameurs amères accompagnaient en fait l'essor du journalisme professionnel moderne, fondé sur le reportage, la célébration des faits et l'appétit d'un public de masse. Un tel précédent serait rassurant s'il ne ressemblait pas tant à ces thèses selon lesquelles, après tout, le réchauffement climatique s'étant déjà produit dans le passé, sa répétition ne saurait être bien grave. Or, ses causes étaient différentes, ses conséquences sociétales également et surtout, il s'était produit beaucoup moins vite. Ce qui est vrai pour la banquise l'est plausiblement pour le journalisme.

Mais la banquise, n'importe quel mammouth congelé vous le dirait, a au moins connu des bons moments. Alors que sous des visages variés – identitaire, financière, morale et parfois répressive – la situation de crise paraît plus être l'état normal du journalisme qu'une circonstance inédite. Sans remonter à l'irruption douloureuse de la radio (gratuite, instantanée...), la dernière crise en date n'a pas attendu internet. « Tous s'interrogent sur leur survie, il n'y a plus, en effet, de quotidiens rentables à Paris », s'alarmait il y a près de 40 ans le magazine *L'Expansion*, tandis que la revue *Médias* rapportait la « chute libre » de ces mêmes journaux. Il y avait à l'œuvre quelques spécificités structurelles bien françaises – au point de soulever dès 1972 la curiosité perspicace de la Canadienne Evelyn Dumas³ – mais la décroissance des taux de diffusion était déjà clairement amorcée en Amérique du Nord ou en Grande-Bretagne à la même époque.

³ Evelyn Dumas, *La crise de la presse en France*, Leméac, 1972.

Les dangers de la prospérité

Dès lors que, comme le rappelle Rémy Rieffel, il n'y a pas de crise en soi mais toujours par rapport à une situation antérieure, il faudrait reculer d'un bon siècle pour retrouver un vague « âge d'or » des journaux. L'ennui est que l'on confondrait ainsi la santé du journalisme et celle des entreprises médiatiques. Or, l'une et l'autre se combinent de façon plutôt perverse : quand les entreprises souffrent, le journalisme souffre (ô combien !) mais quand elles prospèrent vraiment, il souffre aussi : on peut avoir la nostalgie du *New York Journal* de Hearst ou du *Matin* de Bunau-Varilla – on savait s'amuser à une époque où même les notes de frais étaient imaginatives – mais être réduit à l'état de pion minuscule sur l'échiquier de leurs ambitions et intérêts débridés ne relève pas exactement de l'émancipation professionnelle. Ni civique, bien sûr.

Au chapitre des pensées édifiantes, on peut donc ajouter « *l'argent ne fait pas le bonheur* » à « *ce qui ne me tue pas me rend plus fort* ». Du reste, si les analystes affirmaient dans les années 1980 que le sous-financement des journaux en France expliquait leur fragilité, il semblerait bien aujourd'hui que le pays où ils étaient les plus riches soit celui où ils ont le plus mal résisté. Aux États-Unis, où les marges de profits de la presse étaient nettement supérieures à la moyenne des autres secteurs économiques, plus de 500 journaux ont disparu depuis lors, soit près d'un tiers du total des titres.

Un grand virage tous les 200 ans

En somme, l'opulence des médias n'est pas forcément plus satisfaisante que leur déconfiture. Pour la pensée positive, on repassera...

Mais quitte à schématiser sans vergogne l'histoire du journalisme, autant y aller franchement. On pourrait même réduire celle-ci à trois pivots essentiels qui, dans la sphère francophone, sont presque exactement séparés de 200 ans. Vers 1630, le premier périodique d'information se fonde sur le principe de la vente au lecteur. Vers 1830, le premier quotidien « moderne » inaugure le double marché de la presse en cumulant les revenus de diffusion

et les revenus publicitaires. Vers 2030, annoncent les prophètes, ni l'un ni l'autre de ces deux marchés pillés par les géants du web ne pourra plus soutenir la production à large échelle d'un journalisme digne de ce nom.

Tant mieux s'ils se trompent. Tant mieux, peut-être, s'ils ne se trompent pas. Car ce qui se profile derrière ce panorama apocalyptique pourrait être le découplage définitif entre la valeur professionnelle du journalisme et sa valeur économique. Cette petite nuance peut s'illustrer par la mésaventure du groupe de presse Knight Ridder⁴ : remportant en 1986 le prix Pulitzer dans pas moins de sept catégories (lesquelles sont pourtant bien moins nombreuses que celles des Oscars), il en a été récompensé le jour même par la chute de son cours en bourse. Comme le résumait un analyste financier, l'argent gaspillé pour ces succès aurait plutôt dû se trouver dans les bénéfices distribués. Que l'on ait une opinion favorable ou, disons, plus réservée de la rationalité financière, on conviendra que ce n'est pas celle du journalisme. Or, s'il s'avérait un jour que ce dernier n'a vraiment plus rien pour aiguïser l'appétit d'un spéculateur, ce problème, au moins, se résoudrait de lui-même. Quant à l'autre motivation traditionnelle – contrôler un organe de presse écrite ou audiovisuelle pour colporter une quelconque idéologie – elle perdrait aussi son attrait : à quoi bon se donner encore tant de mal si l'on peut obtenir la même audience avec les réseaux sociaux ? D'autant qu'une équipe rédactionnelle, même militante, sera toujours plus rétive et onéreuse qu'une grappe d'« influenceurs » improvisés.

Bref, si le journalisme devait finalement mourir de la perte de ses ressources et de la dilution de son audience, du moins pourrait-il mourir affranchi par ses deux maîtres. Voilà enfin une idée positive, mais peut-être pas assez. D'autant qu'elle est plutôt spéculative. Jusqu'à nouvel ordre, il reste possible de gagner sur l'un ou l'autre tableau – bénéfices et propagande – ou même sur les deux à la fois ainsi que le démontre par exemple de façon très convaincante le groupe Sinclair aux États-Unis. Mais il s'agit là de télévision, marchandise hétéroclite où le coût du « journalisme », a fortiori s'il est le plus bas possible, peut être noyé dans les profits

⁴ Voir Philipp Meyer, *The vanishing newspaper*, University of Missouri Press, 2004, p. 6.

du divertissement (quand ce n'est pas le journalisme lui-même). En presse écrite, même le *Daily Mail*, dont les principes déontologiques font ressembler le *Sun* à un bulletin paroissial⁵, voit ses résultats commerciaux s'éroder.

Cependant, la séparation éventuelle de la plume et du capital paraît surtout se manifester pour l'instant dans ce que ce dernier avait de meilleur, la propriété éclairée d'un organe de presse dans un certain respect de ses valeurs éditoriales, comme en témoignent les retraits des familles Graham (*Washington Post*) et Desmarais (*La Presse*). Puisons à nouveau dans la sagesse populaire : « *Ce sont toujours les meilleurs qui partent les premiers* ». Peut-être pas tous. Mais on peut en tout cas compter sur les pires pour racler de leurs titres tout ce qu'il est encore possible d'en récupérer avant d'en jeter la coquille.

La bonne nouvelle ici, même si (insistons !) elle est plus spéculative qu'une action au porteur, c'est que, si elle se confirmait, la non-rentabilité du journalisme de masse ne serait plus un problème journalistique. Ce serait un sérieux problème collectif. Et c'est en ça que l'évolution du marché des nouvelles pourrait bien provoquer le troisième virage du journalisme. Son troisième départ.

De tous les secteurs d'activité jugés nécessaires à la collectivité (santé, enseignement, justice, etc.), celui de l'information est l'un des seuls, peut-être le seul, qui se soit avéré suffisamment rentable pour ne pas devoir être pris en charge par elle. Quel serait aujourd'hui son visage s'il ne l'avait pas été ? Existerait-il seulement ? Une hypothèse, d'autant moins risquée qu'elle est invérifiable, est qu'il aurait tout de même éclos, mais d'abord comme un service administratif aux ordres du gouvernement avant de conquérir de l'indépendance éditoriale comme l'ont par exemple fait les télévisions publiques.

Mais le marché de la presse écrite était assez rentable pour que le secteur privé s'en charge, priant l'État de se mêler de ses oignons. Astucieusement accolées, les bannières de la liberté de la presse

⁵ Les éditions du *Daily Mail* (semaine, dimanche et en ligne) ont en 2017 suscité 9 164 plaintes – soit plus que tous ses concurrents réunis (7 350), dont le *Sun* (5 174) – pour les violations d'un code commun de la presse dont son propre éditeur avait pourtant présidé la rédaction.

et du libéralisme économique permettaient en effet de jouer pleinement du second au nom de la première. Ainsi protégée des normes professionnelles et des tracasseries administratives qui se sont multipliées dans tant d'autres secteurs⁶, l'initiative entrepreneuriale a donc présidé jusqu'à présent au développement du journalisme pour le meilleur et le pire : le même cadre économique et juridique qui a accouché du *National Enquirer* ou de *News of the World* a aussi enfanté le *New York Times* ou le *Guardian*. C'était avant. Et maintenant ?

Maintenant, l'idée que la loi de l'offre et de la demande n'est peut-être plus en mesure de subvenir durablement à l'information de masse de la collectivité – on ne parle pas de l'élite susceptible d'acheter son information : ce n'est de toute façon pas ce public-là qui fait si peur aux politiciens – fait son chemin à une vitesse étonnante. Non que l'idée d'aider la presse soit bien nouvelle : en France, dès 1796, le Directoire, « *considérant qu'il importe de faciliter la circulation des ouvrages périodiques, brochures, catalogues et prospectus, tant pour encourager la libre communication des pensées entre les citoyens de la République, que pour augmenter le total du revenu public*⁷ », leur consentit à deux reprises un tarif postal privilégié. Même alors, l'idée n'était ni nouvelle, ni originale : aux États Unis, où l'intervention du gouvernement dans l'économie inquiète à peine moins qu'une apocalypse zombie mais plus que le réchauffement climatique, les tarifs postaux préférentiels remontent à plus tôt encore (1792).

Non, ce qui est nouveau, c'est que la perspective qui se dessine de moins en moins timidement n'est plus seulement d'alléger un peu les charges fiscales, postales ou sociales des organisations de

⁶ Malheur à qui croirait pouvoir ouvrir un salon de coiffure aussi facilement que l'on lance un journal : conscients de la haute importance civique d'une raie bien tracée ou d'une mèche joliment taillée, la France comme l'Ontario exigent entre autres de leurs coiffeurs des certificats d'aptitude.

⁷ « *Loi qui fixe le prix du port des ouvrages périodiques et des livres brochés* » du 4 Thermidor, an IV, p. 1. Signalons au passage que, contrairement à ce que l'on lit partout, la première aide postale à la presse de cette époque n'est pas cette loi-ci mais celle qui, moins d'un mois plus tôt (6 Messidor an IV) lui réservait déjà un tarif très avantageux, soit le tiers du coût d'envoi d'une lettre simple. Encore trop cher pour la « *libre communication des pensées* » durent souligner les libres communicateurs de pensées, qui obtinrent donc peu après une ristourne supplémentaire.

presse, mais de devoir vraiment financer leur production. Peut-être très au-delà des quelques aides directes qu'un pays comme la France leur distribue en regimbant.

C'est dans le besoin qu'on se découvre des amis

Ce qui est nouveau, aussi, ce sont les voix qui se multiplient en faveur des aides publiques à la presse. Plus seulement celle des professionnels des médias mais aussi celles de quelques-uns des plus éminents critiques de ces mêmes médias de masse, comme Robert McChesney ou Jurgèn Habermas. Il faut que le journalisme soit bien malade pour que la crainte de son hégémonie soit soudain remplacée par celle de sa disparition.

Les appels se succèdent donc, de provenance souvent inattendue. En Suisse, pays peu porté à soutenir les journaux, des économistes s'avisent, calcullette en main, d'analyser la légitimité économique d'un tel soutien :

Comme la majorité des économistes, notre première réaction devant la disparition d'une entreprise est de dire que c'est ainsi que la concurrence sur le marché fonctionne. Notre goût pour la concurrence n'est aucunement un acte de foi, mais repose sur le fait qu'elle est une excellente manière d'organiser l'activité économique [...] Ce n'est pas le cas lorsque nous considérons la presse, et ce pour deux raisons. La première est la présence d'externalités, c'est-à-dire d'un impact que le marché ne prend pas en compte. Le bon fonctionnement d'une démocratie comme la nôtre repose sur la présence d'un débat actif et bien informé des citoyens [...] La valeur du service produit par la presse va donc bien au-delà de celle retirée par ses abonnés. L'analyse économique montre clairement que, lorsqu'une activité génère une telle externalité positive, elle doit être subventionnée, au même titre qu'une activité générant une externalité négative, comme la pollution, doit être taxée. La seconde justification pour une intervention publique est la structure des coûts⁸.

Peut-être les journalistes trouveront-ils quelque réconfort à voir la doctrine économique néoclassique rejoindre à leur chevet la

⁸ Jean-Pierre Danthine et Cédric Tille, « Un soutien public à la presse écrite est-il économiquement justifié ? », *Le Temps*, 03.03.2017, p. 8.

pensée critique néomarxiste : *en fait, on nous aimait quand même un peu*. Évidemment, tant de sollicitude autour d'un lit d'hôpital n'est jamais très bon signe, mais elle témoigne en tout cas d'une prise de conscience de plus en plus aigüe des enjeux communs du journalisme dit de masse. On ne s'étonnera même plus de la parution d'un épais volume universitaire consacré à la théorie et la pratique de l'aide gouvernementale à la presse, même s'il est publié en anglais, langue dans laquelle, jusqu'à présent, on ne discutait guère de genre de choses. La culture populaire n'est pas en reste : alors qu'Hollywood (Capra, Wilder, etc.) excellait à camper les journalistes en gredins cyniques⁹, ses dernières productions, de *Spotlight* à *The Post*, en dressent des portraits d'une flatterie presque embarrassante.

Décidément, les temps changent. Et ils changent vite. Par chance, j'étais bien assis à un moment où l'évidence de ce virage m'a donné le vertige. C'était en février 2018, lors d'une rencontre parlementaire judicieusement consacrée aux « *menaces qui pèsent sur le journalisme traditionnel au Canada* ». Que les propos convergent sans détour sur la question, jusqu'alors insolite ici, de la nécessité de soutenir financièrement le journalisme n'était qu'une demi-surprise : vu le thème de la journée, de quoi aurait-on pu parler d'autre qui en vaille la peine ? L'étonnant était que, parmi les sénateurs présents, les conservateurs ne soulèvent pas d'objection véhémement à cet appel au portefeuille de leurs contribuables d'électeurs. Ce n'est qu'en ressortant du parlement que j'ai pu me convaincre que j'étais pourtant bien à Ottawa. La seule capitale du G7, si ce n'est de l'OCDE et peut-être des Nations Unies, à ne pas posséder de troupe d'opéra permanente parce que sa modeste mais vaillante formation n'était plus parvenue à se financer : *c'est bien dommage mais on n'y peut rien*. Il manquait en effet dans ses caisses l'équivalent d'une semaine de budget de l'Opéra de Lyon. Voilà pour le contexte.

On voit ici, puisqu'on ne peut plus l'entendre, la différence entre ma terre natale et ma terre adoptive quand il s'agit de subventions. La presse ne faisait pas exception. Mais dans ce domaine – ai-je

⁹ Avec des exceptions, bien sûr – personne n'a oublié *Les Hommes du président* – mais en général lorsque le héros n'est pas lui-même un sacripant, on peut compter sur ses collègues pour l'être, ou à défaut sur ses supérieurs.

pensé à le signaler ? – les choses changent, et elles changent vite. Il n'a même fallu que quelques mois au gouvernement canadien pour changer de position et de ministre. À l'aria *ostinato* de la précédente titulaire du poste, *c'est bien dommage mais on n'y peut rien*, a succédé un nouvel air, dans une tessiture plus grave : « *La survie des journaux est une priorité claire*¹⁰ ». Plus claire, sans doute, que les moyens d'y parvenir vraiment à long terme.

Ce n'est, en tout cas, pas en France qu'il trouvera l'inspiration. Paris, il est vrai, a accumulé une expérience enviable, tant par l'ancienneté que par la diversité de ses dispositifs de soutien à la presse. Mais l'adjectif « enviable » n'est peut-être pas très bien choisi, si l'on considère le nombre d'études, débats parlementaires, rapports officiels et manifestes divers – y compris ceux de syndicats de journalistes et, évidemment, des éditeurs en ligne – qui dénoncent inlassablement l'inefficacité, si ce n'est la perversité, de cet imposant fatras d'aides hétéroclites, bricolé au fil des circonstances et des pressions des différentes familles de presse. En somme, si le Canada se trouve plus ou moins devant une feuille vierge, la France contemple une feuille surchargée d'encre et de ratures, sur laquelle chaque nouveau trait de plume pourrait provoquer l'effondrement d'un système complexe institué pour l'essentiel à la Libération. Il y a trois quarts de siècle.

Pourtant, dans ces deux pays, et ils ne sont pas seuls, le cœur du problème est sensiblement le même. Soit quelques mesures de soutènement hâtives permettent à peu près de sauvegarder l'édifice actuel, soit elles ne permettent pas de le sauver et la question pourrait devenir celle, vertigineuse, d'une reconstruction. Ces deux hypothèses extrêmes balisent plus qu'elles ne l'excluent le champ des possibles qui s'étend entre elles, mais elles marquent le contraste entre deux cadres de production pour le journalisme professionnel : le modèle 1830, essentiellement autofinancé, et un très éventuel modèle 2030, évidemment fort nébuleux mais impliquant l'ajout substantiel et constant d'un revenu qui ne proviendra pas du marché. Au royaume des conjectures, il existe en fait un troisième modèle extrême, celui de la disparition de

¹⁰ France Poirier, « “La survie des journaux est une priorité claire” », *Le Nord*, 24.10.2018, p. 20.

la plupart des équipes d'information professionnelles : si l'on ne peut sauvegarder l'édifice et l'on ne veut le refonder, il reste l'option du terrain vague. Quelqu'un a envie d'essayer ?

Des deux autres modèles, le premier, on s'en doute, recueille encore tous les espoirs des pouvoirs publics et des entreprises de presse. C'est ainsi que l'on explore frénétiquement la panoplie entière des mesures susceptibles d'aider ces dernières à accomplir leur « *transition* » vers « *un nouveau modèle d'affaires* ». Mais tant qu'on n'aura pas expliqué quel nouveau modèle d'affaires pourrait à coup sûr permettre au journalisme, disons en 2030, de rapporter autant que ce qu'il coûte à produire, on n'écartera pas le soupçon que le traitement censé le conduire à une convalescence radieuse lui dissimule plutôt des soins palliatifs. Quoi qu'il en soit, les initiatives, rapports et prises de position dans cette optique se succèdent à un tel rythme qu'ils pourraient presque bénéficier eux-mêmes des aides aux publications quotidiennes. On ne se risquera donc pas à les examiner : le texte serait obsolète avant d'être imprimé.

L'autre modèle présente l'avantage d'être assez lointain et hypothétique pour qu'on puisse l'évoquer sans risquer d'être trop vite démenti par les faits. Et suffisamment perturbant pour que l'on ne se bouscule pas pour le creuser. Le terrain est libre. Creusons donc un peu.

Puisque le modèle classique semble de moins en moins capable de préserver de façon large et diversifiée le service de l'information, et qu'il est incertain que les dons suffisent à le soutenir durablement, que se passerait-il si la collectivité se trouvait un jour confrontée à la nécessité de prendre en charge, non plus une petite fraction de ce coût mais une partie importante de celui-ci ?

Le journalisme, une très bonne affaire ?

À ce niveau d'investissement, la question ne soulève pas seulement quelques problèmes pratiques. Elle plonge au cœur de principes fondamentaux. Trois en particulier. L'information ne doit être payée que par ceux qui en profitent, elle doit être indépendante

du pouvoir et la liberté d'expression/d'entreprendre doit/doivent toujours prévaloir.

Voilà donc la question réglée : la collectivité doit régler la facture. Au nom des grands principes.

L'information, en effet, ne saurait être payée que par ceux qui en profitent. On ne le dira jamais trop, et l'on peut compter sur le Tea party ou ses équivalents internationaux pour le rappeler au besoin. Laissons tomber ces histoires de *Débat Démocratique Éclairé* : c'est évidemment son premier dividende commun, et de loin, mais ce n'est pas le genre d'externalité économique qui peut séduire le Tea party. Non, le seul point qui compte dans cette optique, c'est que l'information rapporte de l'argent. À tous. Ceci provient d'un curieux penchant des journalistes : ils adorent parler de ce qui va mal, raffolent des scandales et se roulent dans les malversations et les déficiences comme des cochons dans le fumier¹¹. Ils sont comme ça, voyez-vous. Et cette manie innocente est extrêmement profitable. À tous. Aux États-Unis, un rapport de la très libérale administration fédérale des communications, anticipait ainsi, face à la raréfaction des journaux :

la sorte de problèmes qui sont, sans surprise, associés à un manque de transparence – plus de gaspillage gouvernemental, plus de corruption à l'échelle locale, des écoles moins efficaces et d'autres problèmes communautaires sérieux¹².

C'est ce qu'ont depuis confirmé des spécialistes de la finance en étudiant celles de communautés locales ayant perdu leurs journalistes¹³. Et que confirment tous les jours les « affaires » soulevées

¹¹ Je suis assez sûr de moi pour les journalistes, mais un peu moins pour les cochons. Quoique d'éminents auteurs, dont la comtesse de Ségur, nous assurent qu'ils s'y vautrent, un représentant du ministère canadien de l'agriculture que j'ai consulté sur ce point l'a formellement démenti (message privé, 09.05.2019). Je n'ai cependant pas cru devoir priver le lecteur d'une image aussi poétique.

¹² Steven Waldman (dir.), *The information needs of communities*, Federal Communications Commission, 2011, p. 5.

¹³ Cette recherche « Financing dies in darkness ? The impact of newspaper closures on public finance » a été acceptée par le *Journal of Financial Economics* mais n'est pas encore publiée.

ou amplifiées par les médias dans tous les domaines. Il n'y a pas que les administrations et leurs fournisseurs : les voitures défectueuses, les aliments dangereux et les autres biens et services défaillants coûtent également fort cher aux citoyens tant que leurs défauts sont dissimulés.

En somme, il en va du journalisme comme de la vaccination : il ne revient pas à prémunir seulement les personnes qui le reçoivent mais à protéger globalement la population (à propos de vaccins... comment marcherait le système de santé et combien coûterait-il s'il était encore plus opaque qu'il ne l'est ?) Non seulement le journalisme devrait être payé par tous ceux qui en profitent, mais il n'est pas totalement impossible que son coût tout entier soit bien inférieur à ce qu'il rapporte. À tous. Sauf bien sûr à ceux qui se sont déjà vus réclamer 1,2 milliard de dollars US (et ce n'est pas fini...) par les agents des impôts qui avaient lu des articles sur le Panama durant leurs heures de bureau.

Passons sur le second principe. Non qu'il ne compte pas, au contraire. Mais l'idée que financer le journalisme selon des critères transparents et intangibles l'enchaîne fatalement au pouvoir est si inconsistante qu'elle ne saurait guère faire trembler quiconque a passé l'âge de croire aux croquemitaines. Il existe des pays où la magistrature est aux ordres du gouvernement, d'autres où elle en est indépendante, mais dans les deux cas ses fonds sont publics (ce qui vaut mieux...) : ce n'est pas la source du financement qui crée la sujétion, c'est son organisation¹⁴. Pour une fois, l'exemple de la France peut servir, l'État y ayant subventionné indifféremment des journaux comme *L'Humanité* (communiste) et *Présent* (extrême droite) sans que l'on ait noté que ceux-ci lui soient devenus exagérément favorables. Et je ne suis pas certain que les journalistes des télévisions publiques occidentales lèchent nécessairement la main qui les nourrit. À l'inverse, il n'est pas totalement établi que le financement commercial des organes de

¹⁴ Et sa pérennité, bien sûr, de même que rien n'empêche en théorie un gouvernement populiste de supprimer les crédits des télévisions publiques (ou des musées, des bibliothèques...). Ayant même résisté à l'Occupation pendant la Seconde Guerre mondiale, le journalisme pourrait sans doute résister à ça, mais il ne passerait pas un bon moment.

presse les ait en tout temps et en tous lieux préservés de la lourde influence des cercles du pouvoir.

Reste la question cruciale de la liberté d'informer/d'entreprendre. L'atteinte possible au bon vieux modèle 1830. Heureusement, nul ne songe à toucher à la liberté d'informer, laquelle, incidemment, est désormais à la portée de toute personne disposant d'une connexion internet. Quant à la liberté de gagner de l'argent avec ça, on ne saurait que la chérir, et même déplorer que la plupart des entreprises de presse aient justement de plus en plus de mal à y parvenir, sans quoi la question ne se poserait pas. Mais libres elles restent d'essayer : quelques-unes y arrivent fort bien.

Pourrait-on dès lors se passer des autres ? Ce serait plutôt malavisé. Sans même évoquer l'intérêt du pluralisme des opinions – pas sûr que les ultraconservateurs y soient sensibles – il se trouve que, techniquement, le journalisme ne fonctionne bien que dans la concurrence, une notion qu'ils doivent connaître. Pas forcément la concurrence commerciale, la concurrence tout court. Comme les scientifiques, les journalistes ont besoin des autres pour se dépasser eux-mêmes, moteur parfois pernicieux dans les deux secteurs mais moteur tout de même. Par ailleurs, le marché le plus susceptible de financer seul (ou presque) un journal généraliste est celui de l'élite, les citoyens déjà bien informés, alors que le bénéfice pour la collectivité implique la totalité du public, y compris – voire surtout – l'électorat populaire.

Cependant, si elle devait passer d'un soutien marginal des journaux à un cofinancement plus considérable (et même si l'argent en était enfin repris aux plateformes numériques qui l'avaient dérobé aux éditeurs), ladite collectivité risquerait fort de se demander ce qu'elle paierait au juste en se substituant à leurs clientèles antérieures. Après tout, les mêmes principes qui fondent le libre marché économique supposent que l'acheteur sache lucidement à quoi il consacre ses fonds. Rien de plus sain et de plus orthodoxe. En l'occurrence, il se pourrait que subventionner des entreprises apparaisse de moins en moins comme une fin en soi : c'est fort souhaitable, sans doute, mais si tel était l'objectif il relèverait d'un autre budget – le développement économique – et d'un autre ministère. Ce qu'achète le financement de la presse, c'est du service

journalistique. Les entreprises peuvent être un très bon moyen de l'obtenir, elles le sont souvent et le resteront probablement, mais au bout du compte c'est lui seul, pas elles, qui pourra justifier dans l'absolu une contribution importante et durable au titre d'un service public.

Tel est notamment ce que donne à penser un certain glissement des motivations dans ce domaine. Alors que l'on attribuait traditionnellement à « la presse » la mission de diffuser la diversité des opinions – c'est toujours le cas, même si les réseaux sociaux y pourvoient aujourd'hui avec enthousiasme – les discours actuels investissent le journalisme lui-même d'un rôle plus actif et plus arbitral : le dévoilement, la clarification et surtout la vérification des faits dans le brouhaha de la communication contemporaine.

La question *pourquoi financer ?* en rejoint par ailleurs une autre, beaucoup moins abstraite en apparence : *qui financer ?* Devant la multiplication des acteurs anciens et nouveaux qui proposent des nouvelles sérieuses ou douteuses sous des formes de plus en plus variées, circonscrire le périmètre de ce qui peut ou non bénéficier de la manne publique paraît infaisable a priori... et inévitable en pratique. Or, la conjonction du *pourquoi ?* et du *qui ?* se ramène à celle du *quoi ?* Partez de la philosophie politique de l'intervention publique ou des critères concrets de tri entre les quémandeurs, vous arriverez au même problème un jour ou l'autre. Et ce jour est peut-être moins lointain que l'on ne pourrait le croire. En tout cas, il se rapproche.

Bien malin qui pourrait dire où s'arrêtera le curseur entre le modèle 1830 et un très hypothétique modèle 2030, mais ce qui est certain, c'est qu'il bouge déjà. Et que dans des contextes nationaux très différents, il bouge à peu près dans la même direction.

Au pays de la feuille vierge, le budget fédéral de 2019 crée une catégorie juridique toute nouvelle, l'OJCA ou « organisation journalistique canadienne admissible », qui sera l'objet de ses soins. On imagine que les mots « organisation » et « journalistique », l'un très large, l'autre très précis, ont été mûrement soupesés par le gouvernement. En tout cas, il sait ce qu'il paie : « *On parle d'une nouvelle qui est neutre, qui est professionnelle [...] C'est ce type*

*de journalisme que nous voulons protéger*¹⁵. » Quant aux critères d'attribution, les pouvoirs publics ont pris grand soin de s'en remettre à un comité indépendant issu de la profession – auquel on souhaite bien du plaisir – mais la loi fixe déjà des conditions minimales, dont le fait d'employer au moins deux journalistes extérieurs à la direction¹⁶.

Au pays de la feuille surchargée, les aides à la presse française évoluent également. Alors que celles-ci ont été élargies à de nouvelles périodicités et de nouvelles formes, notamment en ligne, des conditions nouvelles font timidement leur apparition. Dernière en date, l'obligation pour chaque journal de se doter d'une charte déontologique négociée entre les représentants des journalistes et de la direction. C'est un minimum, d'ailleurs lui aussi débattu des deux côtés (des journalistes objectent que la déontologie ne saurait varier d'un titre à l'autre, et des entreprises qu'elle ne relève que de la responsabilité du directeur de la publication) mais c'est un indice : moins les entreprises parviendront seules à équilibrer leurs budgets, plus la collectivité sera tentée de s'assurer qu'elle achète bien du journalisme. Et plus elle sera en mesure de s'en assurer.

Déjà, les voix s'affermissent qui réclament que « *le système des aides à la presse remplisse vraiment son rôle en matière de défense du pluralisme des médias et de qualité de l'information*¹⁷. » Des rapports officiels caressent – puis écartent... jusqu'à nouvel ordre – l'idée de subordonner les aides à l'adhésion à un conseil de déontologie. Le rôle des médiateurs, la répartition du pouvoir entre les actionnaires et les journalistes, etc., sont considérés avec un intérêt nouveau. De même que des cadres juridiques tels que les fondations (que *La Presse* de Montréal vient d'adopter) ou les « sociétés de presse à but non lucratif » dont Hubert Beuve-Méry s'était fait en vain le promoteur dans les années 1960.

¹⁵ Réponse du ministre concerné, Pablo Rodriguez, lors d'une séance de questions à la Chambre des communes, le 9 avril 2019.

¹⁶ Ce qui pourrait du reste poser de graves problèmes aux tout petits hebdomadaires locaux, particulièrement éprouvés par ailleurs.

¹⁷ Gilles Bastin, « Les aides à la presse peuvent-elles contribuer à promouvoir le journalisme d'intérêt public ? » [en ligne] *The Conversation*, 22.04.2019.

La tentation du donnant-donnant

À l'instar de la récente loi sur les chartes déontologiques, toutes ces idées (y compris celle des « sociétés de rédacteurs » françaises et belges) n'avaient pas à l'origine de lien direct avec la question du financement public. Mais si celui-ci devait s'accroître, l'affaiblissement économique des journaux pourrait au bout du compte entraîner, au nom du donnant-donnant, le renforcement éditorial du journalisme. Ou pas.

Un sujet a toujours deux côtés. Et il n'y a pas besoin de se donner beaucoup de mal pour voir les risques que peuvent comporter des conditions normatives : un chœur hétéroclite où se mêlent des voix militantes et managériales le souligne depuis très longtemps. Mais qu'elles soient fondées sur des convictions profondes ou des intérêts *pro domo*, les positions libertariennes sont plus souvent assénées qu'étayées (comme le disait plus ou moins un adage latin, ce qu'on affirme sans argument se rejette sans argument). L'actualité offre cependant des motifs de perplexité plus substantiels : ces dernières années, les pouvoirs publics ont déjà entrepris de priver des journaux d'aides sur la base de violations répétées du code déontologique (Belgique) ou de condamnations pénales (France). Non seulement les choses bougent vite, mais elles bougent peut-être beaucoup trop vite. Plus vite, en tout cas que ce que réclamerait une réflexion collective posée et approfondie en une matière aussi délicate.

Ce n'est pas la source de l'aide qui crée la sujétion, c'est son organisation. Et plus encore sa désorganisation sous l'impulsion du moment. Prenons par exemple les conseils de presse... Non, ne les prenons pas : c'est l'exemple type du genre de question complexe qu'on ne devrait aborder qu'avec beaucoup de nuances. Or, la place commence à manquer ici et il se fait tard. On y reviendra un autre jour. Disons simplement que ce dispositif, épatant dans son principe, peut devenir problématique dans sa mise en oeuvre¹⁸.

Or, ma boule de cristal – quoiqu'elle ne montre d'habitude qu'une scène pittoresque, avec de la neige quand on l'agite – me dit que la

¹⁸ Par exemple si la sensibilité de « représentants » du public se trouve à même de prendre le pas sur les fondamentaux du journalisme, ou, plus générale-

cause est déjà entendue : les aides seront sans doute conditionnées un jour ou l'autre, et peut-être très vite, à l'adhésion à un conseil de presse ou quelque chose d'équivalent, comme c'est déjà le cas en Belgique francophone. Il serait donc astucieux d'approfondir au plus vite des questions comme l'importance de séparer la formulation des normes professionnelles et l'évaluation concrète de leur application (le législatif et le judiciaire, en quelque sorte). Mais pour le moment, un certain nombre d'entreprises de presse s'accrochent plutôt à une stratégie qui avait fait ses preuves à Versailles jusqu'en 1789 : résistons aux changements et tout ça va se calmer.

Ça ne se calmera pas. Enfin, probablement pas. L'ordre ancien, qui reposait sur la primauté absolue de l'entreprise éditrice, elle-même fondée sur le double marché des ventes et de la publicité, ne pourra perdurer que si ce marché le permet. L'avenir n'est qu'incertitude, mais au moins la nécessité sociétale de l'acte journalistique en tant que tel apparaît désormais clairement, entraînant celle de son financement et, dans la foulée celle d'un certain nombre de définitions et de clarifications.

Le journalisme, s'il ne passe pas bêtement d'une sujétion à une autre¹⁹, a de bonnes chances d'en sortir fortifié. D'autant que bien des producteurs d'information pourraient finir par s'aviser de ce que d'autres filières, agricoles ou techniques, savent depuis longtemps : si l'on estime que ce que l'on offre présente une valeur particulière, on a tout intérêt à préciser et rehausser les normes qui le distinguent explicitement des concurrences douteuses, même si, forcément, cela entraîne quelques contraintes.

Bref, en brisant avec insouciance le modèle économique qui maintenait jusqu'alors le journalisme dans son précaire statu quo, les géants du numérique le forcent bon gré mal gré à se repenser. Au

ment si cette instance d'autorégulation professionnelle devient une instance de régulation.

¹⁹ Ce qui ne serait pas sans précédent : « à la faveur de la libération cette réaction dépassait le but que l'on pouvait et devait se proposer. Au libéralisme on substituait l'étatisme, à des trusts privés, des trusts de partis, aux méfaits de l'argent les méfaits de la politique. » Hubert Beuve-Méry, « Presse d'argent ou presse partisane », *Esprit*, vol. 133, n° 5, mai 1947, p. 721-731.

bout du compte, il y aurait peut-être du réconfort à trouver dans cette histoire de « *ce qui ne me tue pas me rend plus fort* ».

Pour ceux qui seront capables de choisir la seconde option, évidemment.

Délivrez-nous du mal

Privé d'instinct moral à la suite d'un accident de jeunesse, l'auteur se penche néanmoins sur des dérives médiatiques bien connues. Mais son incapacité à distinguer le bien et le mal au premier coup d'oeil l'amène à croire contre toute vraisemblance que leur dénonciation vertueuse les aide surtout à perdurer.

Zut, encore une usine de papier journal qui ferme ses portes. Non, deux d'un coup cette fois-ci. Ce n'est toujours pas assez pour être certain que le journal imprimé va disparaître totalement, comme certains prophètes l'annonçaient jadis pour 2010 (il est vrai que le calendrier Maya ne mentionnait pas de rotative après cette date). Tout de même... Il est temps de s'alarmer de la possible disparition d'un refrain indispensable à toute discussion de comptoir digne de ce nom : « *Les journalistes font ça pour vendre du papier* ». On ne mesure pas assez le vide que la presse imprimée laisserait dans notre paysage culturel. Quels avis les coiffeurs vont-ils pouvoir donner au reporter assez imprudent pour leur confier à la fois ses cheveux et sa profession ? Ils pourront toujours sauver l'âme des boulangers en leur assénant « *Vous faites ça pour vendre des croissants* » mais, allez savoir pourquoi, même en agitant un index sévère, ça ne sera pas pareil.

Chacun sait bien que le commerce du papier est la vocation profonde des gazetiers. Il suffirait sûrement de sonder les aspirations d'une classe d'étudiants en journalisme pour que tous s'écrient d'une seule voix : « *Nous voulons vendre du papier !* », la poitrine gonflée d'orgueil anticipé, l'œil luisant de fierté papetière. Bien sûr, il y a toujours des moutons noirs. Certains pourraient dissimuler des motivations moins nobles, comme protéger la veuve et l'orphelin, voyager gratis, porter la plume dans la plaie, rencontrer des célébrités ou encore faire triompher quelque

idéologie romantique. Mais au fond, le désir d'audience est bel et bien indissociable du journalisme. Si le péché originel avait une carte de presse, il ressemblerait à ça. Heureux les écrivains, dont il est notoire qu'aucun, jamais, n'a ressenti le désir de vendre un seul livre : ils seront sauvés. Heureux les artistes qui tant s'acharnent à rester inconnus, les chercheurs qui dissimulent si bien leurs travaux, les épiciers qui cachent eux aussi leurs salades : vivant dans l'innocence, ils peuvent à bon droit dénoncer la dépravation des journalistes et ne s'en privent généralement pas.

De façon générale, la tradition a peu d'égards pour les fouille-merde. Adam voulait paraît-il goûter au fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal. Prométhée a tenté plus ou moins le même coup avec un autre secret. Bien fait pour eux ! Pourtant, un doute me ronge depuis l'enfance. En quoi était-ce si coupable ? Et comme l'abîme appelle l'abîme, un doute de plus m'est venu par la suite. En quoi espérer avoir de l'audience est-il foncièrement « mal » ? Puisque le fruit interdit permet de distinguer infailliblement le bien et le mal, j'en prendrais bien une bouchée : apparemment, que l'on soit coiffeur, intellectuel ou... journaliste, on ne saurait parler de ce métier sans certitudes bien établies.

Pour qui manquerait de convictions préalables, la soif d'attention associée au journalisme ne demande qu'un peu de réflexion. La nier serait absurde : que l'on parle de diffusion écrite, de part d'audience, de clics ou de pages vues, ce métier n'existe que par l'écoute qu'il obtient. Économiquement, bien sûr, mais aussi civiquement, il serait parfaitement vain s'il ne cherchait à intéresser. Jusqu'à quel point ? La question se pose même pour des manifestations extrêmes de cette soif d'attention publique. À l'occasion de l'une de ces nécrologies qui ont jalonné au fil des décennies l'interminable agonie du quotidien *France Soir*, Patrick Eveno remarquait que l'incapacité notoire des journalistes français à toucher le très grand public n'était pas une si bonne affaire pour la collectivité : « *Les conséquences de cet abandon sont redoutables pour la démocratie*¹ ». À moins de vouloir revenir au suffrage censitaire ou à quelque oligarchie encore plus restrictive, il pourrait en effet être souhaitable que la plus grande partie possible du peuple se tienne vaguement informée des questions du jour, même

¹ « *France Soir, déclin d'un journal populaire* », *Le Monde*, 11.04.2006, p. 25.

trivialement. Dans le monde anglo-saxon, où la presse tabloïd n'est pas une notion exotique mais une réalité... quotidienne, une flopée de chercheurs a souligné, sans pour autant l'apprécier, que celle-ci était plausiblement plus profitable à la santé de la sphère publique qu'elle ne lui était dommageable. En somme, il n'est pas interdit de se boucher le nez tant que ça n'empêche pas de réfléchir. Mais dès qu'il s'agit de journalisme, les beaux esprits se dispensent volontiers d'en faire preuve.

Ne statuons pas ici sur la légitimité morale des dérives les plus cyniquement mercantiles de l'information lesquelles, sous la houlette de financiers décidés, menacent autant si ce n'est plus dans l'audiovisuel que dans la presse écrite. Je n'éprouve pas plus d'envie de les défendre, même en me bouchant le nez, que de me joindre au chœur chevrotant des déplorations péremptoires. Convenons simplement que c'est une question plus épineuse qu'il n'y paraît², et pour gagner du temps simplifions-la avec Ésope ou, tiens, avec Paracelse : « Rien n'est exempt de poison. La dose seule fait que quelque chose n'est pas poison.³ »

Illusion de profondeur

Peut-on pour autant demander à un coiffeur, même soucieux de son pourboire, de lancer à brûle-pourpoint : « *les journalistes cherchent à vendre du papier, ce qui est normal et même souhaitable, mais peut trop souvent conduire à des excès qu'il conviendrait de soupeser mûrement* » ? Ce serait couper les cheveux en quatre. Mais peut-être pourrait-on au moins suggérer à ceux qui font profession de raisonner (au risque de vendre bien malgré eux quelques exemplaires de leurs écrits) de se méfier de l'*illusion de profondeur explicative*⁴ consistant à croire que l'on comprend suffisamment quelque chose pour n'avoir pas besoin d'y réfléchir ? Sans oublier

² Même le cas assez extrême de la presse tabloïd reste débattu : si divers travaux soutiennent qu'elle a au bout du compte un rôle plutôt positif sur les connaissances civiques, certains autres trouvent un effet nul, voire légèrement négatif. Quant à son hystérisation du débat public, savoir s'il vaut mieux permettre à des opinions primaires de se purger plutôt que de gonfler sous un bouchon posé par la respectabilité n'est pas simple non plus.

³ « Septem Defensiones », 1538, dans *Paracelse. Œuvres médicales*, PUF, 1968, p. 13.

⁴ Leonid Rozenblit et Frank Keil, « The misunderstood limits of folk science : An illusion of explanatory depth », *Cognitive Science*, n° 26, 2002, p. 521-562.

son frère, le biais de surconfiance⁵ qui conduit si facilement à surestimer ses capacités hors de son champ de compétence (oui, je sais, moi aussi...)

Il est vrai que, dans le cas qui nous intéresse ici, la compétence requise est modeste : aucun des points soulevés plus haut ne dépassait ce à quoi tout un chacun pourrait songer en prenant sa douche. Ce qui est en jeu est plutôt une question de foi ou, disons, d'addiction morale. Le besoin impérieux que nous éprouvons tous d'attribuer aux phénomènes une valence axiologique (c'est bien/c'est mal) et de s'y accrocher ensuite. Un art dans lequel bien des journalistes, mais pas tous, se distinguent d'ailleurs par leur remarquable capacité à identifier au premier coup d'œil le méchant et le gentil dans n'importe quelle actualité, même à un stade lacunaire. Là encore, la psychologie sociale aurait bien des choses à nous dire : depuis Festinger dans les années 1950, une masse d'expériences a montré...

— *Soit, soit ! mais il y a tout de même des choses qui sont objectivement mauvaises : le sensationnalisme, par exemple, ça existe, non ?*

Eh bien justement, ça n'existe pas. En tout cas pas que je sache. Peut-être faut-il développer un tout petit peu, quoique je l'aie déjà fait de façon plus académique⁶. Pour résumer, pas mal de tentatives ont été faites pour aborder rationnellement cette chose informe en partant soit de caractéristiques linguistiques (emphase, superlatifs, etc.), soit d'indices thématiques (sexe, sang, etc.). Toutes ont échoué empiriquement : quels que soient les critères qu'il vous plairait de choisir, ils engloberont autant de cas non pertinents qu'ils excluront de cas pertinents. Belle incrimination que celle qui ne permet de distinguer le coupable de l'innocent. D'où il résulte que le sensationnalisme, faute d'être objectivement caractérisable, ne peut être qu'un jugement de valeur⁷. Nous y revoilà...

⁵ Souvent appelé « effet Dunning-Kruger » à la suite d'un article des auteurs éponymes, largement médiatisé mais plausiblement entaché lui-même d'un biais (statistique en l'occurrence). D'autres travaux ont cependant montré cette tendance générale.

⁶ « Sexe, sang et physique des particules : le "sensationnalisme" est-il partout... ou nulle part ? », *Les Cahiers du journalisme* (première série), n° 24, p. 114-149.

⁷ Ça existe bel et bien, « un peu comme la pornographie », objecte un collègue fort

Mais le plus amusant est que ce jugement que l'on ne sait même pas orthographier (les dictionnaires ne sont pas certains du nombre de n) n'est pas non plus fondé... en valeur : d'un point de vue conséquentialiste, on peut démontrer que des discours a priori condamnables s'avèrent beaucoup plus méritoires que des discours légitimes sur la forme et le fond. C'est, par exemple, le vieux problème de la vulgarisation scientifique.

Un très vieux problème, même. Un de mes auteurs favoris l'expliquait déjà 2000 ans plus tôt aux beaux esprits de son temps :

Nous, c'est le goût des autres qui doit régler notre langage, et le plus souvent il nous faut parler devant des hommes sans culture aucune, et, dans tous les cas, ignorants de l'art dont je viens de parler ; si nous ne savons pas les attirer par le plaisir, les entraîner par la force, et parfois les troubler par l'émotion, nous ne pourrons faire triompher même la justice et la vérité⁸.

Pendant que j'y suis, j'appellerais bien à témoigner Renaudot, autre locataire de mon Panthéon personnel, mais il y est en pleine discussion avec Condorcet. Oui, oui, le grave, le sérieux Condorcet. Lequel n'en estimait pas moins qu'il était bon de recourir à « *ce qui semblerait ne pouvoir être jamais que de pure curiosité* » pour éclairer le peuple, puisque « *les erreurs que l'on commettrait en ce genre n'auraient que de faibles inconvénients*⁹. »

Attention, pourrait remarquer un coiffeur-philosophe (et alors ? Il y avait bien le barbier de Séville, non ?), nous sommes en train de foncer à toute vapeur dans un mur aporétique, l'équivalent dialectique des cheveux emmêlés. Car, n'est-ce pas, votre raisonnement permettrait de justifier à peu près n'importe quoi au nom de l'intérêt du public : vous prétendez célébrer la démocratie et vous disculpez en fait les potins les plus superficiels, les pièges à clics les plus sordides, voire les affabulations les plus éhontées.

avisé en lisant le brouillon de cette chronique. Tout à fait d'accord sur cette analogie très parlante (la notion floue de *pornographie* varie spectaculairement d'une époque à l'autre et d'un pays à l'autre), mais est-ce là une objection ou une confirmation ?

⁸ Quintilien, *Institution oratoire*, L. V, ch. XIV, trad. Bornecque, 1933, p. 275-277.

⁹ *Œuvres de Condorcet*, Didot, 1847, p. 391-392.

Merci à toi, ô juste censeur des chevelures rétives. Ton esprit ne se limite pas à la perspicacité avec laquelle tu dégages les oreilles d'autrui car, en effet, tu as deviné la falaise vers laquelle je nous dirigeais à dessein. Reconnaître là une aporie, et de fort belle taille, c'est confirmer le seul point que je comptais en fait établir : les questions de journalisme sont décidément compliquées. Trop compliquées pour être réglées d'emblée par des préjugés paresseux.

Le karaoké de la déploration

Convenons qu'en la matière, les idées toutes faites ont au moins le rare avantage de réunir des cœurs que les hiérarchies socioculturelles séparent mieux que les Capulets et les Montaigus. Dans ce grand karaoké, la chanson est la même que l'on ait à la main une flûte de champagne ou une canette de bière, d'autant que ceux qui songeraient à entonner un refrain moins fruste ont la prudence de se taire. On sait par exemple que les miliciens de base de l'Amérique profonde se distinguent plus par la qualité de leur armement que par celle de leur raisonnement, mais le second point ne les singularise pas tant que ça. Imaginons que dans un lieu quelconque – un dîner mondain, un atelier d'usine, la salle des profs d'un lycée, un cercle littéraire, une manifestation anti-système, un club de golf... – quelqu'un commence une phrase par « *Les journalistes...* ». La probabilité que la suite donne quelque chose comme « *...exercent certainement un métier difficile* » ne semble pas tellement plus élevée dans un salon raffiné que dans un vestiaire de foot.

Pure spéculation, certes... J'avais proposé à une étudiante de sonder sur ce point des esprits savants et impartiaux : ceux des auteurs de dictionnaires¹⁰. Une petite mais vaillante communauté où l'on sait peser les mots. De fait, pour les 20 ouvrages dépouillés, les définitions des divers termes se rapportant aux journalistes ne montraient, par rapport à ceux concernant les enseignants pris pour comparaison, qu'une imperceptible réticence (5,5 % d'énoncés négatifs contre 0 % pour les pédagogues). Mais les vannes de la réprobation s'ouvraient avec les citations

¹⁰ Marie-Christine Corbeil, « Les représentations des journalistes dans les ouvrages "de référence" », PIRPC (dir. B. Labasse), Université d'Ottawa, 2013.

livresques sélectionnées comme exemples, dont plus de la moitié (51,3 %) étaient franchement négatives et 5,0 % positives (contre respectivement 9,9 % et 5,6 % pour les enseignants). Trahissaient-elles une secrète répugnance des lexicographes ou simplement celle du corpus d'auteurs dans lequel ils auraient pioché au hasard ? Peu importe, puisque les deux hypothèses entraînaient la même conclusion : celle-là même que les sondages ne cessent de ressasser.

Entendons-nous bien : Les journalistes donnent certainement prise à la critique, comme le signalait Ésope, et celle-ci est même salubre tant qu'elle se fonde en raison sur les conditions de possibilité et d'utilité de ce métier, bref sur un peu d'attention à ce qu'il peut être ou non. De surcroît, les esprits moralement les plus exigeants ne sont pas toujours les plus sots. Ainsi cet autre membre de mon cénacle imaginaire, qui lançait dans les pages de *Combat* des appels aussi beaux que profonds à l'élévation du journalisme. Je t'aime trop, Camus, pour te demander si la presse austère dont tu rêvais favoriserait vraiment la société que tu espérais. Surtout à l'époque des réseaux numériques...

Quant aux plus irréfléchis des lieux communs vertueux, leur profusion caquetante ne me dérange pas tant que ça en réalité. À part la secrète jalousie que j'éprouve envers ceux qui se jouent si aisément de questions qui me paraissent à moi diaboliquement tortueuses. Et le petit malaise que j'éprouve à me sentir dans la foule des moralistes comme un agnostique dans une communauté évangélique texane. Instruit par Alphonse Allais (« *j'ai perdu tout sens moral à la suite d'une chute de cheval*¹¹ »), je soupçonne que je dois simplement mon handicap à un penchant de jeunesse pour les équilibristes qui n'était pas toujours payé de retour. Le diagnostic s'est d'ailleurs confirmé l'an dernier, au hasard d'une tentative impromptue de retrouver ces joies oubliées, quoique le lieu s'y prêtât plutôt mal (au continent des Harley-Davidson on ne monte pas plus un cheval qu'on ne pilote une moto, on s'assoit dessus). La saison s'y prêtant encore moins, une plaque de glace m'a surtout remémoré le lien entre la locomotion équestre et l'attraction terrestre. Or, contrairement à ma dignité et mon postérieur, mon instinct éthique n'a pas du tout souffert

¹¹ *Silvérie ou les fonds hollandais*, Flammarion, 1898.

du choc, ce qui confirme bien qu'il n'y avait plus grand-chose à perdre sur ce plan.

Malgré tout, je conserve une foi naïve en la valeur intrinsèque de certaines choses. En autres, l'utilité du journalisme dans la société. Et c'est surtout pour ça que les anathèmes péremptoirs me dérangent tout de même un peu. Pas parce qu'ils sont infondés. Parce que leur ascendant irrésistible les rend nuisibles. Toxiques, dirait Paracelse. Adjectifs peut-être un peu forts : « contre-productifs » serait plus juste, mais le côté managérial du terme convient mal à l'élévation d'esprit que l'on est en droit d'attendre d'une chronique. Nuisibles, donc, car en décourageant de penser ce qu'ils dénoncent, ils lui permettent de perdurer et de prospérer en catimini.

Maîtriser le noble art du racolage

Prenons justement le sensationnalisme, dont je n'ai guère vu de professionnel peser publiquement le pour et le contre, quoique beaucoup le pratiquent avec ardeur. Ni entendu quiconque remarquer que l'antonyme de *sensationnel* est au choix *banal*, *insipide* ou *casse-pieds*... Imaginons maintenant un cours de journalisme qui, toute honte bue, se consacrerait sérieusement au noble art du racolage. Un cours qui, partant de l'axiome selon lequel intéresser le plus grand nombre est un devoir professionnel et civique, aiderait notamment à soupeser plus nettement la dose – variable selon les cas et les publics – à laquelle cet impératif devient bel et bien poison. Irait-on jusqu'à y inviter tel producteur d'émissions de débats pour réitérer publiquement que « *la bonne télé c'est du spectacle* » ? Pourquoi pas : si j'en crois l'article qui le rapporte¹², il pourrait constituer un bel exemple toxicologique du péril des doses trop fortes. Mais dans ce rôle ingrat, il serait peut-être plus utile que cette exécution machinale qui couvre d'un brouillard indistinct ce qu'elle croit combattre. Ainsi les spécialistes de la sécurité aérienne se sont-ils avisés que des avions s'écrasaient au décollage parce que les pilotes, las d'être assaillis pour un oui ou pour un non par des alertes criardes,

¹² Mathieu Deslandes, « "Le journalisme, c'est pas du spectacle" : rencontre avec un repenté des chaînes info », INA – *La Revue des médias* [en ligne], 14.10.2020.

avaient discrètement pris l'habitude de déconnecter le fusible qui les aurait sauvés.

Un journalisme sourd à toute alarme, privé de fusible ou plongé dans une confusion hébétée par trop d'avertissements futiles et d'injonctions contradictoires : tel est le vrai risque pour les passagers de l'espace public. Et le dossier du sensationnalisme n'en est qu'un exemple.

Voyons par exemple celui de la « circulation circulaire de l'information ». Ainsi Bourdieu – qui, biais de surconfiance ou pas¹³, n'était pas la moitié d'un imbécile – avait-il désigné la manie bien connue qu'ont les journalistes de se lire entre eux. La perversité de la chose saute en effet aux yeux, tant elle est lourde de conformisme paresseux et d'errances démultipliées. Sûrement, il vaudrait mieux que tout professionnel aborde chaque actualité d'un œil vierge. C'est sans doute pour ça que, sur cette pratique pourtant universelle, les manuels de journalisme sont plus muets qu'un malfaiteur endurci. Regrettable silence, car tout autre discours qui vise à livrer un avis informé et fondé en raison – un diagnostic médical, un jugement légal, une recherche scientifique... – se doit au contraire d'examiner méthodiquement les écrits précédents sur le sujet¹⁴. Parce qu'un regard naïf n'est justement que ça : naïf. Je ne sais pas trop s'il serait préférable d'avoir des médecins, des juges ou des chercheurs naïfs, mais personne n'a en tout cas besoin de journalistes naïfs : il y en a déjà bien assez. Nettement trop à mon avis. Ni de journalistes spontanés : les réseaux sociaux peuvent fournir toute la spontanéité que l'on voudra. Le chapitre manquant est précisément celui qui saurait écarter l'alternative rousseauiste entre une perception candide et une perception biaisée de l'actualité, assumant le caractère collectif quoique conjectural de la connaissance factuelle, et donc l'absolue nécessité de lire (entre autres !) ses confrères, mais avec les connaissances, l'entraînement

¹³ Son livre sur le journalisme a été légitimement flagellé par des spécialistes des médias pour ses lacunes, erreurs ou raccourcis sur ce sujet, mais je ne suis pas convaincu que les approximations qui parsèment ce bref essai le privent pour autant d'intérêt dans ce... champ.

¹⁴ Avouons-le une fois de plus, certains des éléments que j'évoque ici ont déjà été publiés auparavant, mais sous la forme plus austère que requièrent les bonnes manières scientifiques (« Du journalisme comme une méso-épistémologie », *Communication*, vol. 33, n° 1, 2015).

et le recul critique d'un professionnel compétent et vigilant. Bref, d'un professionnel tout court.

Dans le grand livre du mal

Plus on y songe, plus l'abîme s'ouvre dans une vapeur de soufre. Ce n'est pas un chapitre que l'on pourrait écrire avec tout ce que la morale réprouve et que des journalistes peccamineux pratiquent la tête basse, avec les moyens du bord comme jadis les avortements clandestins. C'est un manuel entier. Le grand livre du mal. Voyons la partie sur la *course au scoop*. Course qu'explique si bien l'obsession atavique de vendre du papier. Te souviens-tu Théophraste, mon vieil ami, de ce savant estimé qui tempêtait contre tes révélations sur la condamnation de Galilée, toi « *chétif imprimeur* » avide de « *vendre trop chèrement des coquilles en les profanant et divulguant comme il le fait avec ses adresses à des gens de peu [...] pour en faire tant de bruit et de scandale*¹⁵ » ?

– *Il aurait bien voulu savoir d'où je tenais ce que j'ai publié, s'amuse Renaudot dans ma tête, mais il était sûrement sincère quand il trouvait la Gazette trop chère puisque, si méprisable qu'elle soit, il n'arrêtait pas de me harceler pour la recevoir gratuitement : j'étais peut-être en avance sur bien des choses, mais pas sur la presse gratuite...*

Ne dérivons pas de la question. C'est mal, ça, la course au scoop. Très mal. Aucun doute là-dessus. Tout universitaire sait bien que dans son métier, il importe de ne jamais chercher à savoir quelque chose avant les autres et que les connaissances progresseraient mieux si on les laissait simplement tomber des arbres. On raconte que c'est arrivé une fois, en Angleterre. Heureusement, l'actualité est plus généreuse que la nature : au lieu d'une pomme de temps en temps, les organisations publiques et privées dispensent chaque jour avec largesse tout ce qu'il faut pour remplir les tuyaux. Communiqués creux, événements bidons, langue de bois à gogo : il faut décidément être pervers pour vouloir se fournir ailleurs. D'autant que ceux qui dénoncent le plus vertement la course au scoop sont généralement ceux qui fournissent eux-mêmes ce que le public a besoin de savoir : qui pourrait être mieux placé qu'eux pour en juger ?

¹⁵ *Lettres de Peiresc aux frères Dupuy 1634-1637*, tome III, Imprimerie nationale, 1892, p. 15-16 et 28 (orthographe modernisée par moi).

Malgré tous mes efforts pour adhérer aux canons de la vertu, je ne parviens décidément pas à voir un modèle de bon journalisme dans la reproduction machinale de discours autorisés et de réponses dilatoires. Pire ! Je n'arrive pas à me purger de l'idée malsaine qu'au contraire, la passivité foncière de bien des journalistes est quelque chose de « mal » selon les deux points de vue – commercial et civique – qui conditionnent ce métier. Ni à me convaincre que la proportion du journalisme dit « d'initiative » dans un journal, en particulier les enquêtes opiniâtres et les questionnements nouveaux, est l'indice de sa turpitude plutôt que de sa valeur. Toujours sur ces deux plans.

Mais préférer les chiens de chasse aux chiens couchés (métaphoriquement parlant¹⁶) n'empêche pas de comprendre que la course au scoop est une drogue dangereuse. Je pourrais même témoigner de quelques procédés d'extorsion dont j'ai usé jadis et dont je ne suis pas très fier, mais je ne suis pas encore prêt à m'en confesser. D'autant qu'il serait facile de trouver pire, par exemple dans le cas tristement célèbre de la couverture de l'« affaire Gregory ». Bien sûr qu'à une certaine dose le besoin d'être le premier est vénéneux. Il l'est partout. Immanquablement. On réalise aujourd'hui avec effarement à quel point la course aux découvertes scientifiques et médicales est infectée par des publications frauduleuses (filouteries diverses ou affabulations pures et simples) qui égarent ensuite ou retardent toutes les recherches qui s'y fient. Mais alors... comment se fait-il que la même soif d'antériorité que l'on condamne chez les journalistes continue à être célébrée dans le monde universitaire – et d'ailleurs chez les explorateurs, écrivains, sportifs, inventeurs... – comme l'aspiration la plus noble qui soit ?

Peut-être parce qu'on y subodore que c'est le moteur de la performance du corps ou de l'esprit : arrêtez-le et tout le monde s'assoit. On pourrait essayer, disons, chez les cyclistes. Plus de classement, puisqu'il entraîne des abus déplorables, dont le dopage et les sprints dangereux : dorénavant, on participera pour le plaisir. Le Tour de France risque d'être un peu long cette année. Long à démarrer, déjà, si l'on espère réunir plus que des amateurs de

¹⁶ En pratique, il s'avère plus commode de caresser un chien couché que de courir après un limier galopant on ne sait où.

cyclotourisme. Ceci dit avec tout le respect que je dois aux cyclo-touristes : j'en sais de fort estimables, dont un excellent spécialiste des médias et quelques journalistes notables. Mais en termes de spectacle, si l'on abolit le désir d'être premier, le... sensationnalisme de la chose risque d'en prendre un coup. Et du côté de la recherche scientifique, il vaudrait mieux ne pas trop avoir besoin d'un nouveau type de vaccin un de ces jours.

À moins, si je comprends bien, que la course à la primauté soit une valeur hautement recommandable partout sauf chez les journalistes, ce qui est noble ailleurs étant chez eux vil par nature. Je saisis à peu près l'idée mais j'ai vaguement l'impression qu'ils se font avoir quelque part...

Damné pour damné, autant continuer mon dictionnaire du diable. À la lettre C, on se demanderait par exemple s'il se pourrait que les journalistes ne soient *pas assez* corporatistes (si l'on considère que le vrai corporatisme requiert l'observation de normes communes et d'engagements explicites). Arrivé à I, on ne manquerait pas d'évoquer l'« irresponsabilité » bien connue de ces enfants assez inconséquents pour ne jamais écouter les grandes personnes, et peut-être leur « ignorance » alors qu'il est si facile à n'importe qui d'autre de maîtriser savamment un nouveau sujet tous les jours. À P, on évoquerait la répugnance des médias pour les nouvelles *positives* : il n'y a pas de guerre en cours entre la Suisse et le Liechtenstein, mais ça, comme par hasard, les journaux n'en disent jamais rien ! D'ailleurs, le genou d'Achille était excellent et on ne parle que de son talon. Ça me révolte.

À S comme *scabreux*, on applaudirait la pudeur de rosière avec laquelle les « représentants du public » de certains conseils de presse ou autorités de l'audiovisuel militent pour que soit cachée la moindre goutte de sang qui troublerait notre monde idéal. Jusqu'à V, où l'on s'émervellerait de voir la célébration inconditionnelle du très légitime droit à la *vie privée* l'étendre aux comportements les plus ostentatoires sur la voie *publique* (ou sur la place du même nom). Sans compter les menottes des prévenus que l'on ne saurait montrer et les logos qu'il convient désormais d'occulter sur la moindre casquette ou la plus fugitive camionnette en arrière-plan.

Mais tout ça ne servirait guère qu'à prévenir ces touristes qui pourraient s'étonner en France de voir le téléviseur de leur chambre d'hôtel ne montrer que des images floutées : inutile d'appeler la réception, la réparation n'est pas du ressort d'un technicien. Ni de quiconque. On ne peut pas s'opposer à la vertu.

Fatigué de lever le doigt, tout au fond de ma boîte crânienne, un petit restant de morale oublié finit par empoigner un porte-voix : *En voilà, une belle discussion de comptoir ! Un Tartuffe contre les Tartuffes, combattant les lieux communs avec d'autres raccourcis...*

Décidément, la morale est toujours acrimonieuse mais rarement dépourvue de quelque fondement.

Évidemment qu'il faudrait farcir tous ces points avec des précautions et des nuances qui commenceraient toutes par « ...mais d'un autre côté ». J'ai dit que c'était compliqué, non ? Et il va de soi que la réprobation des excès dans le journalisme – ou d'ailleurs dans n'importe quelle autre pratique sociale et je doute vraiment que ça soit la pire – l'aide non seulement à s'améliorer dans l'absolu mais aussi à suivre (si possible avec un peu de recul...) l'évolution rapide des sensibilités de la société dans laquelle il s'inscrit.

Mais la répugnance réflexe ou militante qui entoure le métier d'informer, particulièrement virulente aux deux bouts de l'échelle sociale, n'en est pas moins aveugle. Comme une piñata morale, le bâton cogne tout le monde et manque généralement sa cible. Le bon journalisme en sort meurtri, le mauvais s'en moque. Au pays des écrans floutés, par exemple, le chef de service web d'un grand quotidien régional continuera à exiger de stagiaires arrivés pleins de vaillance qu'ils « démarquent » (terme de métier pour « plagier ») des sornettes invraisemblables du *Daily Mail*¹⁷. Dans un autre, on imposera qu'ils racontent en termes flatteurs un événement local auquel nul n'a pu se rendre.

Si, si, ça arrive vraiment. C'est ce qu'on appelle l'« apprentissage par la pratique » dans certaines rédactions, y compris nationales.

¹⁷ Mais non, je ne me contredis pas sur la presse tabloïd, en tout cas pas plus qu'Ésope.

Le poisson pourrit par la tête

« *Le poisson pourrit par la tête* », disaient les sages romains en jetant celle-ci. Dans bien des médias, on jette le corps encore frétilant et on promeut la tête odorante. C'est ainsi que la légendaire « presse pourrie » peut effectivement s'avarier : la moisissure, quand il y en a, part usuellement de l'actionnariat ou de la hiérarchie, rarement des fantassins de l'actualité. Quand ceux-là pêchent, c'est souvent par naïveté factuelle ou candeur idéologique, mais surtout par flemme, par nécessité de produire à jet continu, bref : par découragement. Un découragement alimenté autant par les remontrances symboliques que par les pressions économiques, qui finit par dissuader de réfléchir à ce qu'on fait, pourquoi on le fait, comment on le fait : on perd vite la foi quand tout vous en écarte. Naïveté, précipitation, découragement... des fautes vénielles qui dépendent largement de la culture interne des entreprises d'information : j'en connais d'admirablement épargnées. Mais pas épargnées par la stigmatisation générale.

La dénonciation condescendante qui accable le journalisme est comme le kantisme selon Péguy : elle a les mains pures, mais elle n'a pas de mains. La similitude s'arrête là, bien sûr : le kantisme part d'une réflexion minutieuse, l'autre part des tripes. L'homme de Königsberg s'épuisait à démontrer, l'homme de la rue (érudits compris) ne peut qu'asséner. Vite, un autre de mes fragments de sagesse romaine préférés : « *Ce qu'on affirme sans preuve doit se rejeter sans preuve* ». C'était un adage juridique, ça ferait une belle maxime pour un cours de journalisme.

Ce qu'on affirme sans argument doit se rejeter sans argument : voilà pourquoi on peut bel et bien être contre la vertu. Pas la vertu informée des praticiens et des spécialistes des médias qui en développent une critique articulée : même quand le doute méthodique n'est pas sa caractéristique la plus visible, mieux vaut une critique discutable que pas de critique du tout. Contre la vertu indiscutable. Celle qui surplombe les faits et les hommes, juchée sur l'assurance de valoir plus que les uns et les autres. Mais puisque j'ai tant de difficulté à entendre (dans les deux sens du terme) les énoncés dont la prémisse est « c'est mal » au lieu d'en être la conclusion, peut-être parviendrais-je quand même à

sauver mon âme si j'arrivais à imaginer un journal assez vertueux pour échapper à tant de réprobations.

Inutile de compter sur le chœur des cœurs purs : uni dans le *lamento*, il plonge dans la cacophonie dès qu'on passe à l'*allegro con brio*. Faudrait-il une tribune progressiste ou réactionnaire plus exaltée ? Il en existe déjà assez pour que les camés de l'opinion se procurent facilement leur dose : pas de gros potentiel d'innovation dans ce domaine. Non, ce qu'il faudrait c'est un média qui donne enfin la parole aux vraies gens. Flûte, ça existe aussi ! Facebook, Twitter et les autres m'ont pris de vitesse. Ou alors un organe impartial, dont toute frivolité serait strictement bannie. Dommage que le *Journal officiel* et la *Gazette du Canada* y aient pensé avant moi...

Je cherche, je cherche... Sursaut d'espoir en retrouvant le manuel de journalisme de Kim Jong-il : il me revient que « *le grand leader et bienveillant professeur [...était] toujours parmi les journalistes, leur enseignant en détail tous les problèmes concernant leur activité et les conduisant gentiment à écrire ou compiler d'excellents articles*¹⁸ ». Compiler ? Vraiment ? Bah, au moins le démon du mercantilisme ne menace pas ici. Hélas, mille fois hélas ! Dès la page 17, j'apprends que l'actualité ne doit surtout pas être « *affaiblie* » et qu'un « *langage puissant est requis* » puisque les « *magnifiques circonstances [...] exigent plus qu'un langage élégant* ». Sensationnalisme, quand tu nous tiens... J'aurais pourtant dû me souvenir que Trotsky s'élevait aussi contre le terne contenu de la presse soviétique¹⁹ et l'exhortait même à ne pas se « *détourner de la curiosité et des instincts de l'homme en général* ». Un peu plus de sexe et de sang, peut-être ? C'est cela même : « *Nous sommes un État révolutionnaire et non un ordre spirituel ni un monastère. Nos journaux doivent satisfaire non seulement la curiosité la plus noble, mais aussi la curiosité naturelle* ». Tant pis. De toute façon, les choses étant ce qu'elles sont, il me faut un journalisme qui puisse fonctionner dans une économie de marché. Mais sans pour autant tirer sur sa laisse côté course au scoop et irresponsabilités diverses.

¹⁸ République populaire démocratique de Corée, 1983, *The great teacher of journalists : Kim Jong-il*, édition anglaise par Fredonia Books, 2002.

¹⁹ Léon Trotsky, 1923, « Le journal et son lecteur », dans *Les questions du mode de vie*. Les Classiques des sciences sociales, 2010, p. 29.

Une terre préservée des excès

J'y suis ! Il existe au moins un modèle de responsabilité journalistique aussi capitaliste que possible. On le doit à la houlette éclairée d'une dynastie pétrolière, c'est tout dire. Bien mieux que la famille Ewing, la famille Irving. L'une habitait au Texas, vers Dallas je crois. L'autre ne se contente pas d'habiter au Nouveau-Brunswick : elle le possède plus ou moins. Le raffinage, bien sûr mais aussi les forêts, une bonne partie des commerces, la construction navale, le pouvoir politique – ça va de soi –, les pommes de terre, un bon nombre d'autres choses et, ah oui... les journaux²⁰. Détenant les principaux quotidiens et hebdomadaires plus l'essentiel de la presse gratuite et imprimant à peu près tout le reste (où j'imagine qu'elle est également un annonceur publicitaire important), elle a poussé l'art de la concentration à un niveau de pureté jamais rêvé ailleurs en occident. Peut-on imaginer de conditions plus propices à un journalisme préservé de la course au scoop et d'autres propensions irresponsables ? Où donc pourrait-on mieux s'abstenir d'importuner les gens sérieux, de perturber l'économie, de troubler le public avec de vaines polémiques ou de l'inquiéter pour un rien ?

De fait, lorsqu'une partie de la raffinerie Irving de Saint-Jean, la plus grande du Canada, s'est transformée en chaleur et en lumière à la suite d'un défaut d'entretien, la presse locale a sagement résisté à l'excitation des nouvelles angoissantes. Il faut savoir être positif. Pour ne pas tourmenter les familles alors réunies autour de la dinde également fumante de l'action de grâce, le *Telegraph-Journal* a donc titré très responsablement « *Le miracle de Thanksgiving* ». L'explosion miraculeuse et l'incendie inespéré qui l'avait suivi n'avaient fait que 5 blessés dans le personnel. 80 prétendent les intéressés. Dans les rues pavillonnaires qui entourent l'usine, les achats de cierges ont dû monter en flèche devant une telle efficacité de la grâce divine.

Soyons donc positifs également en saluant l'élévation morale d'une famille qui, bien que productrice de papier (j'avais oublié

²⁰ On exagère à peine. Pour un panorama plus précis, se reporter à Jacques Poitras, *Irving vs. Irving* (Penguin Random House, 2014) et, en ce qui concerne le journalisme, à Elisa Serret « Au Nouveau-Brunswick, on ne mord pas la main qui nous nourrit » (Radio-Canada, 27.11.2019).

ça), ne fait apparemment²¹ rien de trop pour le vendre une fois noirci. En fin de compte, la vertu existe : je l'ai enfin trouvée. Mais on me pardonnera de préférer mes journaux habituels. Le bon journalisme existe aussi : j'en lis tous les jours. Pas toujours sans grogner un peu – croyez-moi ou pas, je me défends assez comme critique de presse²² – mais avec sérénité : Paracelse, qui lit par dessus mon épaule, m'affirme que je ne risque rien.

²¹ Je ne sais plus que penser... Pour le simple plaisir de me perturber, Jamie Irving, vice-président de Brunswick News Inc. et aussi (tiens ?) de l'association canadienne des médias d'information, signe ce matin même dans *La Presse* (29.03.2021) un article plutôt brillant contre Google et Twitter, qu'il accuse à juste titre d'avoir créé dans plusieurs états américains de « vastes "déserts d'information" ». Il y souligne, toujours à juste titre, que « des reportages locaux honnêtes sont essentiels à la santé d'une démocratie » et soutient les législateurs qui s'opposent aux « monopoles » : « Maintenant, ce sont Facebook et Google qui représentent la richesse et le pouvoir. Et ils ont cruellement besoin d'être perturbés à leur tour. » Non seulement j'aurais pu signer son texte sans en changer une virgule, mais j'hésite à ne voir sous cette plume qu'un cynique plaider *pro domo*. Même si le Nouveau-Brunswick avait sévèrement été qualifié de « zone dévastée du journalisme » (*journalist disaster zone*) dans le paysage médiatique canadien, je crois sentir une certaine sincérité dans son propos et possiblement un réel goût pour le journalisme. Personne n'est tout noir ou tout blanc. Et puis... le second titre du *Telegraph-Journal*, le petit en bas, parlait quand même d'une « explosion terrifiante ». Décidément, rien n'est simple dans ce domaine...

²² Acharné à me compliquer la vie, le hasard m'envoie, en même temps que le manifeste d'Irving, un ouvrage tout frais de François Jost (« Médias : sortir de la haine ? », CNRS Éditions) qui semble justement porter sur le thème de cette chronique. Pour ne pas lui permettre d'interférer importunément avec celle-ci, je crois que je vais plutôt en faire une brève note de lecture plus loin.

Disruption, piège à cons

*(de quelques différences entre une analogie
et une stratégie)*

Les métaphores sont de vieilles amies du journalisme... mais moins que le scepticisme. Avant de trop miser sur une similitude apparente, les professionnels de l'information feraient bien de l'examiner d'un peu plus près.

Si elles peinent à trouver des remèdes au mal qui les mine, les entreprises de presse ont au moins un nom à mettre dessus : la *disruption*. Le diagnostic leur avait été annoncé il y a plus de dix ans par l'American Press Institute (API) avec assez de conviction pour entraîner les plus hésitants. Trop de conviction, peut-être, pour les arguments avancés.

Comment ? Se pourrait-il donc que nous ne soyons pas si disrompus que cela ? Oserait-on nier que Facebook, Twitter et leurs semblables n'arrêtent pas de nous disrompre ? Et que pendant ce temps, dans mille garages californiens, des hordes de disrupteurs juvéniles sont en train d'inventer de nouvelles façons disrompantes de nous arracher le peu qu'il nous reste ?

Convenons au plus vite que Facebook et Twitter existent bel et bien. Convenons aussi que la notion de disruption présente de nombreux atouts. Dont la plaisante simplicité dans laquelle elle dissout des facteurs compliqués, le réconfort moral qu'elle prodigue (la disruption, c'est de la faute des autres) et les solutions qu'elle fait scintiller : puisqu'on veut nous disrupter, disruptons-nous nous-mêmes et tout ira mieux.

Ces qualités se reconnaissent sans peine à l'enthousiasme avec lequel l'American Press Institute s'était fait le héraut de cette idée

dans le plan de sauvetage qu'il avait lancé comme une bouée aux éditeurs désemparés¹. Mais quelle idée au juste ? Celle – pour résumer – que les entreprises traditionnelles qui dominent un marché sont vouées à être attaquées et souvent renversées par des nouveaux venus offrant à moindre coût des produits de moins bonne qualité conçus dans des perspectives différentes.

L'API, on s'en doute, n'avait pas imaginé tout seul une hypothèse aussi sophistiquée. Elle lui avait été fournie prête à l'emploi, solutions comprises, par Innosight, le cabinet de consultants qu'il avait appointé pour remettre autant que possible les éditeurs dans le droit chemin. Et celui-ci n'avait pas eu à chercher très loin non plus, puisque son principal objet était de transformer en conseils monnayables le best-seller de son fondateur, Clayton M. Christensen. L'inventeur de cette « disruption » qui hante aujourd'hui tous les esprits, c'est lui.

On aurait pu trouver pire. Par rapport aux standards de rigueur scientifique des articles que publie la *Harvard Business Review*, laquelle épate plus les managers qu'elle n'impressionne les universitaires, les siens sont relativement argumentés. Et quoi qu'il ait soulevé bien des critiques, le modèle de la disruption qu'il a développé dans *The innovator dilemma*² s'appuie, à défaut d'un quelconque substrat théorique, sur quelques études de cas assez détaillées. En particulier sur les avatars de l'industrie des pelles mécaniques et des fabricants de disques durs.

De celles-ci, donc, Christensen a dérivé pour le bénéfice de l'API et des responsables éditoriaux une prescription propre à traiter leurs maux. Il serait heureusement trop long d'en examiner tous les détails ici, ce qui m'évite d'avoir à convenir que quelques points semblent assez judicieux. Mais le principal remède qu'il préconisait pourrait bien aggraver l'état des patients, en particulier les plus fragiles. Il est même probablement en train de le faire.

Selon le plan, les journaux attaqués sur leurs revenus et leur audience par une multitude de services novateurs et peu coûteux doivent eux-mêmes se transformer au plus vite en portfolios de

¹ *Newspaper Next : Blueprint for transformation*, API, 2006.

² Boston, Harvard Business Review Press, 1997.

services innovants et bon marché. Jusque-là, rien de bouleversant : des portfolios de services divers, les quotidiens s'efforcent d'en développer depuis le XIX^e siècle au moins, et beaucoup s'y essayent aujourd'hui avec une ardeur renouvelée (et des succès mitigés). Le diable est dans les détails, celui des coûts évidemment, face à des « disrupteurs » bien plus compétitifs.

Le problème, avertit Christensen avec le genre de patience navrée qu'affiche mon médecin quand il évoque mes habitudes de vie, est que les journaux accordent bien trop d'importance à leurs produits, attachement désuet qui ne manquera pas de les entraîner dans la tombe.

Le salut par le *good enough*

Le salut, dès lors, se résume à deux mots : viser le *good enough*. Tendre en d'autres termes vers le plus bas niveau de qualité possible restant à peu près consommable par le public.

Ça aussi, certains des journaux le font depuis belle lurette. À une époque où je faisais un peu le même job que Christensen (pas pour le même prix, bien sûr, mais la Fédération nationale de la presse française me glissait de temps en temps de quoi acheter un peu de riz pour ma famille), j'avais pu observer de près l'effet qu'obtenaient les textes de correspondants locaux publiés sans révision et les articles boiteux extorqués à des pigistes faméliques par des chefs de service désabusés. Ça ne marchait pas.

Ou, plutôt, ça marchait très bien mais dans l'autre sens : quelques centaines de tests statistiques – du genre que l'on chercherait en vain derrière les intuitions de Christensen – montraient même une corrélation fascinante entre la qualité perçue des journaux et leur robustesse ou leur effondrement commercial. Le fait que ces résultats s'accordaient avec ce qu'indiquait une revue des recherches antérieures – du genre que l'on chercherait également en vain chez Christensen – est aussi à noter.

Mais peut-être la stratégie du *good enough* ne vise-t-elle que les nouveaux contenus ? Ici, les données manquent un peu. C'est le moment de recourir à l'un des outils les plus précieux de l'art du consultant, la démonstration anecdotique. Voyons par exemple

un quotidien, généralement avisé, adjoignant un beau jour à son portfolio un dictionnaire de citations en ligne. Ce n'est pas exactement une innovation fracassante mais enfin, ça peut toujours attirer quelques internautes (ils peuvent voter pour leur dicton préféré) et recueillir un peu de publicité.

Et, surtout, ça ne coûte pas cher. Sûrement pas cher, si l'on considère non seulement que ces fragments de sagesse ne sont pas sourcés, mais aussi qu'ils sont farcis de maximes douteuses ou totalement imaginaires. À l'internaute qui, convaincu par la belle formule de Lincoln : « *Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance* » (dommage que Lincoln n'ait jamais dit ça) voudrait lui aussi essayer l'ignorance, la colonne de droite propose exactement ce qu'il faut, sous des titres comme « *Hyper flippant [...] l'étrange découverte sous les ruines du World Trade Center* » ou « *La nouvelle fonctionnalité de ce robot sexuel choque le monde* ». Un modèle de partenariat intégratif sur une seule page web : le titre d'un grand quotidien couvrant de son aura un « dictionnaire » fantaisiste et une colonne de pièges à clics, l'un et l'autre fournis par d'entrepreneurs Acteurs-de-la-Nouvelle-Économie (statut valant tous les diplômes).

On aurait pu choisir bien d'autres exemples, dont la multiplication de blogues d'amateurs tout enflammés de candeur péremptoire sous le logo de journaux, mais sans leur supervision éditoriale. Ou même la délégation de la totalité d'un espace de critique culturelle aux internautes, rebaptisés « chroniqueurs bénévoles ». Comme disait si bien Lincoln : « *Si vous trouvez que le journalisme coûte cher, essayez l'user-generated-content* » (puisque la véracité des citations n'est pas dans l'esprit *good enough*, je ne vais pas me gêner).

D'accord, beaucoup d'amateurs compétents peuvent fournir des contenus de très bonne qualité (*Attention !* gronde Christensen, *ce n'est pas du tout le but*). Et une multitude d'initiatives de journaux... disons beaucoup... en tout cas un certain nombre, sont vraiment novatrices et fécondes. On les reconnaît généralement au fait que c'est justement le genre de choses que les Acteurs-de-la-Nouvelle-Économie ne font pas déjà et qu'ils ne sauraient pas faire. Et que, généralement, elles coûtent quelque argent (des salaires, déjà).

Mais au sein des journaux, bien des « relanceurs » préfèrent s'en tenir au fameux adage de Lincoln : « *Si vous trouvez que votre marque ne vaut rien, essayez de la dévaloriser complètement.* »

Miser un peu partout

Au fond, Christensen est un joueur. Inspiré par le célèbre conseil de Lincoln à James Gordon Bennett : « *Si vous croyez que le journalisme est fichu, essayez n'importe quoi d'autre* », il préconise de miser un peu partout. Pas beaucoup chaque fois mais sur le plus grand nombre de cases possible, laissant la nouvelle économie ratisser les jetons, récompenser un gagnant de temps en temps et montrer la porte à tous ceux qui auront perdu leurs fonds. L'issue de la partie se lit déjà dans les brochures de prévention qu'on distribue à Las Vegas : les plus avisés continueront à miser avec méthode et détermination, en veillant avant tout à préserver la source de leur capital. Les plus désespérés braderont tout ce qui leur reste, réputation comprise, pour solliciter le hasard encore et encore, passant d'une table à l'autre sans même remarquer les traces de goudron et de plumes sur les costumes voyants de leurs nouveaux partenaires. Qui pourrait le leur reprocher, puisque de toute façon, la théorie de la disruption leur a annoncé qu'ils étaient condamnés ? Seulement voilà, la théorie ne pouvait pas affirmer ça.

Comme me le disait Lincoln l'autre jour, « *Si tu trouves qu'un modèle fonctionne mal, essaye d'examiner ce sur quoi il se fonde.* » Voyons, Abraham ! Ce serait bien trop long et fort ennuyeux dans une chronique. D'ailleurs, beaucoup d'autres s'en sont déjà chargés³. « *Alors...* poursuivit le long chapeau après un silence songeur, *que dis-tu de celle-là : Si tu trouves que ça te fatigue trop, essaye au moins de voir si l'application du modèle est valide.* »

Ça, au moins, c'est facile : elle ne l'est pas.

Pour étayer sa thèse, les cas que Christensen avait recueillis – ou choisis à dessein (« *hand-picked* »), glisse fielleusement une autre

³ Le lecteur curieux en trouvera facilement des exemples dans la littérature scientifique (« *Disruptive innovation: In need of better theory* » ; « *Demystifying disruption* »...), mais aussi dans des périodiques spécialisés comme *The Economist* (« *Disrupting Mr Disrupter* »...) et même dans la presse généraliste (« *Why it's time to retire 'disruption'* »...).

chercheuse⁴ – devaient avoir des points communs essentiels. Ces sociétés étaient reconnues pour la performance de leur gestion passée, caractérisée non seulement par sa pertinence mais aussi par une politique constante de recherche-développement, ainsi que de contrôle de la qualité, et plus généralement par un investissement obstiné dans l'amélioration permanente de leurs méthodes et de leurs produits. On n'offensera personne, j'espère, en suggérant que ce n'est pas exactement le portrait-robot d'un journal typique (précisons au besoin que « recherche-développement » n'est pas équivalent à « direction des ventes » ou « *webdesign* » et qu'il y a une petite différence entre « démarche qualité » et « courrier des lecteurs »). C'est un point important pour comprendre ce que Christensen avait en tête lorsqu'il affirmait que les entreprises victimes de la disruption avaient poussé le niveau de leurs produits bien au-delà des besoins des consommateurs.

Mais il est nettement moins important que l'autre point. Tous ces cas portent sur des entreprises industrielles dont les produits avaient une utilité précise sur leur marché, avant que de supposés disrupteurs ne trouvent une façon différente, moins chère, de répondre à peu près au même besoin. Il se trouve incidemment que douze ans après son essai, plusieurs de ces « victimes » se portent de nouveau très bien sans avoir renoncé le moins du monde à leurs ambitions techniques, mais peu importe.

En plaquant d'un geste assuré son modèle venu de l'industrie sur l'économie de la presse, Christensen a négligé ce que sait tout étudiant de première année dans ce domaine. Depuis 200 ans, la presse n'a pas un marché. Elle en a deux : celui des supports publicitaires et celui de l'information. Disrompue, elle est peut-être sur le premier, où les nouveaux-venus ont proposé à la clientèle des annonceurs une façon innovante de répondre à ses besoins (moins bien mais pour beaucoup moins cher et avec d'autres avantages). Disrompue, elle n'est pas vraiment sur le second, son cœur de métier, si l'on excepte les piqûres douloureuses mais non fatales que lui infligent les *pure players* de son domaine. Entendons-nous, cette disruption Google ou Twitter

⁴ Jill Lepore, « The Disruption machine : What the gospel of innovation gets wrong », *The New Yorker*, 23.06.2014.

pourraient tout à fait l'accomplir. La vraie disruption sur ce marché – la tempête parfaite – serait survenue si leur était venue la fantaisie de *produire de l'information*, comme Google a bousculé le marché de la navigation cartographique ou celui de la traduction automatique.

Bien sûr, pour les journaux qui ont déjà succombé au détournement bien réel de ces ressources publicitaires sur lesquelles ils reposaient trop, ces considérations théoriques n'importent plus. Mais imaginons un peu (sauf si l'on est cardiaque) quelle serait la situation si Google se dotait d'un service de nouvelles puissant et innovant au lieu de relayer mollement celles des organes de presse. Quelle difficulté aurait-il à s'attacher des talents et de l'expérience ? À financer un réseau pyramidal de correspondants professionnels, semi-professionnels et amateurs à l'échelle de la planète⁵ ? À imaginer de nouvelles façons de présenter leur production ?

Les grandes plateformes en ligne nuisent certainement aux entreprises de presse traditionnelles, mais pas vraiment parce qu'elles les « disruptent » en produisant un produit moins cher pour le même usage (si tant est que l'information ait un usage précis...). Surtout parce qu'elles détournent de ce marché la clientèle dont elles captent le temps et l'attention, comme le bistrot détournait les paroissiens de l'église, empochant au passage l'argent de la quête.

Bref, même si le modèle de la disruption était valide dans son cadre d'origine, il serait très douteux qu'il puisse être appliqué à la presse. Voilà une réflexion bien abstraite pour des professionnels et des responsables éditoriaux dont l'appétit pour la théorie n'est pas la caractéristique la mieux partagée. D'ailleurs, la rigueur épistémologique n'est pas censée être le critère d'achat prioritaire de la littérature managériale : à l'instar des guides de régimes, on en attend surtout de l'inspiration, de la motivation... et de l'espoir.

Seulement voilà. Si un diagnostic est mal posé, le traitement qui en découlera sera peu opérant au mieux, néfaste au pire. C'est

⁵ Le réseau « Talent Network », lancé par le *Washington Post* de Jeff Bezos pourrait en être les prémices...

semble-t-il le cas de celui-ci. Et il n'y a pas forcément besoin de théorie abstraite pour s'en rendre compte.

Appliqué à la presse, le modèle de la disruption est un raisonnement par analogie conduisant à une stratégie par analogie. Le raisonnement : *ceci ressemble à cela*. La stratégie : *efforçons-nous de ressembler à ce qui nous menace*. Certes, le genre l'exigeait. Les analogies sont à l'essayiste ce que les tourments de l'âme sont au poète : sans elles, on ne peut rien écrire de bon. D'autant qu'en matière de presse, elles s'inscrivent dans une longue tradition : qu'on les conçoive comme des « historiens de l'instant », des « portiers » (*gatekeepers*), des « marchands de soupe », des « redresseurs de torts », des « éboueurs » ou des « chiens de garde » (pour ne pas évoquer divers autres bestioles, généralement nécrophages ou venimeuses), les journalistes ont une solide expérience de la pensée métaphorique, qu'elle soit pratiquée par eux ou contre eux. Il n'y a rien de mal – surtout dans une profession qui a toujours peiné à se définir en elle-même – à solliciter une analogie, même bancale, pour évoquer tel ou tel aspect de son activité. Les problèmes commencent lorsque la comparaison devient raison. Et ils s'aggravent lorsqu'elle dicte la conduite à suivre.

« *Je vois mon journal comme un grand magasin* », me disait (vraiment⁶) le directeur d'un titre local. « *Quand la demande augmente pour un type d'information ou qu'elle diminue pour un autre, j'ouvre un rayon ou j'en ferme un autre.* » Peut-être est-ce ce qui convient pour la grande distribution, mais concevoir un journal comme un dépôt passif d'informations n'est pas forcément une si bonne idée à une époque où la majorité de ces contenus nouveaux peut se trouver facilement sur internet. Incidemment, c'est aussi le problème des grands magasins, ce qui aurait pu suggérer de retourner l'analogie en s'attachant aux différences plutôt qu'aux similitudes. En général, les grands magasins ne produisent pas ce qu'ils vendent. Les journaux, si. Et ce qu'ils vendent n'est pas du papier imprimé. Ce n'est pas non plus de l'information, produit souvent insipide dont la valeur marchande s'est effondrée. Ce qu'ils vendent, c'est du journalisme. Quoi que ça puisse être.

⁶ Cette conversation datant de plus de dix ans, ses propos sont reconstitués de mémoire.

Ça peut même être beaucoup de choses, mais garnir ses rayons de copie routinière récoltée à bas prix ne s'y apparente que par habitude.

Analogie pour analogie, autant filer celle du restaurant, esquissée par Serge July. Les *fast-food* n'ont pas tué les restaurants. Les plats surgelés non plus. Le temps accordé au repas de midi a certes chuté, les pratiques alimentaires se sont déstructurées et bien des gargotes ont fermé, mais d'autres ont ouvert et le secteur de la restauration traditionnelle, s'il a évolué et s'est diversifié, ne semble pas prêt de disparaître. Surtout les bons restaurants, suffisamment conscients d'offrir autre chose que ce que procurent les chaînes industrielles pour ne pas les prendre pour des concurrentes. Les estaminets médiocres, eux, ont plus souffert⁷ (sauf peut-être les pièges à touristes, équivalents alimentaires des pièges à clics). En somme, la restauration n'est pas dépourvue de ressemblance avec l'information. Que l'on y vende de la nourriture pour le corps ou pour l'esprit, ni l'une ni l'autre ne se réduit à déverser des louches de matières premières (des patates crues ou des faits bruts) : la valeur ajoutée y réside non seulement dans la sélection vigilante de celles-ci mais aussi dans le talent avec lequel elles sont associées et préparées pour en exprimer la saveur.

Ce rapprochement peut aider à imaginer l'un des avenir possible du marché de l'information, hiérarchisé depuis la haute gastronomie jusqu'à la *junk food*, mais pas au point de franchir mine de rien les limites de la pensée analogique. Un organe de presse n'est pas un restaurant. Ni un grand magasin. Et encore moins l'une de ces entreprises industrielles sur lesquelles s'appuyait Christensen. Quoi que...

⁷ Dans la demi-douzaine d'études sectorielles dont ce paragraphe a réclamé la lecture (on ne vérifie jamais trop), bien des passages semblent curieusement parler du marché de la presse, par exemple : « *Sur le plan qualitatif, les consommateurs, de plus en plus "noyés" par des offres pléthoriques, ont développé deux comportements. Le premier consiste en un renforcement de l'affirmation de soi, de son jugement, de ses attentes ; le second consiste en une recherche d'émotion, dite "expérience client" Ainsi, le consommateur exerce un regard de plus en plus critique sur ce qu'il consomme. [...] À l'instar des secteurs de la grande distribution ou de l'habillement, nous constatons dans la restauration une désaffection, par segment, pour l'offre de milieu de gamme au profit du haut et de l'entrée de gamme.* » (Eurogroupe/Fonds de Modernisation de la Restauration, *Étude économique sur le secteur de la restauration*, 2012, p. 61 et 63).

Parmi les exemples sollicités par le prophète de la disruption, un cas au moins est très instructif. Justement l'un de ceux qui, contrairement aux études principales qui fondent son livre, ne concernent pas un marché de professionnels (le grand public, à ce que j'en sais, achète peu d'excavatrices de chantier ou de caisses de composants électroniques). C'est celui des motocyclettes. Plus précisément celui de la marque Harley-Davidson, disruptée, explique-t-il, par les petites cylindrées japonaises au cours des années 60 avant de s'efforcer, maladroitement et dans un réseau commercial réticent, de proposer elle aussi des pétrolettes à moindre coût.

Souvent racontée dans les écoles de commerce, l'histoire n'est pas entièrement fausse. Mais enfourchant un engin qu'il connaît apparemment mal, Christensen prend la route à contresens. Non seulement parce que la firme Harley-Davidson n'avait pas été sérieusement disruptée par les modestes vélomoteurs *Super Cub* que proposait alors Honda aux États-Unis (elle s'était plutôt discréditée, auprès d'une clientèle différente, par la fiabilité calamiteuse de ses propres gros cubes⁸), mais surtout parce que la morale de la fable se trouve à l'exact opposé de ce qu'il en retient.

C'est justement en renonçant à diluer son portfolio avec des petites machines de faible valeur et en consacrant son énergie à l'amélioration de ses produits phares que Harley s'est sauvé. Le salut, pour être précis, est arrivé le jour où un groupe de cadres passionnés a racheté l'entreprise à un conglomérat qui en savait plus long sur les économies salariales que sur la production des motocyclettes. Redynamisée, modernisée, l'entreprise a développé de nouveaux modèles qui perdaient moins d'huile et de boulons sur la route, mais n'imitaient personne et misaient sur leurs propres atouts : leur son... et leur image. Et si elle a en parallèle développé l'un des plus fervents réseaux d'utilisateurs qui soient, multiplié les événements collectifs et déployé une large gamme de produits dérivés, elle en a bientôt retranché ce qui ne servait pas cette image. « *Au fil du temps*, reconnaît piteusement

⁸ Ce qui – soit dit au passage – contredit le propos de Christensen, censé se fonder sur les échecs d'entreprises bien gérées et respectées pour leur qualité.

un responsable, son logo s'était aventuré sur certaines choses que, rétrospectivement, nous pourrions avoir été peu avisés d'endosser. L'entreprise est beaucoup plus sélective aujourd'hui sur ceux avec qui nous travaillons et sur les voies d'extension de la marque⁹. »

Le *Times* montre l'exemple

Christensen avait raison : il y aurait peut-être des leçons à tirer de cette aventure. À ceci près que les Harley-Davidson ne sont pas des journaux. Selon les ouvrages que j'ai consultés, la *Softail Deluxe* n'est pas cofinancée par la publicité, l'*Electra Glide* ne peut malgré son nom se partager sur les réseaux électroniques et, à moins de considérer les Hells Angels comme un parti politique, aucune n'est vraiment nécessaire à une saine démocratie. Une analogie n'est pas une stratégie. Christensen avait tort.

Ce qui n'invalide pas forcément tous ses conseils, en particulier ceux qui relèvent du simple bon sens. Ils ont influencé jusqu'au *New York Times*, dont un plan de développement commençait, en 2014, par un examen des « *forces disruptives qui se sont emparées de notre secteur*¹⁰ ». L'examen est même agrémenté de quelques-uns de ces édifiants graphiques à deux courbes par lesquels Christensen, pour le salut de ses fidèles, figure l'ascension du disrupteur et l'amer destin de son orgueilleux devancier (le schéma évoque irrésistiblement celui d'une collision aérienne). Ingrats pourtant, les auteurs ne mentionnent pas plus son nom qu'ils ne se réfèrent au document de l'American Press Institute où ils ont puisé leur inspiration : ici comme ailleurs, la disruption est une évidence qui coule assez de source pour se passer de source. Mais il est vrai que cette inspiration est très sélective. Du propos originel, ils retiennent surtout, outre la prédication apocalyptique (toujours utile pour capter l'attention d'une audience rétive), une approche pragmatique de l'innovation par la multiplication de petits projets éditoriaux, expérimentés avec souplesse mais soigneusement évalués avant d'être étendus ou interrompus.

En d'autres termes, le *Times* est typiquement le patient auquel le remède prescrit par l'API ne peut pas faire de mal, le joueur

⁹ Joe Nice, cité dans Matt Haig, *Brand Failures*, Kogan Page, 2003, p. 80.

¹⁰ The New York Times, *Innovation*, 2014, p. 12.

prudent que le casino ne ruiner pas. Le restaurant que n'effrayent pas les vendeurs de hot-dogs. Pas parce qu'il est mieux documenté que la moyenne des autres journaux. Conformément à l'une des plus solides traditions de ce métier, ses stratèges se sont semble-t-il dispensés de parcourir l'ouvrage originel de Christensen, pour ne pas parler des recherches scientifiques disponibles sur les évolutions du lectorat, et ils ne semblent pas plus avoir tellement creusé les analogies qu'ils sollicitent (Toyota, Kodak). Mais au moins, le *Times* sait très bien ce qu'il vend. Quoi que certaines des transformations envisagées soient réellement considérables (trop pour être détaillées ici), « toutes ont été développées selon un engagement profond envers les valeurs de Times » : loin de viser à créer une offre différente, « leur but est de tirer plus du journalisme que nous produisons déjà » (p. 5).

La formule visait-elle seulement à anesthésier la rédaction avant de lui implanter les spécialistes de l'expérience client et des réseaux sociaux évoqués plus loin dans le rapport ? Elle semble plutôt exprimer ce qui fonde le succès du journal : qu'ils soient gestionnaires ou reporters, « les gens se réfèrent à la même chose lorsqu'un camp parle de "contenu" ou de "marque" et que l'autre dit "journalisme" ou "Le New York Times" » (p. 64). Le quotidien sait qu'il vend de la crédibilité. Avec elle du détachement, du mordant, de l'opiniâtreté... Ce n'est peut-être pas ce qu'en diraient ses détracteurs les plus engagés, mais le *New York Times* vend en tout cas de la valeur ajoutée. Et ça marche. Il n'ignore pas pour autant la notion de *good enough*, bien au contraire. Toutefois le sens qu'il lui donne dans un autre rapport interne est un peu différent de celui que lui conférait Christensen :

Cette nouvelle réalité force le *Times* à un regard clairvoyant de la couverture de chaque sujet essentiel à notre production et à évaluer s'il est suffisamment bon [*good enough*]. Pour le dire simplement, est-il tellement supérieur à la couverture de la concurrence – qui est essentiellement gratuite – pour que nous ayons une chance de demander aux lecteurs de payer pour la nôtre ? [...] Nous ne cherchons pas seulement à être meilleurs. Nous cherchons à être tellement meilleurs que le *Times* soit une destination attirant des millions d'abonnés payants¹¹.

¹¹ The New York Times, *Journalism that stands apart: The report from the 2020 group*, janvier 2017, s.p. On ne s'étonnera pas que le « regard clairvoyant » en

Quelle que soit la façon de comprendre la locution *good enough*, c'est décidément un paramètre clé, dont l'API et le *Times* représentent les deux extrêmes opposés mais dont l'interprétation par n'importe quel journal marque mieux que tout autre critère la place qu'il peut espérer occuper. Car la stratégie du *Times* – et c'en est bien une – n'est pas pour autant un remède universel. Non seulement parce qu'elle met en jeu une culture interne et une santé financière peu communes, mais plus généralement parce que les analogies ont toujours des limites, y compris au sein d'une même profession.

Un journal n'est pas un autre journal. Le public le plus éduqué n'est pas le seul lectorat valant d'être servi. L'accès payant n'est peut-être pas l'unique voie de salut, et il ne l'est certainement pas pour tous. Mais tous sont confrontés au même problème : la production d'une valeur ajoutée suffisante pour justifier une offre journalistique en la distinguant du fond grouillant des billevesées en ligne. Comme le résumait le *Times* dans un autre de ces mots d'ordre qu'il multiplie plus vite qu'un général en campagne, le journalisme « *n'incarne pas seulement notre mission, il représente notre avantage compétitif*¹² ». Ça, au moins, c'est universel. Les valeurs du journalisme et sa valeur économique se rejoignent même sur un point crucial, Graal des spécialistes du marketing qui le vénèrent à juste titre depuis plus d'un demi-siècle : l'USP (*unique selling proposition*), ce que l'on peut promettre et que les autres n'ont pas. Mais ce n'est pas du tout la philosophie de la disruption, qui inciterait plutôt à imiter désespérément ce que les autres font mieux.

Les stratégies du *Times* ne semblent décidément pas avoir bien lu la bible de la disruption. Comment le regretter ? Qu'ils l'aient seulement feuilletée et nous aurions peut-être été privés d'une scène amusante dans un secteur où les occasions de rire sont devenues rares : un grand journal se réclamant haut et fort du modèle de la disruption, le contredisant aussitôt dans la stratégie qu'il en découle, et l'insultant qui plus est par sa bonne santé

question se pose sans tendresse sur le suivi ordinaire de l'actualité et ses textes « *routiniers, incrémentaux, manquant typiquement de valeur ajoutée, dépourvus de visuels et largement indifférenciés par rapport à ceux de la concurrence* ».

¹² The New York Times, *Our path forward*, 07.10.2015, p. 11.

économique. Injure d'autant plus cinglante que le *Times* – bien géré, respecté et obsédé par la qualité de son produit – remplit justement à merveille les critères de sélection des entreprises « trop » performantes sur lesquelles Christensen a édifié ladite théorie.

Mais si douteuse soit-elle, et même sous sa version journalistique la plus fréquente – c'est-à-dire non lue – la théorie de la disruption présente au moins un intérêt. Celle d'être un bon témoin du degré de réflexion et d'engagement journalistique de ceux qui l'évoquent. Pour les uns, c'est une incitation à développer leur « *avantage compétitif* ». Pour les autres, elle est plus ou moins un équivalent professionnel d'« *Au feu !* » Guère plus qu'un cri de panique. Et l'on sait que la panique est souvent plus dangereuse que les flammes, même lorsqu'elles sont bien réelles.

Le problème avec les mots...

*Soupeser les termes de l'actualité est aussi fondamental que vérifier les faits ou les chiffres, mais bien moins gratifiant que l'investigation et de plus en plus lourd à assumer.
Glissons-en quelques mots.*

Plutôt désarçonnée, semblait l'étudiante par un avis pourtant bienveillant sur son texte : « *Le problème, c'est que vous écrivez avec des mots.* » J'avais peut-être mal pesé les miens : dans son regard, un capital d'études accumulé avec confiance pendant plus de quinze ans se volatilisait comme un portefeuille de cryptomonnaies. Le reste du petit groupe frissonnait aussi sous la brise glacée de l'incertitude. À quoi s'accrocher si tout le savoir-faire acquis à force d'aligner les quantités exactes de mots réclamées pour tant de dissertations ne valait plus rien ?

Hélas, il ne valait pas grand-chose dans un séminaire de création. Je ne sais toujours pas comment cette chose-là avait pu m'échoir, puisque ma plus récente œuvre d'imagination était une lettre qui racontait au père Noël à quel point j'avais été sage. Mais enfin, une fois judicieusement réorienté vers la « non-fiction », ça changeait agréablement des théories des médias. D'ailleurs, j'étais hautement qualifié puisque la littérature, la recherche et le journalisme ont justement ceci de commun qu'ils ne s'écrivent pas avec des mots. Seulement avec des idées. Appelons-les des scènes, des données ou des faits selon la branche dans laquelle on travaille, mais chercher à empiler des mots ne produit jamais que des romans verbeux, des publications creuses et du journalisme de remplissage.

Les mots, ça s'ajoute simplement à la fin et, en principe, ce n'est pas le plus difficile. Pourtant, ces petits grumeaux de lettres sont délicats à manier. Et révélateurs : mine de rien, les mots en disent long sur le journalisme et les problèmes qu'il affronte. Hélas, leur capharnaüm est bien trop vaste et surtout trop hétéroclite pour s'explorer sérieusement en moins de 600 pages bien tassées. Comme il est déjà arpenté par des hordes de linguistes et de philosophes, contentons-nous de le parcourir en flâneur sans espérer en retirer plus que quelques impressions de voyage au hasard des étapes.

Un matériau impossible

Quand on y songe, le vocabulaire est un fichu matériau de base à débiter pour gagner sa vie. Ne serait-ce que parce que notre belle langue est plus tordue qu'un gouverneur républicain. À ceci près qu'elle tend pour sa part à s'améliorer, mais elle n'en reste pas moins en proie à des meutes de bizarreries invraisemblables (prononcer « invraisemblables »), de doubles lettres fluctuantes, de tirets arbitraires, d'accents aléatoires et d'autres pièges traditionnels (avec deux « n ») défendus pied à pied par les traditionalistes (avec un seul)¹. Bien sûr, il se trouvera toujours un grammairien pour brandir une raison censée justifier la différence de terminaison entre *hormis* et *parmi*, voilà et cela ou, ces derniers temps, entre *présentiel* et *distanciel*. Mais il en va des passionnés de grammaire comme des amateurs d'ornithologie : on est heureux pour eux que tout ça les intéresse, on est sûr que ça le mérite, mais on n'a pas forcément envie de passer la soirée à entendre parler de rousserolle turdoïde, d'œdicnème criard ou d'autres oiseaux avec des noms de maladies. Sauf que les élucubrations grammaticales s'imposent à tous, ce qui rend du coup les ornithologues particulièrement sympathiques.

Bah, ne laissons pas le ressentiment incandescent accumulé depuis l'école par tant de crimes contre la logique – ni même les lourdes pertes que cette masse d'exceptions rebutantes inflige à

¹ Précisons à toutes fins utiles que la nouvelle orthographe fait partie, avec la course à pied et la frugalité, de l'immense liste des choses auxquelles j'adhère sincèrement mais que je ne pratique pas moi-même, toutes s'étant avérées bien trop pénibles à l'usage.

la francophonie dans le monde et au bilinguisme au Canada – nous entraîner trop loin du sujet. Ne dérivons pas du côté de l'accord du participe, qui ne mérite ici qu'un silence atterré. De toute façon, on ne peut pas mettre sur le dos des chinoiserie lexicales les méfaits opposés de la conception purement phonétique de l'orthographe qui semble gagner la presse, tant en Belgique (« *il lui serre la soupe* », « *je m'en remais au peuple* ») qu'en France (Il « *empreinte un vélo* », « *sans même sans rendre compte* ») ou au Canada (« *Sharif aurait raconter* », « *Hydro-Québec abolis 50 postes* »).

La vieille garde ne manquera pas de flétrir l'insouciance des jeunes journalistes. Admettons, ça leur fera toujours les pieds, mais ça ne remontera pas aux principaux responsables : l'accélération de la production, la légèreté de l'encadrement éditorial et la raréfaction des correcteurs de presse. En 2006, ceux du *Monde* seraient passés de 24 à 13. Ils étaient 42 dans les années 1970, mais le journal était plus épais. Au *Figaro*, je lis qu'ils ne seraient plus que 9. Ailleurs bien moins. Quand la rentabilité de la presse souffre, l'orthographe peut s'attendre à trinquer.

Et pourtant, grâce à l'obstination des derniers réviseurs, il n'est pas si sûr que la langue des journaux se soit tant dégradée que ça au fil des décennies. Impression que me confirme un connaisseur de mes amis : scrutant de longue date leurs fautes pour alimenter un blog prétendument pédagogique², il n'a pas non plus noté d'évolution bien significative au fil du temps.

En somme, l'impression de décadence largement répandue et sans doute justifiée vient probablement moins des éditions imprimées que de ces informations griffonnées à la va-vite pour le web, les réseaux sociaux, les notifications des téléphones ou les bandeaux des nouvelles en continu. D'où l'on conclura que l'information instantanée n'est pas moins périlleuse sur la forme que sur le fond. D'ailleurs, même à la RTBF où les doubles lettres et les homophones ne peuvent s'entendre à l'antenne, on rapporte que l'orthographe est le motif le plus fréquent des plaintes reçues

² Pédagogique il est sans aucun doute, puisque « *Je révise mon français grâce à la presse* » est tenu par le responsable de la documentation de l'ESJ et qu'il se borne pour tout commentaire à rappeler la règle grammaticale pertinente. Mais connaissant Jérôme, je ne peux m'empêcher de flairer quelque chose de sarcastique derrière l'exposition impassible de tant de bévues.

par le médiateur. En fait, tous les médiateurs de toutes les formes de presse semblent passer leur temps à répondre à ce genre de reproches. On dirait même qu'ils ont mis au point une recette spéciale juste pour ça, en assaisonnant des extraits de lettres furibardes avec un mélange ad hoc de contrition et d'humour (certains y ajoutent des petits morceaux d'explications et un zeste de bonne résolution).

Les lecteurs et auditeurs ne se découragent pas pour autant, ce qui est heureux car leurs remontrances comptent plus qu'ils ne le pensent. Mais ils ne devraient tout de même pas trop espérer d'un métier où l'on parle d'« *espace* » au féminin, de « *chapo* » comme si c'était un narcotrafiquant et où l'on appelle un accent circonflexe un « *flex* », ce qui trahit une certaine souplesse en la matière (la preuve : on n'est même pas sûr qu'il faille ou non mettre un flex à « *chapô* »).

L'ombre d'un doute

Les mots ne sont pas seulement délicats à orthographier, ils sont surtout délicats à doser, ce qui est bien plus ennuyeux. Comment, par exemple, désigner ces parasites à moustaches qui tolèrent juste que leurs laquais changent leur litière et remplissent leur écuelle ? Voilà une question compliquée. D'un côté, appeler un chat un chat est ce qu'affectent les populistes habiles pour ressembler à des gars tout simples. De l'autre, ne surtout pas appeler un chat un chat est ce qu'affectent les universitaires malhabiles pour ressembler à des savants. Dans le premier cas, ils trouvent facilement un public. Dans l'autre, ça permet au moins de lire ses courriels durant les colloques en attendant sans trop d'espoir la présentation suivante. On voit ici que la seconde circonstance est nettement préférable, en particulier lorsqu'on a du courrier en retard et un ordinateur avec assez de batterie.

Les journalistes, quant à eux, ne peuvent opter ni pour la rustrierie ostentatoire ni pour l'abstraction indigente. Il leur faut naviguer à bonne distance des deux écueils dans les eaux mouvantes et de plus en plus tempétueuses du lexique pour y pêcher des termes puissants mais pas abusifs, simples mais pas simplistes, les meilleurs mots possibles. Les récifs y abondent, mais de

génération en génération, il se pourrait que le journalisme se soit perfectionné dans cet art-là.

On ne concevrait plus le titre effroyable dont on entretient encore le souvenir comme une mise en garde dans les couloirs d'*Ouest-France* : « *L'assassin nie son crime* ». La tendance actuelle serait plutôt à l'excès inverse, au point que nul ne s'étonne plus de lire qu'un « *suspect* » a été pris en flagrant délit. Bien heureux quand il n'ouvre pas le feu sur les policiers, ce qui, en effet, serait hautement suspect. Du reste, ça doit être d'eux que provient l'usage systématique du terme, la présomption d'innocence étant de ces choses dont on discute de nos jours dans les écoles de police. Les occasions sont trop rares de penser du bien d'un abus sémantique pour qu'on s'en prive.

Tant pis s'il provoque à l'occasion un brin de confusion chez les rédacteurs. Comme celui qui, il y a peu, qualifiait d'une phrase à l'autre un amateur d'émois censément solitaires (mais publics en l'espèce, et même aéroportés) de « *désaxé* » et de « *suspect* ». On aurait pu songer à un complice, quoique le délit aérien s'y prêtât mal, mais selon l'article – d'ailleurs étonnamment détaillé et même visuel pour un journal autorisé à toutes les classes d'âge³ – le désaxé et le suspect étaient bien la même personne. D'ailleurs, il n'est pas si rare d'être successivement désaxé et suspect, le premier état conduisant facilement au second.

Le terme *suspect*, surtout utilisé à bon escient, n'en est pas moins le bienvenu dans les nouvelles, comme l'est encore plus l'adjectif *préssumé*. À condition de choisir parce qu'un présumé suspect, ça ressemble beaucoup à un innocent. Sans vouloir influencer personne, confessons une légère préférence pour *préssumé* : alors que *suspect* a décidément l'air de débarquer tout droit d'un rapport de police, l'autre ressemble plus à une option journalistique. Il pencherait du côté des nuances et *suspect* du côté des tics de langage.

³ Qu'on ne compte pas sur cette chronique d'une pudeur toute victorienne pour révéler où en lire plus sur ce pittoresque accès de lubricité aéronautique. Celui qui brûlerait d'apprendre ce qu'un journal de Montréal a raconté le 5 avril dernier à propos du vol 3814 de Southwest Airlines devra se débrouiller tout seul, à l'instar du passager en question.

Très difficile à employer machinalement, *préssumé*. Il n'y a qu'à penser par exemple à un évadé : le bon sens s'opposant à ce que l'on continue à l'appeler le *détenu* (tout « *détenu en cavale* » violant à la fois le Code pénal et la logique la plus élémentaire⁴), un réflexe suffira pour qu'il redevienne le *suspect* qu'il fut dans le temps. En revanche, essayez donc d'utiliser *préssumé* dans ce contexte. *Préssumé évadé* ? Le doute se demanderait bien comment il a pu se retrouver là, au milieu des projecteurs et des aboiements de chiens. Entendons-nous : j'adore le doute, je le vénère même. Je serai le premier à cotiser le jour où l'on fera enfin circuler une enveloppe pour lui édifier le temple qu'il mérite. Mais j'ai vu quelque part que les gardiens avaient des registres, des caméras, des listes d'appel, tout ce qu'il faut pour éviter de galoper derrière des passants quelconques quand tout le monde est bien sous clef.

Avec ou sans doute réel, le grouillement des suspects et des présumés dans l'actualité contemporaine témoigne d'une heureuse évolution : l'attention apparemment croissante de beaucoup de journalistes et de journaux à la portée des mots dans la sphère publique. Ce n'est pas qu'ils s'en moquaient avant, mais on dirait bien que réfléchir aux termes utilisés, et même s'en ouvrir aux lecteurs, est devenu de plus en plus courant. On n'emploie plus guère des mots comme *terroriste*, *autiste* ou *populiste* sans un brin de réflexion (en général...) et on s'est même débarrassé sans regret de certains comme *infirme* ou *vagabond*, pour ne pas dire pire. Alors qu'ils s'imprimaient naguère à tout bout de colonne, ils ne peuvent plus compter que sur l'écart de langage d'une personnalité pour réapparaître brièvement – et défavorablement – dans les nouvelles.

Lorsqu'un thème nouveau déboule dans l'actualité, il est courant que ses désignations à chaud soient réexaminées et au besoin retouchées dès qu'on trouve un moment pour y réfléchir un peu. Au début de la pandémie, *covidiot* et *complotiste* ont été utilisés d'autant plus fiévreusement, si l'on ose dire, que les susdits

⁴ Laquelle logique ne passe pas un bon moment dans le système carcéral : j'apprends de l'AFP (27.04.2022), à propos d'un Américain libéré des geôles russes, que « *l'administration pénitentiaire ne lui faisait pas parvenir les lettres qu'il recevait.* » D'où l'on déduira qu'il les recevait par un autre canal, probablement un gâteau évidé.

menaçaient par ricochet la santé des journalistes et de leur entourage. Forcément, ça inspire. Mais malgré une exaspération bien naturelle, ceux-ci ont assez vite sorti leur balance à peser les mots : le premier a été banni et le second calmé, laissant la place à une horde zombiesque d'*hésitants*, de *réticents* et de *récalcitrants*. Le paradoxe est qu'en tendant ainsi une main compréhensive aux réfractaires, la presse a plus souligné que comblé la distance qui se creuse entre ceux qui, justement, sont capables de peser leurs mots pour les ajuster aux faits et ceux pour qui *dictature* et *fascisme* semblaient les termes les plus appropriés pour désigner l'obligation de se masquer le nez. Vocabulaire qui démontre au passage (*même s'il ne faudrait pas dire ce mot, on est bien d'accord*) qu'il y a beaucoup plus de vrais *idiots* dans les démocraties occidentales qu'on y trouve de vrais *fascistes*.

Voir des fascistes partout

Il ne faut jamais, au grand jamais, perdre de vue l'avertissement saisissant de Brecht : « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde* », mais ça n'implique pas que l'accouchement soit pour demain dans les pays que je fréquente. À moins qu'il ne soit préférable d'en parler trop tôt que trop tard ? Comme toujours, la question est compliquée. C'est sûrement pour ça que la fable qui s'impose ici offre deux conclusions opposées. D'un côté, l'enfant qui criait au loup a fini par ne plus susciter que des haussements d'épaules. De l'autre, son histoire s'achève bel et bien par la survenue d'une bête, peut-être pas immonde mais en tout cas pourvue de grandes dents et d'un solide appétit. À chacun d'en choisir la morale...

« *Donald Trump est-il un fasciste ?* », s'interrogeait à tout hasard une plume du *New York Times* un mois avant les primaires républicaines de 2016, ce qui n'était pas forcément trop tôt. En illustration, la photo d'un Trump vociférant à la tribune, face convulsée et bras rageur comme s'il allait envahir la Pologne d'une minute à l'autre, pouvait effectivement laisser planer le doute. Après avoir passé en revue tous les critères connus avec les précautions d'un zoologue devant une créature, sinon tout à fait immonde du moins peu avenante, l'article concluait que l'on n'avait là qu'un candidat vaguement « *fascistique* » [sic], tout au plus un présumé

suspect qui devrait faire ses preuves⁵. Et, surtout, que l'abus du terme « *fasciste* » à son égard était la pire façon d'espérer le conjurer tout en continuant à négliger – voire à alimenter – les raisons de son essor.

On chercherait en vain un semblable discernement chez les âmes ardentes qui recourent pour un oui ou pour un non au terme « *fachosphère* », sous lequel elles semblent englober non seulement les crânes rasés qui entonnent le Horst-Wessel-Lied une chope à la main, et assez légitimement d'autres vauriens mieux habillés et plus diplômés, mais aussi toute vieille à cabas qui soupire-rait à l'occasion que les mœurs évoluent un peu trop vite pour elle. Brecht c'est bien, mais Goya aussi : « *Le sommeil de la raison engendre des monstres.* » On dirait que la raison dort beaucoup ces temps-ci.

Les mots diffèrent en ceci des ballons que plus on cherche à les dilater plus ils se dégonflent, et le terme fasciste n'est pas de ceux que l'on devrait dégonfler inconsidérément. D'où son autre différence avec un ballon : il serait peut-être préférable d'en réserver l'usage aux grandes personnes. C'est en tout cas ce qu'on pouvait retenir des petits cris excités par lesquels une flopée de contributeurs de Fox News, puis Donald Trump lui-même, nous ont appris que le Canada sombrait dans le fascisme parce que l'on y avait insisté pour faire bouger quelques camions mal garés en centre-ville. Une telle poussée de vigilance antifasciste était d'autant plus remarquable que ces oies du Capitole n'avaient pas eu jusqu'alors de termes assez durs pour flétrir la bande opposée, très opposée même, des « *antifas* » autoproclamés.

Évidemment, le niveau dialectique des uns ou des autres n'est pas exactement celui du Comité d'action antifasciste de 1934, plutôt celui de la *Guerre des boutons* (*fasciste toi-même* !). Pour les « *antifas* », c'est de leur âge. Quant à leurs adversaires ultraconservateurs, supposons charitablement que leurs mots ont dépassé leur pensée. Il se trouvera toujours de mauvaises langues pour

⁵ Il a fait de son mieux par la suite, ce qui a conduit à d'innombrables reprises des journalistes à ressortir leur balance à mots et leur liste de cases à cocher, mais il a généralement échoué de justesse au test, même après l'émeute du Capitole.

glisser que dans leur cas n'importe quel mot dépasserait leur pensée, mais ce serait abusif : je tiens au contraire pour certain qu'ils sont capables de conceptualiser des termes comme *arbre* ou *maison*, même si le second évoque pour eux une résidence de 25 pièces avec vue sur la mer.

Ils n'en ont pas moins réussi à faire mentir (par habitude ?) une règle qui semblait aussi certaine que la gravitation universelle. Depuis les années 1960, chacun pouvait tenir pour acquis qu'il suffisait de déclarer fasciste ce qu'on voudrait – que ce soit l'ONU ou un couvercle de confiture récalcitrant – pour susciter l'approbation générale. Comme un déguisement de réveillon, le mot vous donnait tout de suite une allure de résistant, modèle brigades internationales, qui grandissait à coup sûr n'importe quelle critique du système ou d'un voisin mal garé. Or, dans la bouche de Tucker Carlson ou de Donald Trump, la magie ne fonctionne plus. Ou seulement avec les abonnés de Fox News, mais ça ne compte pas. Décidément, « *fasciste* » n'est plus ce qu'il était. Le mot, pas la chose (quoiqu'elle ait évolué aussi...)

Confessons un peu de nostalgie devant l'usure du premier. Où est passée l'époque où les Sex Pistols célébraient le jubilé d'Elizabeth II en chantant que le Royaume-Uni était un « *régime fasciste* » ? Cinq jubilés plus tard, Johnny Rotten soutient Donald Trump et, pire, l'industrie musicale vend je ne sais trop quoi sous le nom de pop punk, ce qui prouve bien que les mots ne veulent plus rien dire. Qu'est-il donc arrivé au bon vieux temps où Barthes soulevait l'enthousiasme en assénant que « *la langue [...] n'est ni réactionnaire ni progressiste ; elle est tout simplement : fasciste ; car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire* » ? Un mauvais coucheur se risqua à souligner que cette envolée était tout à fait absurde⁶ (il existe des puristes de la logique comme il en est de l'orthographe) mais sa malveillance n'affecta pas

⁶ « Dans cette phrase le “car” n'est fondé que si l'on admet d'abord que la langue “oblige à dire” et si l'on tire de “Le fascisme c'est d'obliger à dire” la proposition “tout ce qui oblige à dire est fasciste”. Mais alors, la logique, qui oblige à dire les conclusions quand on a posé les hypothèses, ou les principes de la géométrie, qui obligent à dire ses théorèmes, seraient-ils fascistes ? En quel sens particulier, alors, la langue oblige-t-elle à dire ? », André Régner, « Rhétorique de la confusion », *L'homme et la société*, n° 43, 1977, p. 215-231

le succès de la formule : quoi qu'elle puisse bien signifier, elle avait du panache. Ça semble loin, tout ça. En tout cas dans nos contrées.

On s'y est donc grandement étonné ces derniers temps de voir le pouvoir russe qualifier de nazi, mais aussi de fasciste, un pays qui malgré quelques épisodes un peu troubles ne le méritait décidément pas. C'est oublier qu'en Russie plus qu'ailleurs, fasciste est traditionnellement un terme générique pour désigner toute personne qui déplaît au dirigeant du moment. Bien avant la Seconde Guerre mondiale il signifiait essentiellement, dans la *Pravda* mais surtout dans la bouche du procureur Vychinski, que votre espérance de vie venait de plonger : durant les années 1930, la plupart des révolutionnaires de la première heure ont eu droit à l'adjectif et au destin très raccourci qui venait avec.

Résolument rétro jusque dans sa façon de faire la guerre, le Kremlin a simplement ressorti son vocabulaire coutumier, en lui ajoutant tout de même une petite touche de modernité avec ce « *russophobie* » qui sonne exactement comme une indignation identitaire sur les réseaux sociaux. Sans oublier, puisque tout est bon à prendre, une utilisation créative de termes comme « *vérité* » et « *mensonge* » apparemment inspirée de la rhétorique en vigueur à la Maison-Blanche il y a quelques années. Et une prévention très moderne contre l'usage du mot « *guerre* » dont des intellectuels progressistes déplorent depuis longtemps l'abus métaphorique dans le discours public (d'autant que les « *guerres* » déclarées par les politiciens contre la drogue, la pauvreté, le terrorisme ou le tabagisme sont rarement gagnées). Pourtant, l'originalité de cette synthèse remarquablement hardie entre tant d'écoles terminologiques hétérogènes n'a pas suffi à impressionner les médias occidentaux : aussi discret qu'un bataillon de chars, le procédé n'a pas été plus efficace. Pas plus que la dénonciation d'un « *génocide* » de la minorité russophone d'Ukraine lancée à tout hasard par le Kremlin.

Pour « *génocide* », il aurait pu en aller tout autrement lorsque la même accusation a réciproquement porté sur les exactions de l'armée russe. S'ajoutant à l'horreur ressentie devant les sévices subis par la population ukrainienne, le poids d'autorités politiques supposées sensées – dont la Chambre des communes

canadienne – avait de quoi ébranler. Pourtant, les journalistes ont dans l'ensemble mieux résisté qu'elles à l'émotion du moment et insisté au contraire sur la gradation qui existe entre un crime de guerre (avéré en l'espèce), un crime contre l'humanité (sérieusement documenté) et un génocide.

Les mots comme des pions

La méfiance qu'une partie des journalistes – on parlera de l'autre plus tard – manifeste vis-à-vis des mots qu'ils recueillent ou qu'ils emploient n'est peut-être qu'un autre reflet de la professionnalisation des grands organes d'information remarquée par divers observateurs au cours des dernières décennies. Pour autant, cette circonspection lexicale n'est pas exactement spontanée : pendant que les médias soupèsent les termes lâchés par les tribuns de l'espace public, l'espace public scrute ceux des médias et ne manque pas de leur manifester son déplaisir à chaque occasion. En somme, tout le monde surveille tout le monde, le dictionnaire dans une main, la cravache dans l'autre.

On ne parle pas ici là des reproches mineurs, par exemple ceux des auditeurs qui s'indignaient il y a peu d'entendre appeler « *breloques* » des médailles olympiques durement remportées. La fierté nationale n'y gagnait peut-être pas, mais les journalistes sportifs mériteraient plus de compréhension : harcelés qu'ils sont par la hantise des répétitions dans des domaines où les synonymes sont rares, ils font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils trouvent.

Non, on parle des mots qui comptent, les pions qu'on joue sur l'échiquier trouble des luttes d'influence contemporaines. Rien n'est plus curieux que de songer que le catalogue impressionnant des ruses argumentatives – impressionnant surtout parce qu'elles sont en latin, ce qui à défaut d'être justifié⁷ fait toujours de l'effet – néglige l'une des plus importantes d'entre elles, celle qui vise les mots employés ou à employer. Schopenhauer avait bien noté

⁷ Leurs principaux pourvoyeurs étaient grec (Aristote), anglais (Bentham) et allemand (Schopenhauer) et leur compilateur était australien (Hamblin). On doit d'ailleurs à ce dernier le succès du discutables terme – anglais pour le coup – de « *fallacies* » sous lequel on les connaît aujourd'hui dans le monde anglophone bien qu'un bon nombre de ces procédés ne soient pas intrinsèquement fallacieux.

l'intérêt de choisir des termes propices (c'est même le stratagème XII de sa dialectique éristique), mais pas la ruse inverse consistant à dénoncer avec horreur les mots utilisés par les autres. J'avais proposé⁸ d'appeler l'une et l'autre manœuvre des procédés *ad vocabulum*, histoire d'être dans le ton, mais je viens de réaliser que ça les placerait tout en bas de la liste, loin derrière *ad personam* et même après *ad verecundiam*, ce qui ne serait pas digne de leur rôle stratégique dans le débat public.

Ni de leur ancienneté. Dans l'un des textes les plus prémonitoires jamais écrits sur la polarisation délibérée des opinions, Thucydide en offrait déjà une description chirurgicale il y a 2 400 ans :

En voulant justifier des actes considérés jusque-là comme blâmables, on changea le sens ordinaire des mots. L'audace irréfléchie passa pour un courageux dévouement [...] ; la précaution prudente pour une lâcheté qui se couvre de beaux dehors. Le bon sens n'était plus que le prétexte de la mollesse ; une grande intelligence qu'une grande inertie. La violence poussée jusqu'à la frénésie était considérée comme le partage d'une âme vraiment virile [...] Le violent se faisait toujours croire ; celui qui résistait à ces violences se faisait toujours soupçonner [...] Les passions engendrèrent d'ardentes rivalités. Dans les cités, les chefs de l'un et l'autre parti se paraient de beaux principes [...] Les citoyens, qui entendaient rester neutres, périssaient sous les coups des deux partis, pour refus d'entrer dans la mêlée ou parce qu'ils excitaient la jalousie par leur abstention⁹.

La suite est restée dans les mémoires comme un massacre abominable, même selon les critères de l'époque. Depuis lors, l'importance d'une bonne hygiène lexicale et les dangers des tripatouillages en la matière ont été soulignés sous une forme ou une autre par les meilleurs auteurs (dont Molière, Pascal, Condorcet, Hugo, Orwell, Camus et Arendt, pour m'en tenir à certains de mes préférés). Au cas où on ne l'aurait pas remarqué, voici un solide *argumentum ad verecundiam*. Ou *ab auctoritate* si

⁸ Voir du soussigné « L'art de l'agonistique lexicale » dans *La valeur des informations* (Presses de l'Université d'Ottawa, 2020), et pendant qu'on y est lire aussi le reste du fichu bouquin : on ne le regrettera pas, promis !

⁹ *Histoire de la guerre du Péloponnèse* (trad. Jean Voilquin), 1937, p. 223-224.

l'on cherche plus haut dans la liste (ou *ipse dixit* si l'on vise le milieu). En tout cas, c'est une affaire sérieuse.

Chacun sait que les luttes, petites ou grandes, physiques ou symboliques, se jouent sur le terrain des mots autant que dans la rue ou sur un champ de bataille. Arènes naturelles des rixes lexicales, les médias d'information se passeraient généralement bien d'y être impliqués, mais comment ne pas être mêlé à ces démêlés quand le matériau qu'on doit utiliser est justement celui que les adversaires se disputent ? Heureusement qu'on a inventé les guillemets. Surtout les guillemets français : avec leurs solides chevrons et leur espace de sécurité (réputé *insécable*, comme pour une publicité d'armure), ils semblent offrir une bien meilleure protection que les chétifs guillemets anglais. Il ne faut quand même pas trop leur demander puisqu'ils sont plus facilement vus comme des signes de réticence et donc d'hostilité que comme des marques de neutralité. Peut-être que Barthes avait raison après tout : s'il ne permet de s'exprimer sans que les mots et même la ponctuation vous enrôlent de gré ou de force dans une faction ou l'autre, le langage est tout de même un peu oppressif. En tout cas oppressant. Surtout à une époque où les querelles lexicales tournent constamment au pugilat sur les réseaux sociaux.

Des litiges routiniers

Dans les colonnes des journaux, les chicanes sur les mots sont évidemment plus mesurées, plus réfléchies, mais quand même animées. Comment fonctionnent-elles au juste ? Pour y voir plus clair, une doctorante extrêmement douée (c'est-à-dire, selon ma définition de ce mot, capable de produire une thèse très solide sans demander trop de travail à son directeur tout en veillant à le citer de temps à autre) a scruté la presse francophone sur une période de trente ans (1987-2017) à la recherche d'articles comprenant des locutions comme « *abus de langage* » ou « *utilisation du terme* »¹⁰. Comme c'était prévisible, elle en a trouvé bien trop pour pouvoir tout analyser, mais quelques filtres de plus ont réduit son panier à 1 524 textes de 150 médias différents. Dont, comme

¹⁰ Hélène Labelle, *Jouter sur les mots : typologie et étude combinatoire d'arguments des controverses lexicales dans les médias francophones*, Université d'Ottawa, 2020.

il se doit, une majorité de Français, notoirement chamailleurs. Parmi lesquels, comme il se doit également, *Le Monde* se taille la part du lion, étant aux combats d'idées ce que le Madison Square Garden est aux rencontres de boxe. L'ensemble connaissant, là aussi sans surprendre, une augmentation spectaculaire au cours des dernières années¹¹.

Quant il s'agit de statuer dans les médias sur l'adéquation ou le sens d'un terme, les professionnels de l'information donnent souvent leur propre avis (833 fois ici), mais ils se contentent deux fois plus souvent de rapporter l'opinion exprimée sur un mot par un acteur de l'actualité (1 574 fois), en particulier un responsable politique ou administratif (478) ou un intellectuel (445), mais aussi un membre d'une organisation (205), un artiste (44), etc.

Sous les yeux de la jeune chercheuse, les uns et les autres ont déployé la panoplie complète des arguments pouvant servir à soutenir ou rejeter un terme. Elle en a trouvé plus de 10 000, soit en moyenne 5 par texte. Moins pour les journalistes d'information (3,86), mais plus pour les médiateurs et modérateurs (7,54), ce qui semble assez logique. Logique aussi que les universitaires soient intarissables (7,68). Et non moins logique que les militants soient bien plus avares de justifications (3,20) : comme disait Maslow, quand on n'a qu'un marteau, tout finit par ressembler à un clou...

Toujours est-il qu'une fois les 12 223 arguments soigneusement triés et étiquetés, force lui a été de constater que les débats en la matière étaient terriblement routiniers :

Nous ne sommes pas très originaux lorsque vient le temps de légitimer et de condamner un mot litigieux. [...] Non seulement

¹¹ En données brutes, la base de presse a livré 907 articles pour la décennie 2007-2016 contre 39 seulement pour la décennie 1987-1996. Mais comme elle s'est beaucoup étoffée au cours du temps, on ne peut rien en conclure de bien précis en données nettes. Notons au passage que, puisqu'il se publie nettement plus de journaux en France que dans les autres pays francophones (et que certains, notamment en Afrique, sont bien peu représentés dans le corpus), la prépondérance des Français pourrait être due autant à la ventilation géographique de la base qu'à leur propension aux prises de bec. Ceci dit, le décompte titre par titre suggère quand même une tendance : *Le Monde* a livré 139 articles, *Le Figaro* 73 et *Libération* 63 contre 47 pour *La Presse*, 40 pour *Le Devoir*, 25 pour *Le Soir* et 17 pour *Le Temps* (parti avec un peu de retard, puisque lancé en 1988).

les débats lexicaux puisent sans cesse dans un groupe fermé de 25 ensembles d'arguments, mais ce sont les mêmes qui reviennent constamment dans la dialectique de tous : la comparaison de schémas personnels à l'état du monde évoqué, l'explicitation du contenu des traits définitoires d'un mot contesté et le recours à des instances de légitimation sont les trois moyens principaux par lesquels un individu autorise ou condamne un usage. Ces trois groupes d'arguments sont si répétitifs qu'ils se trouvent fréquemment en duos et en trios entre eux dans le discours social, bien que parfois aux côtés de règles de convenance et de savoir encyclopédique, aussi très présents. (p. 364).

La recherche relève au passage, parmi bien d'autres choses qu'on ne va pas évoquer ici (elle fait 500 pages...), que fort peu de mots sont innocentés dans les cas où l'on soupèse leur polarité négative ou positive : 69,82 % des jugements les déclaraient péjoratifs et 12,79 % valorisants, mais seul 0,42 % les estimaient neutres. C'est bien ce que je disais plus haut, même si c'est peut-être aussi parce qu'on évalue rarement un mot qui ne dérange personne.

Quant à ceux qui chiffonnent, leur liste interminable ressemble à un résumé de l'actualité des dernières décennies. Ce qui est une bonne nouvelle si l'on interprète la variété de ce catalogue comme le signe que les journaux ont effectivement à l'œil la plupart des termes qui s'entrechoquent dans le débat public.

Pas besoin de mandat pour les flics des mots

Ce rôle d'arbitres du vocabulaire n'est pas sans poser problème. Aux partisans d'un sens ou de l'autre, bien entendu, puisque dans la lutte d'idées comme dans n'importe quel sport, il est bien connu que tout arbitre favorise outrancièrement l'équipe adverse. Mais sans doute aussi à pas mal de journalistes, jamais très à l'aise avec les positions d'autorité : *est-ce bien notre rôle d'être les flics des mots, qui plus est sans mandat ?* En voilà une question ! Bien sûr que oui ! D'abord parce que les mots ne sont pas différents des faits ou des chiffres : ça s'inspecte exactement de la même

façon, d'ailleurs avec le même mandat (c'est-à-dire aucun¹²) et ça ne fait pas moins partie de votre boulot. Ensuite parce que vous ne pouvez pas trop compter sur d'autres pour le faire à votre place, pas même les éditeurs de dictionnaires¹³ et encore moins les réseaux sociaux¹⁴ ou les politiciens. Enfin parce que vous n'avez pas envie, vraiment pas, de vivre dans un monde où chacun peut donner aux mots le sens qui l'arrange. En fait vous y êtes déjà un peu, si j'en crois Hannah Arendt :

Il existe pourtant un accord tacite dans la plupart des discussions entre spécialistes en sciences sociales et politiques qui autorise chacun à passer outre aux distinctions et à procéder en présupposant que n'importe quoi peut en fin de compte prendre le nom de n'importe quoi d'autre, et que les distinctions ne sont significatives que dans la mesure où chacun a le droit de « *définir ses termes* ». Mais ce droit bizarre, que l'on en est venu à s'accorder sitôt que l'on s'occupe de choses d'importance – comme s'il était vraiment identique au droit d'avoir son opinion – n'indique-t-il pas déjà que des termes comme « *tyrannie* », « *autorité* », « *totalitarisme* » ont tout simplement perdu leur signification commune, ou que nous avons cessé de vivre dans un monde commun où les mots que nous avons en commun possèdent un sens indiscutable, de sorte que, pour ne pas nous trouver condamnés à vivre verbalement dans un monde complètement dépourvu de sens¹⁵.

¹² Je viens d'entendre à la radio un philosophe d'habitude plus avisé se demander gravement ce qui autorisait les journalistes à donner un avis sur la chloroquine, question qui ne regardait que les savants. La réponse complète serait un peu longue puisqu'il existe plusieurs justifications dont chacune serait suffisante. S'il n'a pas envie d'y réfléchir tout seul, il pourra toujours trouver l'une des plus simples à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

¹³ Non seulement parce qu'ils n'ont pas vocation à juger les usages lexicaux, seulement à en prendre acte, mais aussi parce qu'en les voyant célébrer chaque année l'arrivée des mots nouveaux comme si c'était du Beaujolais, on peut avoir un doute sur les apports respectifs de la lexicographie et du marketing dans leur ardeur à se montrer en prise avec leur époque.

¹⁴ Qui sont certes les champions incontestables de la justice expéditive dans la sphère publique, mais on ne parle pas ici de la répression (motivée ou non) de ce qui est dit, seulement de l'examen dépassionné du sens des mots avec lesquels on le dit.

¹⁵ *La crise de la culture*, Gallimard, 1972, p. 126-127.

Si l'on se souvient qu'elle a écrit ça à l'époque de Kennedy, l'évolution ultérieure du climat idéologique aux États-Unis et ailleurs n'augure rien de bon. Mais ça ressemble au réchauffement global : ce n'est pas parce que les perspectives sont décourageantes qu'on peut se permettre d'abandonner la partie.

Ravalé au rang de touriste

L'ennui, c'est que si les mots ont beau se soupeser comme les faits et les chiffres en théorie, ils peuvent se montrer bien plus tortueux qu'eux en pratique. Au lieu de monter sagement sur la balance, ils s'y tortillent comme une brassée d'anguilles huilées.

J'en ai croisé un exemple pétrifiant lors d'une réunion de travail, alors que (si je me souviens bien) je discutais avec la doctorante susmentionnée des échos d'actualités défraîchies captés dans son corpus. Notamment le mot *mariage*, dont nul ne songerait à débattre du sens aujourd'hui mais qui avait soulevé le plus vif intérêt à l'époque où la chose avait été étendue aux couples homosexu...

— Vous ne devriez pas utiliser ce terme ! me tança-t-elle, passant brusquement de la théorie à la pratique. Comment... Mais pourquoi... Voyons donc, Hélène, il n'y a pas plus neutre que ça ! Étymologiquement impeccable. Utilisé sans malveillance aucune par une foule de journalistes, dont plusieurs manifestent même une connaissance intime du sujet.

— En Europe, peut-être, mais ici ça ne se dit pas.

Oh, citoyenneté, tu n'étais qu'un mot ! Après une décennie d'existence ontarienne, attestée par un passeport en bonne et due forme et une tendance irrépessible à laisser traverser les piétons, je déchoyais¹⁶ soudain au rang de touriste tout juste débarqué. Ainsi s'expliquaient donc les titres absurdes que j'avais croisés de temps en temps, comme ce poétique ou tragique « *Pas de dons*

¹⁶ Pourquoi pas ? J'invite celui qui a décidé de la défektivité (si !) de ce verbe à venir me sermonner lui-même : j'aurais justement deux mots à lui dire. Et avant d'arguer que la forme est inusitée, il ferait bien de noter a) qu'elle est justement usitée ci-dessus et b) que je n'hésiterai pas, si l'on me cherche des poux, à réusiter moi-même *la totalité* des formes du verbe choir. Compris ?

de sang pour les hommes gais » (Radio-Canada, 09.09.2010) dont la double ambiguïté m'avait laissé songeur.

Ce n'était pas seulement un effet de mode, sans quoi les Français, persuadés jusqu'au ridicule que les mots anglais sont intrinsèquement valorisants, auraient sûrement été les premiers à l'adopter. D'ailleurs, sa graphie prouvait que c'est bien via le Canada qu'il s'était glissé dans la langue : de l'autre côté de l'Atlantique, on aurait sûrement conservé son Y final – j'ai même croisé en France une « Boulangery » (vraiment) – alors qu'ici, où l'on est à l'inverse persuadé qu'un terme anglais ne l'est plus dès qu'on l'a un peu maquillé, on transpose même ce qui n'a aucun besoin de l'être. Y compris la totalité du vocabulaire du golf, comme si ce sport n'était pas déjà assez énervant comme ça. L'intention est louable mais le remède est bien pire que le mal quand le francisé de frais écrabouille aveuglément le sens d'un terme qui vivait tranquillement là, comme *vente* (*sale*) pour éviter *solde*, *camion* (*truck*) pour éviter *pickup*¹⁷... et gai (*gay*) pour éviter je ne sais quoi.

Nonobstant son origine française, réimporter le mot dans sa graphie anglaise n'aurait dérangé que quelques barbons, mais en matière d'anglicismes comme en toute autre chose l'idée que le mieux est l'ennemi du bien n'a jamais ébranlé les intégristes. On aurait plus besoin d'écologistes du langage, capables de faire la distinction entre les importations bénignes qui comblent une niche vacante (*record*, *stock*... ou *pickup*) et les espèces invasives anéantissant les occupants antérieurs. Tant pis. Adieu, donc, à ce charmant petit adjectif qui avait toujours l'air d'annoncer le printemps avec un entrechat.

Le jeu en valait-il au moins la chandelle ? Apprendre simplement qu'*homosexuel* était désormais réprouvé parce qu'il l'était aux États-Unis – c'est-à-dire là où ces choses se décident vraiment

¹⁷ Les journaux franco-canadiens tentent de résister en employant autant que possible *camionnette*, que leur recommande imperturbablement l'Office québécois de la langue française, mais rien n'est plus vain : outre que le terme évoque autre chose, il n'y a aucune chance pour que le genre de gars qui affectionnent ce genre d'engin adoptent un mot aussi mignard. Ni les publicitaires qui leur vendent 3 tonnes de puissance virile dans des décors de western. Et c'est ainsi qu'au Canada, le sot bannissement de *pickup* a tout transformé en *camion* faute d'alternative sérieuse. Quand on parle d'un V8 de 700 cv, on n'appelle pas ça une *camionnette*. *No way !*

– n’était pas suffisant pour satisfaire un enfant des Lumières. D’autant que le choix de *gay* semblait prodigieusement malavisé en anglais aussi puisqu’il peut se traduire par folâtre, soit justement le genre de stéréotype dont souhaiterait se débarrasser.

Quoi qu’il en soit, il s’avéra que la promotion de ce mot au détriment de son prédécesseur était revendiquée par un énergique collectif de militants new-yorkais. Fondé en réaction à la couverture homophobique – ou gayphobique ? – du sida par un tabloïd local (de l’empire Murdoch, c’est tout dire), le groupe s’était depuis lors consacré aux interventions auprès des médias, dont il travaille à « *réécrire le script* » et à « *façonner le récit et provoquer un dialogue qui mène à un changement culturel* ». Après tant de siècles de discrimination, il y avait sans doute bien des choses à améliorer, surtout il y a trente ans, mais pourquoi donc s’en être pris à *homosexual* ?

Deux des motifs généralement avancés semblent vraiment tirés par les cheveux¹⁸, raison peut-être pour laquelle le *New York Times*, si ouvert soit-il aux idées nouvelles, indique avoir « *résisté au mot gay jusqu’en 1987, préférant homosexuel*¹⁹ » (au fil du temps, il en est venu à privilégier *gay*, généralement mais pas systématiquement : « *dans la plupart des contextes* »).

C’est à mon avis la troisième raison qui a plus ou moins emporté le morceau : *homosexual* serait souvent employé par des gens qui voient la chose d’un mauvais œil. On ne parle bien sûr pas de machos en pickup²⁰ au fin fond du Missouri : ceux-là disposent d’un tel arsenal d’injures sur ce thème qu’utiliser *homosexuel* paraîtrait un peu suspect à leurs camarades. Rien de tel pour susciter des regards en coin sous les casquettes MAGA. Mais sur la côte est, il se pourrait qu’utiliser cinq syllabes plutôt qu’une seule trahisse une petite réticence vis-à-vis de l’homosexu... de

¹⁸ La présence, jadis, du terme dans la nomenclature des troubles psychologiques (dont il a été retiré il y a un demi-siècle) et l’argument selon lequel il met en avant une préférence... de nature sexuelle (quoique cette considération ne s’applique pas à des locutions comme « bisexuel » et « orientation sexuelle » recommandées par ailleurs par le même collectif).

¹⁹ Jeremy W. Peters, « The decline and fall of the “h” word », *The New York Times*, 21.03.2014.

²⁰ J’insiste. Et merci à notre vigilante correctrice de ne pas mettre d’ital : ce n’est plus un mot étranger.

la gaité. Une fois de plus, la neutralité apparente du terme le rendrait louche.

Aussi surpris que moi d'apprendre la déchéance du mot qu'il venait de proférer – ce qui me rassure beaucoup – un doctorant états-unien s'est lui aussi gratté la tête, non sans jurer d'abord qu'il se « *considérerait comme politiquement aligné sur les luttes des hommes et femmes gays*²¹ ». Pas trop convaincu quand même par les deux motifs vaseux proposés mais linguiste de formation, il s'est penché sur le troisième, calculatrice en main. De fait, scrutant le vocabulaire employé par les membres du congrès entre 1996 et 2015, il a pu vérifier que les démocrates avaient bien plus souvent utilisé *gay* qu'*homosexual* au cours de la période.

L'ennui, c'est que ses données montraient que les républicains préféraient eux aussi employer *gay* qu'*homosexual*. Mais en regardant bien, il a constaté que leur préférence était moins marquée que celle de leurs adversaires. D'où il résulte qu'*homosexual* aurait comparativement plus de chances d'être choisi par un conservateur que par un progressiste. Et donc qu'on le doit, sinon interdire (il n'est pas vraiment tabou), du moins essayer d'éviter. La cause est entendue. Elle est d'ailleurs admirablement résumée par le titre de son article : « *Pourquoi le mot "homosexuel" est-il offensant : ça se réduit à qui l'utilise le plus* ».

Affinités malavisées

Dans l'absolu, les enjeux de la question ne justifiaient pas tant d'histoires. La seule victime notable est au bout du compte le sens d'un petit mot, certes adorable mais dont la perte ne bouleversera pas le débat public : si son sacrifice, qu'il soit ou non fondé en raison, permet vraiment à un groupe longtemps persécuté de se sentir mieux en apposant sa marque sur le vocabulaire comme on tague un mur, on arrivera à s'en passer. Qu'on ne compte quand même pas sur moi pour lui substituer *joyeux*, on ne remplace pas un pinson par un canard, mais *allègre*, *riant* et quelques autres devraient pouvoir assurer la relève au cas par cas. Quant aux

²¹ Nicholas Subtirelu, « Why the word "homosexual" is offensive: It comes down to who says it most », *The Week*, 02.06.2015.

amateurs de Ferrari, qui selon le jargon héraldique vénèrent un cheval gai, je les laisse se débrouiller avec cette idée.

Non, si ce cas est intéressant c'est surtout qu'il montre à quel point l'arbitrage des mots par les médias peut être épineux. Ce genre de chose ne se vérifie pas aussi sereinement que des faits et des chiffres. On ne peut pas rencontrer des informateurs dans l'ombre d'un garage ou mettre la main sur des fichiers compromettants. Parfois c'est plus facile : un peu de réflexion, qu'elle soit spontanée ou encouragée par la société civile, suffit par exemple à réaliser, même s'il a fallu le temps, que *crime* s'accommode mal de compléments comme *d'honneur* ou *passionnel*. Mais parfois c'est bien plus compliqué, car le discernement en la matière est le jouet de multiples influences plus ou moins insidieuses.

La plus évidente d'entre elles est que les journalistes, étant dans l'ensemble de bonnes personnes, éprouvent en général une certaine préférence pour le bien par rapport au mal. C'est un penchant si répandu dans la population que j'ose à peine appeler ça un biais. Et puisque je n'en suis pas exempt, ça me semble bien. Mais en matière d'information, la bienveillance spontanée n'est pas forcément bonne conseillère. Elle serait plutôt l'attachée de presse des gentils qui, convaincus de leur bon droit, sont souvent aussi manipulateurs que les autres : ce n'est pas parce qu'une cause est juste que ce que disent ses défenseurs l'est. Il est courant, par exemple, que des victimes tendent à dépouiller d'autres victimes des mots de leurs blessures. *Génocide*, qui était de très loin le terme le plus souvent débattu au cours des 30 années couvertes par l'étude d'Hélène, en est un exemple extrême à tous points de vue, mais la liste des appropriations lexicales est longue : *agression*, *survivant*, *haine*, *traumatisme*, *violence*, etc. Ainsi, l'association regroupant des parents de victimes de la route qui a amené les médias français à parler de « *violences* » routières pour désigner les excès de vitesse en général ne s'est-elle guerre souciée – et les journalistes non plus – des personnes pour qui le terme n'est pas un outil de relations publiques mais le nom de ce qu'elles vivent recroquevillées sous les coups d'un proche. Je ne suis pas sûr que celles-ci l'appliqueraient à un dépassement routier trop rapide, mais je crois qu'elles préféreraient ça.

Quand tout est pareillement violence ou agression, l'ensemble des maux de la société se mêle sans gradation dans une commune et vague réprobation. De grandes douleurs sont muettes quand les autres sont sur Facebook. C'est bien triste pour elles, mais elles l'ont un peu cherché : elles n'avaient qu'à être meilleures en communication. Et à comprendre que de son côté, le quatrième pouvoir soit peu enclin à filtrer les mots lorsque ça impliquerait pour lui de comparer les souffrances. Un journaliste n'est pas équipé pour trier des victimes par gravité comme un urgentiste devant un afflux de blessés.

Surtout quand les trois autres pouvoirs ne lui facilitent pas la tâche. Ainsi, toujours par exemple, la police de Montréal propose-t-elle de distinguer « *différents niveaux d'agressions sexuelles : l'attouchement, l'agression sexuelle et l'agression sexuelle grave ou armée* ». Outre que la troisième catégorie paraît assez ressembler à ce que j'appellerais un viol (est-ce si difficile à dire ?), la seconde, comme dans un problème de logique mathématique, a la particularité de se contenir elle-même puisqu'elle porte le nom de l'ensemble. Mais enfin, on comprend à peu près la gradation, qui semble très raisonnable. Jusqu'à ce que, de son côté, une de ces administrations qui écrivent sous la dictée des réseaux sociaux englobe dans « *les agressions sexuelles au même titre que les autres* » les « *commentaires déplacés* » et jusqu'aux « *blagues vulgaires* ». Amis journalistes, débrouillez-vous avec ce fatras définitoire. En attendant le prochain communiqué de presse qui nous apprendra que 30 %, ou 60 %, à moins que ça ne soit 90 % des personnes sondées ont été victimes d'agressions sexuelles²². Ou qu'une proportion variable mais de toute façon déplorable des médecins ont déjà été victimes de « *violence* », ce qui pourrait selon les cas aller d'un regard courroucé à une pluie de coups ou pire.

Il y aurait de quoi baisser les bras. D'ailleurs, ça arrive souvent. Même le *Guardian*, que je lis régulièrement pour savoir ce qu'il faut penser, et le *Daily Mail*, que je consulte de temps en temps pour savoir ce qu'il ne faut pas penser, n'ont trahi la moindre opinion

²² À l'Université Laval, par exemple, « 47 % des étudiantes répondantes ont déclaré avoir subi une forme ou l'autre de violence [sic] sexuelle, allant de regards offensants (25 %) à la tentative d'avoir une relation sexuelle sans consentement (5 %). » (La Presse, 28.11.2017).

en nous rapportant qu'un tribunal britannique venait d'assimiler une allusion à la calvitie d'un employé à un harcèlement à caractère sexuel (la calvitie touchant surtout les hommes, estimèrent les trois juges en se regardant tristement). On aurait pu échanger les articles de l'excellent quotidien et du tabloïd méphitique tant ils se ressemblaient dans leur impavidité factuelle et leur usage frénétique des guillemets.

Attristé de voir deux journaux qui ne sont pas connus pour garder leur avis dans leur poche semblablement dépassés, voire tétanisés, par la rapidité des détournements sémantiques, j'aurais aimé les aider puisque j'avais justement une opinion très claire sous la main. Malheureusement, je devrai laisser la cour d'appel s'en charger : mon miroir – qui ne perd aucune occasion de m'être désagréable – m'indique que je n'ai aucune légitimité pour l'exprimer puisque la calvitie est à peu près le seul défaut physique dont je ne puisse me prévaloir pour le moment.

Ce qui me fait réaliser que j'aurais bien mieux fait de m'étendre sur l'*âgisme* ou la *grossophobie*, ou même clamer à la Terre entière que les narcissiques sont aussi des personnes, plutôt que de consacrer des pages sinueuses à des thèmes qui ne me concernent pas personnellement. À part les blagues vulgaires, mais c'était il y a longtemps et surtout en France : je ne peux que me repentir en espérant que mon passé ne me rattrapera pas.

De toute façon, c'est trop tard. Trop tard pour les boutades coluchiennes que j'ai pu répéter, trop tard aussi pour tous ces paragraphes bêtement gaspillés.

À bout de souffle sur le tapis roulant

Si les forces du bien exercent une influence considérable sur le destin médiatique des mots, les forces obscures n'en ont pas moins. Elles s'efforcent bien sûr de tripoter le vocabulaire, comme tout le monde, mais dans leur cas ça ne fonctionne pas tellement. On s'en méfie bien plus : elles peuvent toujours parler de « *taxe sur la mort* » au lieu de « *droits de succession* » à longueur de communiqué, ce n'est pas pour ça que les journalistes vont changer leur vocabulaire. En matière d'avortement, « *pro-vie* » a failli marcher (peut-être en fonction de l'idée bizarre selon

laquelle toute communauté aurait le droit exclusif d'imposer sa désignation²³), mais on s'est avisé entre autres choses que cette position s'accompagnait souvent d'un goût pour les armes et la peine de mort qui rentrait mal dans le tableau.

En revanche, il existe une façon bien plus insidieuse d'influencer le vocabulaire des journalistes, c'est simplement d'utiliser des mots légitimes. Parfois sans même le faire exprès, comme l'a caricaturalement montré la mésaventure d'*homosexuel*. Mais plus souvent en les employant dans un sens défavorable, comme l'illustre celle de *woke*. Le terme était pourtant très noble à l'origine mais – conformément aux règles de toute lutte asymétrique – la frange exaltée de cette mouvance a veillé à fournir assez d'outrances exaspérantes pour obtenir le genre d'antagonisme binaire dans lequel prospèrent les vociférateurs de chaque bord. Assimilé à des excès indéfendables, *woke* s'est réduit à une dénonciation.

Voilà les journalistes bien embêtés : comme *politiquement correct* auparavant, utiliser *woke* est devenu compromettant, ce qui les prive à nouveau d'une désignation raisonnablement distanciée. Il leur en faudrait vite une nouvelle, parce qu'on ne peut pas remplir un journal en n'utilisant que des périphrases embarrassées, mais ils feraient mieux de ne pas compter dessus. En tout cas pas pour longtemps : ce n'est pas comme ça que les luttes d'influence lexicales fonctionnent.

Un psycholinguiste devenu essayiste en avait proposé une analogie particulièrement parlante il y a déjà 30 ans. Ceci dit, je ne suis pas sûr qu'il faille en parler parce qu'il est un peu... Je veux dire... même dans la chapelle idéologique dont je serais peut-être le moins éloigné²⁴, il me montre par comparaison que suis

²³ « Le problème n'est pas que "nous", qui parlons ici, décidions comment appeler les "autres", mais que nous laissions décider les autres de la façon dont ils veulent être appelés et, si la nouvelle terminologie continue, d'une façon ou d'une autre, à les gêner, d'accepter la proposition d'un troisième terme. [...] une catégorie peut demander à changer de nom et, au bout de quelque temps, certaines conditions initiales restant intactes, exiger une nouvelle dénomination, dans une fuite en avant qui pourrait être sans fin si, en plus du nom, la chose ne change pas elle aussi. » Umberto Eco, *À reculons, comme une écrevisse*, Grasset, 2006 (epub, p. 104-105).

²⁴ Appelons ça l'Église de la distanciation, culte un peu vague mais connu pour associer dans des proportions variables la vénération des Lumières (passablement mythifiées... mais là ce n'est pas trop grave), l'aversion pour les

plus tiède que je ne le pensais. Tant mieux, mais tout de même : quelques aspérités de son rationalisme me gênent un peu. Et puis je ne voudrais pas paraître... Laissez-moi vérifier... Non ça va : le ton plutôt positif des articles que lui consacrent le *New York Times*, *The Atlantic* et le *Guardian* vaut tous les certificats de moralité.

Steven Pinker, donc, avait décrit comme un « *tapis roulant de l'euphémisme* » le cycle permanent en vertu duquel un mot accepté au départ (*orthophémisme*) reçoit une connotation offensante (*dysphémisme*) et doit être remplacé par une appellation moins chargée (*euphémisme*), laquelle deviendra à son tour malséante, et ainsi de suite²⁵. Il avait justement essayé d'expliquer ça aux grands quotidiens états-uniens, déjà engagés en 1994 dans la révision accélérée de leurs normes langagières, mais le mouvement n'a pas ralenti : le plus récent guide de l'Associated Press (2020) comporte plus de 200 modifications, dont la majorité concerne des termes devenus sensibles.

C'est que, comme l'ont souligné Keith Allan et Kate Burridge²⁶, le vocabulaire serait soumis à l'équivalent linguistique du théorème de Greisham : « *les mauvaises connotations chassent les bonnes* ». Autrement dit, tout sens déplaisant greffé sur un mot finit inmanquablement par dominer son champ sémantique au point d'éclipser son acception d'origine.

Tel serait donc le principal moteur du tapis roulant. Et les médias auront beau courir dessus comme s'ils se préparaient pour un marathon, ils n'arriveront jamais nulle part. Ils sentent bien que s'ils s'arrêtaient pour souffler un moment, il les entraînerait vers un passé ténébreux – *cours, camarade, le vieux monde est derrière toi*. Ils sentent aussi que le tapis accélère sans cesse, survolté par l'énergie d'une multitude de sensibilités de plus en plus discordantes (comme celles qui s'affrontent autour du mot « *femme* »),

dealers de certitudes et les exaltations nombrilistes, l'adoration de la Raison, la sacralisation de la liberté d'expression et de l'éthique de la discussion, enfin tout ce genre de choses (sans oublier un progressisme inlassablement revendiqué mais toujours jugé insuffisant par d'autres).

²⁵ *The blank state: The modern denial of human nature*, Penguin Group, 2002.

²⁶ *Forbidden words: Taboo and the censoring of language*, Cambridge University Press, 2006.

mais savent qu'il n'a pas de bouton d'arrêt d'urgence. Ce qui vaut mieux : un minimum de mouvement permet bel et bien d'atténuer certaines injustices, à défaut de les guérir. Et puis le vocabulaire évolue, qu'on le veuille ou non. Mais le tapis n'a pas non plus de frein pour le maintenir à une cadence raisonnable : le frein c'est justement les journalistes aux semelles fumantes, même s'ils ne sont pas forcément d'accord sur le rythme à adopter, ayant eux-mêmes des sensibilités variées.

Sensibilités auxquelles s'ajoute souvent un autre biais : la terreur d'être assimilé au mauvais camp en employant des termes par lui dévoyés ou par l'autre dénoncés. Thucydide encore : « *Quiconque s'ingéniait à ne pas employer ces moyens était réputé trahir le parti et redouter ses adversaires* » (p. 224). Ce n'est pas du tout la même chose que l'hasardeuse²⁷ propension à la bienveillance évoquée plus tôt, mais ça l'accompagne généralement. Et en avoir parfaitement conscience n'y change rien. D'ailleurs, les professionnels des médias sont loin d'être les seuls concernés. Ni même les plus vulnérables. À la suite de la folle polémique qui a déchiré ma propre université, puis la sphère universitaire en général, à propos d'un seul mot (*ne voulant ni le reproduire inflexiblement ni l'esquiver, je l'expédie dans une note où nul ne pourra le croiser sans l'avoir voulu*²⁸), un sondage québécois a révélé que 60 % du corps professoral aurait déjà évité d'utiliser certains termes par crainte de répercussions. La proportion atteignait 70 % en sciences humaines et sociales...

On ne m'a rien demandé à moi, mais bien entendu ça m'est souvent arrivé aussi. Pour ne pas blesser gratuitement des sensibilités juvéniles, pour ne pas déraper du sujet traité vers de vaines arguties, mais aussi et surtout par ténacité. C'est qu'un mot de travers peut suffire à se trouver fiché parmi les suppôts les plus infâmes des forces réactionnaires ou au contraire parmi

²⁷ J'élide si je veux.

²⁸ Un pur hasard a voulu que sois à peu près épargné par la tempête insensée ayant suivi la mention métalinguistique du mot *nigger* dans un cours consacré à la réappropriation de certains termes par des communautés discriminées. Je préfère donc renvoyer à l'ouvrage collectif de ceux et celles qui l'ont subi de plein fouet, dont font partie plusieurs amis : *Libertés malmenées*, Leméac Éditeur, 2022. Incidemment, ce mot et ses dérivés occupaient la seconde place (après *génocide*) des termes les plus débattus dans la presse francophone entre 1987 et 2017.

les franges les plus échevelées du progressisme radical. À tout prendre, je préférerais la seconde interprétation (comme ça m'est arrivé récemment²⁹), mais je n'y tiens vraiment pas : en matière d'idéologie, les gens qui veulent à tout prix vous classer dans un camp – le leur ou l'ennemi – finissent facilement par en construire de vrais.

Des repères en déroute

Qu'on le veuille ou non, les mots sont souvent chargés et ceux qui ne l'étaient pas peuvent rapidement le devenir. Les journalistes en désamorcent autant qu'ils peuvent, en général avec prudence, mais ce déminage les confronte mine de rien à des paradoxes professionnels assez inconfortables.

Le moindre n'est pas l'écart déjà signalé qu'il creuse avec une partie du public. D'accord, c'est un peu le genre de public à cause de qui beaucoup de journaux ont fermé les commentaires sous leurs articles, mais c'est tout de même une bonne part de la population. Observant par exemple le traitement d'une même actualité par les journalistes et les internautes, une étude a noté un net « *clivage dans l'expression de l'émotion* »³⁰. En substance, on s'exprime bien plus sobrement dans les médias que dans la rue. Rien de très nouveau historiquement (le *Père Duchesne* de 1790 était le genre d'exception qui confirme la règle... et qui la justifie), mais c'est nettement plus manifeste depuis que la rue est devenue une autoroute de l'information. Or, ce clivage, même s'il est nécessaire, est quand même un peu dérangeant quand on fait profession d'« *écrire pour son lecteur* ». D'ailleurs, les recettes professionnelles pour ce faire, celles que serinent les manuels, prescrivent au contraire d'utiliser des mots et des phrases aussi brèves et musclées³¹ que possible. Il y aurait beaucoup à redire

²⁹ À la suite d'un article, fort modéré je crois, publié dans *The Conversation*, un commentaire retiré depuis (dommage) déplorait que l'université nourrisse en son sein des anarchistes tels que moi. Comme quoi on est toujours l'extrémiste de quelqu'un...

³⁰ Agnieszka Konowska, « Stratégies médiatiques et communication citoyenne : un clivage dans l'expression de l'émotion », *Acta Universitatis Lodzianensis*, n° 10, 2015, p. 67-78.

³¹ Au fond, l'accord de proximité n'est pas une mauvaise idée. J'essaye une fois, juste pour voir, mais je suivrai très volontiers ce nouvel usage s'il arrive à percer.

de ces règles coutumières, mais ça nous entraînerait trop loin (ce sera pour une autre fois). N'empêche, parler par exemple de « *personnes en situation de déficience développementale* » ne constitue pas exactement la quintessence de l'écriture de presse. Écrire pour un monde meilleur est hélas assez différent d'écrire pour un large public, et les chances d'avancer vers le premier sont faibles si l'on n'arrive pas à intéresser le second. A fortiori lorsqu'on alimente sa méfiance : s'il est une chose que l'actualité politique de ces dernières années a montrée, c'est bien qu'une partie croissante dudit public déteste avoir l'impression d'être catéchisée par des médias condescendants.

Mais courir trop vite sur le tapis roulant de l'euphémisme pourrait amener le journalisme dans une position encore plus troublante. Alors qu'il avait toujours lutté, pesté, ironisé, protesté, regimbé contre la langue de bois des responsables politiques et des organismes publics ou privés, ses foulées le conduisent dans le territoire jusqu'alors adverse de tous ceux qui édulcorent les mots pour en estomper le sens. Institutions qui, justement, publient à la pelle des guides de langage approprié (ce qui coûte bien moins cher que de traiter certains problèmes sociaux tout en montrant qu'on s'en préoccupe au plus haut point).

« Lorsque vous rédigez un article ou préparez un reportage sur les personnes [...], n'hésitez pas à demander conseil aux divers regroupements de personnes [...] pour savoir de quelle façon traiter les questions qui les préoccupent », conseille aimablement un ministère³². Les journalistes pourraient à bon droit répondre « *n'hésitez pas à vous occuper de votre accompagnement notoirement défaillant desdites personnes et nous nous occuperons de nos articles* », mais c'est peu probable. Car le niais paternalisme du sermon ministériel met sans s'en douter le doigt sur l'un des problèmes les plus lancinants du journalisme. D'un côté, il n'a certainement pas à écrire sous la dictée de quelque groupe d'intérêt que ce soit. De l'autre, il ne peut pas faire froidement abstraction du ressenti de ces « *divers regroupements de personnes* », mais surtout de celui des personnes elles-mêmes (qui ne partagent pas toujours l'avis de leurs « *représentants* » autoproclamés).

³² Anonymisé ici pour souligner le côté générique et transposable de ce genre de catéchisme.

Un conseil d'Archimède

Tout serait plus simple si l'on pouvait tirer de tout cet embrouillamini (on ne parle pas de ce texte...) quelque solide élément de doctrine, quelque précepte infaillible auquel s'accrocher. Je n'en connais pas. À part l'un des mots les plus fondamentaux du journalisme : « *circonspection* ». Un pilier du métier, quasiment un synonyme de « *professionnalisme* ». On a aussi proposé « *nuance* ». Gardons les deux, mais une paire de mots, même excellents, ce n'est quand même pas beaucoup face au chaos de tous les autres. Puisqu'on ne peut pas s'en tenir à ça, risquons une ou deux suggestions complémentaires, à prendre ou à laisser.

La première est d'adapter d'urgence le principe d'Archimède au journalisme : toute pression sur le traitement de l'actualité, langage compris, devrait susciter une pression inverse égale au volume d'air déplacé sur les réseaux sociaux. Ce qui, bien sûr, ne dispensera en rien d'examiner ensuite les arguments soulevés (quand il y en a) et le cas échéant d'ajuster posément ce qui pourrait mériter de l'être.

La seconde est de se débarrasser de la croyance populaire qui prête aux mots un si redoutable pouvoir sur la pensée. Ce mythe-là doit remonter aux religions antiques, mais il n'a connu qu'un bref moment de crédibilité scientifique et c'était il y a un bon demi-siècle (du temps de ce qu'on a appelé – un peu improprement d'ailleurs – l'hypothèse Sapir-Whorf.) Glissons sur des détails passionnants mais un peu longs. En substance, les mots ne gouvernent la pensée. « *Les mots n'ont que le pouvoir qu'on leur donne* », affirme même Amélie Nothomb. Quoiqu'elle ne fasse pas autorité dans le monde savant, c'est plutôt bien vu. Un peu radical peut-être (John Austin, entre autres, aurait une objection à soulever), mais plutôt bien vu quand même. Un contre-feu, disons.

Pour l'essentiel, les mots renvoient à des représentations génériques (ou *schémas cognitifs*) qui sont, elles, les éléments de la pensée. Voilà pourquoi le « *tapis roulant de l'euphémisme* » tourne dans le vide : on peut toujours remplacer un terme, mais si la représentation correspondante ne change pas – ce qui réclamerait

beaucoup plus d'efforts, de patience, d'arguments et surtout de faits –, le nouveau est promis au sort de l'ancien.

Prenons les ornithologues de tout à l'heure, ceux qui avaient ceci d'admirable qu'ils n'étaient pas grammairiens, et imaginons qu'indignés par la connotation du mot « *vautour* », les plus ardents parviennent à lui substituer « *cathartide*³³ », ce qui sonnerait quand même mieux pour un volatile aussi bienfaisant (renseignez-vous). Les malheureuses bestioles n'auront pas le temps de refaire leurs cartes de visite que, déjà, on traitera de cathartidés les usuriers et plus généralement tous les bipèdes sans plumes qui convoitent le bien d'autrui. Rien de plus abusif. Les vautours ne prennent rien à personne, ils débarrassent juste de ce qui ne sert plus et tout le monde s'en trouve mieux. Tant pis pour eux, ils ont l'habitude : d'autres fois, c'est « *charognard* ». Voilà pourquoi ils donnent toujours l'impression de hausser les épaules d'un air désabusé. Heureusement qu'ils sont philosophes (nul n'est plus conscient qu'eux de la finitude de toute existence).

Maquiller les mots comme on barbouillerait une couche de peinture neuve sur un mur vétuste n'est pas sans inconvénient. D'accord, ça donne sur le moment un surcroît de dignité aux victimes de représentations imméritées et peut entraver quelque temps ces représentations. Mais abandonner une appellation dépréciée ressemble à ce que font les entreprises qui se rebaptisent pour gommer un passé douteux, à ceci près qu'il n'y aurait là aucune raison de battre en retraite. D'autant moins que cette fuite dans l'abstraction peut polariser les positions en renforçant des attitudes déjà hostiles.

Toujours, au chapitre des suggestions, il serait utile de garder en tête que, contrairement à ce que laissent croire tous ces guides de langage oblatifs, il ne peut exister de prêt-à-parler universel. C'est bien sûr le contexte qui détermine ce qui convient et la langue de l'administration n'est tout simplement pas celle de l'actualité. Parler par exemple d'une « *personne en situation de...* » est important dans un service public (par exemple hospitalier) où ladite

³³ Ou *accipitridae*, puisque les deux existent. À ce que je comprends, c'est une question de continent (un peu comme pour les astronautes et les cosmonautes, à part que ça n'a rien à voir).

personne disparaît facilement derrière l'étiquette qu'on lui colle, mais ça l'est bien moins dans un titre de presse pour évoquer collectivement les bénéficiaires ou les victimes d'une mesure.

Ne risque-t-on pas dans ce cas de réduire leurs différentes réalités à un mot ? Sûrement un peu : c'est à ça que servent les mots. Mais je ne crois pas trop essentialiser les *personnes qui pratiquent le métier de journaliste* en les appelant « les journalistes » à tour de bras. Et j'ai beau saupoudrer tout ça de bémols (« certains » « beaucoup » « en général », « souvent »...) il est assez clair que je ne pourrai de toute façon pas refléter leur riche diversité. C'est ce qui arrive quand on écrit sur des gens.

Je perçois l'objection : on ne peut pas comparer cette bande de cathartidés à des personnes en détresse. Passons sur le fait qu'en matière de détresse poignante, pas mal de pigistes en auraient long à dire³⁴, on en revient de toute façon à l'idée que le degré de compassion est le seul critère qui compte. Il me semblait à moi que la façon journalistique de lutter contre les injustices était de les exposer fidèlement, pas de les enrober dans une couche de sucre. Ça, c'est la méthode des comités de confort moral et bien sûr celle des directeurs du personnel, toujours ravis de le payer avec des mots. Mais Walmart peut appeler ses employés des « associés » comme s'ils étaient la fine fleur d'un cabinet d'avocats, ça ne dit rien de leur salaire et de leurs conditions de travail (même s'ils ne s'attendent pas vraiment à des fauteuils en cuir, peut-être qu'ils apprécieraient un petit tabouret pour s'asseoir de temps en temps).

Décidément, la sympathie est un guide douteux. D'ailleurs, les critiques des médias qui passent leur temps à décompter leurs mots ont montré à d'innombrables reprises que leur vocabulaire différait beaucoup selon qu'ils ressentaient ou non de l'affinité avec les protagonistes. Le *waterboarding* (simulation de noyade) aurait par exemple été assimilé dix fois moins souvent à un acte de torture par les journalistes états-uniens quand leur pays était en cause. Les articles sur la destruction assez comparable de deux avions de ligne par des missiles russe (vol KAL007, 1983) et

³⁴ Sur les souffrances du prolétariat de la presse, lire et faire lire *Ces cons de journalistes* d'Olivier Goujon (Éditions Max Milo, 2019).

américain (vol IR655, 1988) recouraient à des termes fort dissemblables pour rapporter un crime abominable dans un cas et un regrettable incident dans l'autre. On pourrait continuer longtemps comme ça, mais des cas moins spectaculaires sont encore plus révélateurs.

Les leçons de l'échec

Il advint un jour que les bouchers, le cœur gros peut-être des lazzis qui guettent leurs enfants à l'école (*mon papa est boucher*) osèrent s'ouvrir de leur affliction aux journalistes. Lesquels ils tentèrent de convaincre de la douceur de leur tempérament et supplièrent incidemment d'arrêter d'inscrire dans leurs rangs tous les dictateurs et les chefs de guerre sanguinaires de la planète :

Le boucher distribue la viande que l'on partage en même temps que le pain et le vin. Son rôle évoque la paix et la fraternité. Il n'a rien d'un bourreau ou d'un tortionnaire. C'est un artisan, amoureux de son métier. De préférence au mot boucher, devenu au sens figuré un adjectif, n'est-il pas plus juste d'utiliser cruel, sanguinaire, barbare, féroce, sauvage, etc. ? Alors, tout à fait d'accord pour dénoncer les horreurs et les auteurs de ces crimes odieux, mais [faut-il] blesser systématiquement au passage toute une profession innocente³⁵ ?

Comme on s'en doute, la supplique rencontra au mieux l'indifférence au pire l'hilarité de ses destinataires, y compris moi à l'époque (j'étais moins sensible alors et surtout moins canadien quoique ça revienne un peu au même). En ce temps-là, ni l'activisme végétarien ni le coût climatique de l'élevage bovin n'entraient en jeu. Non, les bouchers ne suscitaient simplement pas assez de sympathie pour que leurs états d'âme touchent quiconque. D'ailleurs, l'Association des apprentis de France qui avait protesté contre l'habitude de qualifier d'« *apprenti* » tout responsable incompetent n'avait pas eu beaucoup plus de succès. Personne n'a rien contre les apprentis, les vrais, mais pas au point de se soucier de leurs sentiments. Et puis leur potentiel de mobilisation militante était négligeable, sans quoi on aurait depuis longtemps entendu parler d'*apprentiphobie* ou de *boucherphobie*.

³⁵ Communiqué de presse de la Confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, traiteur (décembre 1997).

Il y a autant à apprendre des contestations lexicales ratées que de celles qui ont marché. Par exemple celle de l'aile radicale des amis des bêtes qui réclamait que l'on cessât de traiter des humains de noms d'animaux. Pas parce que ça déshumanise les uns, si je comprends bien, mais parce que ça désanimalise les autres : l'homme est un homme pour l'homme, ne mêlez pas les loups à ça.

Les vautours n'étaient pas mentionnés. Ils n'ont jamais de chance. Mais les mules, si (éviter « *têtu comme...* ») et bien sûr les cochons (« *manger comme...* ») ou les lapins (« *pulluler comme...* »), sans oublier les anguilles (*mince ! J'ai justement usé de cette analogie usée un peu plus haut*). Les protestataires avaient quelques arguments à faire valoir, un solide capital de sympathie et surtout une énorme base militante potentielle, pourtant leur appel n'a pas eu beaucoup d'effet. C'est qu'ils se sont heurtés à un autre facteur insidieux : l'aspect pratique de la chose. Renoncer à une telle masse d'expressions – y compris « *bestial* », animaux « *sauvages* », « *propriétaire* » et même « *pet* » en anglais – c'était un trop gros morceau à avaler.

Même échec, plausiblement pour la même raison, du côté des organisations humanitaires qui suppliaient les journalistes d'arrêter de qualifier de « *catastrophes humanitaires* » des drames qui ne doivent rien à la fatalité et tout à la cruauté d'autocrates locaux. L'expression, juraient-ils, inspirait à l'occident des sacs de riz et des hôpitaux de fortune plutôt qu'une action politique avec toute la poigne requise. C'était une fois de plus prêter bien du pouvoir aux mots, mais un Rony Brauman excédé avait trouvé ceux qu'il fallait pour frapper les esprits : « *Un viol est un viol et personne n'appellerait ça une catastrophe gynécologique.* » En effet.

Il y aurait même eu une façon plus scientifique, quoique moins vigoureuse, de soutenir ce point : la théorie du cadrage, ou *framing* en V. O. Même si les mots ne gouvernent pas la pensée, ils peuvent dans une certaine mesure orienter la perception immédiate (préréflexive) des situations, en d'autres termes les cadrer. Or Erving Goffman, qui a beaucoup creusé la question³⁶, avait justement souligné la différence entre les « *cadres naturels* », qui

³⁶ Erving Goffman, *Les Cadres de l'expérience*, Éditions de Minuit, 1991.

ne dépendent pas de la volonté humaine et les « *cadres sociaux* » « *qui soumettent l'événement à des "normes" et l'action à une évaluation sociale* » (p. 31).

Deux types de causalité bien différents, d'accord. Mais est-ce qu'un vocabulaire médiatique qui les distinguerait mieux changerait vraiment les réactions de la communauté internationale ? Quelque chose me dit que des arrière-pensées géopolitiques, économiques, militaires, etc. pèsent autrement plus lourd sur la fermeté très variable des grands états face à ce genre de drames. D'autant que les journalistes sont fort capables de décrire l'horreur – une image vaut mille mots, non³⁷ ? – mais aussi d'en désigner très clairement les responsables sans employer le vocabulaire souhaité (même s'il est bien connu qu'ils le font avec plus ou moins d'ardeur selon les cas et les lieux).

Au fond, on se fiche de savoir si un changement de désignation changerait vraiment quelque chose : le nœud du problème, c'est que « *catastrophe humanitaire* » est probablement trop pratique pour qu'on s'en passe. Comme pour « *boucherie* », « *apprenti* » et tous les noms de bestioles, la praticité a souvent le dernier mot. On en est tous là : j'ai parlé tout à l'heure de la « *rhétorique* » russe et (récidivistement) des « *médias* » en sachant bien que l'un et l'autre terme étaient tout à fait inadéquats³⁸, mais c'était plus simple comme ça.

L'accent de la pudibonderie

Derrière le chaos des mots se niche le fouillis des motivations. Non seulement l'éthique et la raison censées guider la pensée journalistique (et universitaire soulignait Hannah Arendt, glissons pudiquement sur ce point...) le font sous l'emprise cumulée de

³⁷ En fait, non. C'est parfois justifiable mais souvent très faux (encore un point dont la démonstration nous entraînerait trop loin).

³⁸ La rhétorique étant l'art de faire prévaloir le plausible, des affirmations si peu crédibles qu'elles ne visent manifestement pas à convaincre n'en relèvent pas vraiment : il ne s'agit pas d'argumenter mais au contraire de rejeter le débat, comme un enfant chantonnerait pour montrer qu'il n'écoute pas. Quant à la désignation floue de « *médias* », instituée par les communicateurs de Nixon à la place de « *presse* » ou « *journalistes* » pour décrédibiliser les organes d'information, elle continue, ô combien, à porter ses fruits empoisonnés : le public n'a pas besoin de réfléchir à tout ce qu'il englobe sous cette étiquette nébuleuse pour savoir qu'il n'aime pas ça.

la sympathie instinctive, de la peur des apparentements et de solides facteurs pratiques mais ces influences et d'autres³⁹ se chamaillent à tout bout de champ.

Pourquoi des périphrases alambiquées l'emportent-elles dans certains cas et pas dans d'autres ? Comme ça semble décidément compliqué, il n'y a qu'à le mettre sur le dos des réseaux sociaux : même s'ils ne sont sûrement pas les seuls en cause, ils trempent forcément dans l'affaire d'une façon ou d'une autre. Et puis, tiens, sur l'ascendant des États-Unis. Je sais bien qu'on leur doit des bienfaits aussi considérables que le premier amendement, le journalisme moderne et les cafetières dans les chambres d'hôtel, mais on ne risque rien à critiquer leur influence en bien d'autres choses. Notamment en matière de vocabulaire, et pas seulement à cause des anglicismes.

Au pays de la liberté d'expression, la presse a toujours traité la bienséance avec une pudibonderie de séminariste. Pour ce qui est du « *clivage dans l'expression de l'émotion* », la tectonique lexicale ressemble là-bas à la faille de San Andreas : pendant que *fucking* sert d'épithète à tout faire et *fuck* de point d'exclamation jusque dans les banlieues chics et les quartiers d'affaires, les grands journaux veillent obsessionnellement sur la pureté de leurs colonnes. Tout éditeur francophone sait bien qu'un juron lâché par une personnalité doit se reproduire en titre, corps 36 minimum, mais son homologue états-unien préférera piocher dans un stock de paraphrases et d'euphémismes qui doit prendre plusieurs pages dans un dictionnaire des synonymes. Un chroniqueur du *New York Times* en a logé douze dans une seule phrase :

Today we are going to deal with the media coverage of profanities, expletives, vulgarisms, obscenities, execrations, epithets and imprecations, nouns often lumped together [...] as coarseness, crudeness, bawdiness, scatology or swearing.

On sent qu'il s'est retenu : la palette des euphémismes éditoriaux est bien plus riche que ça (*cussword, slur, derogatory word, indecency,*

³⁹ Dont bien entendu la soif d'autogratification morale. Steven Pinker affirmait même féroceement que l'adoption de termes bienséants ne relève pas de la sensibilité compassionnelle mais d'une posture valorisante comme « *s'abonner aux magazines appropriés et aller aux soirées appropriées* ».

cursing, spicy language, offensive term, distateful comment...), sans compter que les journalistes gardent toujours une boîte d'astérisques à portée de la main pour compléter lorsqu'il le faut l'initiale d'un gros mot incontournable. Ou le remplacer entièrement : le NYT a ainsi publié une critique du groupe de rock Fucked Up, rebaptisé ***** pour l'occasion. « *Le nom ne sera pas imprimé dans ces pages, à moins qu'un président américain ou quelqu'un d'équivalent ne le prononce par erreur* », ajoutait malicieusement le critique⁴⁰, ce en quoi il s'engageait beaucoup.

Malgré la pléthore de périphrases, on ne se foule pas toujours dans ce journal pour rapporter les propos d'une source : « *I was like: "You [expletive, expletive.] You should be [expletive] proud of me, instead of [expletive] treating me like an [expletive]."* »⁴¹ Un tel manque d'imagination en exigeant un peu trop des lecteurs, les préposés aux bonnes manières du *Times* – aidés peut-être par les verbicrucistes de la maison – suggèrent plutôt de donner quelques indices : « *a vulgar equivalent for "nonsense"* » (solution probable : *bullshit*) « *an offensive term for female genitalia* » (à mon avis : *pussy*⁴²). On s'amuse bien. Si quelqu'un a envie d'essayer, l'extrait qui suit contient, soulignées par mes soins, trois énigmes de niveau débutant et une légèrement plus difficile. Les solutions seront en bas de page (à l'envers si quelqu'un trouve comment faire ça techniquement)⁴³.

A war of words is being waged in *The Post* newsroom [...] This war is literally over words – when should the racier versions of darn, heck, bull droppings and the word that rhymes with rich be allowed into the paper and online? And should the

⁴⁰ Kelefa Sanneh, « Outrage, bile, hardcore punk... and a sensible lost-and-found », *The New York Times*, 12.11.2007.

⁴¹ Marnie Hanel, « A woman's place is running the kitchen », *The New York Times*, 28.03.2014.

⁴² Il y aurait un autre terme (*cunt*), mais d'habitude les journalistes le désignent plutôt comme le « *c-word* », substitut de surcroît épïcène puisqu'il convient aussi à « *cock* ».

⁴³ **ɹɔʊns : ʔ – ɹ – ɹɪtʃ : 2 – ɪnʃɪlɪʃɪt : ɛ – ʃɪtʃ : ɹɔʊns : ʔ*

* Pour le dernier, j'avoue avoir bénéficié de l'aide de ma progéniture dont la maîtrise des grossièretés anglaises ferait la fierté de n'importe quel parent. Par sécurité, j'ai quand même vérifié auprès de l'auteur qui m'a confirmé que c'était bien ça (message personnel, 18.07.2022).

f-bomb ever be allowed, and what about that verb you do with a straw and a vanilla malt? [...] On one side are some of the more adventurous writers at *The Post* [...] Dan Zak cites several incidents in which his use of colorful language was killed or changed by editors. He believes that made dull what had been vivid. [...] Arrayed against this phalanx of writers is Marcus Brauchli, executive editor of *The Post*, and other editors who say there is usually a way to indicate foul language without, in fact, using it ⁴⁴.

Au *Washington Post* comme ailleurs cette « *guerre des mots* » (un rappel au passage : l'usage métaphorique de « *guerre* » est critiqué par certains) paraît très lentement tourner à l'avantage des insurgés. Tout frissonnants de leur audace, les grands quotidiens s'encanaillent à petits pas : certains ont accordé une exception hésitante au célèbre conseil de séduction de Donald Trump (« *Grab them by the pussy* ») et des interjections aussi osées que « *hell* » et « *goddamn* » arrivent maintenant à paraître sans astérisques. Mais le fait que des journaux si fiers de leur courage quand il s'agit des faits conservent à l'égard des mots la prudence de petits bourgeois éperdus de bienséance pourrait contribuer à expliquer leur panique à l'égard de tout terme possiblement irrespectueux.

Au fond, le « *politiquement correct* » n'est peut-être qu'une autre forme d'hypercorrection. D'ailleurs, on peut être à la fois grossier et blessant, comme l'avait vigoureusement démontré Nicolas Anelka en 2010. Aux États-Unis, sa « *profanity-laced tirade* » à l'égard de son entraîneur (aussi rapportée comme un « *expletive-filled rant* », un « *obscene comment* », etc.) avait peut-être moins choqué que le fait que l'*Équipe* en ait fait un fort gros et fort littéral⁴⁵ titre de une, jugé outre-Atlantique d'une « *intégrité journalistique questionnable* ».

À première vue, les francophones résistent bien mieux au style compassé qu'à la compassion identitaire de même provenance. Mais on perçoit tout de même ça et là de discrets signes de

⁴⁴ Patrick B. Pexton, « Profanity in The Post », *The Washington Post*, 14.10.2011.

⁴⁵ Plusieurs variantes du propos d'Anelka ont circulé depuis lors, mais aucune n'est compatible avec le guide de bonnes manières de la baronne Staffe.

délicatesse, de minuscules vaguelettes de tact qui pourraient annoncer de plus grosses vagues. Par exemple « *endormir* » un chien trop âgé dans le sens tout à fait létal (à la CIA, on dirait « *neutraliser* ») qu'utilisent les vétérinaires anglophones. C'est quand même mieux qu'« *euthanasier* » qui progresse également : quitte à mélanger les mots, mieux vaut confondre une petite et une grande dose de somnifère qu'un hamster malade et un humain à l'agonie.

L'art de la discrimination

J'entends déjà les antispécistes. Au nom de quoi différencierait-on les termes entre les humains et les autres animaux ? Désolé, les gars⁴⁶ : pour le moment, vous n'avez pas assez de poids sur Twitter pour m'intimider. Ça viendra.

Cela dit, cette question de distinction soulève un point intéressant. Et un problème journalistique de plus. Le dernier, promis. Quoiqu'en disent les contributeurs de Wikipédia, ou justement à cause de ça, je ne suis pas prêt à élargir « *euthanasie* » à n'importe quelle agonie abrégée. Pas même à celle d'une chienne que j'ai beaucoup aimée. Je préfère conserver le mot pour mes semblables et pour moi (on n'est jamais trop prévoyant). Mais la précision lexicale est un autre de ces sentiers journalistiques qui serpentent entre deux gouffres.

D'un côté, pour rester dans le registre morbide, les plus scrupuleux veilleront à distinguer autopsie et nécropsie, réservant le premier à l'espèce dont je fais partie, le second convenant à toute autre bestiole suspectement décédée. La nuance est légitime et pourtant elle me chiffonne un peu. Peut-être à cause des innombrables bras de fer que j'ai disputés jadis avec les experts qui tenaient à infliger leur jargon à mes lecteurs. La peste soit des journalistes-fayots qui s'enivrent de termes techniques abscons pour montrer à leurs sources qu'ils ont tout bien noté. Quand on envoie un stagiaire interviewer des ingénieurs, des militaires ou des médecins – surtout des médecins ! – il faut le mettre au vert de temps en temps auprès d'interlocuteurs plus populaires pour lui nettoyer le lexique. Sinon, il se mettra bientôt à écrire

⁴⁶ Oups ! Et les filles, bien sûr. Et aussi tous les autres. Désolé tout le monde !

« *délivrer des munitions* » comme un vrai petit général (ça veut dire bombarder), « *interjecter appel* » comme s'il sortait d'une fac de droit ou « *tissu adipeux* » pour le moindre bout de gras.

D'accord pour le distinguo autopsie-nécropsie. Il se défend, mais il ne m'a quand même pas l'air très loin de la frontière entre la saine précision et le jargon. Là où commence le territoire de la pédantise pure et pas simple. Mon territoire, d'ailleurs : j'ai changé de camp depuis longtemps et je ne laisserai personne m'en remonter en matière de cuistrerie (avant de me provoquer avec des archaïsmes et des polysyllabiques, calculez bien vos chances...)

Peu importe, en réalité, que certains articles frôlent le fossé de la préciosité et parfois s'y embourbent. Ce n'est qu'une petite ornière comparée à ce qui borde le côté opposé : le gouffre abyssal de l'approximation et de la confusion. Ici règne le plus redoutable des biais qui guettent le langage journalistique. Le quatrième cavalier de l'apocalypse. Bien pire que l'excès de compassion, de pusillanimité ou de pragmatisme : la niaiserie ordinaire.

L'information pourrait à la rigueur s'accommoder de ceux qui prennent les mots avec des pincettes, pas de ceux qui les puisent avec une louche. Admettons-le, nul n'est à l'abri d'un court-circuit mental à l'occasion. Par exemple, hum... l'auteur de ces lignes (voir l'embarrassant rectificatif qui suit ce texte). On sait par ailleurs que la culture générale des journalistes, laquelle devrait en principe être infinie puisqu'aucun métier ne réclame une aussi vaste gamme de connaissances, comporte néanmoins assez de lacunes pour enrager les connaisseurs. Des petites et des grosses : on pourra peut-être pardonner celui qui croit sincèrement que l'aube et l'aurore sont la même chose, qu'une araignée est un insecte et le palmier un arbre, ou qu'une coupe sombre est pire qu'une coupe claire. Il est déjà bien moins facile d'accepter la confusion commune entre moine et prêtre, psychiatre et psychanalyste, molécule et particule ou chiffre d'affaires et bénéfice. Mais le fond du gouffre, le dernier cercle de l'enfer, n'a rien à voir avec les connaissances : si certains journalistes ont grand besoin d'un dictionnaire, d'autres n'en voient simplement pas l'intérêt. Ils ont sûrement entendu parler du sens des mots, mais s'en

tiennent à une approche impressionniste bien plus économique en matière de jugeote : *tant qu'on comprend à peu près ce que je veux dire le premier mot venu peut faire l'affaire.*

Piochons dans mon stock d'exemples de cours. Tiens, cette dépêche-là, vraiment bénigne mais quand même révélatrice.

Découverte de la plus grande mine d'uranium du monde en Amazonie

RIO DE JANEIRO (AFP) - Lun 17 Avr 00 - 8h54 heure de Paris - La plus grande mine d'uranium du monde a été découverte au Brésil et elle s'étend sur 600 km², dans l'État amazonien du Para, a rapporté dimanche l'agence Estado de Sao Paulo. Sa découverte a été annoncée par la Compagnie de recherches de ressources minérales (CPRM) liée au Ministère brésilien des Mines et de l'Energie. [...]

On n'imagine pas la perplexité que ces lignes peuvent susciter chez des étudiants en journalisme. Quoique les voir projetées sur trois mètres de large éveille la suspicion générale, elle ne trouve rien pour se poser. Quelques audacieux murmurent des hypothèses : peut-être que la mine ne fait pas exactement 600 km², peut-être qu'il aurait fallu traduire *Estado de Sao Paulo*... Les réactions sont bien plus énergiques quand on finit par demander si, par hasard, quelqu'un dans la classe connaîtrait la différence entre une mine et un gisement. Bien sûr qu'ils la connaissent ! À Lille, en plus ! C'est juste qu'ils n'y avaient pas pensé. Ah, c'est *juste* ça...

À dire vrai, j'ai un peu truqué le test en le glissant vicieusement (on ne se refait pas) dans une séquence de défaillances très différentes : des corrélations sans causalité, des généralisations abusives, ce genre de choses. Mais tout de même. C'est *seulement* qu'on n'a pas réfléchi au sens des mots ? Juste ça ?

M'ébahir de ce que des journalistes, en poste ou en herbe, tiennent pour un raffinement oiseux l'idée de réfléchir deux secondes à ce qu'on écrit est peut-être inquiétant en soi. C'est un indice de « *conservatisme linguistique* », estimerait sans doute la doctorante précitée qui, malgré mes protestations, semblait in petto m'associer à cette tendance. Bref, un truc de vieux râleur. Le fait est que

j'éprouve un besoin croissant de grommeler quand je lis un cornichon. Le genre qui parle d'une voiture « *mythique* » (*elle a existé ou pas, benêt ?*), d'une scène « *indescriptible* » (*décris-la ou change de métier*) ou d'une performance « *incroyable* » : *si elle l'est, n'y crois pas (tu es journaliste !), sinon ne le dis pas (même raison)*. Tout ce jus de clavier littéralement inepte me rend figurativement fou (*tu comprends la différence, Toto ?*) Tout ce journalisme machinal qui évoque le « *surréalisme* » d'une mesure administrative ou le « *positivisme* » d'un optimiste. Celui qui discerne partout des « *phénomènes de société* » comme un bigot invoquerait le Saint-Esprit (dans l'un et l'autre cas, je ne comprends pas bien de quoi on parle). Tout ce qui sonne comme une vidéo de geek ou d'influenceuse beauté sur YouTube. Plus j'y pense, plus mon allergie à tout ça m'a l'air d'un symptôme présénile...

Non ! C'est faux ! Je ne serai jamais un puriste ! Nul ne pourra m'accuser de passéisme ou de préciosité lexicale. Et sûrement pas tous ceux qui ont sursauté aux tournures que j'ai conservées de mon lointain passé, le genre d'expressions que les BD reproduisent avec des dièses et des spirales (pour une raison que je ne développerai pas, les conducteurs de mules et les rédacteurs en chef développent souvent un vocabulaire coloré). J'ai même un *trigger warning* pour le prouver :

Le texte est une retranscription de l'enregistrement audio de la conférence donnée par Bertrand Labasse [...] Le style oral et spontané du conférencier a volontairement été conservé⁴⁷.

Oral et spontané, OK ? Ce n'est pas moi qui le dit, bordel de merde ! Donc, le conservatisme et la préciosité n'ont rien à voir là-dedans. Rien du tout. C'est bien une question de valeur, d'accord, mais pas de valeur morale. *La valeur de ce que tu produis, Toto, celle qui peut te permettre de gagner ta vie.*

Illustrons ça avec un de ces thèmes qui mêlent typiquement la défaillance des connaissances et celle de la jugeote. Disons les armes à feu. Il semble que personne ne l'ait remarqué – sinon les écoles de journalisme consacrerait sûrement une ou deux heures à cette matière – mais les trucs qui font *pan pan* comptent

⁴⁷ Actes des 55^{es} journées nationales de l'UdPPC, 2007.

parmi les acteurs dominants de l'actualité. On a beaucoup plus de chances d'avoir à parler d'armes – au singulier dans les pages locales et au pluriel dans la rubrique International – que de sucettes ou de crayons de couleur. C'est regrettable, sauf pour la NRA, mais c'est comme ça. À l'instar de la grammaire et des statistiques, même si on n'aime pas la question il faut en avoir quelques notions pour faire ce métier. Juste des rudiments, mais il en faut. Savoir qu'on ne parle de « *mitrailleuse* » que dans la littérature jeunesse (les grandes personnes utilisent des pistolets-mitrailleurs ou des fusils d'assaut), que « *revolver* » n'est pas synonyme de « *pistolet* », quoique le résultat soit souvent le même, et que les assassins abandonnent bien plus rarement des « *cartouches* » que des « *douilles* » (les pédants parlent plutôt d'« *étuis* » : on s'en fiche, n'en faisons pas trop).

Rien de bien compliqué : même ceux qui n'ont pas connu le service militaire et n'ont jamais ouvert un roman policier de leur vie pourraient facilement s'y retrouver en quelques clics. Pourtant, les médias regorgent de scènes de crime qui déboussoleraient les meilleurs experts de CSI. Difficile de reconstituer les circonstances dans lesquelles Sandra Bullock a été menacée par « *un intrus armé d'une mitrailleuse* » (comptez 70 kg, trépied compris⁴⁸) ou de comprendre comment une arme de poing pouvait avoir une « *balle enclenchée dans le chargeur* » (si elle y était encore, elle ne l'était pas).

C'est élémentaire, dirait je ne sais plus qui. Il suffit d'imaginer la dame qui, paraît-il, dissimulait « *un fusil chargé dans ses parties intimes*⁴⁹ » ou ces types qui portaient un « *fusil* » dans leur poche pour deviner que quelque chose cloche. Il n'y a qu'à prêter vaguement attention à ce qu'on écrit. *Réfléchir* un tout petit peu au sens des mots, Toto, c'est trop demander⁵⁰ ?

⁴⁸ Le fusil mitrailleur qu'affectionne Rambo est moins lourd, mais ce n'est quand même pas le genre de chose qu'on prend pour s'adresser à une dame.

⁴⁹ Toutes ces citations sont absolument authentiques, hélas. Je ne dénoncerai personne mais je ne peux pas empêcher Google de le faire...

⁵⁰ Je sais, je sais. Le coup du fusil miniature, on peut encore le mettre sur le dos des Américains : ils ont tout le vocabulaire qu'il faudrait (*handgun*, *rifle*...) mais ils écrivent *gun* (canon) partout. Le même chewing gum terminologique que l'emploi répétitif de « *dire* » (*he said, she said*...) pour couvrir l'infinie

J'espère que non, parce que, tu vois, quand on tire des rafales au hasard, on finit par faire des victimes. Et c'est ton gagne-pain que tu es en train de trouver. Tu es dans un business qui repose entièrement sur la confiance. La partie de la population qui lit ou écoute des nouvelles est celle qui aime à y croire, mais c'est aussi la plus susceptible de prêter attention au sens des termes. Maintenant, imagine les dégâts que peut faire une bêtise, juste une petite crétinerie de rien du tout. Si l'on réalise qu'un journaliste ne maîtrise même pas les mots qu'il tape ou qu'il s'en moque, quelle confiance peut-on accorder à ce qu'il raconte ? Pire, quelle confiance accordera-t-on à l'équipe éditoriale censée relire son texte et assurer la qualité de ce qu'elle publie ? C'est comme un plat avec des cheveux du cuisinier ou un hôpital où on ne se lave pas les mains : ça ne donne pas envie de revenir. Nettoie tes mots si tu veux qu'on les consomme. Et avant de prendre ça pour une maniaquerie désuète, demande-toi si tous ces gars en blanc mettent des bonnets en papier seulement pour respecter la tradition et les bonnes manières.

Mot de la fin

Ce n'est pas très important, les mots. Beaucoup moins que les idées (quand il y en a). Normalement, ils se mettent simplement à la fin. On dirait quand même qu'ils embêtent tout le monde, ceux qui les écrivent et ceux qui les lisent. C'est sûrement pour ça que tant de sites d'actualité indiquent maintenant le temps de lecture à prévoir : *Désolés de vous prendre du temps avec nos phrases*. On dirait des guichets d'administration.

Je ne vais pas m'excuser, moi. D'ailleurs, si j'avais prévenu vous ne seriez pas là. Quant à ceux qui préfèrent vraiment les messages ultra-condensés, ils pourront toujours opter pour ceux de Donald Trump. Ils n'y perdront peut-être rien puisqu'il paraît qu'il est justement un expert dans ce domaine : « *J'ai un haut niveau d'éducation. Je connais les mots. J'ai les meilleurs mots*⁵¹. » J'en reste sans mot, mais je m'incline à tout hasard. On n'est jamais trop prudent.

palette des nuances de dialogue (*admit-il, protesta-t-elle...*)

⁵¹ Discours de campagne à Hilton Head (Caroline du Sud), 30.12.2015.

TABLE DES PARUTIONS¹

Une panique de notre temps (novembre 2023)
Les Cahiers du journalisme, vol. 2, n° 10

Cité à comparaître (décembre 2022)
Les Cahiers du journalisme, vol. 2, n° 8-9

Vautrons-nous dans l'erreur ! (mai 2020)
Les Cahiers du journalisme, vol. 2, n° 5

Enfin révélé : ce qu'est le journalisme (novembre 2021)
Les Cahiers du journalisme, vol. 2, n° 7

Les vertus du désastre (juin 2019)
Les Cahiers du journalisme, vol. 2, n° 3

Délivrez-nous du mal (avril 2021)
Les Cahiers du journalisme, vol. 2, n° 6

Disruption, piège à cons (octobre 2018)
Les Cahiers du journalisme, vol. 2, n° 2

Le problème avec les mots... (août 2023)
Les Cahiers du journalisme, vol. 2 n° 8-9

¹ Pour clarifier le cas échéant quelques références textuelles telles que « l'été dernier », la date indiquée est celle de la rédaction et non celle de la première parution.

Impression :
BoD
In de Tarpen 42,
Norderstedt (Allemagne)

2024

Ce livre vise l'immense marché de tous ceux qui pensent comprendre le journalisme et la sphère de l'information en général, par quelqu'un qui est dans le même cas qu'eux... mais mieux selon lui.

Comme beaucoup d'universitaires, l'auteur ne croit pas à la vieille séparation scolaire entre la forme et le fond. Mais estimant que l'on ne doit jamais se fier à ses croyances, il a poussé cette distinction au point où un bibliothécaire consciencieux devrait ranger le style de son dernier livre et les démonstrations qu'il contient dans des rayons différents.

Derrière sa verve pétillante, cette sélection de chroniques publiées dans la section « Débats » d'une revue internationale de référence offre un éclairage d'expert particulièrement stimulant sur les bouleversements qui agitent les médias classiques et nouveaux, et à travers eux notre espace commun du débat public. S'il aborde avec malice des questions très sérieuses, il donne aussi à rire d'idées qui ne le sont guère. Sans aucune malveillance, insiste-t-il : *« ce n'est pas de ma faute si toute personne travaillant sur ce thème est condamnée à entendre plus d'absurdités péremptoires qu'un tableau d'art moderne [...] si certaines idées ont l'air saugrenues dès qu'on s'y arrête un peu, tout le mérite en revient à ceux qui les professent. »*

Il assume en revanche la paternité de ses conclusions... et même deux fois pour certaines d'entre elles : *« dans une ardeur écologique qu'on ne manquera pas de saluer, quelques textes recyclent des bribes d'articles de recherche plus académiques, donc impropres à la consommation humaine et de ce fait promis à l'enfouissement, mais ils sont le plus souvent référencés à l'intention du masochiste de passage. »*



Ses premiers articles, Bertrand Labasse les a publiés à 17 ans dans les pages Sports ou Faits divers de journaux disparus. Les années suivantes l'ont conduit à la rédaction en chef de divers autres journaux, eux aussi disparus. Mais déjà à l'époque, les fascinants paradoxes de cette activité l'entraînaient insidieusement, après une thèse de doctorat, vers la pente savonneuse de la vertu académique. Ancien directeur scientifique de l'unité de recherche-développement des éditeurs de presse français, il se consacre depuis une vingtaine d'années à la recherche universitaire sur la vaste question des rouages sociocognitifs du marché culturel et médiatique et des théories de la réception.

Auteur de nombre d'ouvrages et publications sur ce thème, il est professeur titulaire à l'Université d'Ottawa et (censément) professeur invité à l'École supérieure de journalisme de Lille. Laquelle, en punition de ses péchés, lui a confié en 2017 la direction de la revue *Les Cahiers du journalisme et de l'information*. Il s'est vengé en y publiant ces chroniques.



Presses de l'École supérieure
de journalisme de Lille

23,80 €
35,90 C\$

